

**Le prix Nobel de physique
est attribué
à deux Américains**

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ;
Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 25 pes. ;
Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 16 dr. ; Iran, 40 riyal ;
Italie, 300 l. ; Japon, 100 y. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 12 fr. ;
Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ;
Soudan, 2,25 l. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 ct. ;
Yougoslavie, 10 d. d. d.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS

75027 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris n° 69672

Tél. : 246-72-23

La réévaluation du deutschemark au sein du « serpent » n'atténue guère la tension sur le franc

Une « zone de stabilité »
ballottée

En procédant dimanche à une réévaluation modérée du deutschemark vis-à-vis des monnaies auxquelles la devise allemande est liée au sein du « serpent » (franc belge et luxembourgeois, florin néerlandais, couronnes danoise, norvégienne, suédoise), la République fédérale et les autres pays intéressés ont voulu faire la part du feu. Reste à savoir si la violence de l'incendie permettra encore de circonscrivre les dégâts, c'est-à-dire, en l'occurrence, de sauvegarder dans l'Europe continentale une zone de relative stabilité monétaire.

La réponse à cette question intéresse pas seulement la R.F.A. et les petits pays situés à sa périphérie, avec lesquels elle cherche à maintenir, contre vents et marées, l'accord monétaire européen dont la France est une dernière fois retirée. 12 mars dernier, en laissant tomber le franc vis-à-vis de toutes les devises, il devenait chaque jour un peu plus évident que la cohésion de la Communauté économique européenne, ou de ce qui en reste, est soumise à rude épreuve du fait de l'instabilité croissante des marchés des changes dans cette partie du monde.

Le Marché commun agricole, un tel acte de préservation l'unité des corps de « montants compensatoires » destinés à annuler les effets des fluctuations monétaires, n'est pas seul en cause. Devant l'aggravation du déficit extérieur de la Grande-Bretagne, J. James Callaghan est pour la première fois disposé à envisager sérieusement certaines restrictions sur les importations industrielles. En France, les réalistes à commerce extérieur de septembre, qui viennent d'être renversés, ont montré un déséquilibre accru qui, s'il ne devait pas être rapidement corrigé, ne manquera pas de placer un jour le gouvernement devant les choix difficiles auxquels sont déjà parvenus les dirigeants britanniques.

Dans une conjoncture aussi motivée, le « serpent », même opéré de plusieurs de ses membres les plus importants — avant France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie en février 73 l'avaient quitté... l'aisait donc figure de « noyau » autour duquel on pouvait espérer construire une Europe monétaire que de ce nom.

Mais il se révèle que ce bloc, lui-même fragile et que les aléas monétaires « fortes » de l'Europe sont le deutschemark, le franc suisse, auxquels on peut joindre, pour le moment du moins, le schilling autrichien. Les mésaventures du « serpent » illustrent l'extrême difficulté, et peut-être l'impossibilité, de maintenir des taux de change fixes, une dans un autre limite, lorsque le régime des changes flottants régit en maître quasi absolu sur la scène monétaire internationale.

Quand les taux de change sont en effet, les systèmes de liaisons nationales sont reliés les uns aux autres par le fait que chaque pays, à partir du moment où il commence à perdre des réserves ou à en gagner trop, est contraint de prendre rapidement des mesures dont l'effet est, selon cas, soit de ralentir soit d'accroître la progression de la masse monétaire. On connaît les fautes qui, au cours de la précédente décennie et au début de celle-ci, ont progressivement précipité ce subtil mécanisme d'ajustement de fonctionner correctement, le principal d'entre eux ayant été que le plus puissant des partenaires, à savoir les États-Unis, s'était soustrait à la règle commune.

Aussi la règle a-t-elle fini par se totalement abandonnée en 1973, avec la généralisation des taux de change flottants (sauf être les devises du « serpent »), était folie de croire qu'une telle non-collaboration serait sans conséquences. La plus grave d'entre elles est, désormais, plus que jamais, de ramener à une norme unique les évolutions de prix un pays à l'autre.

La réévaluation du deutschemark, décidée le 17 octobre au soir, a pris par surprise le marché des changes, où les spéculateurs ont commencé à prendre leurs bénéfices. Le cours du dollar s'est quelque peu ralenti ce lundi 19 octobre, tandis que celui du franc s'affaiblissait à l'annonce de l'aggravation du déficit de la balance commerciale française en septembre.

Malgré les affirmations répétées de ses dirigeants — et notamment du chancelier Schmidt lui-même au soir des élections du 3 octobre — le gouvernement fédéral allemand s'est résolu à réévaluer officiellement le deutschemark par rapport aux autres monnaies du « serpent ». À l'issue d'une réunion tenue secrète jusqu'au dernier moment, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays participant à l'accord monétaire européen, la Bundesbank a annoncé le dimanche 17 octobre à Francfort que la monnaie allemande était réévaluée de 2 % par rapport au florin néerlandais et au franc luxembourgeois, de 3 % par rapport aux couronnes suédoise et norvégienne, et de 5 % par rapport à la couronne danoise.

Dans le même temps, les ministres ont affirmé leur volonté de maintenir le « serpent » monétaire et ils n'ont pas touché aux marges de fluctuations autorisées au sein de l'accord (plus ou moins 2,25 % par rapport à la parité).

Le « réajustement » monétaire décidé pendant le week-end a manifestement surpris les milieux financiers, qui ne l'attendaient pas si tôt. Les marchés des changes ont donc éprouvé quelques difficultés à trouver leur équilibre ce lundi matin.

Le dollar s'est donc redressé quelque peu à Francfort à

2,45 DM contre 2,445 DM vendredi. Dans le camp des monnaies faibles, le livre a suivi le dollar. Le franc en revanche a quelque peu fléchi sur l'annonce d'une forte dégradation de la balance commerciale française en septembre : le dollar a progressé de 4,975 F vendredi à 5,05 F après 5,04 F tandis que le deutschemark, en baisse partout ailleurs, restait à Paris à 2,448 F. Les mauvais résultats de notre commerce extérieur ont donc contrebalancé les effets mécaniques d'une réévaluation du deutschemark.

Cette dernière opération a été favorablement accueillie sur les marchés des changes, dans la mesure où elle contribue à relâcher la poussée à la hausse sur le deutschemark. Même s'ils jugent insuffisant le pourcentage de réévaluation affiché, les cambistes estiment qu'il est difficile dans l'immédiat de spéculer sur un autre ajustement du même ordre.

Dans ces conditions, un répit pourrait être observé sur le front des monnaies, à moins qu'un autre accord ne vienne déchirer le nouveau tissu monétaire qui reste fragile. On pourrait le redouter au vu du nouvel effondrement de la lire, dont le cours pour un dollar est passé de 941 à 880, après la suppression de la taxe temporaire de 10 % sur les opérations de change.

(Lire nos informations page 35.)

Espoir de règlement au Liban ? M. Dassault reconnaît

Le « sommet » arabe de Ryad
pourrait aboutir à un accord

Un accord mettant fin à la guerre civile au Liban aurait été élaboré ce lundi 18 octobre à Ryad, où se tient depuis dimanche matin un « sommet » arabe restreint. Le président Assad, selon une dépêche de l'agence Reuters, qui cite des sources syriennes dans la capitale saoudite, aurait accepté un plan égyptien de règlement en trois points. La conférence devait prendre fin ce lundi soir avec la publication d'un communiqué. Le chef de l'État syrien, dont les troupes se sont heurtées à une vive résistance des Palestiniens au Liban, aurait subi en outre de fortes pressions, notamment saoudiennes.

Selon M. Nayef Hawatme, le président du Front démocratique palestinien, qui cite notre correspondant à Beyrouth (voir page 1), l'U.R.S.S. aurait suspendu ses livraisons d'armements le 1^{er} août dernier. La « Pravda » accuse, ce lundi matin, la Syrie d'avoir, par sa dernière offensive militaire, « torpillé » l'accord du cessez-le-feu conclu récemment à Chitaura.

Six personnalités participent à la conférence de Ryad : le roi Khaled (Arabie Saoudite), l'émir Sabah (Koweït), les présidents Sadate (Égypte), Assad (Syrie) et M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P.

Le président Sadate avait présenté, dès dimanche matin, son plan de règlement. Celui-ci prévoit que les « casques blancs » de la Ligue arabe, stationnés au Liban, seraient renforcés considérablement pour devenir une force d'intervention capable de faire respecter le cessez-le-feu. Un calendrier serait établi pour le repli des forces en présence, syriennes, palestiniennes et libanaises. La Ligue arabe garantirait l'application par l'O.L.P. des accords de 1969, qui régissent et limitent les activités des fedayin au Liban. Les divers États arabes confirmeraient leur reconnaissance de l'O.L.P. comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Les membres de la Ligue arabe

devraient réaffirmer leur soutien à l'indépendance et à la souveraineté du Liban, afin de faire échec à toute partition de fait ou de facto du pays. Une « table ronde » regroupant des représentants des deux camps libanais antagonistes se tiendrait sous l'égide du président Elias Sarkis.

Le projet de règlement du président Sadate prévoit également la constitution d'un fonds arabe pour la reconstruction du Liban. Si l'acceptation de ce plan par la Syrie devait se confirmer, le président Assad, estimant les observateurs, aurait subi un revers politique majeur. En effet, le chef de l'État syrien insistait jusqu'à présent pour que son armée soit seule habilitée à rétablir la paix au Liban. Ses représentants à la récente conférence de Chitaura avaient refusé d'envisager le moindre retrait de l'armée syrienne des positions qu'elle occupe actuellement.

(Lire la suite page 2.)

que son groupe
a fait l'objet
de redressements
fiscaux minimes

Accusé d'avoir soustrait au fisc environ 1 milliard et demi de francs par M. Hervé de Vathaire, qui est inculpé d'abus de confiance pour avoir retiré 8 millions de francs du compte personnel de son employeur, M. Marcel Dassault a reconnu, dimanche 17 octobre, que son groupe industriel avait fait l'objet de redressements fiscaux — relativement faibles — après des contrôles de l'inspection générale des impôts. Toutefois, M. Dassault considère, après la publication par le Point, de larges extraits de la note de M. de Vathaire, que « l'affaire est finie » et qu'il « n'est coupable de rien du tout ».

Mis en cause par l'ancien directeur comptable pour les complaisances qu'il aurait eues, avec l'un de ses collègues des finances, à l'égard de M. Dassault, un fonctionnaire de la direction des vérifications nationales affirme qu'il n'a jamais été mêlé à ces affaires, mais que des recherches et enquêtes sont en cours.

Le silence pesant

Les accusations portées par M. de Vathaire sont graves. Si elles étaient fondées, quatre chefs d'inculpation pourraient être retenus contre M. Marcel Dassault : usage de faux, détournement de biens sociaux, fraude fiscale, prévarication de fonctionnaires.

M. Dassault se défend, mais l'opinion est troublée. Comment pourrait-il en être autrement alors que depuis plus de deux mois rumeurs, accusations, photocopies, démentis, explications embarrassées, se succèdent, sans que l'État ait cru bon de faire connaître son point de vue, alors même qu'il est directement visé puisque la firme Breguet-Dassault vit de commandes publiques, c'est-à-dire de l'argent du contribuable.

Une enquête a été effectuée, laisse entendre M. Dassault.

Ph. L.

(Lire la suite page 27.)

AU JOUR LE JOUR

LECTEURS ET ÉLECTEURS

M. Barre a beau dire, les sondages, même s'ils n'ont pas une grande valeur d'information, donnent parfois à réfléchir.

Ainsi celui que l'Express consacre au titre du président montre-t-il bien la distance qui sépare les lecteurs des électeurs. Une majorité des premiers se déclare satisfait des qualités « littéraires » du livre. Une majorité plus forte encore des seconds se dit déçu des perspectives d'action qu'il offre.

Le verdict est clair : M. Giscard d'Estaing a plus d'éloquence pour parler de la politique que d'efficacité pour la mener. On en peut conclure que sa vocation est d'être dans l'opposition, non au pouvoir.

ROBERT ESCARPIT.

LES JUIFS AMÉRICAINS FACE À LEUR RÉUSSITE

À deux semaines des élections, la campagne américaine s'intensifie sans toutefois gagner en originalité et en subtilité politique. Le candidat républicain, M. Ford, et son adversaire démocrate, M. Carter, multiplient les mises au point sans parvenir à intéresser les électeurs, qui témoignent d'une certaine lassitude. M. Carter a ainsi déclaré, samedi 16 octobre, qu'il n'envairait pas de troupes dans les pays d'Europe de l'Est si l'un d'eux venait à se

soulever contre l'Union soviétique. Les deux hommes se livrent notamment à une surenchère pour capter le vote des minorités ethniques. L'annonce par M. Ford, lundi 11 octobre, que des équipements militaires très perfectionnés allaient être livrés à Israël doit être interprétée, malgré ses dénégations, comme un geste électoral vis-à-vis des citoyens américains d'origine juive dont le poids électoral demeure considérable.

I. — Une nouvelle Terre promise

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE DHOMBRES

New-York. — Des millions de juifs des États-Unis confondent leur histoire avec celle « promise américaine » qu'ils ont pu lire dans le livre d'Isaï Kishor, l'histoire des juifs dans le Nouveau Monde. En termes naïfs, et avec une imagerie digne de celle d'Épinal, ce livre affirme leurs droits à vivre sur ce continent. Christophe Colomb n'était-il pas, selon toute probabilité, un des leurs, ainsi que plusieurs marins de son équipage ? Malgré les difficultés de toutes sortes et l'opposition farouche du gouverneur hollandais

Pieter Stuyvesant, un groupe de vingt-trois juifs, venant du Brésil, n'a-t-il pas débarqué, un jour le 9 septembre 1654, dans ce qui s'appelait alors la Nouvelle-Amsterdam, en l'île de Manhattan ?

Avec deux millions d'Israélites, New-York est aujourd'hui la première ville juive du monde, loin devant Tel-Aviv. Des rues entières de Brooklyn (où les Noirs, cependant, les remplacent peu à peu dans les quartiers les plus déshérités), de Queens et de Manhattan (Hester Street ou Orchard Street) sont presque exclusivement habitées par des juifs. Des magasins à l'enseigne frappée de l'étoile de David offrent des produits d'alimentation garantis « kasher ». Le schéma de la réussite sociale juive se lit sur la carte de New-York. Les immigrants pauvres étaient installés dans le Lower East Side ; leurs enfants les plus prospères ont eu accès aux quartiers « bourgeois » du West Side ; les moins chanceux sont partis dans le Bronx. La troisième génération connaît, depuis des années, avec la fuite vers les lointaines banlieues, le sort commun des citadins.

C'est cette « troisième génération », relativement prospère, apparemment intégrée, loin des ghettos, dans les banlieues aux pelouses vertes et aux rites de bon voisinage, qui s'interroge à présent sur son identité. La première génération, parlant yiddish, rêvant parfois du socialisme révolutionnaire et autres mythes de la vieille Europe, ne mettait guère en question son judaïsme : elle la vivait. La deuxième génération, dans sa fièvre d'intégration et d'ascension sociale, a tout rejeté, et violemment : il s'agissait d'être encore plus américain, plus « patriote » que les autres. La troisième génération, qui a oublié la langue et perdu le contact avec l'Europe, cherche actuellement, dans un mouvement qui ressemble

à ce que les psychanalystes nomment « le retour du refoulé », à retrouver ses origines.

(Lire la suite page 6.)

ANTENNE 2 EN QUESTION

Les indignations de M. Marcel Jullian

Au moment où la commission des finances examine le budget des sociétés issues de l'ex-O.R.T.F., on s'interroge, à l'Assemblée nationale, sur les résultats de la réforme, en particulier sur la qualité des programmes. Et on parle à nouveau des « problèmes d'Antenne 2 ». Problèmes de « structures institutionnelles et fonctionnelles », selon M. Combes, sénateur (R.I.) de Paris. Mais il semble que depuis sa création, la deuxième chaîne confiée à M. Marcel Jullian, une chaîne que l'on a voulu « neuve », « différente », ait souvent agacé. On a reproché à son président directeur-général cette différence même qu'il avait pour mission d'établir. Ailleurs, on a été déçu : les promesses d'une télévision de création, d'une télévision libérée, n'ont pas été toujours tenues.

M. Marcel Jullian est soucieux, dans son bureau. La veille, à l'Assemblée, on a fait allusion à ses déclarations, désobligeantes pour les parlementaires, rapportées dans un hebdomadaire parisien. Des propos déformés, dit-il. Bien sûr, il y a eu une lettre de rectification, mais...

Il s'indigne : « Encore une fois le seul objet de scandale. Prendrait-on, même au Parlement, l'habitude publique de juger sur des propos qui n'ont pas été tenus, sans même que les gens comparaisissent. On m'a souvent reproché mon imprudence ; en habitude de l'école, je n'ai pas toujours pris garde aux dangers des formules, mais, là, ce n'est pas le cas. C'est peut-être tout simplement la présence d'une personne de mon mode à une place comme celle-ci qui explique le rumeur, cette rumeur dont on connaît la source et les estuaries.

Pourtant, si l'on créait trois sociétés, il était indispensable que l'une d'elles ait pour mission informative, biologique, de défrayer les choses établies. C'était cela que je devais faire, et, si je ne sais pas le

Propos recueillis par
MATHILDE LA BARBONNIE.
(Lire la suite page 25.)

**LA FORTUNE
EST UN TERRITOIRE
INTERDIT.**

**Nous y
sommes allés.
Vous n'en
reviendrez pas.**

**LE NOUVEAU
observateur**

Trois numéros spéciaux
en vente à partir d'aujourd'hui.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE

Les Palestiniens estiment que leur vive résistance à l'offensive syrienne a été décisive

De notre correspondant

Beyrouth. — La résistance palestinienne se trouve dans une situation critique. « Critique, mais non désespérée », précisent ses dirigeants. Le dos au mur, les Palestiniens disposent néanmoins d'une stratégie politique grâce à laquelle ils espèrent ne pas avoir à choisir entre la capitulation politique et la reddition militaire face à la Syrie. Les dirigeants de l'O.L.P. ne cessent de répéter : « Tant que les Syriens ne seront pas venus nous chercher à Beyrouth, rien ne sera joué, ils essaieront de le faire, nous les y attendons... »

Les Palestiniens pensent, en effet, avoir déjoué, ou au moins dévié, les calculs syriens (qu'ils qualifient de « syro-américains »). Ils se demandent s'ils ne sont pas sur le point d'obliger Damas à modifier sa tactique et d'obtenir ce répit auquel ils aspirent, qui leur permettrait de se déloger du siège auquel ils ont été pris. Illusions ? Les dirigeants de l'O.L.P. avancent des arguments pour démontrer que leurs espoirs ne sont pas chimériques.

Ils estiment notamment que leur farouche résistance à l'avance des troupes syriennes, la semaine dernière, dans le secteur Bhandoun-Aley, a eu un résultat déterminant sur l'évolution de la situation.

UN ÉMISSAIRE DE M. GISCARD D'ESTAING A TRIPOLI

Le commandant Jalloud, chef du gouvernement libyen, a reçu samedi 16 octobre un émissaire spécial de M. Giscard d'Estaing, M. Georgy, actuellement directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay et ancien ambassadeur à Tripoli (1969-1976). M. Georgy n'a pas remis de message écrit au commandant Jalloud, contrairement à ce que laisse entendre l'agence d'information libyenne.

La conversation, indique-t-on à Paris, a porté sur « les suites du voyage qu'a fait en mars M. Chirac (alors premier ministre) en Libye ».

Cette formule n'exclut pas que cette démarche ait trait à l'affaire Claustre. On sait que le président de la République avait fait état il y a quelques temps de démarches secrètes. Le colonel Kadafi permit l'intermédiaire le mieux placé pour communiquer avec le chef des rebelles Touhou, M. Hissen Habré, qui détestait Mme Claustre.

Sans lui attribuer le mérite d'avoir, à elle seule, obligé le président Assad à participer au « sommet » de Ryad, qu'il refusait jusqu'ici, ils estiment que la bataille de Bhandoun a eu pour première conséquence de montrer aux Syriens qu'il leur faudrait au moins cinq ou six jours de plus pour conquérir Aley, alors que — pour des raisons politiques — les instructions de Damas auraient été d'en finir avec Bhandoun et Aley en vingt-quatre heures.

On estime, de sources palestiniennes, que l'erreur d'appréciation des Syriens provient du fait qu'ils avaient remporté, avec facilité, la première bataille de la montagne, dans le Metn, les 28 et 29 septembre. Cependant, on relève à présent que la décision de l'O.L.P. d'abandonner le Metn avait été prise par M. Arrafat en personne, à la suite de contacts secrets établis par son conseiller politique, M. Hani Al-Hassan, avec le président Assad.

Parallèlement, le président Sarkis tentait de se dégager quelque peu de l'emprise syrienne en concluant un accord avec la résistance palestinienne à la veille de la conférence de Chitaura, ce qui a placé les Syriens dans une situation délicate.

Selon les Palestiniens, ces divers facteurs ont amené les Saoudiens à faire pression sur la Syrie pour la contraindre à participer au « sommet » de Ryad en l'absence de son allié jordanien. Ils estiment que ce « sommet », dont le principal objectif était d'empêcher que l'Égypte et la Syrie échappent à l'influence saoudienne, pouvait aboutir à des résultats favorables.

Les Palestiniens pensaient obtenir à Ryad davantage qu'à Chitaura, où ils avaient dû faire des concessions aux Syriens. Ils avaient, en effet, admis à Chitaura que les Syriens n'opèrent aucun retrait, que les « casques blancs » arabes ne soient pas chargés de l'application du cessez-le-feu, et que les fedayin soient, dans la pratique, contrôlés par l'armée syrienne. « L'accord de Chitaura », nous a dit M. Hawatme, « reflétait le rapport des forces syro-palestiniennes alors qu'un « sommet » de Ryad le poids de l'Égypte entrera en ligne de compte ».

« Nous ne nous faisons pas pour autant des illusions », a poursuivi le chef du Front démocratique. « Un consensus à Ryad ne peut se réaliser que sur la base d'un partage des rôles entre la Syrie et l'Égypte. Et nous sommes convaincus que cette éventuelle redistribution des cartes se fera à nos dépens. Cependant, la réalité entre Le Caire et Damas subvertira l'Égypte et la Syrie aspirant,

l'une et l'autre, à s'affirmer comme le premier allié des États-Unis dans le monde arabe. Mais nous disposerons d'un répit pour reconstruire nos forces et entraîner davantage nos alliés parmi les pays socialistes à nos côtés. Ainsi, les Soviétiques ont déjà suspendu, depuis le 1^{er} août 1976, l'application d'accords pour la fourniture d'armements à la Syrie, d'un montant de 1,25 milliards de dollars, conclus à peine trois mois auparavant (en mai). Mais pour cela il faudrait que nous nous montrions constamment prêts à battre avec nos propres forces, comme nous l'avons déjà fait à Bhandoun ».

Pour le moment les Palestiniens manœuvrent pour remplacer la tutelle syrienne par celle, plus diffuse, du monde arabe, tout en donnant à l'Égypte un rôle propre à les libérer de l'emprise de Damas.

LUCIEN GEORGE.

Le « sommet » de Ryad pourrait aboutir à un accord

(Suite de la première page.)

La presse de Damas, enfin, exigeait ces derniers jours la limogeage de la direction de l'O.L.P. et son remplacement par une équipe de personnalités favorables à la politique de M. Assad.

Ce dernier avait fini par accepter de rencontrer M. Arrafat, avec lequel il aurait échangé à Ryad une poignée de main « chaleureuse ». Le président de l'O.L.P. avait réussi à quitter la capitale libanaise à bord d'un avion spécial saoudien qui avait pu exceptionnellement atterrir à l'aéroport de Beyrouth, fermé depuis plusieurs mois. Autre concession du chef de l'État syrien : il avait renoncé à la présence du roi Hussein au « sommet » de Ryad. Le président Assad avait fait cependant escaler sa position à Amman pour s'entretenir avec le souverain jordanien.

Notre correspondant au Caire, Jean-Pierre Féroneau-Bugnot, nous câble que la presse égyptienne

chante victoire. La « réconciliation » intervenue à Ryad entre les présidents Sadate et Assad est peut-être fragile, mais elle répond aux vœux du Caire et confirme ses prévisions. En effet, depuis le début de la campagne déclenchée par la Syrie contre l'Égypte, après la conclusion, en septembre 1974, du second accord du Sinai, les dirigeants égyptiens avaient maintes fois proclamé que l'attitude syrienne était d'ordre tactique, et que tôt ou tard un rapprochement intervientrait entre les deux capitales, favorables, depuis la guerre d'octobre 1973, à une paix négociée avec Israël.

Encourageant cette perspective, écrit notre correspondant, l'Arabie Saoudite et le Koweït ont activement œuvré dans le sens d'une réconciliation syro-égyptienne, leur tâche étant grandement facilitée par le fait que ces deux États pétroliers sont les principaux bailleurs de fonds de l'Égypte et de la Syrie.

Si l'accord de Ryad devait être confirmé, un « sommet » arabe élargi se tiendrait au Caire avant la fin de cette semaine pour avaliser le compromis.

Les combats et les bombardements se poursuivent

À la demande du roi Khalid d'Arabie saoudite, précède Radio-Ryad, le président Assad a donné l'ordre, samedi soir 16 octobre, aux troupes syriennes stationnées au Liban, de cesser le feu. Les combats se poursuivaient néanmoins ce lundi matin 18 octobre dans la plupart des secteurs, les forces de la droite ayant apparemment pris la relève des troupes de Damas. Elles ont bombardé divers secteurs, notamment à Beyrouth.

L'agence palestinienne Wafa a d'autre part annoncé, dimanche, que des unités israéliennes avaient occupé à 4 heures (3 heures, heure française) le village libanais de Hannine, situé à 6 kilomètres de la frontière libano-israélienne, dans la région de Bint-Jbeil. L'attaque israélienne aurait commencé samedi soir. Un correspondant de l'agence Reuters, qui s'est rendu sur place, affirme avoir vu huit chars, dont certains portant les signes distinctifs de l'armée israélienne. Selon les Palestiniens, le village aurait été remis ensuite par les Israéliens à des milliers de la droite libanaise, venus de Jounieh, via Haïfa.

Dans la montagne, à l'est de Beyrouth, et dans la région située au sud de la capitale, où les Syriens avaient lancé leurs deux dernières offensives, les bombar-

dements ont continué samedi contre les positions tenues par les Palestino-progressistes. Selon une source de droite, les forces syriennes auraient achevé le nettoyage de la ville de Bhandoun, mais cette information n'a pas été confirmée de source palestinienne. Au sud, les troupes syriennes occupent le village de Labaa, à 7 kilomètres du port de Saida.

À Beyrouth, les forces de droite ont repris, dimanche, leurs tirs contre les quartiers ouest de la capitale tenus par les Palestino-progressistes. Ce lundi matin, des échanges meurtriers se poursuivaient, surtout dans le sens ouest. Les principaux secteurs visés par les forces de la droite semblent être les camps palestiniens de Sabra et de Chatila, ainsi que le quartier de Hamra. Celles-ci ont annoncé, dimanche, qu'elles avaient bombardé et détruit deux bateaux chargés d'armes au large du secteur où se trouve l'aéroport de Beyrouth.

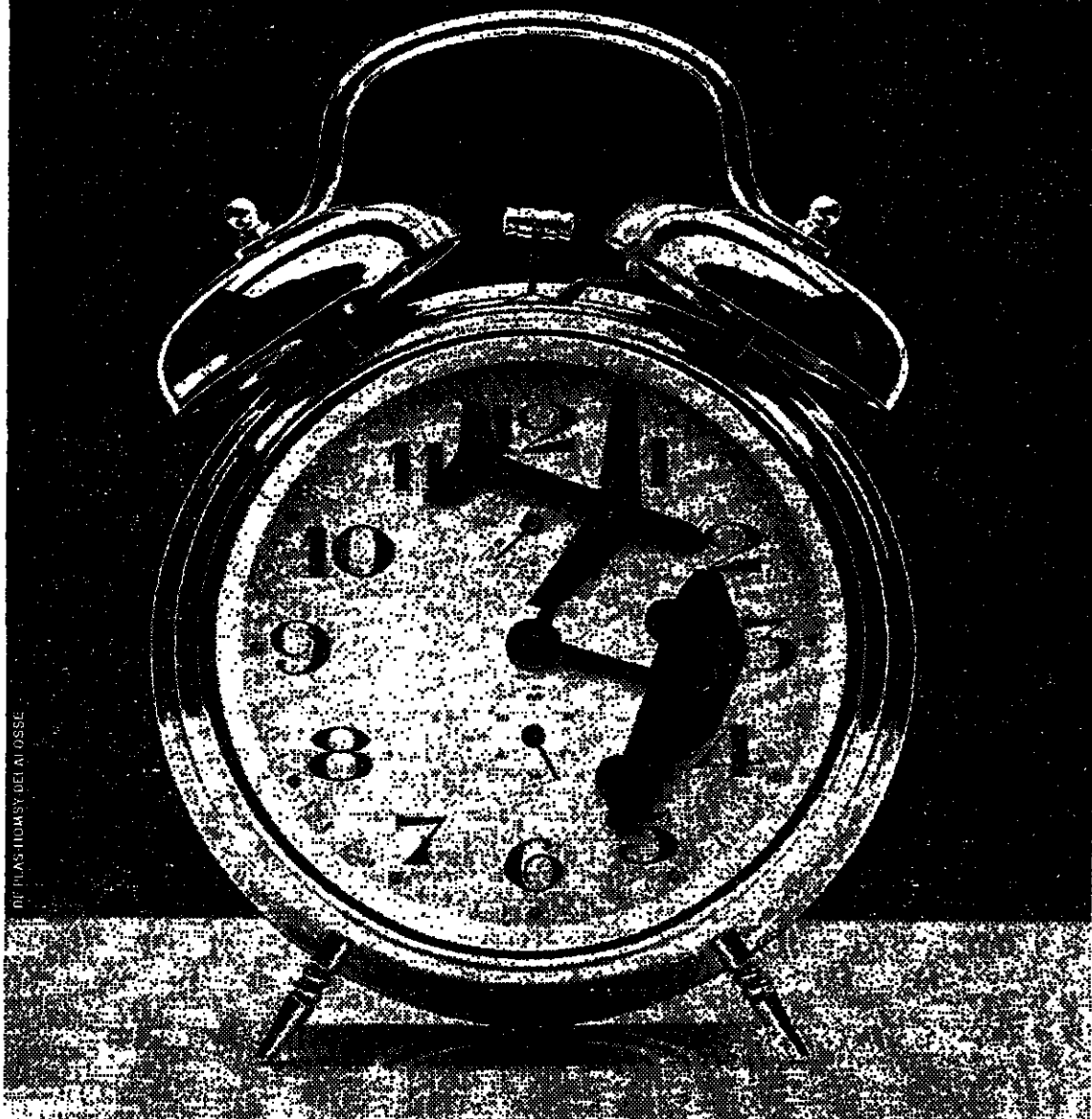
De Nicosee, on a appris, d'autre part, samedi, que quatre personnes avaient été tuées et trois autres blessées, vendredi, à bord du cargo grec Niarhos, lors des bombardements de Saida par l'artillerie syrienne. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

DIPLOMATIE

FRANCO, DE GAULLE ET LES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES

Les services secrets britanniques auraient espionné le général de Gaulle lorsqu'il était chef d'Etat et auraient transmis leurs informations au général Franco : telle est du moins l'une des affirmations, parmi d'autres, faites par l'ancien secrétaire privé du Caudillo, le général Francisco Salgado-Araujo dans un livre qu'il obtient actuellement un très grand succès à Madrid : *Mes entretiens privés avec Franco*. L'ouvrage contient, d'autre part, des appréciations sévères sur l'entourage du Caudillo, en particulier sur sa femme et sur son gendre, le marquis de Villaverde, qui auraient tenté de s'opposer à la perution du livre.

Quelle que soit l'heure de votre avion, il y a une correspondance Avis.



Au moindre retard, râlez.

CARTE D'APPRECIATION	
1. Votre voiture vous a-t-elle été livrée rapidement ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
2. Le service a-t-il été agréable et efficace ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
3. Votre voiture était-elle propre ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
4. Votre voiture était-elle en bon état mécanique ?	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
5. Avez-vous des suggestions à nous faire ?	
NOM : _____	
ADRESSE : _____	

Chez Avis, dans chaque voiture, vous trouverez une carte d'appréciation. Si vous n'êtes pas satisfaits de nous, dites-le nous. A nous de tout faire pour que cela n'arrive pas. A nous de tenir nos promesses. Ainsi pour être sûrs de vous rendre service, dans chaque ville où il y a une agence Avis, nous sommes prêts à livrer votre voiture à votre arrivée à l'aéroport. Quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit. Il suffit simplement de faire votre réservation à l'avance.

Nous espérons donc que cette carte d'appréciation sera pour nous une carte d'approbation, ce qui serait pour nous le meilleur des stimulants. Et pourquoi pas une carte de suggestions. En nous aidant à mieux faire encore, vous profiterez encore mieux de nous.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation (Tél. 584.12.58) ou auprès de votre agence de voyage.

Avis.
Profitez de nous.

584.12.58

EUROPE

Portugal

La gauche et la droite du parti socialiste se sont vivement affrontées

De notre correspondant

Lisbonne. — L'« orage » menaçait depuis quelque temps. Il vient d'éclater. « Le P.S. est en crise », ont annoncé plusieurs journaux du matin le vendredi 15 octobre. Le quotidien conservateur *O Dia* est allé jusqu'à titrer sur toute la largeur de la première page : « Sédition au P.S. ». Le même journal identifiait les « leaders » des deux tendances au sein du parti socialiste : d'un côté, M. Mario Soares, de l'autre, M. Lopes Cardoso, membre du secrétariat national et ministre de l'Agriculture.

Le premier serait favorable à une « solution démocratique ». Le second chercherait à imposer une « ligne marxiste ».

Que le P.S. comprenne plusieurs courants politiques, plusieurs « sensibilités » comme il aime à le dire ses dirigeants, tout le monde le savait. Cette fois-ci, pourtant, les antagonismes sont apparus au grand jour.

Le P.S. avait vécu, depuis le 25 avril 1974, dans une situation de mobilisation permanente. D'abord, pour combattre le P.C.P., et ensuite, pour gagner les élections. Les divergences d'opinion entre ses membres étaient alors oubliées.

L'expérience de M. Manuel Serra et de ses amis, qui, en janvier 1975, ont abandonné le P.S. pour former le front socialiste populaire, s'est soldée par un échec. Les tentatives de création d'un « véritable parti socialiste », inspiré par certains militaires de gauche et appuyé par une énorme campagne publicitaire

dans la période qui a précédé les élections pour l'assemblée constituante, n'ont donné aucun résultat. Enfin, le départ, en juillet 1975, d'un groupe de personnalités du parti, mécontentes de la politique suivie par M. Soares, n'a pratiquement pas eu de conséquences.

Jamais les raisons de ces départs n'ont été recherchées à l'intérieur du P.S. La version officielle était toujours la même : influence du P.C.P., tentative du « parti de M. Cunha » de diviser les socialistes. Maintenant, le contexte politique a changé. Le « danger » communiste a disparu. Le P.S. a gagné les élections. Le temps des grandes options est arrivé. Les premiers signes de tension n'ont pas tardé à apparaître.

Lors de l'élection pour la présidence de la République, des membres très importants du P.S. ont difficilement accepté la décision de la direction du parti d'appuyer le général Spínola. La collaboration avec les deux autres formations politiques qui soutenaient le même candidat, le P.P.D. et le C.D.S., a provoqué des tensions.

La formation du premier gouvernement constitutionnel posait d'autres problèmes. Devrait-on maintenir le mot d'ordre lancé pendant la campagne électorale de « gouvernement minoritaire et homogène » ? Cer-

tains dirigeants préféraient élargir la base sociale d'appui du nouveau gouvernement. Une alliance avec le P.P.D. était souhaitable, pensaient-ils.

M. Soares n'a pas été du même avis. Il était conscient de la force relative du courant de « gauche » au sein du secrétariat. Mais, surtout, il craignait une réaction extrêmement défavorable de la part des militants du parti, qui, dans les régions du Nord et dans les archipels des Açores et de Madère violent dans le P.P.D. leur principal ennemi.

Le gouvernement constitué en juillet 1975 a été en quelque sorte le fruit d'un compromis. Le ministre de l'Éducation et le secrétaire d'État à l'Information ont été confiés respectivement à MM. Cardia et Alegre, tous deux identifiés à la « droite » du parti. En revanche, M. Lopes Cardoso, qui personnifie le courant de « gauche », a conservé le ministère de l'Agriculture.

M. Lopes Cardoso est devenu l'objet des plus violentes attaques. La confédération des agriculteurs du Portugal a exigé sa démission. La communication au pays du premier ministre le 9 septembre dernier n'a pas calmé les esprits. S'insurgeant contre les syndicats agricoles de l'Alentejo et considérant que cette province était « au bord de la faillite », M. Soares donnait apparemment raison à tous ceux qui contestaient la loi sur la réforme agraire.

En même temps, la droite ne cessait de mettre en relief l'activité des responsables des secteurs de l'éducation et de l'information. Des épurations successives ont eu lieu à la télévision et dans les journaux, ainsi que dans les organes supérieurs du ministère de l'Éducation. La crise était larvée. Au cours d'une rencontre des employés socialistes de la fonction publique, le 3 octobre, elle a pris de l'ampleur.

Ce jour-là, M. Cardoso a présenté le « dialogue » entre les dirigeants et les militants du parti, et condamné ce qu'il a appelé « une obéissance aveugle ».

La riposte est venue le lendemain. Lors de l'inauguration d'une exposition marquant le soixante-dixième anniversaire de la chute de la monarchie, M. Alegre a évoqué les faiblesses du parti républicain qui auraient été à l'origine de l'arrivée de Salazar au pouvoir. Il s'est élevé contre « une fatalité de la gauche qui consiste à créer des conditions favorables à la droite ».

La tension est montée quand, sous forme de publicité payante, la commission du travail du P.S. a publié un texte soutenant la lutte du syndicat des professeurs de la région de Lisbonne contre les mesures prises par le ministre de l'Éducation. Au siège du P.S., la crise était ouverte. Une conférence de presse qui devait annoncer officiellement le congrès prévu pour le 31 octobre était ajournée. Une réunion du secrétariat était convoquée pour le jeudi 14 octobre. En même temps, la section du P.S. de Coimbra appuyait le ministre de l'Éducation déclaré à « combattre impitoyablement » toutes les « manœuvres » à l'intérieur du P.S. qui « ne pourront que nous mener vers la fin de la démocratie ».

Mais quel est à l'origine de ces « manœuvres » ? La question est posée par un des dirigeants socialistes proche de la tendance de « gauche ». Selon lui, les modérés auraient, avant le congrès, lancé, mais en vain, une campagne d'intoxication pour se débarrasser une fois pour toutes des éléments les plus progressistes du parti.

Une fois de plus, M. Soares a réusé, semble-t-il, à équilibrer les tendances au sein de son parti.

La scission a été évitée. Mais cette crise ne restera peut-être pas sans lendemain.

JOSÉ REBELO.

Danemark

QUATRE DIPLOMATES AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON...

De notre correspondante

Copenhague. — L'ambassadeur du Danemark à Pékin, M. Kjeld Mortensen, a été chargé le 15 octobre par son gouvernement d'expliquer aux dirigeants de Pyongyang (Corée du Nord) les motifs pour lesquels leur ambassadeur à Copenhague et ses trois collaborateurs ont été déclarés « persona non grata » par le ministère danois des affaires étrangères (le *Monde* date 17-18 octobre).

Les familles des quatre diplomates mis en cause ont déjà quitté le Danemark par chemin de fer en direction de Berlin-Est.

L'un des diplomates, M. Choi Hong Il, était absent quand a éclaté le scandale le 15 octobre. Il se serait, dit-on, rendu à Marseille attirant ainsi l'attention de la police danoise. Le commissaire Pedro-Maria Gaudin (petit-fils du peintre français), chef de la brigade danoise des stupéfiants, a déclaré au quotidien social-démocrate *Aktuel* qu'il soupçonnait les Nord-Coréens d'avoir introduit de l'héroïne en Scandinavie où, jusqu'à une date très récente, ce « produit » était inconnu.

Les diplomates nord-coréens ont été surpris alors qu'ils transportaient 147 kilos de haschisch, mais la suite de l'enquête, laisse-t-on entendre du côté danois, pourrait réserver bien des surprises.

L'autre de la rovente des cigaretes et des alcools achetés en franchise par les diplomates. On s'étonne à Copenhague de la légèreté dont ont fait preuve les diplomates nord-coréens. En janvier dernier, ils se sont mis à commander, en franchise, cigarettes et alcools pour leur « usage personnel ». Le principe de ces commandes était parfaitement légal, mais les douanes danoises ont trouvé surprenant qu'une si petite mission se procure des quantités aussi importantes de marchandises. Par ailleurs, les services de contre-espionnage danois ont relevé assez vite que ces diplomates recevaient régulièrement des individus appartenant au « milieu » copenhagais. Un article de la presse étrangère devait orienter leurs soupçons : cet article indiquait que l'hiver dernier deux diplomates nord-coréens avaient été trouvés, à l'aéroport du Caire, porteurs de 200 kilos de haschisch.

L'affaire a déstabilisé les milieux de gauche et d'extrême gauche qui, il y a quelques années, avaient multiplié leurs efforts pour faire reconnaître le régime de Pyongyang : le Danemark est ainsi le seul état membre de la C.E.E. à entretenir des relations diplomatiques avec la République démocratique de Corée.

A quoi ont été employés les millions de couronnes ainsi gagnés par les Nord-Coréens ? Un jeune écrivain, M. Arne Herlev Petersen, qui a été décoré de l'ordre du Drapeau national pour ses traductions de textes littéraires nord-coréens, a déclaré à *Aktuel* que ces fonds ont peut-être servi à financer la propagande très coûteuse que les Nord-Coréens n'ont cessé de faire ces derniers temps en faveur de leur patrie.

G. O.

Pour leur « usage personnel »

Quatorze complices, de naissance danoise syrienne, libanaise et polonaise sont sous les verrous. Les premières arrestations, qui allaient permettre de remonter la filière, ont eu lieu fin août : une série d'autres pourraient intervenir prochainement. Il y aurait eu deux réseaux gravitant autour de l'ambassade de la Corée du Nord, l'un s'occupant de la drogue.

LES JUIFS DE FRANCE MANIFESTENT EN FAVEUR DE LEURS « FRÈRES SOVIÉTIQUES »

Plusieurs milliers de personnes — dix mille selon les organisateurs — se sont rassemblées le 17 octobre, à 18 h. 30, devant la grande synagogue

de la rue des Victoires, à Paris, pour célébrer la fête juive de Simhat Thora (« la joie de la Thora »), un signe de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. Après l'office, le grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan, a pris la parole pour condamner la persécution et l'aggravation du sort des juifs soviétiques et « alerter une fois de plus la conscience du monde civilisé ». Un cortège s'est formé, en tête duquel on remarquait la présence du grand rabbin de France, du grand rabbin de Paris, M. Meïr Jaffé, de M. Alain de Rothschild, président du conseil central et du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), de M. Claude Kahan, président de l'exécutif du CRIF, de M. C.-G. Marcus, député U.D.R. de Paris.

de la rue des Victoires, à Paris, pour célébrer la fête juive de Simhat Thora (« la joie de la Thora »), un signe de solidarité avec les juifs d'U.R.S.S. Après l'office, le grand rabbin de France, M. Jacob Kaplan, a pris la parole pour condamner la persécution et l'aggravation du sort des juifs soviétiques et « alerter une fois de plus la conscience du monde civilisé ». Un cortège s'est formé, en tête duquel on remarquait la présence du grand rabbin de France, du grand rabbin de Paris, M. Meïr Jaffé, de M. Alain de Rothschild, président du conseil central et du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), de M. Claude Kahan, président de l'exécutif du CRIF, de M. C.-G. Marcus, député U.D.R. de Paris.

FRANCE PAYS ARABES

no 63 vient de paraître

ÀU SOMMAIRE :

— **LE DOSSIER LIBYE**

- La dynamique d'une révolution
- Extrait du livre vert
- Une industrialisation accélérée
- Commerce extérieur
- Des entreprises françaises en Libye, etc.

— **LES RUBRIQUES HABITUELLES**

- Reportage au Liban
- Les livres
- La chronologie du mois
- L'éditorial de Louis Terrenoire
- La chronique de Philippe de Saint Robert, etc.

72 pages en français et arabe - 21 x 29 - 4 F

En vente dans les grandes librairies et drugstores ou à France-Pays Arabes, 12-14, rue Augereau 75007 Paris - Tél. : 555-27-52 C.C.P. La Source 34274.90

Spécimen d'anciens numéros sur demande

France-Pays Arabes est représenté à la 2^e Foire Pan-Africaine d'Alger

Tchécoslovaquie

« RUDE PRÁVO » PREND A PARTIE LA TÉLÉVISION OUEST-ALLEMANDE

De notre correspondant

Vienne. — Sous le titre « Goebels est toujours », *Rude Právo*, organe du P.C. tchécoslovaque, a pris vivement à partie, le samedi 16 octobre, le gouvernement et les milieux politiques ouest-allemands. Le motif de cette attaque a été fourni au journal par la diffusion, mercredi dernier, par la Z.D.F. (la deuxième chaîne de la République fédérale), d'une émission de télévision au cours de laquelle un ancien agent de renseignements tchécoslovaque, M. Josef Frolík, passé à l'Ouest, accusait M. Husak, actuel chef du parti à Prague, d'avoir collaboré pendant la guerre avec les organisations nazies. Dans l'historiographie officielle, M. Husak est considéré comme l'un des principaux auteurs de l'insurrection slovaque d'octobre 1944.

station de télévision contrôlée par l'autorité publique ait pu diffuser une émission de cette nature. Il s'est agi d'une « attaque délibérée contre des relations de bon voisinage », affirme le journal qui passait à la contre-attaque, ajoute : « Cela s'est passé sur les écrans d'une télévision qui donne la parole fréquemment non seulement à ceux qui furent de réels collaborateurs des nazis, mais encore qui sont des porteurs actifs de la politique hitlérienne d'agression... »

À la fin de la semaine dernière, la Z.D.F. avait fait savoir que l'ambassade de Tchécoslovaquie à Bonn était intervenue auprès du gouvernement ouest-allemand pour tenter d'empêcher la projection de l'émission incriminée. — M. L.

LE NOUVEL
Obsen

POUR LA PREMIERE FOIS EN FRANCE, "ILS" PARLENT DU
Giscard d'Estaing-Mitterrand-Poniatowski-

سنة ١٤٠٠ هـ

150

AFRIQUE

LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Les chefs d'État de la ligne de front exigent que la Grande-Bretagne soit l'unique interlocuteur des nationalistes noirs de Rhodésie

Après l'annonce par Londres, le samedi 16 octobre, du report de la conférence de Genève sur la Rhodésie du 23 au 28 octobre, M. Nkomo, chef de l'aile intérieure du Congrès national africain (A.N.C.), a réagi, dimanche, que cette rencontre soit présidée par M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, et non par M. Ivoor Richard, délégué britannique aux Nations unies. « Je suis optimiste », affirmait M. Nkomo, « il devrait être relativement simple de faire la démarche initiale et d'établir un gouvernement intérimaire. C'est là l'objet de la conférence de Genève. Les problèmes réels surgiront après, et le principal d'entre eux sera d'élaborer une nouvelle Constitution. »

De notre correspondant

Maputo. — A l'approche de la conférence de Genève sur la Rhodésie, les chefs d'État de la « ligne de front » multiplient les rencontres pour préciser leurs exigences et les dirigeants des mouvements nationalistes mènent d'actives négociations pour surmonter leurs divergences. Par la voix du président tanzanien Nyerere, les chefs d'État du Botswana, M. Seretse Khama, du Mozambique, M. Samora Machel, et de Zambie, M. Kenneth Kaunda, ont réaffirmé, en l'absence du président Neto, en visite officielle en Bulgarie, leur opposition à certains points essentiels du « plan Kissinger ». Ils refusent toujours que le régime minoritaire de Rhodésie puisse siéger de plein droit à la conférence. N'ayant jamais reconnu la déclaration unilatérale d'indépendance de M. Smith, ils exigent que la Grande-Bretagne assume pleinement ses responsabilités de puissance coloniale et soit donc l'unique interlocuteur des mouvements nationalistes. Les « pouvoirs résiduels » de la Grande-Bretagne, l'obligent même, comme l'affirme le président de la Tanzanie, à assumer au sein du gouvernement de transition un rôle que le régime Smith avait usurpé.

D'autre part, les chefs d'État de la « ligne de front » ne veulent pas entendre parler du conseil d'État prévu par le plan Kissinger. Ils n'envisagent pas de laisser dans le gouvernement provisoire les postes de ministre de la Défense et de l'Intérieur à des représentants de M. Smith. Le régime de Salisbury estime, pour sa part, que son contrôle sur l'armée et la police est indispensable pour, dans cette période qui annonce difficile, défendre les intérêts et assurer la sécurité de la minorité blanche. Enfin les chefs d'État sont catégoriques : une lutte armée se poursuivra jusqu'à un transfert complet du pouvoir à la majorité noire. Ils estiment que seuls les progrès de la lutte ont suffisamment inquiété les puissances occidentales et l'Afrique du Sud pour qu'elles

● A l'occasion du 7^e anniversaire de la révolution du 21 octobre en République démocratique du Somalie, pour manifester sa solidarité à la cause de la Résistance palestinienne et à celle des combattants d'Afrique australe, le Djibouti, des Comores et du « Ollisario », le comité international culturel N'Krumah organise une soirée culturelle, débat et films, mercredi 20 octobre, à 20 h. 30, rue Albert de Lapparent, 75007 Paris.

● Dans son édition d'aujourd'hui du 17 octobre, l'hebdomadaire londonien « Sunday Times » fait état d'une « conversation secrète » entre M. Mugabe et des membres de son état-major, dans laquelle le chef de la ZANU assure ne vouloir reconnaître aucun gouvernement intérimaire en Rhodésie avant la destruction totale de l'armée de Smith et son remplacement par nos forces.

En Tanzanie et en Zambie

Mme Gandhi a proclamé la solidarité de l'Inde avec les mouvements de libération de l'Afrique australe

De notre correspondant

Nairobi. — Mme Gandhi a regagné New-Delhi le 17 octobre à l'issue d'un voyage à l'île Maurice, en Tanzanie et en Zambie. Le premier ministre indien a confirmé son appui aux mouvements de libération d'Afrique australe et s'est employée à faire approuver par ses interlocuteurs l'état d'urgence décrété dans son pays voilà quinze mois.

A l'île Maurice, où plus de la moitié de la population est d'origine indienne, l'accueil a été chaleureux. Cette visite était particulièrement bienvenue pour le premier ministre mauricien, Sir Seewoosagur Ramgoolam, alors que les premières élections générales depuis 1968 doivent avoir lieu, en principe, avant la fin de l'année. A l'aéroport de Dar-Es-Salaam, « Nduku Gandhi », — la camarade Gandhi, — a été saluée par des danses folkloriques. A Lusaka, dix-neuf coups de canons ont salué son arrivée. Le « Daily News », quotidien gouvernemental tanzanien, a jugé que l'état d'urgence en Inde a « créé un nouvel esprit de confiance dans toutes les couches de la population », le président zambien a déclaré de son côté que le reste du monde « devrait approuver » les mesures prises par le gouvernement indien pour mettre un terme à la crise interne fomentée par l'opposition. Pendant cette tournée, un diplomate indien, M. Bipinpal Desai, s'est rendu tour à tour au Botswana, au Lesotho et au Mozambique pour y discuter ce que l'on croit être une aide médicale indienne aux mouvements de libération d'Afrique australe. A Lusaka, Mme Gandhi accorde une

● L'indépendance du Transkei. — En Afrique du Sud, les travailleurs noirs ont boycotté les cérémonies célébrant la future indépendance du Transkei organisées à Soweto par le premier ministre du futur État, M. Kaiser Matanzima. Alors que le faubourg africain compte environ cent trente mille citoyens de cette ethnie, que Pretoria entend rattacher au Transkei, il y avait à peine deux mille spectateurs samedi après-midi au meeting. Le conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.S.R.C.) avait appelé la population à ne pas se rendre à cette manifestation. Les chefs d'État du Togo, de la Haute-Volta et du Niger ont condamné, vendredi 15 octobre, la « prétendue indépendance du Transkei », qualifiée de « mystification ». — (A.F.P.)

● Environ sept cents lycéens africains ont assisté, dimanche 17 octobre, un dépôt de véhicules appartenant à la municipalité de Johannesburg, après avoir assisté à l'enterrement d'un de leurs camarades, M. Isaac Dumisani Mbatia, arrêté lors des manifestations du 16 septembre, est mort le 17 octobre, à l'âge de seize ans, dans un hôpital, où il venait d'être transféré. A la fin de la cérémonie, les manifestants hurlant : « Le système doit souffrir du sang que nous perdons », ont détruit ou endommagé plusieurs dizaines de camions et de voitures.

Vient de paraître aux Editions Cujas

Kadhafi

le livre vert

Après le petit livre rouge de MAO, le livre vert de KADHAFI (Le Monde)

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

Larousse
vous invite à vivre un événement unique...

Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse

au moment même où paraît son 20^e et dernier volume.

La plus prestigieuse des encyclopédies (et la plus récente) peut être à vous.

Le premier du vingtième volume de la Grande Encyclopédie Larousse marque une date de l'édition française et mondiale, pour vous, un événement : la Grande Encyclopédie va devenir une œuvre unique, au complet, dans votre bibliothèque... et Larousse vous le rappelle : Larousse vous facilite son accès au présent des connaissances de l'humanité en offrant à chaque lecteur (quel qu'il soit) un accès à la Grande Encyclopédie.

La Grande Encyclopédie vous offre le plus vaste et le plus utile des services : un service de consultation et de recherche de vos connaissances.

La Grande Encyclopédie vous offre le plus vaste et le plus utile des services : un service de consultation et de recherche de vos connaissances.

La Grande Encyclopédie vous offre le plus vaste et le plus utile des services : un service de consultation et de recherche de vos connaissances.

Invitation

A recevoir gratuitement, sans aucun engagement, une brochure documentaire en couleurs spécialement conçue par Larousse, nous mettrons tout les détails sur la Grande Encyclopédie et le 20^e volume offert en cadeau.

Nom _____

Prénoms _____

Profession _____

N° _____ Rue _____

Ville _____ Code postal _____

Date _____ Signature : _____

A renvoyer à la Librairie Larousse
17, rue du Montparnasse - 75280 Paris Cedex 06

Watergate

SECRET DES SECRETS : LA FORTUNE. LEUR FORTUNE.
Defferre-Chirac-d'Ornano-Marchais...

LA FORTUNE DES FRANÇAIS

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LES « GAFFES » DE M. FORD

M. Gerald Ford n'a guère de chance avec la géographie. Le candidat républicain déclarait péremptoirement samedi 16 octobre à un nouvel auditoire : « Je suis heureux de me trouver à Pontiac », alors qu'il venait d'arriver à Lincoln (Illinois). Il avait déjà provoqué vendredi une certaine consternation parmi les étudiants de l'université d'Iowa en leur disant qu'il était « heureux de se trouver en Ohio ».

La réputation de « gaffeur » investit de M. Ford semble se confirmer à mesure que la course électorale approche de son terme. Faut-il mettre sur le compte de la fatigue le fait que M. Ford ait répété à plusieurs reprises que sa campagne l'a conduit en Indiana, dans l'Ohio et au Texas, alors qu'il s'est en fait rendu en Illinois, dans l'Iowa et dans l'Oklahoma ? M. Ford semble en tout cas avoir quelque désir de se rendre au Texas, puisqu'il affirmait il y a quelques jours devant des administrateurs au peu abusifs qu'il venait de passer la nuit à Lawton, au Texas, alors que la ville se trouve en Oklahoma. — (A.P.)

M. CARTER a rendu public, dimanche 17 octobre, un télégramme, qu'il a envoyé vendredi à M. Ford, dans lequel il accuse ce dernier de déformer ses déclarations. « Je ne préconise pas un accroissement des impôts pour les familles à revenu modeste, ni le lancement de nouveaux programmes sociaux qui coûteraient près de 100 milliards de dollars, ni un abaissement de 15 milliards de dollars du budget de la défense », écrit le candidat démocrate.

Pacer



American Motors
Jean-Charles
28, boulevard de la République 75011 Paris Tél. 288-22-46

Les juifs américains face à leur réussite

(Suite de la première page.)

Le prototype de la première génération était tailleur, ouvrier de confection, et travaillait dans ces « sweat shop », ces « ateliers où l'on sue ». Son fils, devenu instituteur, faisait bénéficier de son savoir libéral les Noirs, ses élèves, qu'il guidait vers l'émancipation. Son petit-fils est universitaire, avocat, journaliste. Il ne sait plus très bien ce que les Noirs pensent de lui ni ce qu'il doit penser de lui-même.

Les différences entre « juifs allemands » arrivés pour la plupart avant 1880 (l'immigration provoquée par la montée du nazisme en Allemagne fut quantitativement beaucoup moins importante, même si elle a compté dans ses rangs le mathématicien Albert Einstein et un jeune garçon nommé Henry Kissinger), puis « cultivés », moins traditionnalistes, et juifs des pays slaves, venus entre 1880 et 1924 (1), se sont pratiquement effacées. La « classe ouvrière » juive, jadis très importante, s'est amenuisée au cours des ans. Les pauvres, plus nombreux qu'on ne le croit généralement — cinq cent mille sur environ six millions de juifs américains — sont souvent de vieux immigrants qui n'ont pas su s'adapter, et qui ont été rejetés par la société industrielle. Formant un groupe relativement homogène, prospère, cultivé, mais dont le taux de croissance tend vers zéro (les juifs représentaient 3,7 % de la population américaine dans les années 20 contre moins de 3 % actuellement).

(1) Le système des « quotas », adopté par le Congrès en 1924 et aggravé en 1954, a limité sévèrement l'immigration venue d'Europe orientale, et en particulier l'immigration juive.

(2) World of our fathers (Le Monde de nos pères), d'Irving Howe. Harcourt Brace Jovanovich, New-York, 1976.

(3) Le hassidisme moderne (de hassid : homme pieux) est apparu en Pologne vers 1750. Il est fondé davantage sur l'exaltation mystique, provoquée par la prière, le chant et la danse, que sur les études littéraires traditionnelles. Le mouvement Lubavitch est une des sectes hassidiques les plus importantes.

ment), la communauté juive mesure aujourd'hui les ambiguïtés d'une réussite hors du commun.

Le drapier vers la banlieue — où s'estompent les différences ethniques et religieuses — s'est fait dans un certain malaise. « Pour la première fois, il fallait décider de se présenter ou non en tant que juif », explique l'historien Irving Howe (2). La plupart ont cherché à nous des lieux avec la synagogue la plus proche. En même temps, ils ont eu de plus en plus tendance à désigner celle-ci sous le terme de Jewish Center (le centre juif), qui indique une incontestable laïcisation. « Quelque-uns d'entre eux ont dû renouer comme nous, trahissant du sort le fait de leur judaïsme traditionnel des villes, et peut-être même le judaïsme tout court... en compagnie d'autres juifs », note Irving Howe.

« Orthodoxes » et « réformés »

Plusieurs courants religieux coexistent dans le judaïsme américain. Les « orthodoxes », attachés à la langue hébraïque, au respect des traditions, des interdits alimentaires, etc., se distinguent nettement des « réformés », héritiers de l'esprit allemand des « lumières », qui utilisent l'anglais à l'office et dont les rabbins sont parfois plus versés dans les subtilités de la psychanalyse que dans celles du Talmud. Un rabbin « orthodoxe » se distingue de l'Américain moyen par son allure et ses vêtements, alors qu'un rabbin « réformé » ressemblerait plutôt à un animateur d'une maison des jeunes et de la culture, et ne dédaigne pas disputer à l'occasion quelques farces religieuses de baby-foot ou de ping-pong avec ses « fidèles ».

L'importance des groupes « orthodoxes » s'est accrue depuis l'holocauste de la seconde guerre mondiale, nous explique M. Morris Schappes, rédacteur en chef de la revue de gauche Jewish Currents, dans son petit bureau encombré de coupures de presse, jaunes, dont les fenêtres s'ouvrent sur le tchitzmarre d'Union

Square, dans le centre de New-York. « Il y a chez les jeunes un regain d'intérêt pour la religion traditionnelle », affirme-t-il. D'autre part, en raison des déficiences croissantes des écoles publiques new-yorkaises, les parents juifs ont de plus en plus tendance à faire entrer leurs enfants dans des écoles privées religieuses — souvent « orthodoxes » — ce qui a également pour effet de renforcer les sentiments religieux des jeunes juifs. Cette situation a une autre conséquence : les juifs libéraux new-yorkais, qui, il y a dix ans encore, étaient partisans convaincus du principe de séparation de l'Eglise et de l'Etat, se prononcent maintenant pour une intervention de l'Etat en faveur des écoles religieuses privées et se retrouvent ainsi dans le même camp... que les catholiques irlandais.

L'aspect le plus spectaculaire de ce renouveau de la religion traditionnelle est le développement des sectes hassidiques, et en particulier du mouvement Lubavitch (3). Vêus de complètes, sombres, coiffés d'un feutre noir, les cheveux courts

mais la barbe longue, les adeptes du mouvement se sont installés dans le quartier de Crown Heights, à Brooklyn. « La ville de New-York est en pleine déroute, et nos voisins, noirs ou portoricains, ne sont pas tellement antiques. Voilà pourquoi nous aimons la loi et l'ordre », affirme le rabbin Kaeriel Kassel, responsable des organisations de jeunesse du mouvement Lubavitch. « Mais, à la différence des autres New-Yorkais, nous ne portons pas ». Hostile aux mariages entre juifs et non-juifs, à l'athéisme et à tout compromis sur la tradition, le mouvement tient également à garder ses distances vis-à-vis de l'Etat « laïc », selon lui, d'Israël, et du sionisme. « Les sionistes avaient pensé à l'origine à établir un foyer juif en Ouganda. C'est pour nous une absurdité. La terre d'Israël, même sous la domination anglaise, nous serait plus sacrée que l'Ouganda, même gouverné par des juifs », explique le rabbin Kassel.

Entre les « orthodoxes » et les « réformés » se faufile un troisième courant, dit « conservateur », qui réalise une sorte de synthèse des deux premiers. Bien des Jewish Centers des banlieues sont d'ailleurs indifféremment ouverts aux fidèles des trois courants.

« Est-ce que tout cela a vraiment de l'importance ? », répond un jeune universitaire juif new-yorkais à qui nous demandons à quel courant il se rattache. « Généralement, chez les jeunes, ce regain d'intérêt pour la religion traditionnelle est une passion d'adolescent, une façon de s'opposer à des parents incroyants, et ne dure que quelques mois. La religion est ici, avant tout, un rite social. Marilyn Monroe s'est bien convertie au judaïsme pour épouser Arthur Miller... »

DOMINIQUE DHOMBRES.

Prochain article :

VIRAGE À DROITE
ET « LOBBY » ISRAËLIEN

CARLO GAMBINO CHEF DE LA MAFIA EST MORT

New-York (A.F.P., Reuter). — M. Carlo Gambino, « patron » de la Mafia aux Etats-Unis, est mort vendredi 15 octobre à l'âge de soixante-quatre ans dans son appartement de Brooklyn à New-York. M. Gambino, qui était arrivé illégalement aux Etats-Unis en 1923 venant de Sicile, avait immédiatement appartenu à la Mafia et avait été condamné à vingt-deux mois de prison en 1937 pour trafic d'alcool. M. Gambino « régnait » sur d'innombrables activités illégales allant de l'extorsion de fonds aux paris truqués et de deux maisons de jeux. Sa disparition ouvre une succession convoitée : M. Gambino était le chef du « conseil » des « patrons » qui administrent la Mafia sur tout le territoire des Etats-Unis et contrôlent directement les « cinq familles » de la Mafia à New-York. Selon le New-York Post, M. Gambino, chef du « syndicat du crime » de Joe Bonanno, pourrait hériter de la majeure partie des pouvoirs qu'exerçait M. Gambino. Le New-York Times estime cependant qu'il s'agit d'avoir à affronter un rival en la personne de M. Paul Castellano, un autre membre important de la Mafia à New-York.

Pérou

TROIS OFFICIERS SONT IMPLIQUÉS DANS UN MOUVEMENT SUBVERSIF

Lima (Reuter). — Le général Luis Cisneros, ministre péruvien de l'Intérieur, a annoncé, le samedi 16 octobre, que « cent quarante-trois éléments subversifs » avaient été arrêtés au cours des derniers semaines. Parmi ces éléments figurent trois officiers impliqués, selon le ministre, dans « un mouvement de guérilla intitulé : Armée populaire péruvienne, et qui a pour but de renverser le gouvernement ». Les autres éléments « subversifs » sont des syndicalistes et des étudiants.

Le ministre a également précisé que des caches d'armes, de munitions et d'explosifs avaient été découvertes ainsi que des uniformes militaires. Cette révélation a troublé les milieux politiques de la capitale.

Jacques Delors: "Nous voulons des entreprises prospères"



Interrogé par Politique Hebdo sur le type de dialogue ou de confrontation que les dirigeants socialistes cherchent avec le patronat, Jacques Delors, délégué national du PS, affirme que son parti veut, demain, des entreprises prospères dans une autre logique de développement. Il ne désespère pas de faire entendre aux patrons « la voix de la sagesse ». Pour en savoir plus sur les intentions du PS quand il sera au pouvoir, lisez le dernier numéro de Politique Hebdo.

Dans le même numéro : la santé publique, qui est aussi un fait politique. A propos du cancer, vous saurez comment et pourquoi les résultats très prometteurs de certaines expérimentations n'ont jamais été rendus publics.

nouvelle formule
politique
hebdo

en vente dès aujourd'hui.

DES CA
Normal

VAO
M&M
ACHIE
193-1976

VOS TUY
RETRECIS
A L'EA

40
ANNIVERSAIRE

150
AN

150

AMÉRIQUES

LOIN DES CAPITALES

Norman (Oklahoma) : citoyens et gestionnaires d'une petite ville

« **L**e Watergate? Les citoyens américains ne l'ont pas attendu pour surveiller de près la gestion municipale. Ils veulent comprendre, ils veulent qu'on les écoute, qu'on prenne en considération leurs exigences. Parfois, ce n'est pas facile, car la bureaucratie est trop lourde. » M. Crosby, la quarantaine, pose son verre de Coca-Cola et sourit. Il sait de quoi il parle : la population de Norman (Oklahoma) a révoqué son prédécesseur. Installé lui-même depuis peu au poste de « city manager » de cette petite ville, il se trouve chaque jour aux prises avec les problèmes de soixante-dix mille habitants... dont vingt mille sont étudiants. A Norman, on peut voir des villages entiers d'indiens transplantés à la périphérie de la ville dans un ghetto de maisons de bois, comme jetées sur la terre crue. Et aussi, dans les élégantes rues du centre bordées de boutiques et de maisons déjà taxées, des cow-boys en jeep, fusils en bandoulière, qui s'interpellent d'un véhicule à l'autre par talkies-walkies, dans un jargon difficilement compréhensible pour les autres Américains.

La plupart sont des « farmers », des propriétaires fonciers. Avec eux, les gens du campus universitaire (étudiants, enseignants, personnel administratif) ont refusé, à la suite d'un référendum, une augmentation du prix de l'eau. C'était en juillet 1974. Le conseil municipal avait besoin de cet argent : il passa outre aux protestations des citoyens de la ville (aux Etats-Unis, des nombreuses décisions publiques sont soumises au jugement de la population). En avril dernier, le conseil était renversé : un groupe d'habitants avait réussi à faire élire quatre personnes au conseil municipal (sur huit au total). Le prix de l'eau a, de nouveau, baissé.

La population discute le budget, l'ensemble des taxes et des impôts locaux proposés par le maire et le conseil municipal. Norman disposait, l'année dernière, de 10 millions de dollars — de diverses provenances : avant tout, ici comme dans les autres petites villes des Etats-Unis, on essaie de se suffire à soi-même — ce qui n'est pas le cas pour les grandes cités. De l'Etat de l'Oklahoma, Norman ne reçoit qu'une somme dérisoire (232 000 dollars de juin 1975 à juin 1976), qui provient des taxes sur l'essence et les vignettes de

voiture. Et si Norman ne contribue pas au budget fédéral — dont les caisses sont alimentées par les impôts directs et les douanes — en revanche Washington donne quelque argent à la ville : une somme encore modeste de 1 million 340 000 dollars. Et Norman a le loisir d'utiliser cet argent comme elle le désire. Pour le reste, la majeure partie de ses revenus provient des taxes (8 millions et demi de dollars, soit 80 % de son budget) qu'elle prélève sur divers produits de consommation : nourriture, essence, bref tout ce que l'on achète à l'intérieur de la localité.

CHACQUE cité de l'Oklahoma est aussi de la plupart des Etats-Unis à sa propre Constitution. Elle décide alors de son mode de scrutin et de la législation, à la condition essentielle que cette réglementation ne soit pas en contradiction avec les lois de l'Etat, avec les lois fédérales ni avec les grands principes de la Constitution. Les habitants de Norman ont ainsi imposé un nouvel amendement à la Constitution de la ville. Il stipule que le conseil ne pourra jamais augmenter les taxes sur les services publics sans un vote de la population. Dès lors, il reste très peu de pouvoir aux instances municipales. En outre, de nouvelles élections sont prévues en mars 1977, avec un autre mode de scrutin. La ville sera divisée en quartiers, représentés chacun par un conseiller. De cette manière, l'élu sera plus facilement contrôlé par ses administrés. L'Université de l'Oklahoma, qui a son siège à Norman, aura droit, elle aussi, à un représentant — en l'occurrence un étudiant ou un professeur — qui siègera au sein du conseil municipal.

A la différence de la France, où les séances municipales ouvertes au public ne provoquent pas d'affluence, aux Etats-Unis, elles sont très suivies : avec un certain élan polémique, les gens y prennent la parole sur des sujets de leur choix, et leurs interventions sont très souvent retransmises par la presse et la télévision locales. Ainsi cet été, à San-Diego (Californie), la population avait demandé une semaine de réflexion supplémentaire avant le vote du budget municipal. Cette demande, aussitôt accordée, fit l'objet d'un débat quotidien durant huit jours dans le journal

du soir *San Diego Union*. Cette espèce d'auto-détermination collective est sans doute, malgré la primauté constante de la loi de l'Etat sur les lois municipales, un facteur d'autonomie vivante de la ville par rapport à l'Etat. Il s'agit d'une forme d'indépendance inscrite dans les structures elles-mêmes, et plus encore dans une pratique de civilisation.

Les petites villes comme Norman répondent le mieux à ces exigences démocratiques : à la différence de cités comme Detroit ou Los Angeles — où le pouvoir est entre les mains d'un seul, le maire — le maire n'y a plus qu'un rôle symbolique, car l'on confie l'administration à un « city manager ». Ce dernier n'est pas élu. Homme d'affaires, technocrate, obligatoirement étranger à la vie politique, il est désigné par le maire pour des fonctions bien précises : gestion du budget, des investissements et du personnel. Il travaille à plein temps et son salaire annuel de 25 000 dollars, pris sur les caisses de la ville, est connu de tous. Le maire élu, lui, exerce un autre emploi et ne reçoit de la ville qu'une somme symbolique (25 dollars par mois), comme les autres membres du conseil municipal.

Le « city manager » se sent-il suffisamment concerné? Oui, si c'est un citoyen de la région, ce qui est rarement le cas. Les Américains critiquent volontiers le choix, pour un tel poste, d'un homme qui se consacre à l'autre. Ils votent souvent dans ces administrations des « carpetbaggers », des « intrus », bref des techniciens étrangers à la ville. « Les diplômés, disent-ils, importent peu. Ce qui compte, c'est de se sentir solidaire de la localité dans laquelle on travaille. »

Le pouvoir des maires et l'autonomie des municipalités rencontrent leurs limites lorsque l'Etat fédéral doit subventionner des investissements collectifs, comme les infrastructures aériennes. C'est Washington qui envoie ses propres experts pour décider de l'architecture d'un aéroport dans ses moindres détails. Ce système présente parfois des anomalies lorsque ces administrations d'Etat — comme, à Norman, l'hôpital et l'université —

bénéficient des services publics de la cité : elles ne paient pas les impôts locaux, et pourtant elles profitent des infrastructures de voirie, d'eau et d'électricité de l'endroit. Actuellement, la ville de Norman tente une action en justice contre l'Etat de l'Oklahoma pour obtenir de ce dernier une somme énorme que représentent ces impôts locaux, non payés depuis des années.

Il semble que le gouvernement fédéral, depuis le président Roosevelt, essaie de faire pression pour contrôler de plus près les villes, en raison de ses besoins financiers croissants. Cette attitude se traduit par des projets d'équipements collectifs qui se réaliseraient sous le regard du gouvernement. Pour éviter de se laisser tenter, les villes doivent donc être suffisamment riches et élever le taux des taxes et des impôts locaux.

Les grandes villes, elles, sont souvent réduites à mendier. Plus elles sont vastes, plus les problèmes se multiplient. Les classes moyennes partent habiter en banlieue, les habitants restant en ville sont pauvres, ils vivent souvent de l'allocation chômage et sollicitent un plus grand nombre de services publics. Le gouvernement fédéral doit accorder des crédits pour faire face à une criminalité de plus en plus forte et pallier les insuffisances des quartiers défavorisés. A Norman, au contraire, le quartier résidentiel se trouve en plein centre. En outre, grâce au système d'autoroutes entre cette ville et Oklahoma-City — distantes de 35 kilomètres, — il est finalement très facile, et beaucoup le font, de vivre à Norman tout en travaillant dans la capitale de l'Oklahoma. Tout cela procure de l'argent à Norman, qui pourrait se passer des subsides de Washington.

Les prochaines élections vont-elles changer quelque chose à cette situation? Certains édiles locaux se disent certains que si les démocrates gagnent l'Etat fédéral contrôlera plus sévèrement les villes. « Mais les petites villes, quoi qu'il arrive, conclut M. S. Murray, continueront à compter avant tout sur elles-mêmes. C'est un des fondements de la démocratie américaine, un principe qui n'est finalement jamais remis en question. »

CLAUDINE SERRE.

MAO L'HOMME CACHE

1893-1976

Hachette

Mao Tse-tung, un portrait.

VOS TUYAUX RETRECISSENT A L'EAU.

Le tartre se déposant dans les canalisations réduit petit à petit le diamètre des tuyaux.

Votre débit d'eau chute, vos joints se détériorent, les fuites apparaissent. Ce n'est pas tout.

Le tartre vous fait dépenser 70% de détergent de plus que nécessaire, vous coupe l'eau un jour ou l'autre, dénature ce que vous mangez, irrite et abîme votre peau et vous fait perdre énormément de combustible.

Comme si vous chauffiez une maison fenêtres ouvertes. Il faut à peine 2 ans et demi pour amortir un adoucisseur d'eau Culligan. Depuis 40 ans Culligan traite l'eau avec sérieux.

40^{ème} ANNIVERSAIRE
Offre spéciale jusqu'au 31/12/1976
Pour toute demande de renseignements, écrivez ou appelez Culligan France à ou au P.O. Box 1000, Les Clayes-sous-Bois.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Culligan ©

50% de réduction sur le billet de votre auto pendant 220 nuits au tarif bleu.

SENS NORD-SUD

1976/77	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
OCTOBRE																															
NOVEMBRE																															
DÉCEMBRE																															
JANVIER																															
FÉVRIER																															
MARS																															
AVRIL																															
MAI																															

SENS SUD-NORD

OCTOBRE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
NOVEMBRE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
DÉCEMBRE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
JANVIER	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
FÉVRIER	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29		
MARS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
AVRIL	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	
MAI	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31

■ TARIF BLEU - 50% □ TARIF BLANC - NORMAL ■ TARIF ROUGE + 50%

Regardez bien notre calendrier tarifaire tricolore. Car si vous avez la chance de pouvoir voyager en France en dehors des périodes d'affluence, vous profitez de tous les avantages des Trains Autos Couchettes en faisant une bonne affaire. Un exemple :

Sur Paris-St-Raphaël, prix du transport pour une automobile de taille moyenne (prix au 25/9/76) : dans le bleu 195 F. C'est le tarif réduit, dans le blanc 390 F. C'est le tarif normal, dans le rouge 585 F. C'est le tarif des fortes pointes.

Alors pensez bleu : pendant les deux tiers de l'année, il y a sûrement des dates qui vous conviennent. Renseignez-vous et réservez vos places dans les gares ou les agences de voyages. Et après quatre transports de la même automobile en un an sur les relations intérieures françaises, nous vous offrons pour elle, un bon pour un cinquième parcours simple, gratuit dans le bleu, demi-tarif dans le blanc.

Cette année essayez les Trains Autos Couchettes.

SNCF

POLITIQUE

AU COLLOQUE D'EPERNAY

M. Raymond Barre écarte toutes les propositions du Nouveau Contrat social

De notre envoyé spécial

Eprenay. — Le seul contrat social qui vaille pour M. Raymond Barre est « le nouveau contrat social pour la France », que, selon lui, M. Giscard d'Estaing proposa dans son ouvrage lorsqu'il écrivit : « Notre société ira son chemin vers l'unité par la justice. » Voilà ce que le premier ministre a proposé, samedi soir 16 octobre, aux participants du sixième colloque du Nouveau Contrat social de M. Edgar Faure, dont il était venu clôturer les travaux à Eprenay. M. Barre, voulant se garder de polémiquer, n'a relevé ni les plaidoyers en faveur de l'impôt sur le capital, présentés notamment par M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., ni la relance de la participation au capital des entreprises, faite la veille par

M. Chirac, ni la proposition d'une réforme globale de la fiscalité accompagnée de la suppression de la taxation des plus-values évoquée par M. Edgar Faure. A travers un discours tout enrobé d'amabilité et d'hommages envers son hôte, M. Raymond Barre a, comme pour une leçon d'agrégation, réitéré point par point les thèmes que venait de développer le président de l'Assemblée nationale, marquant ainsi qu'un agrégé d'économie politique de 1950 pouvait toujours corriger le devoir d'un agrégé d'histoire du droit de 1962.

Citant à plusieurs reprises le livre de M. Giscard d'Estaing comme la source de référence de l'action gouvernementale, M. Barre n'a retenu aucune des propositions élaborées par les congressistes durant deux jours de débats, qui furent toujours de bonne tenue. Il en fut ainsi pour à leur tour l'indication de l'emploi des jeunes, que les régions pourraient régler, pour la fiscalisation des allocations familiales, pour une proposition de loi-cadre relative à l'aménagement de l'espace rural, pour la participation dans les entreprises, enfin, pour la

lutte contre l'inflation et pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel. M. Edgar Faure avait pourtant élaboré une construction originale liant ces deux derniers points. Ecartant ainsi toutes les propositions — même les moins révolutionnaires — du colloque d'Eprenay, peu sensible aux hommages que M. Edgar Faure avait adressés à lui-même et à M. Giscard d'Estaing, M. Raymond Barre a posé son attitude pour démontrer qu'en dehors des choix opérés par le gouvernement et des orientations données par le président de la République, il n'y a pour lui, en ce moment, aucune autre vérité.

ANDRÉ PASSERON.

M. Edgar Faure, dans son discours, samedi après-midi, aborda ainsi le problème de l'inflation : « Une des singularités de la situation actuelle est due à l'existence et à la puissance des entreprises transnationales, dotées d'une finalité mais non d'une conscience. »

Les grandes entreprises multinationales fixent les prix comme elles l'entendent, et elles exercent sur l'économie nationale une énorme ponction sans aucune contrepartie. Elles ne font pas bénéficier le public de leurs gains.

Elles procèdent à des transferts de prix entre leurs filiales, ce qui leur permet d'accumuler les profits et de les transférer en toute quiétude vers les paradis fiscaux.

Quant aux disciplines nationales de l'Etat ou l'entreprise méso-économique se trouve implantée, elle n'a aucune raison sentimentale de s'y plier et le rapport de force joue en sa faveur.

L'Etat national n'a aucun moyen de résister à ce genre de pression, car il redoute par-dessus tout la suppression de l'emploi. Les pays membres de la Communauté pourraient imposer une déontologie à leurs grands feudaux, les soumettre à des contrôles et freiner leur rôle inflationniste direct ou indirect. Les entreprises méso-économiques se trouveraient alors dépourvues de la faculté de mettre en surenchère les pays d'accueil et d'être de la menace de leur migration.

M. Edgar Faure ajoute : « Il faut préserver les limites de la compétence que pourrait exercer l'Assemblée parlementaire européenne. Elle ne devra pas s'immiscer dans les questions relatives à la politique extérieure et à la défense, domaines réservés des Etats. Mais il faut donner au nouveau Parlement une compétence qui lui sera propre et qui peut aller jusqu'à l'exercice d'un pouvoir législatif commun. Cette compétence s'attachera essentiellement à l'organisation de l'indus-

triel et économique et sociale de l'Europe. Elle comportera un pouvoir de déontologie, de limitation et de contrôle à l'égard des trusts trans-européens et des méso-entreprises multinationales. Elle comportera l'adoption de mesures tendant à limiter les concentrations et à décourager le gigantisme. Elle s'étendra logiquement à une politique européenne de l'environnement. Je propose que l'on élabore un amendement au traité de Rome en vue de fixer les attributions précises et limitées de la nouvelle Assemblée parlementaire. »

Le premier ministre a des vues à long terme

M. Raymond Barre, qui était accompagné de M. Beullac, ministre du travail, et de plusieurs autres membres du gouvernement, déclara à propos de l'épénay : « L'indication généralisée constitue une abdication devant l'inflation et est même à l'origine de mouvements spéculatifs qui aggravent l'inflation. L'indication de l'épargne des personnes âgées serait la formule la moins dangereuse, mais je crains que, dans un pays comme la France, où la recherche de l'égalité se traduit par la multiplication des privilèges, nous ne nous laissions entraîner. Je suis donc intéressé mais prudent. »

A propos de la participation dans l'entreprise, M. Barre indiqua : « Ce qui importe, c'est la notion de communauté humaine. L'entreprise est trop souvent le siège de conflits et de tensions. Si nous pouvions les surmonter, quelles chances s'ouvriraient à notre pays ! »

A propos de l'inflation, le premier ministre déclara : « Les instruments traditionnels de mesure de l'inflation et de lutte contre elle sont inefficaces à condition qu'on les applique continuellement. Il ne faut pas peser essentiellement sur les entreprises multinationales la responsabilité de l'inflation structurelle. Le contrôle des multinationales sera utile au sein de la Communauté européenne, mais encore faudrait-il que certains pays ne soient pas les seuls à la solliciter. C'est d'abord par un effort national que la stabilité sera maintenue. Il n'est pas exact que l'Etat soit dépourvu de moyens sur les entreprises mul-

tionnelles, mais il y a fait de la volonté. Le premier ministre doit aborder avec circonspection le problème de l'Europe pour éviter d'en faire une tige de politique intérieure. Nous jouons dans la Communauté européenne un rôle de premier plan, et nous devons éviter que des divergences de vues internes ne remettent en cause la grande entreprise à laquelle la France s'est dédiée. On ne doit pas craindre le suffrage universel et il faut tenir compte de l'évolution des institutions de la Communauté au cours de ces dernières années. La situation est différente avec l'existence d'un conseil européen comme l'a voulu le président de la République et son prédécesseur. L'existence du Conseil européen est un élément institutionnel fondamental. C'est

parce qu'il fonctionne et fait preuve d'efficacité que nous pouvons nous en servir pour l'action. Ce qui est important, c'est l'efficacité institutionnelle qui s'attache à la conception fédérale. Le président de la République et le gouvernement ont indiqué que l'élection ne s'accomplisse pas dans une modification des pouvoirs de l'Assemblée nationale. Le gouvernement s'efforcera de faire progresser ce projet. Il est convaincu qu'en-dehors de toutes les oppositions et les tensions de ce peuple français, la France se retrouvera tout ensemble pour adhérer à ce nouveau contrat social pour la France. »

L'impôt sur la fortune

Au cours de la matinée, M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., avait notamment déclaré : « A considérer l'écart qui demeure entre les patrimoines, il n'est pas condamnable de penser à une action directe sur le capital. Il faut sans doute écarter l'épénay d'un recensement général de tous les biens, meubles et im-

meubles, avec une armée de comptables et une multitude de déclarations lors de la moindre transaction. Mais, enfin, la réduction de l'écart entre les revenus ne peut exclure la réduction des inégalités entre les patrimoines. Il ne me choque pas d'imaginer une taxation des grosses fortunes. Le temps est venu de rééquilibrer notre système fiscal : moins de taxes indirectes et plus d'impôts directs ; imposition assise sur les revenus, oui, mais aussi sur le capital dans certains de ces revenus. »

M. Edgar Faure, pour sa part, avait déclaré : « J'ai profondément regretté le débat sur les plus-values. La loi qui en est résultée est mauvaise, et la première chose à faire sera de l'abroger lorsqu'on voudra reprendre l'affaire dans sa totalité. Est-ce que le moment est bien choisi pour créer une confusion supplémentaire avec un impôt sur le capital ? Il ne faut pas s'emballer. Vous êtes toujours en épénay et l'autre est toujours un capitaliste. Les Français se disent toujours sans doute écarter l'épénay d'un recensement général de tous les biens, meubles et im-

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 21 novembre 1976, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ

à usage d'habitation

LA CHAPPELLE-GAUTHIER

(71) - 42-44-46, Grande-Rue

MISE A PRIX : 61.611 F

S'adresser à : M. Jean-Marie DEVOS, avocat, 178, bd Saint-Germain, Paris 6

à l'avocat, près les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

TAVERNY (95) Propr. 1.817 m²

Occupée - 132, rue Maréchal-Foch

MISE A PRIX : 60.000 FRANCS

Vente à : M. Jean-Marie DEVOS, avocat, 178, bd Saint-Germain, Paris 6

à l'avocat, près les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

M. MALHERBE, avocat à Paris, 14, rue de la Harpe, 75001 Paris

Etudes de M^{rs} AKOUN et TRUKILLO, avocats associés, demeurant à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlain, et de M^{rs} ANDRÉ, 19, rue Péray à Corbeil-Essonnes

VENTE

SUR PUBLICATIONS JUDICIAIRES

de la vente de meubles, bijoux, etc.

au PALAIS DE JUSTICE D'EVRY

une PROPRIÉTÉ

à VARENNES-JARCY

(ESSONNE), 11, rue du Bel-Air

une contenance de 2.434 m²

MISE A PRIX : 80.000 F

S'adresser à : M^{rs} AKOUN et TRUKILLO, avocats associés, demeurant à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlain, et de M^{rs} ANDRÉ, 19, rue Péray à Corbeil-Essonnes

à l'avocat, près les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

M. MALHERBE, avocat à Paris, 14, rue de la Harpe, 75001 Paris

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à EVRY (Essonnes), le mardi 26 octobre 1976, à 14 heures

UN APPARTEMENT F4

CHILLY-MAZARIN (91), 5, place de l'Ance-Cascade, 91120 Chilly-Mazarin

Mise à Prix : 100.000 Francs

Renseignements à : M^{rs} TRUKILLO et AKOUN, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlain, et de M^{rs} ANDRÉ, 19, rue Péray à Corbeil-Essonnes

à l'avocat, près les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

M. MALHERBE, avocat à Paris, 14, rue de la Harpe, 75001 Paris

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 28 octobre 1976, à 14 h. En 2 lots

1) APPARTEMENT - 18, av. Raphaël - PARIS (16^e)

entrée, dég., av. placard, 1 p. av. alcôve, s. de bns, cuisinette, wc, balcon.

2) APPART., 170-172-174, av. Parmentier, Paris (10^e)

1 p., art. Groussier, 2, av. Cl.-Velleux, à l'angle des trois voies

entrée, dég., av. chambre commun., dég., ch., s. de bns, cuis., wc.

MISES A PRIX : 1) 200.000 FRANCS - 2) 100.000 FRANCS

S'adresser à : M^{rs} DANET, BOUCHER, MORRAU, NÉCROUX, COPPE-BOYER, 10, G. DANET, 51, rue Ampère, Paris (19^e), tél. 623-33-78 et 624-33-31

au Greffe des Créances du Trib. de Grande Inst. de Paris ; sur lieux pour vis.

Vente par devant M^{rs} BELLARGENT, notaire à Paris (14^e), 14, r. des Pyramides, le mardi 26 octobre 1976, à 14 heures

1.020 ACTIONS

DE LA SOCIÉTÉ FONCIÈRE IMMOBILIÈRE DU 19, rue Desbordes-Valmore, donat. droit à la jouissance de

APPARTEMENT - 19, rue Desbordes-Valmore - Paris (16^e)

1^{er} étage, entrée, cuisine, w.-c., salle de séjour - C.A.V.E. Consignation pour enchérir

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS.

S'adresser à : M^{rs} BELLARGENT, notaire à Paris (14^e), 14, rue des Pyramides, tél. 260-31-12.

L'ADMINISTRATION NOUVELLE

PHILIPPE MARINI

BRUNO REMOND

Maîtres de conférences à l'IEP de Paris

Préface de Monsieur Olivier GUICHARD

Spéculation et

politique foncière

Au-delà de la loi Gallie...

Un ouvrage qui fournit sur ce « défi à la société libérale » les éléments de réflexion nécessaires.

1 vol. 85 F

JACQUES GROSCLAUDE

Directeur des études à l'IEP de Saint-Denis

L'impôt sur la fortune

Défense et illustration de l'impôt sur le capital...

« cet ouvrage, peut-être le meilleur de ceux qui ont été écrits sur le sujet... »

A. Savvy, « Le Monde » du 11 mai 1976.

1 vol. 53 F.

BERGER-LEVRULT

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter




LA REDUCTION «GROUPE» 25 % ou 50 %

Il suffit d'être au moins dix à partir ensemble pour bénéficier d'une réduction de 25 % sur les vols blancs et de 50 % sur les vols bleus d'Air Inter (sauf Paris ↔ Nice et Continent ↔ Corse).

Air Inter favorise vos déplacements de groupe

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 538 52 52 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

UN PROJET COHÉRENT SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

C'est une véritable réforme financière et politique que propose le Nouveau Contrat social pour remédier aux maux de la Sécurité sociale. Ce projet, qui a le mérite de la cohérence, porte sur l'ensemble des cotisations et des contributions et des cotisations et des contributions.

● LA PARTICIPATION DES ASSURÉS à la gestion des caisses par l'élection au suffrage universel direct des gestionnaires ; l'inscription sur la feuille de paie de toutes les cotisations, y compris patronales ; l'envoi, chaque année, aux assurés d'un bilan indiquant ce qu'ils ont versé en cotisations et dépensé en frais de maladie.

● UNE RÉPARTITION ÉQUITABLE DES CHARGES : la création d'un impôt sur le chiffre d'affaires pour alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre ; la suppression des cotisations d'allocations familiales et le financement de ces prestations par l'impôt ; la participation accrue des assurés aux frais de santé dits du petit risque.

● LA CLARTE FINANCIÈRE ET L'EXTENSION DE LA NOTION DE SOLIDARITÉ : prise en charge par l'Etat du financement des allocations minimales aux personnes âgées et par la Sécurité sociale du financement de la compensation démographique entre régions ; création d'un fonds de garantie interentreprises pour assurer le paiement des cotisations des firmes en difficulté ; augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac ; versement des cotisations par les chômeurs et retraités qui disposent d'un revenu de remplacement supérieur au SMIC ; enfin, chasse au pillage dans le secteur hospitalier et pharmaceutique.

M. Fourcade : le premier devoir de tous les hommes de la majorité est de « coller » à Raymond Barre

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a présidé, samedi 16 octobre, à Paris, une réunion des animateurs des deux cent trente-neuf clubs Perspectives et Réalités existant actuellement en France. M. Christian Beaudin, ministre du travail, et Edgar Faure, secrétaire d'Etat à l'action sociale, ont participé à cette séance. Les clubs vont organiser, à partir de ce lundi 19 octobre, des réunions auxquelles ils inviteront des personnalités locales et au cours desquelles ils discuteront du livre de M. Giscard d'Estaing, *Démocratie française*.

M. Fourcade a déclaré devant la presse : « Dans le climat actuel de scepticisme, les clubs doivent marquer plus nettement encore leur fidélité à M. Giscard d'Estaing. C'est dans les périodes de morosité que l'on doit soutenir ses amis. (...) Le pays aborde un passage délicat. Le premier devoir de tous les hommes de la majorité est de « coller » à Raymond Barre. Toute tentative de rassemblement par exemple — qui ne serait pas étroitement cadrée sur l'action du gouvernement — serait dans le plus mauvais des sens, aventureuse et dangereuse. (...) Tout ce qui peut distraire un homme de la majorité du soutien au premier ministre est inopportuniste. »

L'action de M. Chirac est prématurée

Interrogé sur les initiatives de M. Jacques Chirac, le ministre de l'équipement a répondu : « L'action de l'Union, premier ministre est sans doute positive, mais l'estime que la mobilisation avec des objectifs électoraux est prématurée. »


M. SANGUINETTI : la France a besoin d'une immense réforme fiscale.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Clermont-Ferrand, samedi 16 octobre, que « le président de la République devrait appeler M. Mitterrand à l'hôtel Matignon en cas de victoire de la gauche. (...) Les diverses mesures contenues dans le plan Barre sont nettement insuffisantes. Il ne s'agit que d'un ensemble purement conjoncturel. La France a besoin d'une immense réforme fiscale, dont l'impôt sur le capital ne constitue qu'un petit aspect. »

A l'Assemblée nationale, les députés communistes, membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, protestent contre la teneur des budgets 1977 de l'éducation et des universités (...)

marqués par une austérité accrue et par l'absence de mesures réelles de lutte contre les inégalités frappant notamment les docteurs, les collègues, les lycéens et étudiants, filles ou fils de travailleurs.

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter




UN WEEK-END SUR LA CÔTE D'AZUR

Chaque week-end, nos avions deviennent des avions-loisirs : sur nos vols blancs et bleus, profitez de notre formule «Week-end à Nice», billet d'avion plus deux nuits d'hôtel****, petits déjeuners compris.

Renseignez-vous.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 538 52 52 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

M. Giscard d'Estaing

social-démocrate

NE PEUVEZ-VOUS PAS VOUS LE FAIRE AUSSI ?

150

Journal de 150

POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing : une alternance avec une social-démocratie pourrait être envisagée

Au cours de l'émission « Le club de la presse », diffusée dimanche 17 octobre par Europe 1, M. Valéry Giscard d'Estaing a notamment déclaré :

« Qu'il y ait un affrontement au moment des campagnes électorales, ça se produit partout : vous venez d'assister à la campagne électorale en Allemagne fédérale.

elle a été féroce ; nous sommes en train d'assister à la campagne électorale en France, ça a été très dur. Donc, pendant un mois ou deux, au moment des échéances électorales, il y a une atmosphère d'affrontement, je dirai : c'est assez naturel, c'est assez inévitable.

« Mais il est différent d'avoir ces affrontements pendant les périodes électorales et de les avoir pendant la vie normale de la société française, et, à l'heure actuelle, autant je comprends qu'il y ait des débats, que les gens s'interrogent, peut-être aller vers plus de collectivisme ? Mais il au contraire retenir un projet comme le mien ? — autant je ne vois pas pourquoi s'abîmer à l'heure de la vie normale, puisque de toute façon il n'y a pas d'attente électorale immédiate à cet égard. »

Interrogé sur les affinités éventuelles entre le libéralisme avancé et la social-démocratie, le président de la République a précisé :

« La social-démocratie, c'est une certaine conception sociale de la structure commune de la société européenne telle que nous pouvons l'envisager. (...) La variante que je propose n'est pas exactement celle-ci, carante que je propose met davantage l'accent sur la diffusion des responsabilités et des libertés que ne le fait la social-démocratie, en tout cas dans sa forme la plus intégrée. Pourquoi ? Parce que je considère que la France est un pays dans lequel le tempérament national, les traits de notre caractère, font qu'une plus large part doit être donnée à la diffusion des responsabilités et à la protection de certaines libertés.

« Mais, lorsque je dis que l'alternance est une forme de régulation de la « démocratie forte et paisible », j'estime que, par exemple, pour la France, en effet, une alternance avec une social-démocratie pourrait être envisagée (...). A l'heure actuelle, il y a des sociaux-démocrates dans la majorité, et il y a, à mon avis, des sociaux-démocrates dans l'opposition, mais il n'y a pas de proposition social-démocrate pour la France. C'est d'ailleurs, à mon avis, la grande erreur historique de certains membres de l'opposition. L'usage est de dire qu'ils ont réalisé une opération extrêmement brillante en proposant une autre formule, la formule du programme commun. Je suis d'un avis contraire.

« Je crois que, s'il y avait une proposition social-démocrate en France, elle aurait, contrairement à ce que l'on croit, probablement beaucoup plus d'adhésion et beaucoup plus de support que la proposition du programme commun. A partir du moment où la proposition est celle du programme commun, il n'y a pas lieu de se prononcer sur une alternance social-démocrate qui n'est pas proposée, mais si, le moment venu, elle était proposée, j'estime qu'elle pourrait élargir à l'intérieur de notre cadre institutionnel et de notre conception de la société. »

M. Giscard d'Estaing a encore indiqué que, s'il a substitué le terme de « pluralisme » à celui de « libéralisme avancé », c'est « pour une raison de sémantique ». « Le terme de « libéralisme », a-t-il dit, dans la conscience profonde française, trouve sa racine dans une certaine analyse du dix-neuvième siècle qui lui donne, à mon avis, une coloration trop conservatrice. Cela tient simplement à l'héritage politique de notre pays, et je crois que la démarche à partir du pluralisme est plus dégagée des classifications du passé que ne le serait une démarche à partir du libéralisme. »

« M. Michel Jobert, lors d'un déplacement au Havre, le vendredi 15 et le samedi 16 octobre, a pris position au cours d'une conférence de presse, sur les nationalisations : « Les nationalisations se justifient par leur utilité nationale et économique et non à partir de raisonnements théoriques et idéologiques. Certaines ont été nécessaires, nupture. D'autres peuvent être indispensables pour préserver l'intérêt de la collectivité française quand celui-ci est menacé à l'intérieur ou de l'extérieur. L'information, par exemple, relève de cette appréciation. »

« Le Mouvement de jeunes giscardiens « Génération sociale et libérale » a réuni samedi 16 et dimanche 17 octobre, à Grenoble, son conseil national. Les jeunes giscardiens ont annoncé qu'ils vont prendre en charge « la promotion et la diffusion nationale » du livre de M. Giscard d'Estaing dont ils approuvent « sans réserve » les grandes lignes.

« Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture, a déclaré, samedi 16 octobre, à Grenoble, devant le conseil national de G.S.L. (Jeunes giscardiens), à propos de Démocratie française : « Ce que propose le chef de l'Etat, c'est une programme commun pour tous les Français. Ce n'est pas un chemin certain, mais un chemin possible qu'écrit la Démocratie française. Possible et vous êtes comme Valéry Giscard d'Estaing passionnément raisonnable. »

Un assez « curieux » sondage

A deux reprises, au cours des derniers jours, lundi soir sur TF 1 et dimanche après-midi au micro d'Europe 1, M. Giscard d'Estaing a présenté comme important un sondage qui semble relever de la caricature plus que de la science politique. Pour prouver l'existence d'un vaste « groupe central » dans la société française, le président de la République s'est, en effet, appuyé sur une enquête d'opinion, dont il a donné quelques résultats, jugés par lui « assez curieux » et « assez démonstratifs ».

Plusieurs séries de questions ont été posées, selon M. Giscard d'Estaing, à des échantillons de Français. « Par exemple : « Comment vous situez-vous par rapport à ces deux opinions : je suis partisan de la liberté la plus totale ; je suis partisan de l'autorité et de la discipline la plus stricte ? »

« 30 % des personnes interrogées ont choisi la première réponse, 13 % la deuxième, 63 % se sont situées entre les deux. »

« Autre question : « Comment vous situez-vous parmi ces deux opinions : je suis partisan de conserver une assez grande liberté entre les revenus parce que cela crée une émulation ou je suis partisan de donner le même revenu à chacun, quel que soit son métier ou ses aptitudes ? »

« 20 % des personnes interrogées se sont prononcées pour la première solution, 28 % pour la deuxième, 50 % pour une solution moyenne. »

« Dernier exemple : « Etes-vous favorable à des réformes profondes et hardies de la société française ou pensez-vous qu'il faut être prudent dans la réforme de la société française ? »

« 21 % des personnes interrogées se sont dites favorables à des réformes profondes, 17 % à des réformes prudentes et 62 % à une formule intermédiaire. »

« Il y a donc un groupe central dans la société française », conclut avec assurance le chef de l'Etat.

Il est pourtant évident, pour quiconque a un peu pratiqué les sondages d'opinion, que la majorité des personnes interrogées

devaient choisir la « solution moyenne », les deux termes extrêmes étant en règle générale — et particulièrement dans les relations entre enquêteurs et enquêtés — dévalorisés par le système politique français.

Les lecteurs de « Démocratie française »

Un sondage réalisé à propos de Démocratie française par la SOFRES les 15 et 16 octobre pour le Figaro indique que 42 % des personnes interrogées votent dans l'ouvrage du président de la République « un instrument de propagande » alors que 40 % d'entre elles, M. Giscard d'Estaing a voulu « donner une information royale ». Le livre donne une idée « plutôt plus sympathique » du chef de l'Etat à 21 % des lecteurs, une idée « moins sympathique » à 6 % et une idée « sans changement » à 49 %.

34 % seulement sont d'accord avec M. Giscard d'Estaing pour dire que la France est « plus unie » qu'elle ne le paraît et 45 % ne sont pas d'accord.

Enfin, si 45 % des personnes interrogées estiment qu'on parle trop de Démocratie française et 40 % qu'on en parle « comme il faut », il s'en trouve 5 % pour considérer qu'on n'en parle pas assez.

La cote de M. Chirac

Un sondage effectué par l'IFOP pour le Journal du dimanche auprès de 2.188 personnes, du 5 au 12 octobre, accorde à M. Chirac 49 % d'opinions positives (soit trois points de plus que son meilleur score, obtenu en janvier dernier) contre 37 % d'opinions négatives. L'ancien premier ministre est précédé par Mme Simone Veil (58/17), Mme Françoise Giroud (58/24) et M. François Mitterrand (53/33).

Si les sondages, comme le pensent les spécialistes, ont d'autant plus de valeur que l'opinion est plus sensible aux problèmes en cause, la multiplication de telles enquêtes, de type préélectoral, confirme que les Français sont d'ores et déjà invités à se mobiliser. — T. F.

EN QUELLE BÊTE L'HOMME EST-IL DONC CHANGÉ PAR L'ARGENT ?

Pas l'argent, bien sûr, qui se gagne au jour le jour, au mois le mois. Non. Celui qui se compte en hectares et futaies, châteaux, lingots. A ceux qui en ont, tout est possible. Sans leur argent, ils ne seraient rien. Seulement, ils ont un AVOIR qui leur permet d'ÊTRE. D'un côté, les nantis, les repus. De l'autre, ceux qui sont usés, malades avant l'âge, leurs enfants sans avenir. La fortune ne divise pas simplement la France en classes. Elle oppose des races. Voilà ce que criaient, il y a plus de 100 ans, Zola, Vallès, Marx. Vision aujourd'hui dépassée? Voire!

La fortune est un territoire interdit. Nous y sommes allés. Vous n'en reviendrez pas.



LE NOUVEL observateur

LA FORTUNE DES FRANÇAIS. Trois numéros spéciaux en vente à partir d'aujourd'hui.

(PUBLICITE)

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP, du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu malade.

DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'insuffisance du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale, elle a mis au point des produits spécifiques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle des cheveux.

LA DIFFERENCE

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84

LILLE 14, rue Faidherbe
Tél. 51-34-19

BORDEAUX 34, place Gambetta
Tél. 48-06-34

TOULOUSE 42, rue de la Pomme
Tél. 23-29-84

POLITIQUE

M. Mitterrand : le gouvernement Barre est le plus conservateur depuis dix-huit ans

M. François Mitterrand, qui était, samedi 16 octobre, le rédacteur en chef du « Journal Intendu » de R.T.L., s'est notamment élevé contre les déclarations

Maire de Cambrai

M. GERNEZ QUITTE LE P.S.

M. Raymond Gernez, ancien député socialiste, maire de Cambrai, a donné sa démission du poste de secrétaire de la section socialiste de Cambrai. Agé de soixante-dix ans, M. Gernez est hostile à la politique d'union de la gauche. Le 3 juin, la section de Cambrai avait désigné, pour conduire la liste du P.S. lors des élections municipales, M. Jean Perrier, conseiller régional, de préférence à M. Gernez.

Après l'adhésion au P.S. de M. Jean-Louis Soustre, maire de Trélissac (Dordogne), trois des vingt-trois membres du conseil municipal, dont les trois adjoints, ont fait connaître qu'ils se désolidarisent de leur maire. On sait que celui-ci, qui est par ailleurs conseiller général de Périgues-Ouest (le Monde du 24 septembre), est récemment passé de la majorité au P.S., qui a accepté son adhésion. Les conseillers déclarent qu'ils se refusent désormais à suivre M. Soustre lors des consultations électorales futures, bien que ce dernier, dans la lettre qu'il leur avait adressée pour leur indiquer son changement d'orientation, leur ait fait savoir qu'il était disposé à reprendre toute son équipe actuelle lors des prochaines élections municipales. (Corr. part.)

M. Marchais : la politique de Giscard d'Estaing a conduit l'économie à la situation actuelle

Les membres du comité central et des délégations des fédérations départementales du P.C.P. se sont réunis dimanche 17 octobre à l'hôtel Méridien pour discuter du « contrat, communal » élaboré il y a trois mois (le Monde du 5 juin).

M. Marcel Rosette, maire de Villy, membre du comité central, a ouvert les débats par un rapport qui critique notamment les travaux de la commission sur les collectivités locales animées par M. Olivier Guichard. M. Rosette a déclaré sur ce point : « Derrière le mot, voici ce qui est caché : les communes perdent le peu de pouvoir qu'elles ont au profit de « communautés », organismes nés au suffrage universel... »

« Démocratie ou autoritarisme ? Il n'est pas le choix. Comme si ne venait pas de démocratie, ils entendent, sous couvert de décentralisation, multiplier les exécutifs locaux des volontés du pouvoir central... »

Une répartition géographique de l'autoritarisme sur les assemblées élues, voilà le projet de M. Giscard d'Estaing et Guichard, le projet qu'ils appellent décentralisation. Et pour le mener à bien, l'homme est tout trouvé. Vous le connaissez, il s'agit de M. Pompidou, à la fois ministre des mœurs et ministre de la police... »

Évoquant les négociations au sein de l'union de la gauche, M. Rosette a souligné : « Il est des habitants, dans certaines communes, et notamment dans des villes, qui ne comprennent pas pourquoi la constitution de la liste d'union de la gauche rencontre des obstacles alors que les organisations locales de notre parti respectent partout avec loyauté les termes de l'accord national entre les partis de gauche... »

LES ÉLECTIONS CANTONALES

DORDOGNE, canton de Saint-Cyprien (1^{er} tour). Inscr. 4 608 ; vot. 3 316 ; suffr. expr. 3 205.

M. Pierre Merhiol, P.S., 944 voix ; Roland Barrie, P.C., 877 ; Jacques Bonneton, sans étiqu., 707 ; Jean Guichard, sans étiqu., 677. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Jean Ladignac, maire de Saint-Cyprien, m. d. r., décédé le 30 juillet dernier. Seul candidat au second tour des élections cantonales de mars dernier, M. Jean Ladignac avait été élu avec 2 334 voix. Au premier tour, il était arrivé en tête avec 1 781 voix contre 1 212 à M. Jeanot, P.C., 633 à M. Ximénis, U.D.R., et 171 à M. Lavigne, sans étiqu.

Le 29 août dernier, le premier tour d'une élection municipale complémentaire provoquée par le décès de M. Jean Ladignac et destinée à compléter le conseil municipal de Saint-Cyprien, où un autre siège était vacant, avait permis à M. Jean Ladignac et à son collègue, M. Jouve, tous deux div. r., d'être élus avec respectivement 790 et 680 voix contre 121 et 117 respectivement à M. Labbe et Lefèvre, communistes. M. Jean Ladignac avait ensuite été élu maire.

SAVOIE, canton de La Rochette (1^{er} tour). Inscr. 4 422 ; vot. 3 208 ; suffr. expr. 3 154.

M. Michel Lonschmeur, maj. prés., 1 491 voix ; André Tranchant, P.C., 885 ; Vincent Dijoud, P.S., 745 ; Gaston Hochet, Front national, 45 ; Julien Troillet, sans étiqu., 3. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Albert Rey (cent. g.) récemment décédé, qui avait été réélu conseiller général au premier tour des élections cantonales de mars dernier avec 1 976 voix contre 800 à M. Franchant (P.C.), et 700 à M. Escoffier (P.S.). Il y avait eu 3 448 suffrages exprimés et 3 516 votants sur 4 422 inscrits.]

SEINE-SAINT-DENIS, canton du Raincy (2^e tour). Inscr. 17 891 ; vot. 9 288 ; suffr. expr. 9 128. M. Raymond Mége, sans étiqu., 4 519 ; M. M. L. V. André Dechamps, P.C., maire de Clichy-sous-Bois, 4 508.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Lucien Doudet (mod. mod.), vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire du Raincy, décédé le 14 juillet dernier. M. Lucien Doudet avait été élu conseiller général au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 4 622 voix contre 3 394 à M. Dechamps (P.C.), et 240 à M. Faure (sans étiqu.). Au premier tour de cette élection partielle, M. Mége était arrivé en tête avec 3 728 voix contre 2 814 à M. Dechamps (P.C.), et 1 389 à M. Lucille Barbier (P.S.) sur 7 949 suffrages exprimés, 7 939 votants et 17 891 inscrits.

Bien que M. Dechamps tienne le second tour plus de voix que le total obtenu des suffrages qui s'étaient portés sur lui-même et sur la candidate du P.S. au premier tour, il n'obtient que 49,38 % des voix au second tour alors que les deux candidats de gauche avaient, au premier tour, réalisé 52,32 % des suffrages. M. Dechamps n'avait, en 1973, atteint que 42,21 % des voix.]

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

EN CORRÈZE : M. PRANCHÈRE (P.C.) POSE UNE QUESTION ÉCRITE À M. POMIATOWSKI

M. Pierre Pranchère, député communiste de la Corrèze, adresse, dans une question écrite, l'attention du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, « sur le caractère choquant et inadmissible que prend la participation de son représentant préfectoral et de divers délégués d'administrations ministérielles aux inaugurations de caractère électoraliste organisées par l'ex-premier ministre, candidat de la majorité gouvernementale, dans la circonscription d'Ussel ». M. Pranchère proteste contre ces manifestations, qui « constituent, écrit-il, une intolérable pression sur l'électorat ».

Il demande à M. Pompidou si la participation du corps préfectoral aux manifestations organisées par M. Chirac « découle de consignes particulières émanant de son ministère et quelles mesures il entend prendre pour que cesse immédiatement ce scandale insigne d'une démocratie ».

D'autre part, M. Pranchère a protesté contre les propos tenus par M. Dominique Taddéi, membre du secrétariat national du parti socialiste, qui était venu apporter son soutien au candidat socialiste. M. Taddéi avait déclaré : « La circonscription d'Ussel a été, dans le passé, socialiste, et fait la conviction que nos camarades sont sur le chemin de la reconquête ». Pour M. Pranchère, « il est surprenant que M. Taddéi mette à l'honneur les alliances du P.S. avec la droite, qui, seules, ont donné le siège d'Ussel à la S.F.I.O. ».

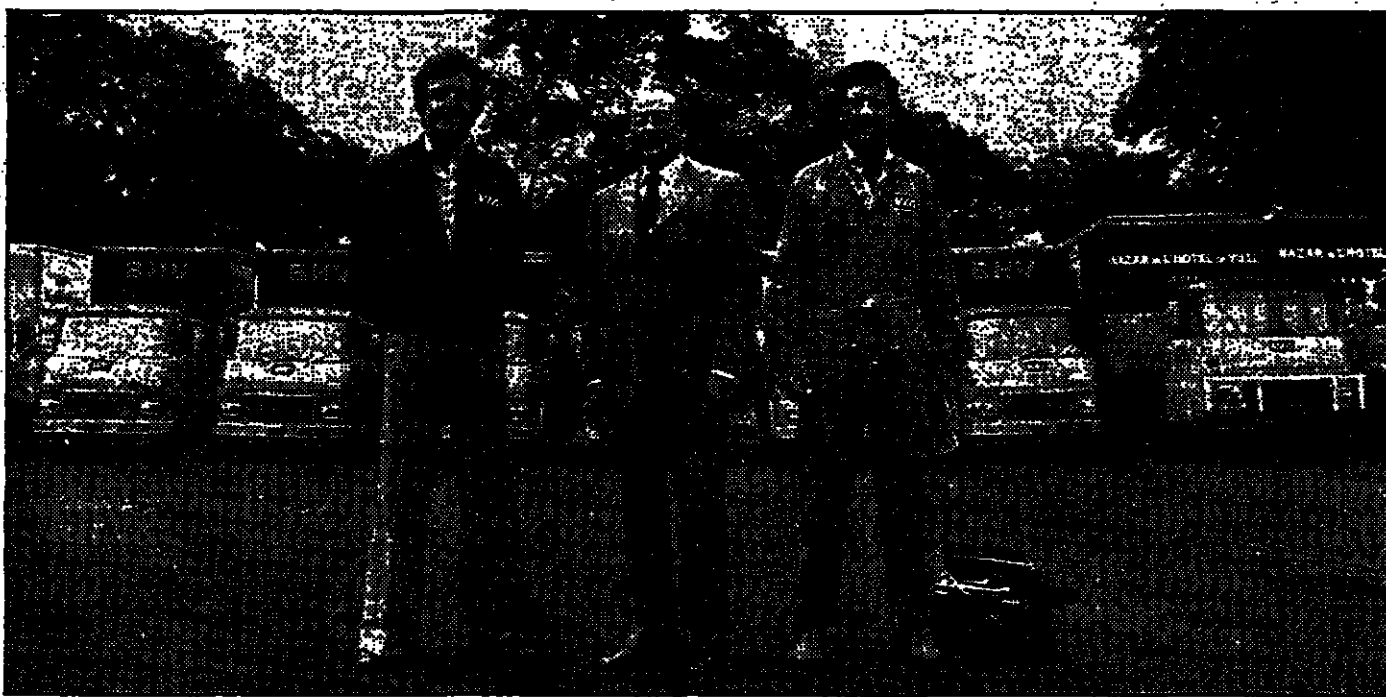
EN HAUTE-LOIRE : SIX CANDIDATS BRIGUENT LA SUCCESSION DE JEAN-CLAUDE SIMON

Six candidats s'affronteront dans la deuxième circonscription de la Haute-Loire, au premier tour de l'élection législative partielle (fixé au dimanche 7 novembre), destinée à pourvoir au remplacement de Jean-Claude Simon, député R.I., décédé au mois d'août. Outre celle de M. Jean Froriot, R.I., sénateur (le Monde du 17-18 octobre 1976), cinq autres candidatures ont été enregistrées. Il s'agit de M. Jean Benoit, P.C., qui aura pour suppléant M. René Fillol, maire de Lempdes ; Jacques Bosio-Gillet, Front national, dont le suppléant sera M. Pierre Petit ; Louis Eyraud, P.S., maire et conseiller général de Brionde, dont le suppléant sera M. Jean Pradel ; conseiller général du Puy-Sud-Ouest ; Michel Petitot, ext. gauche, dont le suppléant sera M. Pierre Bissey ; et Georges Vieilledent, ss ét., dont le suppléant sera M. Pierre Kaepfelin.

Le P.S.U. présentera la candidature de M. Victor Leduc, membre de son secrétariat national à l'élection législative partielle du 14 novembre, dans la 3^e circonscription de Paris (8^e arrondissement). M. Leduc a été professeur au lycée Lavolaisier et interné de la Résistance.

Les secrétaires généraux des grandes villes de France ont tenu leur assemblée générale annuelle, du jeudi 14 au dimanche 17 octobre, à Mâcon. M. Pierre Solotte, directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, a estimé, à propos de la fiscalité locale, que celle-ci « présente, selon le nouveau système, un caractère éducatif, donc plus juste », et indiqué que la création d'un fonds de répartition intercommunale du produit de la T.V.A., payée par les villes sur certains grands travaux, est actuellement à l'étude.

Rous avons signé nos premiers contrats de location de camions en 1906



En 1976 près de 1 000 entreprises françaises ont fait de VIA leur « Partenaire-Transport »

Nous avons été les premiers en France à proposer des véhicules en location. C'était en 1906. Parmi les premiers à nous faire confiance : La Samaritaine, Le Grand Bazar de l'Hôtel de Ville... Aujourd'hui, nous sommes toujours leur « Partenaire-Transport », comme celui de près de 1 000 entreprises françaises. Parce que nous possédons l'expérience, la surface et les hommes qu'il faut pour tenir ce rôle avec le maximum d'efficacité.

Notre expérience, elle a 70 ans. 70 ans

passés à résoudre un problème toujours nouveau : sélectionner les matériels les mieux adaptés aux exigences sans cesse accrues de rentabilité, de rapidité, de spécialisation des transports. Des dizaines de milliers de véhicules sont passés entre nos mains : nous savons reconnaître les meilleurs.

Notre surface, c'est notre flotte : 6.000 véhicules, du bipoteur au 36 tonnes, qui savent répondre avec précision aux multiples aspects du transport moderne. Ce sont aussi nos 60 centres d'exploitation et d'entretien répartis sur

tout le territoire français.

Nos hommes, ce sont nos 3.000 chauffeurs et nos 1.200 techniciens d'atelier, hautement qualifiés : ce sont aussi nos 1.300 gestionnaires, qui savent de quoi est fait le coût d'un kilomètre.

Notre métier est de faire rouler des camions qui partent et qui arrivent à l'heure, qui garantissent la sécurité et la rentabilité de tous les transports. Le vôtre est différent. Si vous voulez lui consacrer tout le temps qu'il mérite, tous les moyens qu'il exige, faites de VIA votre « Partenaire-Transport ».

VIA Location de Camions

TOUR EUROPE - 82000 PARIS LA DEFENSE - CEDEX 10 - 7, TEL. 781.20.80

1501 600 000

150

MÉDECINE

Au Soudan et au Zaïre

UN VIRUS DU SINGE PROVOQUE LA MORT DE CENTAINES DE PERSONNES

Le mystérieux virus qui aurait déjà causé la mort de plusieurs centaines de personnes, notamment dans la zone frontalière entre le Zaïre et le Soudan, vient d'être identifié. Des études de microscopie électronique faites sur des prélèvements prélevés au Soudan et au Zaïre ont révélé la présence d'un virus morphologiquement semblable à celui de Marburg, mais qui est antigéniquement différent. Le porte-parole de l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) a rappelé au cours d'une conférence de presse qu'il n'existe pas encore de traitement connu pour soigner la maladie. Selon les autorités sanitaires, l'épidémie serait en régression.

En 1967, trente cas d'une infection virale, dont sept mortels, ont été signalés à Marburg, à Francfort (République fédérale d'Allemagne) et à Belgrade parmi les membres du personnel d'institut de recherche qui avaient manipulé des organes de singes de l'espèce Cercopithecus aethiops (ou singe vert) importés d'Afrique.

L'agent pathogène responsable était un virus très dangereux, à l'époque inconnu, et que l'on nomme maintenant virus de Marburg. Curieusement, il fallut attendre huit ans pour retrouver le virus à Johannesburg, où une jeune Australienne de dix-huit ans devait succomber à la maladie.

Le virus de Marburg, qui infecte chroniquement les singes verts d'Afrique, provoque des lésions de la plupart des organes. Le taux de mortalité de la maladie se situe aux environs de 30 %, parmi les hommes contaminés par les singes.

Le seul traitement spécifique connu est la transfusion de plasma de convalescents, qui provoque une amélioration clinique. Actuellement, la préparation de sérum repose sur les prélèvements de sang effectués tous les trois mois chez une jeune femme de Johannesburg qui avait contracté cette maladie l'an passé, mais s'était rétablie.

● Nouveaux cas de rage dans l'Est de la France. — Après l'alerte à la rage en Meurthe-et-Moselle (le Monde du 18 octobre), plusieurs nouveaux cas sont signalés dans l'Est de la France. Deux chats ont été reconnus enrégés dans le Doubs, l'un d'eux a mordu une personne, qui sera soumise à un traitement antirabique. Par ailleurs, deux cas de rage sont signalés dans le Jura, l'animal en cause étant cette fois le renard.

AVANT L'EXPOSITION DU BOURGET ET CELLE DE LORIENT

Priorité à l'exportation d'armements navals

Les représentants de soixante-dix-huit marines de guerre étrangères ont été invités à Paris pour visiter l'exposition de matériels navals qui a lieu du lundi 25 au samedi 30 octobre dans les hangars du Bourget. C'est la cinquième exposition du genre depuis 1968, et elle a inspiré les responsables d'autres pays, puisque la Grande-Bretagne et l'Italie, notamment, ont, depuis, institué des salons de l'armement naval concurrents.

A l'issue de l'exposition du Bourget, les invités étrangers de la France se retrouvent dans un port militaire — cette année, ils seront à Lorient les mardi 2 et mercredi 3 novembre — pour assister à la présentation d'unités navales et aéronavales de la marine de guerre française.

Par rapport aux manifestations précédentes, le salon de 1976 présente quelques particularités. D'abord, les organisateurs : la direction technique des constructions navales, qui réunit trente-cinq mille travailleurs en France pour un chiffre d'affaires annuel de 5 milliards de francs, les chantiers privés et les sociétés d'exportation, se félicitent de constater que les surfaces d'exposition, le nombre des exposants et de marines de guerre étrangères invités, ont augmenté de plus de 50 % depuis 1968. Mais surtout le salon de 1976 a lieu à un moment où — sans la reconnaître officiellement — le gouvernement français semble vouloir donner la priorité à ses exportations d'armements navals, de préférence à d'autres catégories de matériels militaires.

Les rapporteurs des commissions parlementaires chargées d'examiner le projet de budget de la défense pour 1977 soulignent que, de toute l'industrie de l'armement en France, le secteur naval est celui dont l'état du plan de charge ou le niveau des activités est le moins bon pour les prochaines années.

Partager le marché

Une telle situation tient à plusieurs considérations. A ce jour, l'exportation a été traditionnellement d'un faible apport à l'activité des arsenaux français, les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, voire la République fédérale d'Allemagne ou l'Italie, s'étant, de longue date, assurés des marchés étrangers. Et puis, la marine nationale, client longtemps privilégié des arsenaux français, connaît une importante et grave diminution de ses commandes, qui se traduit, durant les prochaines années, par une réduction des mises en chantier de bâtiments neufs, le retrait d'unités anciennes et, donc, une baisse sévère du tonnage global de la flotte.

Pour les arsenaux, ces activités de constructions ou de réparations seront insuffisantes, et, seule, la recherche de débouchés extérieurs ou d'activités annexes pourra contribuer à maintenir le plan de charge et l'emploi.

C'est la raison pour laquelle les directeurs des arsenaux voient le sauvetage de leurs

DÉFENSE

ROBERT LAFFONT

Vient de paraître



Le troisième et dernier tome de LA BAIE DES ANGES

La grande fresque romanesque de

MAX GALLO



AU TERME DE SA RÉORGANISATION

L'armée de terre française comprendra trois corps d'armée

La réorganisation en cours de l'armée de terre prévoit, à terme, la création de trois corps d'armée, au lieu de deux actuellement. Décidée l'année dernière, cette réforme devait être accélérée et sa mise en place achevée en 1978.

Au total, l'armée de terre, dont les effectifs d'appelés du contingent devraient diminuer, comptera 100 divisions blindées, six divisions d'infanterie, une division alpine et une division parachutiste. Les nouvelles divisions blindées seront formées de deux régiments de chars de combat AMX-30, de deux régiments mécanisés (avec les blindés AMX-10 et les véhicules de l'avant blindés) et d'un régiment d'artillerie, équipé d'abord de quatre batteries de six tubes de 155 millimètres, chacune, puis de dernier modèle de canon automoteur de 155 à grande cadence de tir. Tous ces moyens d'attaque bénéficieront de l'appui d'une compagnie d'éclairage, d'une compagnie antichars, d'un régiment du génie et d'un régiment de commandement et soutien.

Les six divisions d'infanterie rassembleront, chacune, trois régiments d'infanterie motorisée, un régiment de blindés légers, un régiment d'artillerie, une compagnie de génie et un régiment de commandement et soutien.

Ces nouvelles divisions formeront

trois corps d'armée d'inégale importance. Avec deux corps d'armée déjà existants (à Baden-Baden, en République fédérale d'Allemagne, pour le deuxième corps d'armée, et à Metz, sur le territoire de la VI^e région militaire, pour le premier corps d'armée), viendra s'ajouter la création d'un troisième corps d'armée pour des unités cantonnées sur les territoires de la I^{re} région militaire (Paris) et de la II^e région militaire (Lille). Ce troisième corps d'armée aura son P.C. à Compiègne (Oise), où siège actuellement le commandement de la 8^e division.

Pouvoir se déplacer à la demande

Sans avoir la taille des deux précédents, le corps d'armée de Compiègne aura la particularité de pouvoir mettre ses moyens d'état-major, de transmissions et de soutien logistique à la disposition d'autres unités de combat et, donc, de pouvoir se déplacer à la demande. C'est ainsi que, dans l'éventualité d'une crise en Méditerranée, par exemple, ce corps d'armée pourrait être au service du commandement de la VI^e région militaire, à Lyon, dont les responsabilités s'étendent à tout le Sud-Est.

Chacun de ces corps d'armée dispose de ses propres moyens de combat ou de soutien, qui sont des éléments dits organiques du corps d'armée : en particulier, deux ou trois régiments de missiles nucléaires Pluton, un régiment d'infanterie motorisée, deux régiments de reconnaissance, six régiments d'artillerie sol et sol-air, deux régiments du génie, deux unités d'hélicoptères et des détachements de commandement et de soutien logistique.

Le commandement de la I^{re} armée, qui est installé à Strasbourg et qui réunit actuellement les deux corps d'armée, devrait continuer d'exister et servir de cellule de réflexion pour la mise au point des plans d'engagement.

De source proche du ministre de la défense, on affirme que cette réforme devrait permettre d'économiser jusqu'à 5 milliards de francs de fonctionnement, étalés sur plusieurs années. On ajoute que le volume des effectifs de l'armée de terre devrait être à nouveau revu vers 1979, année à partir de laquelle la programmation militaire, approuvée cette année par le Parlement, entre dans sa seconde étape pour tout ce qui concerne l'équipement.

Mais l'insuffisance du budget d'équipement militaire pour 1977 (le Monde des 22 septembre et 10-11 octobre) donne déjà à penser que des programmes d'armements classiques seront ajournés, ralentis, voir annulés, retardant d'autant l'équipement des nouvelles divisions.

SCIENCES

SOYOUZ-23 SE POSE SUR UN LAC

Après l'échec de leur tentative d'atterrissage sur la station orbitale Salout-5 (le Monde du 17-18 octobre), les deux cosmonautes de Soyouz-23 sont revenus précipitamment sur Terre. L'atterrissage a été mouvementé : pris dans une forte tempête de neige, Viatcheslav Roudov et Valeri Rojdestvenski ont beaucoup dérivé au cours de leur descente, et le Soyouz s'est posé sur le lac Tengis, à 300 kilomètres au nord-est de la mer d'Azov. L'atterrissage a eu lieu de nuit (18 h 45, heure de Paris, mais trois heures plus tard localement), par une température de -30°Celsius, et dans des conditions météorologiques fort défavorables. C'est donc de façon involontaire que les cosmonautes ont réalisé une première : l'atterrissage d'un Soyouz sur l'eau. Contrairement aux Américains, qui redescendent de l'espace dans l'océan Pacifique, les vaisseaux soviétiques précédents étaient tous revenus sur la terre ferme.

« Cette collection s'est imposée comme l'une des premières réalisations de l'édition française. »

« LE MONDE. »

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE ARTHAUD

Art - Diffusion

vous présente en souscription dans une présentation de luxe en balacron noir

LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH
Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

Volumes déjà parus :

La Civilisation romaine — La Civilisation grecque — La Civilisation de l'Occident médiéval — La Civilisation de l'Égypte pharaonique — La Civilisation de l'Europe classique — La Civilisation de l'Europe moderne — La Civilisation de la Renaissance — La Civilisation islamique — Les Civilisations de l'Orient antique — La Civilisation de la Révolution française, tome I : la crise de l'Ancien Régime — La Civilisation de l'Europe des Lumières — La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme — La Civilisation japonaise — La Civilisation byzantine.

Volumes à paraître :

La Civilisation néo-classique — La Civilisation chinoise — La Civilisation et la Révolution industrielle du XIX^e siècle — La Révolution française, tome II : Vers une société nouvelle — Les Civilisations précolombiennes.

CHACUN VOLUME 700 à 800 PAGES — FORMAT 18 x 25 cm — RELIÉ

300 ILLUSTRATIONS, CARTES ET PLANS

Souscrire à l'ensemble de la collection, c'est acquiescer sans peine, par de modestes mensualités, une bibliothèque incomparable. Pour tous renseignements, renvoyer le bon ci-joint :

ARTHAUD ART-DIFFUSION — 7, rue Page-Carpentier, 75006 PARIS

N°
Nom
Adresse
Code postal
Désire être documenté sur les conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220 F seulement.

L'aller et retour Paris-New York en classe économie et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour en tarif normal : c'est l'offre exceptionnelle que vous propose TWA.

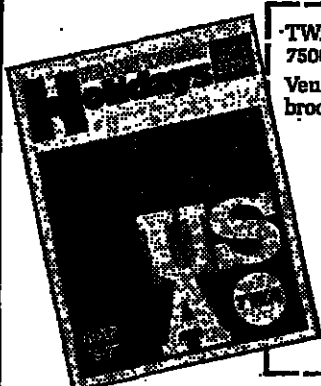
Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1^{er} novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multivilles et avion-auto.

Bien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces forfaits TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous préférez, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyagez à bord d'un vol régulier de la TWA : jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA : demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 62 11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.



TWA 101 avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs :
Nom : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Mon Agent de Voyages est : _____

N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

JEUNESSE

LA FÉDÉRATION DES M.J.C. A MANIFESTÉ A PARIS

De la nouvelle directrice de la Maison des jeunes et de la culture (M.J.C.) de la porte de Vanves, à Paris, qui s'excuse avec un sourire un peu las du débâclement des locaux dont elle vient d'hériter, à son collègue placide et barbu du quartier Drouot, à Mulhouse, c'est partout la même plainte : pas d'argent. Examinées, les M.J.C. ? Victimes d'un ne sait quel complot technocratique ourdi dans les bureaux capotés du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports ? En trente ans d'existence, quelques M.J.C.

ont sans doute sombré dans une sorte de rousion satisfait. Mais la vitalité de la plupart des autres — en tout cas l'évidente bonne volonté de leur animateurs — explique la manifestation nationale organisée samedi 18 octobre à Paris pour protester contre une situation financière qu'elles jugent « dramatique » (le Monde du 16 octobre). Cette manifestation a rassemblé environ cinq mille personnes.

La date n'est pas fortuite, dans trois

semaines sera examiné au Parlement le budget du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports. Elle n'est pas étrangère non plus à l'approche des élections municipales et constitue un net avertissement aux communes, dont les M.J.C. tirent depuis le démantèlement de l'État — l'essentiel de leurs ressources. Au-delà de ces difficultés financières, c'est une nouvelle fois la question de la politique du gouvernement en faveur de la jeunesse, de l'animation culturelle et de la vie associative qui est posée.

La cogestion introuvable

Les maisons des jeunes et de la culture doivent leur existence à une des idées génériques et un peu folles de la Libération.

Cette apparente vitalité contraste singulièrement avec la crise politique dont la F.F.M.J.C. est en hausse de plus de 18 % par rapport à celle de 1975. Et que la dite F.F.M.J.C. a bénéficié d'aides exceptionnelles. Il est toutefois certain que des maisons ne tournent pas à plein régime faute de directeurs permanents et que l'aide de l'État ne suit ni les besoins ni le développement de l'audience des M.J.C.

C'est avec une assurance de P.-D.G. que le directeur de la M.J.C. de Colombes (Hauts-de-Seine) — cinq mille adhérents — fait visiter la salle de spectacle où se succèdent créations théâtrales, concerts classiques, récitals de variétés et projections de films. Installée dans un ancien café, sans animateur permanent, la M.J.C. de Seclin, près de Lille — trois cents adhérents — est à l'artisanat ce que Colombes est à l'industrie. L'ancien cellier abrite en fin d'après-midi les répétitions d'un groupe de musiciens pop qui, malgré quelques tensions passagères, fait bon ménage avec le club des gymnastes volontaires seclinois. Certaines M.J.C. se sont mises au goût du jour — yoga, aikido, karaté — mais la plupart d'entre elles continuent d'appliquer des recettes éprouvées : poterie, club photo, aéromodélisme, danse classique et moderne, etc.

Plantée au milieu des H.L.M., la M.J.C. Drouot, à Mulhouse, est devenue peu à peu la plaque tournante du quartier. Elle abrite un club du troisième âge, organise des cours de couture et d'économie ménagère, et prête ses locaux aux associations de locataires. Boîte de fixation des jeunes délinquants de l'endroit, comme le sont souvent les M.J.C., elle s'est lancée aussi, avec le soutien de la direction départementale de l'action sociale et sociale, dans la « prévention ». Cette philosophie explique que certaines associations affiliées à la Fédération française des M.J.C. (F.F.M.J.C.) aient été parfois baptisées maisons pour tous, maisons de quartier ou centres de loisirs. « La culture, résume M. Marcel Degens, président de la

M.J.C. de Seclin, ce n'est pas une discipline. C'est surtout se rencontrer et faire quelque chose ensemble ».

Cette apparente vitalité contraste singulièrement avec la crise politique dont la F.F.M.J.C. est en hausse de plus de 18 % par rapport à celle de 1975. Et que la dite F.F.M.J.C. a bénéficié d'aides exceptionnelles. Il est toutefois certain que des maisons ne tournent pas à plein régime faute de directeurs permanents et que l'aide de l'État ne suit ni les besoins ni le développement de l'audience des M.J.C.

Un long conflit a opposé récemment la municipalité de Mulhouse à « ses » M.J.C. On y retrouve tous les ingrédients des crises qui surgissent çà et là entre les maisons et les communes. Premier acte : les M.J.C. demandent à la municipalité l'ouverture de négociations pour mettre au point une convention fixant leurs droits et devoirs réciproques. « Nous vivons dans l'incertitude, confie M. Jean-Luc Ferrais, délégué régional pour l'Alsace. La commune peut à tout moment mettre fin à son aide sans que nous ayons rien à dire. C'est une menace qui pèse sur toutes les M.J.C. Certains édiles n'hésitent pas à la brandir dès qu'une maison ne marche pas droit ».

Deuxième acte : la commune pose une condition préalable. Les représentants de la municipalité et l'État devront désormais être majoritaires au conseil d'administration. Les dirigeants des M.J.C. pâlisent : c'est la municipalisation pure et simple, le contraire de la cogestion. Mèche en la salle et carrure d'athlète, bien calé dans son fauteuil de président de l'I.U.T. de Mulhouse, M. André Erbland, adjoint au maire, délégué à la jeunesse et aux sports, conseiller général (C.D.R.), confirme les craintes des M.J.C. : « Nous donnons l'argent. Il est normal que nous nous fassions entendre ».

Troisième acte : il apparaît clairement que la municipalité — ébahie par les remarques acerbes lancées d'une des M.J.C. par des militants contre sa politique de logement — a mal réagi. « Nous nous sommes rendus compte, explique M. Erbland, que le conseil d'administration était devenu l'instrument de quelques-uns ». Le désengagement a eu lieu. Le conseil municipal a finalement incité, refusant toutefois de prendre les engagements que réclamaient les maisons.

Certaines querelles entre maisons de jeunes et municipalités sont célèbres. En février 1975, le maire de Viry-Châtillon (Seine-et-Marne) a fait démolir au bulldozer les locaux d'une M.J.C. dont les animateurs lui résistaient. Mais il ne faut pas exagérer le nombre de ces conflits : une vingtaine tout au plus actuellement. Beaucoup ont pour origine le sens donné au mot « localité », qui figure dans les statuts des maisons. « Neutralité », clament les municipalités, surtout celles de droite. « Éducation du citoyen », rétorquent les responsables des M.J.C., généralement de gauche. « Cette querelle sémantique aura d'autres rebondissements tant que l'État ne nous donnera pas les moyens financiers de notre indépendance à l'égard des communes », conclut un animateur.

Grises

Un long conflit a opposé récemment la municipalité de Mulhouse à « ses » M.J.C. On y retrouve tous les ingrédients des crises qui surgissent çà et là entre les maisons et les communes. Premier acte : les M.J.C. demandent à la municipalité l'ouverture de négociations pour mettre au point une convention fixant leurs droits et devoirs réciproques. « Nous vivons dans l'incertitude, confie M. Jean-Luc Ferrais, délégué régional pour l'Alsace. La commune peut à tout moment mettre fin à son aide sans que nous ayons rien à dire. C'est une menace qui pèse sur toutes les M.J.C. Certains édiles n'hésitent pas à la brandir dès qu'une maison ne marche pas droit ».

Deuxième acte : la commune pose une condition préalable. Les représentants de la municipalité et l'État devront désormais être majoritaires au conseil d'administration. Les dirigeants des M.J.C. pâlisent : c'est la municipalisation pure et simple, le contraire de la cogestion. Mèche en la salle et carrure d'athlète, bien calé dans son fauteuil de président de l'I.U.T. de Mulhouse, M. André Erbland, adjoint au maire, délégué à la jeunesse et aux sports, conseiller général (C.D.R.), confirme les craintes des M.J.C. : « Nous donnons l'argent. Il est normal que nous nous fassions entendre ».

Troisième acte : il apparaît clairement que la municipalité — ébahie par les remarques acerbes lancées d'une des M.J.C. par des militants contre sa politique de logement — a mal réagi. « Nous nous sommes rendus compte, explique M. Erbland, que le conseil d'administration était devenu l'instrument de quelques-uns ». Le désengagement a eu lieu. Le conseil municipal a finalement incité, refusant toutefois de prendre les engagements que réclamaient les maisons.

Voici comment bénéficier de

10% D'ESCOMPTE

sur tous vos achats* jusqu'au 4 décembre :
demandez notre carte avant le 21 novembre.

Galeries Lafayette

COMPTE PERMANENT

1 2 3 4 5 6

MR MME DUPONT JEAN
50, RUE MALART
75007 PARIS

Elle est gratuite.

*Pour un total de 500 f minimum et dès acceptation du dossier. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10 % : 58 f. Net à payer : 522 f.

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine

150

ÉDUCATION

Elections dans les établissements d'enseignement secondaire du 18 au 23 octobre

Sept millions et demi de Français sont appelés aux urnes

Sept millions et demi de Français environ sont appelés à voter du 18 au 23 octobre : ceux qui doivent élire leurs représentants aux conseils d'administration des établissements d'enseignement secondaire, créés en 1968. Pour la première fois, une même « semaine nationale » a été fixée dans tous les établissements pour ces élections qui concernent les parents d'élèves (3 270 000 - inscrits - en 1975-1976), les enseignants (1 250 000), les personnels administratifs, de surveillance et de service et enfin les élèves (3 902 000).

Les élèves ne participent aux conseils d'administration que dans les classes de second cycle (lycées et collèges d'enseignement technique) ; dans les établissements de premier cycle (collèges d'enseignement secondaire et général), des élèves de troisième assistent au conseil, où ils ont une voix consultative.

En plus des élus du personnel (enseignant ou non), des élèves et des parents, le conseil comprend des représentants de l'administration de l'établissement et quelques personnes intéressées à ses activités. Présidé par l'inspecteur d'académie ou par le chef d'établissement, il doit notamment voter le budget et établir le règlement intérieur de l'établissement, donner son avis sur l'organisation matérielle et pédagogique. Il peut créer des associations socio-éducatives. Il intervient aussi dans les problèmes disciplinaires, puisque le conseil de discipline n'est qu'une formation restreinte du conseil d'administration. Enfin, une commission permanente, élue au sein du conseil et représentative de celui-ci, peut se réunir rapidement chaque fois que cela est nécessaire.

Le conseil d'administration comprend de vingt à quatre à trente-six membres, selon la taille des établissements. Administration, parents, élèves, personnels extérieurs, disposent d'un système des sièges pour chaque catégorie. Les enseignants et les autres personnels, eux, ont droit à deux sièges (en majorité d'enseignants). Les personnels et les parents sont élus sur liste, au suffrage direct. Pour les élèves, les élections ont lieu à deux degrés : chaque classe élut deux délégués au conseil de classe ; ces délégués (le conseil des élèves) élisent, à leur tour, leurs représentants au conseil d'administration.

La campagne électorale

Si les enseignants votent généralement en grand nombre (85,8 % en 1975-1976), la participation des parents est faible. Celle des élèves ne fait l'objet d'aucune statistique. En 1975-1976, 38,4 % seulement des parents ont voté : cela ne dépasse guère la proportion de familles qui adhèrent à une fédération de parents (évaluée à 30 % environ). En règle générale, on vote davantage dans les établissements de premier cycle.

Deux fédérations se partagent la grande majorité des suffrages et des sièges. La Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public, que préside M. Cornée (un million deux cent mille adhérents déclarés), apparaît particulièrement représentative avec 68 % des suffrages, l'an dernier, dans le premier cycle, et 55,17 % dans le second. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public, que préside M. Lagarde (quatre cent mille adhérents déclarés), en a obtenu, respectivement, 20,8 % et 34,4 %.

Il existe deux autres fédérations de parents d'élèves dans l'enseignement public. L'Union nationale des associations autonomes de parents d'élèves revendique cent vingt mille adhérents, mais n'a obtenu que 0,80 % des voix dans le premier cycle et 2,18 % dans le second. La Fédération nationale des associations de parents (F.N.A.P.E.P.), présidée par M. Giraudon, revendique aussi cent vingt-quatre mille adhérents et n'a réuni que 0,20 % des suffrages dans le premier cycle et 1,56 % dans le second. En outre, localement, des listes d'« union » ou, au contraire, sans lien avec une fédération, peuvent se présenter.

Les responsables des deux principales fédérations, qui souhaitent bien entendu une plus forte participation des parents, ont lancé leur campagne électorale en déplorant l'insuffisance d'information à ce sujet. Pour M. Lagarde, cependant, la semaine nationale d'élections est « un événement » puisque l'on reconnaît ainsi « l'importance de la participation des parents à la vie scolaire ». Selon lui, une fédération « ne doit pas être politicienne » mais « réunir les familles sur le seul objectif de l'intérêt de l'enfant ».

« L'Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés (A.D.B.S.) poursuit le programme de formation permanente qu'elle assure depuis plusieurs années déjà.

Les principaux thèmes retenus pour 1977 sont les suivants : technologie documentaire, initiation à l'informatic, mise en œuvre de l'informatic dans les systèmes documentaires, organisation et gestion d'un centre de documentation, bases de données, analyse et langage, traitement des documents audiovisuels, règles de catalogage, installations et équipements de centres de documentation et de bibliothèques.

* Pour tous renseignements : Association française des documentalistes et bibliothécaires spécialisés, 63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. 033-33-32.

L'U.E.R. DENTAIRE DE BREST NE SERA PAS OUVERTE CETTE ANNÉE

(De notre correspondant.)

Brest. — L'U.E.R. d'odontologie de Brest n'ouvrira pas à cette rentrée universitaire. Pourtant le bâtiment existe, il s'élève à proximité de la faculté de médecine. Sa construction, qui vient de s'achever, a coûté 3 millions de francs. Elle a été entièrement financée par l'Etat. Mais elle n'a pas reçu l'autorisation d'accueillir les étudiants.

Le professeur Hervé Floch, doyen de la faculté de médecine, et les responsables de l'université regrettent cette situation, d'autant plus que, lorsque le ministère de la Santé et le secrétariat d'Etat aux universités avaient décidé, en 1971, de créer un centre de soins dentaires universitaires à Brest et à Nice, la commission interministérielle avait donné son accord. Elle avait, en raison, expliqué, à l'époque, du nombre insuffisant de chirurgiens dentistes en Bretagne. Cette même commission opposa un refus à la demande nicoise.

Les responsables de l'université de Brest et le doyen Floch constatent avec regret que l'université de Nice possède maintenant une U.E.R. dentaire.

CATHERINE ARDIT.

A ROSTRENEN (COTES-DU-NORD)

Le directeur de l'école catholique de Campostal refuse de réintégrer deux élèves

L'évêché occupé à nouveau

Aucune solution n'a été trouvée dans le conflit qui oppose, à Rostrenen (Cotes-du-Nord), la direction de l'école catholique Notre-Dame-de-Campostal à deux élèves qu'elle refuse de réintégrer (le Monde du 13 octobre). Des membres du comité de soutien ont occupé à nouveau l'évêché de Saint-Brieuc, pour « faire prendre acte à l'autorité diocésaine du refus systématique de l'école de négocier ». Les deux élèves, qui continuaient, vendredi 15 octobre, leur grève de la faim, ont obtenu le soutien de plusieurs professeurs. Jeudi après-midi, une réunion avait eu lieu au collège autour du vicaire général du diocèse et du directeur diocésain de l'enseignement catholique. Le directeur de l'école, le conseil de direction et le bureau de l'association des parents d'élèves y participèrent. Une éventuelle réintégration des deux élèves a été refusée. D'autres établissements auraient offert de les accueillir. L'évêque de Saint-Brieuc a refusé de recevoir le comité de soutien tant que l'évêché serait occupé.

M. C. Gautier, directeur laïc de l'institution Notre-Dame-de-Campostal, nous a fait parvenir un texte dans lequel il se déclare « indigné » par « la dramatisation et l'orchestration » autour de cette affaire, notamment par « le groupe local C.F.D.T. de l'enseignement privé ».

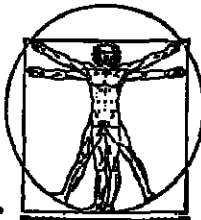
M. Gautier déclare notamment : « L'autonomie du chef d'établissement et l'exercice libre de son autorité sont les vrais garants de l'institution école. » Il appartient au chef d'établissement, et à lui seul en dernier ressort, de concilier le service des personnes et le service de l'institution. Le service des personnes, en permettant la poursuite des études des deux jeunes dans un autre établissement, et le service de l'école en assurant son intégrité et son bon fonctionnement dans l'intérêt des jeunes et des familles qui lui font confiance. C'est ce que nous essayons de faire à Campostal. La décision est donc maintenue, et elle est définitive. »

UN REMPLACEMENT ? DU RENFORT ? NOUS ARRIVONS !



...ET NOUS PARTONS QUAND LE TRAVAIL EST FAIT.

MANPOWER



150

ÉDUCATION

... LE MONDE — 19 octobre 1976 — Page 15

dans les universités françaises

bacheliers de 1976 par rapport à celui de l'année dernière (l'augmentation ne dépasse pas 0,5 %). Les étudiants inscrits en première année seraient cependant plus nombreux à Nantes, à Aix-Marseille, à Amiens et à Besançon, tandis que leur effectif diminuerait à Strasbourg, Caen, Nancy-Metz et Lille.

On prévoit aussi une modification des effectifs par disciplines. Ainsi, l'engouement, sensible les années précédentes, pour les études de phar-

macie semble s'arrêter. Il y aurait, en effet, moins d'étudiants de première année dans cette discipline que l'an dernier (33 644 étudiants contre 33 527 en 1975-1976). Le fait est surtout sensible à Paris (la diminution y pourrait même atteindre environ 10 %).

En province, la pharmacie a gardé généralement son attrait (les premières inscriptions augmenteraient de 8 %). Mais c'est surtout sensible à Montpellier et à Besançon : les inscrip-

tions décroîtraient même à Bordeaux, Toulouse et Lyon.

Les U.E.R. de lettres et des sciences humaines, déjà en baisse de 3 % à la rentrée de 1975, attireront davantage les bacheliers parisiens cette année, mais auront moins de succès en province : le gonflement des universités « littéraires » parisiennes (124 850 contre 111 881 en 1975-1976), compense largement ce mouvement. Succès des sciences humaines ? En tout cas les

études de psychologie paraissent conserver leur attrait auprès des étudiants de la capitale (Nanterre, Vincennes). En revanche, les effectifs de droit (plus 1 %), de médecine (plus 1 %) et de sciences restent à peu près stables.

PHILIPPE BOGGIO.

(1) On prévoit déjà pour la rentrée universitaire 1977-1978, 814 000 étudiants. Toutefois les prévisions ont été souvent démenties dans le passé. Les chiffres actuels ne prennent pas en compte les répercussions des grèves du printemps dernier.

AUTOGESTION ET CONSERVATISME

par FRANÇOIS-G. DREYFUS (*)

Au seuil d'une nouvelle année universitaire il n'est pas inutile de méditer les enseignements de la précédente. Les événements de l'an dernier ont souligné la haute des études devant les débouchés et plus généralement la vie active, la lourde responsabilité des divers maîtres de l'Université, des gouvernements et des syndicats universitaires depuis vingt ans. La crise de 1976 était prévisible et prévue. En 1965 un statisticien, Michel Vermot-Gauchy, avait publié un livre remarquable, *L'éducation nationale dans la France de 1975*, (Éditions du Rocher, collection « Futuribles »), dont on ne parla guère sauf à l'U.N.R.-U.D.T. mais cela resta sans écho.

On voit tout de suite d'après le tableau que les prévisions étaient exactes à 10-20 % près et combien sont grandes les disproportions entre l'offre et les besoins. Mais M. Vermot-Gauchy allait plus loin : en 1965, il établissait

ce que devraient être, en 1975, les effectifs des diverses disciplines. Sans entrer dans le détail, on peut constater que les effectifs globaux ne différaient guère mais que les différences sont considérables entre les disciplines telles que les proposait M. Vermot-Gauchy et celles qu'elles sont. Il y a plus de deux fois moins d'étudiants en instituts universitaires de technologie (I.U.T.) que prévu, moitié moins de scientifiques et près de deux fois plus de littéraires et de juristes.

Certains diront, et disent d'ailleurs, que la planification de l'emploi au débouché du supérieur est impossible, mais il serait intéressant d'étudier de près les méthodes des pays socialistes, qui la pratiquent depuis plus de vingt ans et avec un succès qui n'est ni contestable ni contesté. Il est vrai que le système implique dans tous les États socialistes de l'Europe de

l'Est le concours d'entrée à l'université.

Ce système de sélection répute aux Français. Ils ont donc laissé se développer une situation absurde qui, à moyen terme, risque d'entraîner l'Université dans une disparition à peu près totale. De cette situation aberrante, politiques et enseignants sont largement responsables.

Tous responsables

Il n'est pas erroné de dire que les politiques ont, dans cette affaire, une lourde responsabilité.

Responsabilité de l'Assemblée nationale qui, en 1967, le projet remarquable de M. René Billères :

— Responsabilité du gouvernement de Gaulle qui refuse de le promulguer par ordonnance en janvier 1969 et s'oppose à l'ordonnance de compromis de M. Berthoin, qui ne changeraient pas grand-chose ;

— Responsabilité du ministre Christian Fouchet qui, durant son long séjour rue de Grenelle (décembre 1962 - mars 1967), ne réalisera jamais jusqu'au bout ses bonnes intentions : création des I.U.T. mais maintenus dans le carcan universitaire traditionnel qui les étouffera aussitôt ; réforme du baccalauréat et des études supérieures sans tenir compte des propositions des groupes d'étudiants mis en place ; par exemple, le rapport tout à fait remarquable du groupe Bouloche sur les grandes écoles remis au premier ministre le 26 septembre 1969 et qui invitait à la création de collèges universitaires, comme l'avait déjà fait dès 1947 le plan Laval-Wallon ou les projets élaborés au colloque de Caen ;

— Responsabilité écartant du président Edgar Faure qui, au nom des très nécessaires principes de participation et d'autonomie, fera voter une loi qui, mal préparée, mal étudiée, mal rédigée, ne résoudra rien et en particulier favorisera le morcellement inutile des universités de province et la parcellisation des facultés en innombrables unités d'enseignement et de recherche et qui accablèrent dans les universités la mise en place d'un système autogestionnaire impuissant ;

— Responsabilité enfin de tous les ministres qui se sont succédé rue de Grenelle ou rue Dutot de 1962 à 1975 et ont, par leur démagogie, accéléré le processus de parcellisation universitaire en multipliant à l'envi d'innombrables sous-universités inutiles et ruineuses, oubliant l'avis pourtant prémoniteur de Laurent Schwartz paru sous le titre *Le projet d'Université* dans le *Nouvel Observateur* du 1^{er} novembre 1967. « Il devrait y avoir en France, écrit notre collègue, six à huit universités de niveau supérieur préparant le troisième cycle, une vingtaine conduisant au bout du deuxième cycle, et une centaine de collèges universitaires... Ainsi, selon leur niveau et leurs ambitions, des centaines de milliers de jeunes auraient leur place dans l'enseignement supérieur. Une fraction d'entre eux accablent au second cycle et enfin une dernière fraction traitent au troisième cycle, au doctorat et à la recherche. » C'est bien, me semble-t-il, ce que veut faire, avec infiniment de raison, Mme Saunier-Selz, mais sa tâche sera plus difficile qu'il y a neuf ans en raison de la multiplication irraisonnée des universités.

Mais, comme le remarquait fort justement MM. François Goguel et Alfred Grosser, « la mauvaise situation de l'enseignement ne doit pas seulement être attribuée à l'imprévoyance des gouvernants ou au manque de crédits : les avis trop écoutés des enseignants, insensibles à l'évolution de la société, ont freiné sans bloquer la transformation d'un système périmé » (1). Dans le cas de l'université, j'y ajouterais les étudiants.

L'université française est un magnifique exemple de système autogéré. Rien ne s'y fait, nomination, réforme de structure, décision budgétaire, sans que les conseils comprenant des délégués de tous les intéressés (professeurs, assistants, étudiants, personnel administratif et de service) ne se soient prononcés favorablement, même si c'est totalement contraire à l'intérêt général.

L'exemple des I.U.T. est probant : au départ, le ministère, inspiré par le recteur Capelle, voulait en faire des écoles de techniciens supérieurs, préparant rapidement aux carrières de cadres moyens, analogues aux écoles supérieures spécialisées des pays socialistes, *Fachschulen*, dit-on en République démocratique allemande, où elles groupent 55 % des étudiants. Or les syndicats refusèrent le projet, forcèrent à rattacher les I.U.T. aux universités.

Examen « positif » et « négatif »

En tout cas, en voulant intégrer dans l'université ce qui n'avait rien à y voir (ce que nos collègues de R.D.A. ont parfaitement compris depuis longtemps), en instaurant dans les seuls I.U.T. une sélection à l'entrée, que l'on a refusé dans les autres U.E.R., on avait largement contribué à tuer les I.U.T. En fait, dans toute la France, la chose se sait et on préfère aller à l'U.E.R. de type classique. C'est l'une des raisons essentielles des difficultés des I.U.T. trop intégrés aux universités.

On se plaint, à juste titre, dans les universités, de manquer de crédits et de moyens. Mais ne les a-t-on pas gâchés à plaisir ? Était-il raisonnable, dans un pays comme le nôtre, de disperser les universités aux quatre coins du pays ? Et qui, si ce n'est d'abord

les enseignants, a fait pression sur l'opinion, sur les parlementaires, sur le ministre enfin, pour que le collège universitaire devienne centre universitaire, puis université à part entière ?

Et dans les universités on multiplie centres et laboratoires pour faire comme le voisin. Il y a, depuis les années 70 à Strasbourg, répartis dans les trois universités, cinq ou six centres qui s'occupent de l'Alsace, qui ont peu de crédits, peu de personnel, peu de moyens et qui n'ont guère de rapports entre eux, alors qu'un seul centre utilisant à plein ses secrétaires et documentation pourrait vraisemblablement jouer un rôle notable, même dans la province, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui. Ce qui a entraîné le conseil régional à créer un Institut de culture alsacienne qui sera aidé par la charte culturelle régionale mais dans lequel l'université jouera un rôle... mineur.

Rien ne se fait dans les universités françaises sans que commissions, comités, conseils discutent souvent pendant des heures et sans prendre de décision. Aussi laisse-t-on aller les choses. Dans la loi d'orientation il y a deux articles qui n'ont guère ou même jamais été appliqués. L'article 8 instituant des conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche est dans ce cas. L'intention du législateur visait à coordonner les activités d'enseignement et de recherche. Une telle idée, qui rejoignait les intentions de M. Laurent Schwartz, était louable. Mais aucun ministre ne les a mises en place, car on ne voudrait pas gêner la liberté de chaque université de toucher à tout, on n'aurait pas su mêler du droit souverain d'autogestion de l'université.

Quand on relit dix ans plus tard les propositions du colloque de Caen on est frappé, aujourd'hui encore, par leur bon sens. Or toutes les organisations universitaires, du Syndicat national de l'enseignement supérieur à l'Association des universitaires de France, ont condamné les propositions inspirées par des hommes aussi différents que MM. André Lichnerowicz, Raymond Aron, Robert Latès, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Raymond Vattier, Jean Bernard, Jacques Monod ou Pierre Monod-Beauregard.

L'autre réforme prévue par la loi d'orientation et à peine utilisée (il doit y avoir sept à dix U.E.R. en France qui l'appliquent), c'est l'article 21 qui prévoit la création de stages d'orientation à l'entrée et à la fin de chaque

cycle universitaire. En 1965, au cours du colloque de Caen, Jacques Monod disait : « Le point sur lequel je voudrais insister est le suivant : j'aurais espéré — et nous n'y avons pas réussi — que serait introduit dans les cycles d'études en France ce qui existe dans tous les pays du monde, à savoir que l'examen qui termine un cycle d'études est ce que j'appellerai un examen positif et non un examen négatif », c'est-à-dire, précisait M. Lichnerowicz, un examen qui ne donne pas automatiquement le droit d'aller au-delà ; et Jacques Monod précisait brutalement que les départements devraient prendre un nombre limite d'étudiants et les choisir. « C'est absolument indispensable : si nous n'obtenons pas cette réforme, nous allons à la mort de l'enseignement supérieur en France. »

Au fond, c'est ce qui est en train de se produire, car c'est à cela que mène l'autogestion actuelle de la plupart des universités, dont trop de responsables, de quelque tendance qu'ils soient, se refusent à agir en raison de la pression exercée par le conservatisme et le traditionalisme de leurs mandants, universitaires et étudiants.

(*) Professeur à l'université des sciences juridiques, politiques et sociales de Strasbourg (Strasbourg-III).

Prévisions de diplômés nécessaires en 1975	Diplômés décernés en 1974	Utilisation vraisemblable 74/75 (%)
10 000 scientifiques et ingénieurs	14 000, dont 7 000 maîtrises et sciences et 7 000 ingénieurs	12 000 à 15 000
12 000 autres diplômes scientifiques ou techniques (D.U.T.)	10 000 (D.U.T.)	15 000
7 000 littéraires	21 000	6 000
5 000 juristes et économistes	8 000 (droit) + 4 000 (sciences économiques)	10 000

(*) D'après les enquêtes publiées.

Précis du DROIT DE L'INFORMATION
Jean-Marie AUBY
Professeur à l'Université de Bordeaux - Dayan et Président Honoraire
Robert DUCOS-ADER
Professeur aux Universités de Bordeaux I et Paris Sud
Avocat à la Cour de Bordeaux
Un volume broché, 11,5 x 18, 640 pages
1^{re} édition 1976, 64 F (franco 68 F)
en vente chez votre libraire ou au **DALLOZ**
11, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05 - C.D.P. Paris 6551

le guide pratique l'étudiant
10^e EST PARU
250 pages, 53 chapitres
illustration: marol, plantu, solé, wolinski.
EN VENTE PARTOUT

10% DE REMISE
du 1^{er} au 31 octobre 1976
sur tous les
LIVRES UNIVERSITAIRES NEUFS
Vendus au 1^{er} et au 2^e étage
JOSEPH GIBERT
26-30, BOULEVARD Saint-Michel PARIS 6^e
Angle rue de l'École-de-Médecine
MÉTRO : ODÉON - LUXEMBOURG

des diplômes intéressants en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS et RUSSE.
Préparation par correspondance aux examens commerciaux (ouverts à tous) de la Session d'Avril/Mai 1977 :
• SPLEF (Correspond. Interpr. Commercial)
• CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES : allemand, anglais, espagnol, italien.
• B.T.S. de TRADUCTEUR COMMERCIAL : diplôme d'Etat, toutes langues.
C.P.I. CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE Serv. LM2
134 bis, rue de Valenciennes, 75015 PARIS. Tél. (1) 566.85.61
Enseignement privé.
Réception : 14 h à 18 h.

La 4^e édition de l'Économie française vient de paraître aux Éditions Masson
L'économie française par M. Bafeste
4^e édition entièrement refondue, 264 pages, 52 F

Pour toute documentation sur cet ouvrage et pour recevoir gratuitement les catalogues Masson-Lettres-Sciences humaines et Masson-Droit-Sciences économiques adressez-vous à votre libraire ou envoyez votre demande aux Éditions Masson - 120, bd. Saint-Germain-75280 Paris cedex 06.

Nom et adresse :
.....
.....
.....
MASSON M. 10.76

magazine littéraire
n° 117
Dossier
Heidegger aujourd'hui
Des articles de Jean-Paul Dollé, Jean-Marie Benoist, F. Larnelle, Youssef Ishaghpour, E. Legrand, Erasmus Shoffer, Robert Minder.
Un entretien de Heidegger.
Rencontres avec Heidegger, par Frederick Towarnicki
et
la rentrée romanesque
Salut à Kléber Haedens.
Le bon plaisir de Claude Mancelon.
S.F. paratraz.
En vente en kiosque : 7,50 F.
MAGAZINE LITTÉRAIRE
40, rue des Saints-Pères.
75007 PARIS - Tél. : 544-14-51

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les comptes de la nation pour 1977 : Des orientations moins dirigistes silences et chuchotements

EN même temps qu'il présentait aux parlementaires le projet de loi de finances pour 1977, le gouvernement leur a fait distribuer, conformément à la tradition, les comptes prévisionnels pour l'exercice en cours et le rapport économique pour l'an prochain. Le premier de ces deux documents permet de constater, une fois encore, l'écart qui sépare le résultat de l'objectif. Le

second conduit à s'interroger sur la fiabilité de la prospective qui sert d'écrit au plan Barre. A-t-on des raisons sérieuses de croire que la hausse des prix ne dépassera pas 6,5 % de janvier à décembre 1977, la progression du salaire horaire 10 % et que le budget de l'Etat restera équilibré ?

Il y a quelque monotonie à constater qu'en 1976, comme au cours de chacune des années précédentes, la réalité a déjoué les pronostics gouvernementaux. Cela n'est pas dû seulement à la sécheresse, phénomène imprévisible. Ni au fait que les cours des matières premières ont repris leur marche ascendante, mouvement assuré dès lors que l'on prévoyait une reprise de l'expansion — donc de la demande — dans les principaux pays industrialisés. Ni encore à la poussée des salaires, inévitable puisque l'on parlait de l'idée que le chômage cessait à peu près de s'aggraver.

La cause principale des erreurs constatées tient à l'optimisme inébranlable dont font preuve les experts du gouvernement et qui les conduit, année après année, à surestimer les chances de leurs projets. Loin de nous l'idée de les en blâmer : on n'aurait rien sans un minimum de foi, et M. Giscard d'Estaing a longuement expliqué dans ces colonnes — du temps où il était ministre de l'économie et des finances — que le gouvernement se devait de présenter aux parlementaires et à l'opinion les comptes de la nation qu'il espérait réaliser grâce à sa politique. Mais, pour éviter le grief d'avoir surestimé les chiffres — et donc

abusé le pays, — le président de la République avait fini par admettre l'utilité de présenter simultanément deux sortes de comptes : celui qui avait toutes les chances de se vérifier si le gouvernement n'intervenait pas et celui que les pouvoirs publics comptaient réaliser grâce à leur action.

Mais l'on en est toujours réduit au régime du compte unique, donc critiquable.

L'événement justifie une fois de plus les craintes que l'on pouvait avoir. 1976 aura vu le déficit budgétaire de l'Etat dépasser 15 milliards de francs (au lieu de l'équilibre attendu), les salaires horaires progresser de 14,5 % (au lieu des 10,6 % annoncés), les prix augmenter de 9,5 % en cours d'année (un quart de plus qu'il n'était prévu), le commerce extérieur redevenir déficitaire (alors que l'on escomptait un excédent), ce à cause d'un progrès des importations supérieur de moitié à celui qui était prévu (+ 17 % au lieu de 11,5 %). La consommation du pays aura augmenté presque deux fois plus vite qu'annoncé (4,3 % au lieu de 2,3 %), alors qu'à l'inverse l'investissement des entreprises aura évolué d'un tiers moins vite que prévu (3,5 % au lieu de 4,3 %).

pour 1977 ne viendrait-elle pas de ce qu'on aurait tablé sur des recettes 1976 surestimées (+ 38 % pour ces mêmes impôts sur le revenu et le patrimoine) en vue de financer le collectif budgétaire alors que celui-ci comporte pour les deux tiers d'autres formes d'impôts : impôt de solidarité (vignette, essence, plus-values fiscales) et qu'il s'accompagne d'un relèvement des cotisations sociales ? N'aurait-on pas de même oublié, en dressant les comptes, que le tiers seulement de l'impôt sur le revenu supplémentaire sera payé au fisc, les deux autres tiers devant être, selon la Rue de Rivoli elle-même, souscrits à l'emprunt libératoire ?

2) Second silence, relatif lui aussi aux comptes de l'Etat : les « autres ressources », avec lesquelles M. Barre a l'intention de compenser le manque à gagner résultant, pour les entreprises nationales, du gel de leurs tarifs jusqu'en avril, puis de la limitation de la hausse de ceux-ci à 6,5 % dans l'année (voir l'interview du premier ministre dans le Monde du 5 octobre), n'apparaissent nulle part. Qu'il s'agisse d'éventuelles dotations en capital ou d'un recours à l'emprunt, il devrait en être fait mention quelque part. De la même façon, on ne voit pas indiqué dans les comptes comment l'Etat alèrsa les collectivités locales à sortir de leur disette financière ni si le budget public verra une nouvelle fois au secours de la Sécurité sociale. Les choses ne sont peut-être pas encore décidées ; mais l'impression d'appareillement faite sur ces problèmes surprend.

3) La dernière omission a trait aux salaires. Alors que depuis des années, constate le rapport officiel, « l'évaluation du pouvoir d'achat du salaire horaire se caractérise par sa rigidité » (+ 5 % en moyenne par an depuis six ans), y compris au cours des périodes de crise, le rapport ramène cette progression à 2,1 % seulement l'an prochain, sans que soit nulle part mentionnée la possibilité d'ajustement compatible avec le maintien de la politique contractuelle et une quasi-stabilité du chômage. La prévision est d'autant plus surprenante qu'elle correspondrait en fait à une stagnation quasi complète du pouvoir d'achat salarial en cours d'année, compte tenu de l'écart qui sépare déjà en janvier prochain le pouvoir d'achat de la moyenne 1976.

A supposer même que le patronat se trouve l'an prochain en position suffisamment forte pour refuser d'augmenter du pouvoir d'achat du salaire de base — hypothèse bien fragile — les inévitables glissements catégoriels en cours d'année se traduiraient par un progrès moyen du salaire réel de l'ordre de 1 %, si l'on en croit l'expérience passée. Comment le gouvernement pourrait-il s'y opposer ? Le rapport officiel est muet sur le sujet.

La censure rigoureuse imposée, en Inde, aux moyens d'information nationaux depuis la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975, n'autorise guère la publication de rapports trop critiques sur la situation économique. Il est cependant incontestable, comme l'ont souligné successivement la Banque mondiale et la Banque de réserve indienne, qu'un net redressement économique et financier a été enregistré depuis que le premier ministre s'est arrogé les pleins pouvoirs. Mais ce redressement s'est fait au prix d'une restriction des options économiques traditionnelles.

Le succès auquel sera vraisemblablement le plus sensible une majorité d'Indiens, et qu'en tout cas peu de pays, notamment dans le monde développé, peuvent se targuer d'avoir atteint, est celui remporté dans la lutte contre l'inflation. Alors que les prix des denrées de première nécessité avaient augmenté de 47 %, entre 1972 et 1974, ils ont diminué de 6 % entre juin 1975 et juillet 1976, et ceci sans qu'il ait été nécessaire de recourir à leur blocage autoritaire.

Ce résultat flatteur est dû à deux facteurs : la détermination affichée par les autorités dans la lutte contre la valse des étiquettes et la corruption (plusieurs commerçants, qui avaient spéculé sur les prix à la consommation, ont été inculpés). La crainte qu'ont inspirée ces mesures a en un effet fortifiant dissuasif.

D'autre part, la récolte céréalière s'est élevée, pour l'année agricole 1975-1976, à un niveau record : 118 millions de tonnes. Or cela favorise la stabilité

dans un pays où les facteurs climatiques (sécheresse, inondations) peuvent parfois être la cause d'importantes variations dans la production (l'augmentation a été de 8 % pour l'an passé), et où les céréales sont la nourriture de base de la population. Voilà que l'Inde, qui connaissait ces dernières années un déficit alimentaire et même des disettes locales, possède aujourd'hui un stock de céréales que son ministre de l'agriculture, M. Jagjivan Ram, évaluait récemment à 16 millions de tonnes, c'est-à-dire plus que les capacités d'emmagasinement des silos publics. Ce chiffre comprend 5 millions de tonnes d'importations, en provenance principalement d'Amérique du Nord, faites à titre de précaution. Ces achats coûteux sont maintenant arrêtés, les perspectives pour l'année agricole en cours s'annoncent également bonnes.

Enfin, si les réformes foncières doivent être appliquées, comme l'assure New-Delhi, avec plus de célérité que par le passé en vertu du programme économique annoncé par le gouvernement de Mme Gandhi au lendemain de la proclamation de l'état d'urgence, si dans ce cas, en principe 1 % des terres cultivables doivent être distribuées à des paysans pauvres, ces terres appartenant pour l'essentiel au domaine public, la production et les structures agraires ne devraient pas s'en trouver bouleversées pour autant.

Même après avoir instauré un régime autoritaire faisant fi du système parlementaire et des groupes de pression autrefois si omnipotents, le premier ministre ne peut pas s'aliéner les propriétaires terriens qui constituent le groupe socio-économique le plus puissant au sein de la formation gouvernementale.

Trois omissions

La plupart de ces glissements étaient prévisibles. Ils traduisaient en effet une reprise modérée de l'expansion, stimulée par l'investissement au premier trimestre et par la consommation ensuite, dans un climat mondial de poussée des matières premières et d'inflation mal maîtrisée. La hausse des prix en France avait, dès lors, peu de chances de rester dans les limites fixées par le gouvernement, de même que les dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale ont encore l'augmentation des salaires. Si les résultats attendus de l'inflation de la politique gouvernementale avaient été clairement présentés au Parlement il y a un an, chacun aurait pu s'interroger à l'époque sur l'effort à entreprendre pour atteindre l'objectif fixé et sur le risque considérable de n'y point parvenir.

Ces réflexions rétrospectives ne sont pas sans intérêt au moment d'apprécier le sérieux des pronostics formulés par le

gouvernement pour l'an prochain (voir le tableau page 20). L'examen des comptes amène en effet à s'interroger sur plusieurs de leurs silences, ainsi que sur des hypothèses pour le moins discutables. Les silences, d'abord : il y en a trois :

1) Le premier concerne les comptes de l'Etat. Le document gouvernemental souligne la volonté des pouvoirs publics de rétablir l'équilibre du budget et insiste, à ce titre, sur la progression des recettes, plus rapide que celle des dépenses. Mais il n'explique pas comment les impôts sur le revenu et le patrimoine pourraient augmenter en 1977 que de 2,6 % alors que le projet de loi de finances — annexé au rapport — prévoit, lui, une progression de l'impôt sur le revenu de 9,5 %, des droits d'enregistrement et de timbres de 10 % et des autres impôts directs de 17 %.

La faible progression inscrite aux comptes

pour 1977 ne viendrait-elle pas de ce qu'on aurait tablé sur des recettes 1976 surestimées (+ 38 % pour ces mêmes impôts sur le revenu et le patrimoine) en vue de financer le collectif budgétaire alors que celui-ci comporte pour les deux tiers d'autres formes d'impôts : impôt de solidarité (vignette, essence, plus-values fiscales) et qu'il s'accompagne d'un relèvement des cotisations sociales ? N'aurait-on pas de même oublié, en dressant les comptes, que le tiers seulement de l'impôt sur le revenu supplémentaire sera payé au fisc, les deux autres tiers devant être, selon la Rue de Rivoli elle-même, souscrits à l'emprunt libératoire ?

2) Second silence, relatif lui aussi aux comptes de l'Etat : les « autres ressources », avec lesquelles M. Barre a l'intention de compenser le manque à gagner résultant, pour les entreprises nationales, du gel de leurs tarifs jusqu'en avril, puis de la limitation de la hausse de ceux-ci à 6,5 % dans l'année (voir l'interview du premier ministre dans le Monde du 5 octobre), n'apparaissent nulle part. Qu'il s'agisse d'éventuelles dotations en capital ou d'un recours à l'emprunt, il devrait en être fait mention quelque part. De la même façon, on ne voit pas indiqué dans les comptes comment l'Etat alèrsa les collectivités locales à sortir de leur disette financière ni si le budget public verra une nouvelle fois au secours de la Sécurité sociale. Les choses ne sont peut-être pas encore décidées ; mais l'impression d'appareillement faite sur ces problèmes surprend.

3) La dernière omission a trait aux salaires. Alors que depuis des années, constate le rapport officiel, « l'évaluation du pouvoir d'achat du salaire horaire se caractérise par sa rigidité » (+ 5 % en moyenne par an depuis six ans), y compris au cours des périodes de crise, le rapport ramène cette progression à 2,1 % seulement l'an prochain, sans que soit nulle part mentionnée la possibilité d'ajustement compatible avec le maintien de la politique contractuelle et une quasi-stabilité du chômage. La prévision est d'autant plus surprenante qu'elle correspondrait en fait à une stagnation quasi complète du pouvoir d'achat salarial en cours d'année, compte tenu de l'écart qui sépare déjà en janvier prochain le pouvoir d'achat de la moyenne 1976.

A supposer même que le patronat se trouve l'an prochain en position suffisamment forte pour refuser d'augmenter du pouvoir d'achat du salaire de base — hypothèse bien fragile — les inévitables glissements catégoriels en cours d'année se traduiraient par un progrès moyen du salaire réel de l'ordre de 1 %, si l'on en croit l'expérience passée. Comment le gouvernement pourrait-il s'y opposer ? Le rapport officiel est muet sur le sujet.

Les bonnes dispositions que le pouvoir montre, d'autre part, à l'égard des grandes affaires, dans le but de favoriser une reprise de l'activité industrielle restée stagnante pendant plusieurs années, ne laissent guère de doute sur ses orientations. Et celles-ci ont été confirmées à la fois par le budget, au printemps, et la nouvelle mouture du V^e Plan — 1974-1979 — remanié afin de tenir compte des développements politiques et économiques récents.

Au dirigisme renforcé surtout l'autorité d'une bureaucratie encombrante succède un certain pragmatisme. Un amendement constitutionnel proclame que l'Etat indien est socialiste, mais jamais il ne s'était montré aussi libéral à l'égard des entrepreneurs privés. Aussi bien les investissements ont-ils augmenté de 11 % en l'espace d'un an, période pour laquelle 54 % des entreprises privées indiennes ont déclaré avoir augmenté leurs dividendes. La production industrielle s'est accrue au taux de 5,5 % en un an et les industriels pensent que ce taux est appelé à augmenter encore. Là où, dans certains secteurs, les ressources ne sont pas suffisantes, le charbon, l'électricité, l'acier.

Ayant pratiquement fermé les circuits de la contrebande qui opérait une ponction sur le marché intérieur des capitaux, les autorités ont réussi à encourager l'épargne privée et l'investissement par diverses mesures incitatives : suppression du plafond de 12 % aux dividendes distribués ; libéralisation de la politique d'investissements ; assouplissement des dispositions autorisant l'ex-

tension ou la création d'entreprises, ainsi que du système de licence permettant la production de certains biens de consommation.

Le très net rétablissement de la balance des paiements, ainsi que, pour la première fois depuis longtemps, de la balance commerciale, a porté le niveau des réserves de changes à un niveau jamais égalé, en particulier grâce à l'afflux de fonds détenus par des Indiens à l'étranger qui ne pouvaient plus compter sur la contrebande pour les rapatrier. Cela a incité l'administration à lever certaines restrictions aux achats de matières premières et d'équipements à l'extérieur, toujours dans le souci de favoriser la reprise (1). Celle-ci est d'ailleurs actuellement surtout soutenue par les exportations, la demande intérieure étant limitée par les mesures anti-inflationnistes qui interdisent les hausses de salaires.

Certains industriels n'hésitent pas à se féliciter publiquement du « climat de confiance », et de l'esprit de discipline insufflé par Mme Gandhi. Le spectre des nationalisations est, bien sûr, écarté, et dans la nouvelle version du V^e Plan, le secteur public voit sa part dans les investissements nationaux diminuer au regard de celle accordée aux investissements privés. Cependant, pour l'essentiel, les investissements sont toujours financés par les institutions étatiques.

Croissance et investissements

GÉRARD VIRATELLE

(Lire la suite page 21, 1^{re} col.)

BULLETIN

Un triste retour

A peine seize mois après le début de la reprise, plusieurs des conditions qui ont rendu la précédente récession inévitable sont en train de réapparaître sous nos yeux. Il ne faut pas chercher ailleurs l'explication du lourd climat qui, des deux côtés de l'Atlantique, règne sur les Bourses de valeur.

Si plusieurs pays se retrouvent aujourd'hui devant les mêmes difficultés qu'hier, cela ne tient pas à l'on ne sait quelle fatalité qui pèserait sur un système de « d'aucuns vœux », de toute façon, à la déception. La raison en est plus simplement que les profonds désordres qui entravent le fonctionnement de l'économie occidentale n'ont été que très partiellement corrigés et que certains d'entre eux se sont même aggravés. On pourrait en repérer trois, qui agissent d'ailleurs à des niveaux différents.

Le premier tient au fait que, contrairement à l'opinion professée par la majorité des économistes et des « experts », les changes flottants ont accentué plutôt qu'atténué les déséquilibres en déconnectant les différents systèmes de prix nationaux et en donnant plus d'autonomie à l'évolution de la masse monétaire à l'intérieur de chaque pays. En conséquence, les pressions inflationnistes, au lieu de se diluer à travers le monde, se sont concentrées sur quelques points faibles, qui, du reste, représentent une bonne moitié de l'Europe occidentale : Grande-Bretagne, Italie, France, Espagne, Portugal etc.

Dans la plupart de ces pays, et tout particulièrement dans les deux premiers, la mauvaise situation de la monnaie est inextricablement liée à un autre phénomène tout aussi préoccupant : l'incapacité où se trouvent les autorités de maîtriser un énorme déficit budgétaire. C'est pour financer ce dernier, tout

autant que pour essayer d'arrêter la chute de la devise nationale sur le marché des changes, que la Banque d'Angleterre et la Banque d'Italie ont dû se résigner à porter leur taux d'escompte à un niveau encore jamais atteint (jusqu'à 15 %). Que l'on ne pense pas qu'une telle situation sera sans influence sur l'économie réelle. Les meilleurs analystes financiers britanniques sont convaincus que la lutte contre l'inflation, qui passe nécessairement par un retour à une croissance ordonnée de la masse monétaire, est, dans les circonstances actuelles, incompatible avec la reprise de l'activité économique. Pourquoi ? A cause de l'importance des besoins d'argent du Trésor. Les emprunts que celui-ci est obligé de contracter auprès des banques est un puissant facteur d'accroissement de la masse monétaire. Si les entreprises se mettent, elles aussi, à emprunter à une grande échelle, l'inflation deviendrait totalement incontrôlable.

On pourrait évidemment concevoir une solution propre à faire disparaître l'incompatibilité. Il s'agirait de rétablir la capacité bénéficiaire des entreprises de telle sorte qu'elles aient moins besoin d'appeler au crédit pour financer l'expansion. Mais une telle politique ne se traduirait-elle pas, dans une première phase du moins, par une relance de la hausse des prix, qui remèdierait en cause la précaire accord avec les trade-unions pour limiter des augmentations de salaires ? Or la rapide progression des revenus du travail depuis le début de cette décennie a eu pour effet, comme le soulignait justement la Banque des règlements internationaux dans son dernier rapport annuel, d'augmenter le part revenant au capital, c'est-à-dire, dans l'organisation actuelle de la société, à l'investissement.

Le pari sur les prix

Ces silences ne sont pas seuls à intriguer le lecteur. Trois éléments du rapport suscitent en outre la curiosité. Le premier concerne les prix, point capital du dispositif gouvernemental. Le compte officiel prévoit que le coût de la vie n'augmentera pas de plus de 6,5 % entre janvier et décembre prochains ; ce qui correspondrait à une hausse moyenne de 8 % en 1977 par rapport à 1976.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 22, 1^{re} col.)



Nous avons le plaisir de vous informer que dorénavant nos bureaux seront ouverts à l'adresse suivante:

BANQUE EUROPEENNE DE CREDIT

Boulevard du Souverain 100
1170 Bruxelles

Téléphone: 660 49 00 (660 29 45 Arbitrage)
Téléc: 23 54 6 (23 44 1 Arbitrage)

POINT DE VUE

Pour lutter contre l'inflation en France faudrait-il baisser les taux d'intérêt ?

par CLAUDE GIRAUD (*)

Le plan Barre conduit au renchérissement du crédit et à l'augmentation des taux d'intérêt à long terme. En portant le taux d'escompte de 9,5 % à 10,5 %, et le taux de base bancaire de 9,20 % à 9,80 %, il donne un élan supplémentaire aux taux d'intérêt à long terme, qui ont déjà augmenté de 0,50 % pendant l'été.

La cherté de l'argent est une arme classique de la lutte anti-inflationniste. Elle a pour objectif de rendre les investissements plus coûteux et donc de les réduire, afin de ralentir la pression de la croissance économique.

C'est un puissant moyen de lutter contre l'inflation par la demande. On est donc surpris de constater son emploi, ou son maintien, dans un plan anti-inflationniste mis en œuvre alors que la croissance se ralentit nettement et que les experts sont unanimes à souligner la mollesse actuelle de la consommation.

La situation est très différente aujourd'hui de celle de l'automne 1974, où le premier plan Fourcade cherchait à réduire la surchauffe pour diminuer l'inflation galopante, consécutive aux hausses extraordinaires de l'énergie et des matières premières, et à l'emballe-

ment de la demande. Aujourd'hui, il y a encore inflation par les coûts, mais la reprise économique est à peine convalescente. En réalité, il n'y a aucune inflation par la demande, et ce n'est pas la surchauffe économique qui est le moteur de l'inflation. On peut donc se demander si, pour compenser les conséquences déflationnistes du plan Barre, il ne faut pas diminuer les taux d'intérêt à long terme, contrairement à la propension naturelle des experts.

La hausse des taux de l'intérêt dans notre pays a été continue depuis les années 60, pour trois raisons principales : combattre l'inflation en réduisant l'activité économique ; procurer à l'Etat et aux entreprises des capitaux par emprunt sur le marché financier ; enfin plus récemment protéger le franc contre la spéculation monétaire.

Pour qu'on puisse baisser les taux d'intérêt en vue de réanimer les investissements industriels, il faut que les deux autres raisons évoquées puissent en supporter raisonnablement les effets. Il semble bien que cela soit tout à fait possible.

En effet, pour que les actionnaires acceptent d'ajuster de l'argent frais dans le capital d'une entreprise, il faut que le rendement attendu de leur capital soit supérieur à celui qu'ils peuvent retirer d'un placement à revenu fixe garanti par l'Etat. Il est bien connu qu'un placement en actions est plus risqué qu'un placement en obligations et exige un taux de rendement espéré plus élevé. Plus le taux de l'intérêt des obligations augmente sur le marché, plus le taux de rendement des entreprises doit augmenter.

Comme les occasions d'investissements industriels, et les dividendes attendus, diminuent avec la hausse du taux de l'intérêt, il est évident que les entreprises ne peuvent pas offrir le rendement exigé par les actionnaires. Ceux-ci ont donc avantage à refuser les augmentations de capital et à obtenir le maximum de distribution de dividendes. Cette dernière exigence diminue l'autofinancement et réduit encore les sources de capitaux pour les entreprises.

Il faut donc que celles-ci financent leurs investissements indispensables par des emprunts en banque ou sur le marché financier avec des charges d'intérêt et de remboursement qui obèrent leurs prix de revient.

L'argent cher a donc trois conséquences néfastes : il réduit les occasions d'investissement, il augmente l'endettement des entreprises, il accroît les prix de revient, donc les prix de vente.

En abaissant les taux d'intérêt à long terme, on obtiendrait progressivement l'effet inverse : augmentation des occasions d'investissement, réduction des capitaux propres des entreprises, diminution des prix de revient.

La croissance économique pourrait retrouver la les raisons de sa développement sans inflation, à condition que soit respecté un taux déterminé d'augmentation de la masse monétaire.

Un autre moyen de régulation

Sur un marché livré à lui-même, c'est en élevant les taux d'intérêt qu'on réduit la pression inflationniste de la masse monétaire.

Ce procédé implique des variations cycliques et une politique de stop and go très dommageable pour les structures et pour les hommes. Mais il y a une autre manière de réguler la croissance explosive d'un système économique : c'est le contrôle quantitatif de la masse monétaire par l'encadrement du crédit.

Il existe en France depuis deux ans un système d'encadrement du crédit qui a fait la preuve de son efficacité.

S'il est maintenu, comme c'est l'intention de M. Barre, et s'il reste efficace, ce qui est vraisemblable, il n'est pas nécessaire de hausser les taux de l'intérêt pour obtenir une régularisation de la masse monétaire. Au contraire, il semble possible de bénéficier des avantages considérables de l'argent meilleur marché, tout en limitant les ultimes effets inflationnistes de toute croissance économique trop rapide. C'est au prix de cette discipline aisée à comprendre, et qui devrait être mieux expliquée au public, et aux banquiers, qu'il est possible de conserver une croissance raisonnable en luttant contre l'inflation.

leur épargne au marché financier qu'ils s'attendent à la fois à une baisse des taux d'intérêt et des taux d'inflation.

La protection de la monnaie contre les attaques spéculatives, au moyen de taux d'intérêt élevés, est un argument bien plus sérieux que les autres pour justifier actuellement des taux élevés. Les récentes faiblesses du franc français ont obligé les pouvoirs publics à remonter les taux à court terme du marché monétaire (taux d'escompte) de moins de 7 % à 9,5 %.

Mais, ici, il faut bien distinguer les taux à court terme et les taux à long terme.

En matière de spéculation, c'est le court terme qui est l'instrument le plus efficace. C'est la variation rapide et brutale du taux du marché monétaire qui peut servir d'écluse aux vagues de la spéculation, attirée par des profits rapides. Ce ne sont pas les taux à long terme des obligations à dix ans qui sont capables d'attirer les capitaux étrangers ou de retenir des capitaux nationaux quand la valeur de la monnaie est mise en question. L'exemple des taux anglais à 15 % a montré que c'était inefficace ou dangereux.

La proposition d'abaisser les taux d'intérêt ne vise naturellement que les taux à long terme. Il est vrai qu'il n'est pas possible de maintenir durablement des taux élevés à court terme quand le long terme baisse. On peut toutefois remarquer que cette situation est tenable pendant quelques semaines et surtout que les souscripteurs qui choisissent le court terme sont pénalisés par la baisse progressive du long terme. Plus ils attendent, plus ils perdent de dividendes garantis pendant plusieurs années, en contrepartie d'un rendement plus élevé pendant quelques semaines.

Enfin, il y a d'autres moyens, quantitatifs et normatifs, d'élever les pratiques des importateurs et exportateurs en matière de change, que le plan Barre a d'ailleurs remis en vigueur.

Bref, il semble possible d'avoir une politique temporaire d'argent cher à court terme pour protéger la monnaie, tout en amorçant une politique de baisse des taux d'intérêt à long terme, dont l'influence mécanique sur les structures économiques pourrait être utilisée avec succès dans la lutte contre l'inflation par les coûts.

Le comportement des investisseurs

La baisse progressive des taux à long terme n'aurait pas pour effet de diminuer le flux de capitaux offerts sur le marché financier.

C'est une erreur très répandue dans les milieux officiels que la hausse du taux de rendement des emprunts procure à court terme des capitaux supplémentaires aux emprunteurs sur le marché financier. En réalité, les investisseurs institutionnels qui représentent près de la moitié des souscripteurs d'obligations diminuent leurs souscriptions quand ils escomptent une hausse des taux. Ils préfèrent attendre pour avoir un rendement plus élevé. Au contraire, quand les taux baissent, ils précipitent leurs souscriptions pour profiter de rendements plus rémunérateurs. Quant au public, il souscrit suivant les conseils des guichetiers des banques et des agents de change. Bien entendu, ces professionnels conseillent également à leurs clients d'accroître leurs souscriptions en cas de baisse des taux et de les ralentir en cas de hausse probable. Tous les professionnels des obligations connaissent bien cette attitude psychologique des opérateurs. La meilleure démonstration en a été fournie par le comportement des souscripteurs pendant l'année 1974, où les taux ont glissé en hausse de 0,10 % en 0,10 % pendant neuf mois sans parvenir à décaler le marché. Dès que les taux eurent commencé à baisser, à partir d'octobre, les emprunts s'envolèrent « comme des petits pains ».

On sait, par ailleurs, que les souscripteurs d'obligations fournissent au marché financier 30 à 40 milliards de francs chaque année, même quand l'inflation est supérieure au rendement. L'explication réside évidemment dans l'absence quasi totale d'autres possibilités de trouver des revenus réguliers sans risque de perte de capital. Le souscripteur sait qu'il perd, mais il limite l'amputation lente de son capital. Que le taux passe de 10,00 % à 9,80 %, par exemple, ne changera pas grand-chose à la perte, après prélèvement fiscal de 25 %. Par ailleurs, il est clair que, si un plan anti-inflationniste doit réussir, il n'y a aucune raison de fournir aux prêteurs de capitaux des rendements qui seront exorbitants quand l'inflation sera redevenue faible.

Autrement dit, les souscripteurs d'obligations, les prêteurs de capitaux, acceptent d'autant plus d'apporter

Ne pas masquer la réalité du marché

La baisse progressive des taux d'intérêt à long terme aurait pour effet d'augmenter les investissements industriels et de reconstruire les capitaux propres des entreprises.

Les investissements industriels augmentent quand deux conditions au moins sont réunies : l'augmentation de la consommation et la rentabilité du financement.

La consommation est faible actuellement, et les aspects déflationnistes du plan pour 1977 ne lui permettent pas d'augmenter beaucoup. Les industriels se sentent donc peu enclins à investir. Pour leur forcer la main en quelque sorte, il faudrait que l'argent soit assez bon marché pour faire apparaître des occasions nouvelles de rentabilité. On sait, en effet, que le taux de l'intérêt à long terme commande le taux d'actualisation des « retours » du capital investi. En d'autres termes, il faut que la rentabilité attendue d'un investissement industriel soit supérieure au taux d'intérêt du capital (au coût du capital) pour que cet investissement soit entrepris. Plus le taux d'intérêt est bas, plus il y a d'occasions d'invest-

issements rentables, par un effet absolument mécanique.

C'est justement pour diminuer les investissements possibles qu'on élève le taux de l'intérêt en période inflationniste ! Qu'on le diminue, et on verra repartir les investissements bien mieux qu'avec des avantages fiscaux qui masquent la réalité du marché.

En outre, une politique d'argent bon marché permettrait de reconstruire les capitaux propres des entreprises. On sait, en effet, que les investissements peuvent être financés par trois sources de capitaux :

- l'argent frais des actionnaires (augmentations de capital) ;
- l'argent produit par l'entreprise (autofinancement) ;
- l'argent prêté par les banquiers ou les obligataires (endettement).

Quand l'argent est cher, c'est-à-dire quand les taux d'intérêt à long terme sont élevés, il y a un effet mécanique qui empêche les actionnaires d'apporter des capitaux frais à l'entreprise et pousse celle-ci à s'endetter exagérément.

(*) Directeur financier de compagnie d'assurance.

THE MIS
MAURICE DUVERGER

ELEMENTS DE FISCALITE

L'IMPOT SUR LE CAPITAL
LA LOI SUR LES PLUS-VALUES

puf

(Publicité)

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

(Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO

APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION

DES FABRICANTS D'AUTOTRANSFORMATEURS

ET BOBINES DE REACTANCE SHUNT DE 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvrira des adjudications internationales, pour la fourniture des groupes d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago en 500 kV.

PREMIER GROUPE. — 11 (onze) autotransformateurs monophasés, 60 Hz, LN/VF/LCF/VF, 525/√3 - 230/√3 - 13,8 kV, dont 7 (sept) unités de 120/160/200 MVA et (4) quatre unités de 60/80/100 MVA chaque.

DEUXIÈME GROUPE. — 11 (onze) bobines de réactance monophasées, 60 Hz, 500/√3, dont 7 (sept) unités de 33,333 MVAR et 4 (quatre) unités de 50 MVAR chaque.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être gratuitement retirées par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.

DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trajano, 41 - 3° andar - 88.000 Florianópolis - Santa Catarina
Brasil - Télex 0482 164

LE NOUVEAU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE

Initiation pratique à la Comptabilité Nationale

par J.-E. CHAPRON et M. SERUZIER,
Professeurs à l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique (E.N.S.A.E.)
180 pages, 48 F. Collection Statistique et décisions économiques

Ce livre constitue une introduction à la nouvelle Comptabilité Nationale. Les auteurs proposent une simulation concrète et simplifiée des mécanismes du système désormais en vigueur et présentent les méthodes d'élaboration des comptes.

Pour commander l'ouvrage : Initiation pratique à la Comptabilité Nationale, par J.-E. CHAPRON et M. SERUZIER, 48 F. prix au 15.10.76 ou recevoir une documentation, adressez-vous à votre libraire ou retournez ce bon accompagné de votre règlement, s'il y a lieu, aux Éditions Masson - 120, bd Saint-Germain, 75280 Paris cedex 06

Nom et adresse

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

DARTY: du marché aux puces à la Bourse de Paris

Le 28 octobre, la Bourse de Paris accueille un nouveau venu, les établissements Darty, qui vont faire ainsi leur entrée à la cote officielle, 348 000 actions étant proposées au public, au prix minimum unitaire de 300 F.

DARTY ! Un nom qui ne vous est pas inconnu. Si vous trouvez *moins cher, Darty vous paie la différence*, et le champagne en prime. Flashs à la radio, spots à la télé, films publicitaires, affiches murales. Lancement matraqué ! Depuis des mois, votre Darty, Darty a envahi la vie quotidienne des Français. Non ! Ce n'est pas une marque de lessive... mais le roi de l'électroménager, l'inventeur du fameux « contrat de confiance », le chanteur du service après-vente.

Un nom simple qui sonne un peu comme Borel. Un patronyme derrière lequel se trouvent trois hommes, trois frères : Bernard, Marcel et Natan. « Nous possédions un petit magasin de vêtements à la porte de Montreuil. En 1957, alors que j'étais au service militaire, mes deux frères décidèrent de l'agrandir... » Pour la troisième fois, Bernard, la quarantaine alerte, les cheveux poivre et sel, la moustache bien taillée, l'élégance un rien voyante, raconte la merveilleuse histoire de Darty. L'homme est sympathique. Apparemment, il n'a rien d'un despote et ne cherche pas à cacher un brin de timidité que la réussite n'a pas fait disparaître. Cadet de la famille, il n'en préside pas moins aujourd'hui aux destinées de ce qui est devenu un petit empire.

Avec une mise de fonds initiale de 3 000 francs après la guerre, Marcel,

Natan et Bernard se trouvent à la tête d'un groupe de sociétés qui réalise un chiffre d'affaires de 600 millions de francs, un bénéfice net de plus de 20 millions, emploie mille huit cent cinquante personnes. Trois mille femmes de principes chez eux, bonnes vieilles traditions : travail, esprit de famille, ouverture sur les méthodes modernes, rigueur, ingéniosité, sans oublier la chance. Ce coup de pouce du destin, les frères Darty l'ont connu en 1957. Pour agrandir leur magasin de vêtements, ils rachètent le bail de leur voisin, un petit commerçant (25 mètres carrés) qui vendait du matériel électroménager. Là ! Il leur est impossible de transformer le bail. Marcel, Natan et Bernard sont contraints de se diversifier. Ils vont vendre à la fois des costumes, des postes de radio, machines à laver, TV, etc. A quoi tient la fortune !

En huit jours, ils réalisent le chiffre d'affaires annuel de leur prédécesseur. Sans effort, grâce à la télévision alors à ses débuts. Pour pouvoir suivre plus à l'aise les programmes dont il était friand, le vieux commerçant avait tourné les écrans vers l'intérieur du magasin. « Il a suffi de les remettre dans le bon sens, vers la rue », se rappelle, encore amusé, Bernard Darty.

En huit jours, ils réalisent le chiffre d'affaires annuel de leur prédécesseur. Sans effort, grâce à la télévision alors à ses débuts. Pour pouvoir suivre plus à l'aise les programmes dont il était friand, le vieux commerçant avait tourné les écrans vers l'intérieur du magasin. « Il a suffi de les remettre dans le bon sens, vers la rue », se rappelle, encore amusé, Bernard Darty.

Une étape fondamentale

Neuf ans durant, les deux magasins, les deux activités vont cohabiter. « Nous avions senti que l'électroménager était un marché porteur et que le service après-vente était un élément fondamental. » A la porte de Montreuil, la clientèle ne se caractérisait pas, à l'époque, par ses manières policées, et la patience n'était pas son fort. Le dépannage rapide du téléviseur ou de la machine à laver était une nécessité pour éviter injures, voire coups de poing. En 1966, les frères Darty font une autre découverte : celle du succursalisme. « C'est une étape fondamentale pour le commerçant qui doit alors déléguer ses responsabilités. Il n'est plus le seul à compter la caisse chaque soir. » Un second magasin à l'enseigne Darty s'ouvre à Champigny. Il est encore de taille modeste : 225 mètres carrés. Un voyage aux Etats-Unis fait alors prendre conscience à Bernard Darty du rôle de la grande surface spécialisée.

La « machine » est sur les rails, et les frères Darty s'attaquent aux prix. Il ne s'agit pas de pratiquer des rabais mais d'aligner leurs tarifs sur le prix le plus bas de la concurrence. Certes, l'activité commerciale ne nécessite pas de lourdes immobilisations en capital. Mais limiter à l'extrême les marges bénéficiaires a coûté cher à plus d'un commerçant. Il faut avoir les reins solides et le succès n'est pas garanti. La moindre erreur de gestion peut être catastrophique. Un élément va jouer un rôle capital dans la réussite de Darty.

Dès 1966, les trois frères introduisent une gestion rigoureuse grâce à l'informatique (en 1975 l'entreprise s'est dotée d'un ensemble complet comportant deux grands ordinateurs 370 IBM, soixante-dix terminaux à écran, six imprimantes). Depuis dix ans, les dirigeants peuvent contrôler au jour le jour l'état de leurs stocks, les ventes, les interventions après-vente, etc. La gestion informatisée n'a rien d'original en soi, dira-t-on. D'autres l'ont fait et s'en sont souvent

mordu les doigts. Dans le cas de Darty, il y a cependant deux différences. L'outil informatique n'a pas suivi la croissance, mais l'a précédée. La conception des programmes a été conduite par la société en fonction de ses besoins propres et non par le fabricant d'ordinateurs, d'où une utilisation optimale du matériel. Enfin, le fait que l'entreprise ait grandi avec et par l'informatique a permis d'éviter les problèmes humains qui apparaissent inévitablement lorsque l'on applique des méthodes modernes sur une collectivité déjà bien ancrée dans ses habitudes.

A la fin des années 60, l'ascension de Darty s'accroît. Selon le principe que

Une certaine méfiance

Le succès est réel. L'entreprise paraît solide, son marché solide. D'où vient alors cet impensable sentiment de malaise que l'on sent sourdre dans certains milieux financiers ? Sans doute faut-il y voir d'abord une réaction de rejet — inconsciente ? — contre la publicité massive de Darty, qui y a consacré ces trois dernières années 33 millions de francs. Est-ce une méfiance à l'égard des promesses et du fameux « contrat de confiance » qui ne fait, soit dit en passant, que reprendre pour l'essentiel les obligations prévues par la loi ? Apparemment, la clientèle, à quelques exceptions près, est satisfaite. En fait, Darty « joue sur du velours » et se rattache grâce à la loi des grands nombres. Sur un million de clients, il n'y a eu qu'environ dix mille demandes de remboursement de personnes qui avaient trouvé le même matériel à un prix plus bas chez le concurrent.

L'association Darty-Réal a suscité des inquiétudes, le secteur du meuble connaissant de sérieux déboires depuis quelques années. Cinq magasins sont communs aux deux marques. « C'est

l'argent va à l'argent, le succès attire le succès, l'entreprise croît à un cadence rapide. Des magasins s'ouvrent dans la région parisienne. (On en compte aujourd'hui dix-huit.) Le service après-vente se développe et se régionalise. Des brigades de contrôleurs vont « explorer » les concurrents pour vérifier les prix et permettre à Darty de justifier son slogan : Le département de contrôle des produits s'efforce. Face à ce client imposant, les fournisseurs lui font les yeux doux et offrent quelques ristournes.

En 1973, les frères Darty commencent à rêver d'une introduction en Bourse. Certes, le vieux palais Brochant n'a plus son lustre d'antan. Il ne joue plus son rôle de pourvoyeur de capitaux qui était pourtant sa justification première. Mais il fascine toujours, et, fort on a raison, bon nombre de candidats partent de rien après la guerre, se trouvent aujourd'hui à la tête d'une entreprise prospère. Entrer en Bourse, est pour eux une consécration morale. Ils s'apprêtent dans le « saint des saints ».

Le scénario est classique. Darty ne fera pas à la règle. Il créera par la cession d'une partie du capital à des banques et investisseurs institutionnels. En 1973, les frères Darty vendent 13 % au groupe Paribas, 8 % à U.A.P. et quelques autres pour cents à divers institutions dont la Caisse des dépôts. Des dividendes sont distribués à partir de 1973 (pour être introduit à la cote officielle, il faut en avoir versé durant trois années consécutives).

L'augmentation des bénéfices se rapproche d'une progression géométrique : de 3,7 millions de francs pour l'exercice 1971-1972 à 29,5 millions de francs pour 1975-1976. Une campagne de publicité massive est lancée. Elle a un double avantage : attirer de nouveaux clients, mais aussi imposer l'image de marque et faire sortir le nom de Darty de l'anonymat. L'argent n'est-il pas également un consommateur ? Enfin, d'importantes distributions d'actions gratuites, jointes à une division du nominal de ces dernières, permettent de multiplier le nombre des titres et de réintégrer dans le capital les réserves financières de l'entreprise. En trois ans le capital est multiplié par neuf et le nombre d'actions passe de 25 000 à 1 500 000, ce qui permet d'en offrir, le 28 octobre, 348 000 à ceux qui « souhaitent être associés au développement de Darty ». La famille en fournit environ la moitié. Paribas et U.A.P. le reste. Le prix minimum proposé est de 300 F par action. C'est donc au moins 100 millions de francs que vont se partager la famille Darty, Paribas et U.A.P.

Le succès est réel. L'entreprise paraît solide, son marché solide. D'où vient alors cet impensable sentiment de malaise que l'on sent sourdre dans certains milieux financiers ? Sans doute faut-il y voir d'abord une réaction de rejet — inconsciente ? — contre la publicité massive de Darty, qui y a consacré ces trois dernières années 33 millions de francs. Est-ce une méfiance à l'égard des promesses et du fameux « contrat de confiance » qui ne fait, soit dit en passant, que reprendre pour l'essentiel les obligations prévues par la loi ? Apparemment, la clientèle, à quelques exceptions près, est satisfaite. En fait, Darty « joue sur du velours » et se rattache grâce à la loi des grands nombres. Sur un million de clients, il n'y a eu qu'environ dix mille demandes de remboursement de personnes qui avaient trouvé le même matériel à un prix plus bas chez le concurrent.

Une certaine méfiance

Le succès est réel. L'entreprise paraît solide, son marché solide. D'où vient alors cet impensable sentiment de malaise que l'on sent sourdre dans certains milieux financiers ? Sans doute faut-il y voir d'abord une réaction de rejet — inconsciente ? — contre la publicité massive de Darty, qui y a consacré ces trois dernières années 33 millions de francs. Est-ce une méfiance à l'égard des promesses et du fameux « contrat de confiance » qui ne fait, soit dit en passant, que reprendre pour l'essentiel les obligations prévues par la loi ? Apparemment, la clientèle, à quelques exceptions près, est satisfaite. En fait, Darty « joue sur du velours » et se rattache grâce à la loi des grands nombres. Sur un million de clients, il n'y a eu qu'environ dix mille demandes de remboursement de personnes qui avaient trouvé le même matériel à un prix plus bas chez le concurrent.

Les experts financiers, la banque introductrice, la société elle-même, déterminent le plus souvent un prix d'offre minimum en fonction du passé de l'entreprise, de sa croissance au cours des dernières années. Qui garantit que des taux de 25 % seront maintenus par la suite ? Chez Darty, on se veut optimiste : « Notre part du marché français n'est que de 4 %. Nous visons 10 %, grâce surtout à une extension géographique (Lyon, Pas-de-Calais). Quant au marché, s'il est saturé pour certains produits, l'apparition de nouvelles technologies lui permet de se régénérer. Et puis, on aura toujours besoin de réfrigérateurs, de cuisinières... »

Il reste, qu'on le veuille ou non, qu'une entreprise ne réalise pas aussi facilement un taux de croissance de 25 % lorsqu'elle approche le milliard de francs de chiffre d'affaires.

« L'avenir de Darty dépend beaucoup de ses dirigeants, explique-t-on dans les milieux boursiers. Réussiront-ils à maîtriser leur expansion ? Ne risquent-ils pas de subir ce qu'on appelle le traumatisme de l'introduction ? »

La présence d'actionnaires privés, le jugement quotidien de la Bourse et des analystes, ne vont-ils pas modifier leur comportement et mettre fin à cette tranquille assurance qui a fait leur force ? C'est là toute la question.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

Une réévaluation intégrale des bilans remettrait en cause l'amortissement dégressif

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Reconnue indispensable, mise à l'étude par le gouvernement à la fin de 1975 et limitée par lui aux seules immobilisations non amortissables, la réévaluation intégrale des bilans risquerait de remettre en cause le régime de l'amortissement dégressif, très favorable aux entreprises. C'est ce qui apparaît très nettement en clôture du XXXI^e congrès national de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, tenu à Strasbourg du 7 au 10 octobre.

Nul ne le conteste plus désormais : en fait d'introduction, le pouvoir comme base fondamentale et inamovible, de la valeur qui a été attribuée aux actifs au moment de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise (convention de coût historique), introduit des incohérences dans les bilans. Du fait de la sous-évaluation des dotations annuelles aux amortissements et des consommations de matières, les résultats peuvent être surestimés, ce qui est susceptible d'entraîner le paiement d'un impôt sur des plus-values apparentes et non réelles, la distribution de dividendes fictifs, la déperdition insidieuse du capital. En un mot, incohérences et distorsions étant signalées et crédibilisées aux bilans des sociétés industrielles. C'est ce qui ressort très clairement de la remarquable étude sur « l'inflation et l'entreprise » présentée au XXXI^e congrès des experts-comptables par son rapporteur général, M. Robert Pirelli, membre du conseil de l'ordre et professeur à l'université de Paris-X, qui fut également chargé de la synthèse finale des travaux (1).

Il est donc indispensable de réévaluer

les bilans, que ce soit par la méthode du pouvoir d'achat général (PAG), qui prend en compte la seule évolution du niveau général des prix, ou celle de la valeur actuelle, qui introduit la notion de coût spécifique de remplacement, ou encore, par ces deux méthodes combinées, comme le voudrait la doctrine française. Tous les partisans en sont convenus, pouvoirs publics et entreprises. Malheureusement, la mise en œuvre de la réévaluation intégrale des bilans se heurte immédiatement à un obstacle de taille : la perte de recettes fiscales qu'entraînerait cette opération.

On connaît les positions en ce domaine. Les entreprises s'opposent à une réévaluation qui n'aurait pour objet qu'un ajustement des comptes, sans réévaluation des amortissements, la « qualité de l'opération ». D'une réévaluation intégrale, partant sur tous les postes du bilan, elles attendent une augmentation de la marge d'autofinancement brute (MAB) — grâce à la réduction de la part revenant au fisc — et une relance du marché financier, équilibre à l'heure actuelle.

Les réticences de la rue de Rivoli

La rue de Rivoli, en revanche, mesurant la perte des recettes fiscales qui découlerait d'une brusque augmentation des amortissements déductibles exprime les plus grandes réticences vis-à-vis d'une telle opération. Ces réticences, cette opposition, ne sont pas nouvelles, mais elles ont été affichées avec une particulière vigueur au congrès de Strasbourg par M. J.-M. Weydert, chef du service de la législation de la direction générale des impôts (D.G.I.). Une comptabilité établie sur la base des coûts historiques ne rend certes pas compte de la réalité en période d'inflation, la rue de Rivoli ne le conteste pas. Mais si l'on recherche la vérité des comptes, il faut aller jusqu'au bout et réexaminer le régime fiscal des amortissements, car ce régime n'est pas neutre.

En multipliant l'annuité d'amortissement linéaire par un coefficient compris entre 1,5 et 2,5 suivant la durée d'utilisation des matériels, ce qui revient à la porter à 40 % pour la première année dans les cas les meilleurs et même 50 % pour les investissements réalisés en 1977, il avantage les entreprises les plus dynamiques et fait plus que compenser l'inflation. S'appuyant sur une étude de l'INSEE, M. Weydert estime que, pour les matériels industriels amortissables en six ans, la durée de vie économique est de seize ans, et même de trente-six ans pour certains investissements lourds du bâtiment et des travaux publics (quinze ans pour le fisc). En moyenne, cette durée atteint vingt-deux ans.

Un « tissu d'erreurs »

Ce n'est évidemment pas l'avis du patronat. A Strasbourg, M. Pellerin, directeur général des services économiques du C.N.P.F., conteste vigoureusement l'étude de l'INSEE : ce « tissu d'erreurs », selon lui, ne tient pas compte de la prodigieuse révolution technique qui s'effectue sous nos yeux, et qui entraîne une obsolescence très rapide des matériels. En outre, si les entreprises utilisent si longtemps leurs équipements, c'est qu'elles ne disposent pas de ressources suffisantes pour les renouveler. La notion simpliste de remplacement à l'identique de ces équipements à la fin de la période d'amortissements est périmée, la sophistication croissante des matériels ayant vertigineusement gonflé leur coût d'acquisition.

De plus, en raison de l'insuffisance du marché financier l'apport de fonds propres par la Bourse est tombé à 1 milliard de francs par an, les annuités d'amortissements représentent l'intégralité de l'autofinancement au commissariat général du désarmement la seule incitation à pratiquer chaque année des investissements réguliers, soutien de l'économie. Quant aux 25 milliards de francs de moins-values fiscales, M. Pellerin estime qu'ils sont anormalement gonflés. Les coefficients d'utilisation des amortissements par rapport à leurs plafonds fiscaux, estimés par la D.G.I. à 86 % en moyenne, se réfèrent à des années prospères (1971 à 1974) : dans les années qui viennent, caractérisées par une croissance moins rapide, ces coefficients pourraient baisser, ce qui réduirait les pertes de recettes fiscales. M. Pellerin, néanmoins, ne sous-estime pas leur importance, puisqu'il propose d'étaler dans le temps les effets fiscaux d'une réévaluation des immobilisations amortissables.

M. Delmas-Marsalet, chef du service du financement au Commissariat général du Plan, pris entre les positions antagonistes de la direction générale des impôts et du C.N.P.F., et quelque peu « déchiré », s'est efforcé de trouver un moyen terme. Relevant le danger majeur, pour une économie, de fonctionner sur les bases comptables

actuelles, il se déclare un partisan résolu de la réévaluation des bilans, donnant sa préférence à la méthode de valeur actuelle, dont il dénonce, néanmoins, le vice majeur. Cette méthode corrige les résultats de tout ce qui est survalue, c'est-à-dire l'évaluation insuffisante des amortissements et des stocks, mais elle ne tient aucun compte de ce qui est sous-évalué, à savoir les gains monétaires sur l'endettement du fait de l'inflation. M. Delmas-Marsalet propose donc de réévaluer non seulement les actifs mais aussi une partie du passif, en l'occurrence l'endettement net, ce qui aurait pour effet de réintégrer dans les résultats les gains monétaires et de limiter les pertes de recettes fiscales.

Une telle opération pourrait, certes, ouvrir la porte à une indexation généralisée, notamment à celles des créances. M. Delmas-Marsalet, tout en se déclarant hostile à l'indexation dans son principe, se déclare néanmoins choqué que l'Etat veuille admettre les gains en capital dans l'assiette de l'impôt sur les particuliers et non les moins-values, du moins en ce qui concerne les emprunts obligataires.

Dans l'immédiat, M. Delmas-Marsalet, constatant un certain « blocage » des positions notamment de la part de la Rue de Rivoli, suggère une solution intermédiaire. Elle consisterait à autoriser, à inciter ou à obliger les responsables des entreprises à publier, en annexe aux bilans, des informations complémentaires sur les résultats, corrigés par des méthodes éprouvées de réévaluation, valeur actuelle ou pouvoir d'achat général. Cette solution conduirait, évidemment, à une rupture de l'unité des documents comptables. Mais elle fournirait aux chefs d'entreprise et aux tiers (prêteurs, actionnaires, Etat, etc.) des éléments d'clairage pour les décisions qui leur incombent et leur éviterait de raisonner sur des données comptables totalement faussées.

FRANÇOIS RENARD.

(1) L'ouvrage est en vente au secrétariat du Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, 129, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Prix : 50 F (francs de port).

Industriels!
à moins de 6 km de Paris

Semarbo

vous propose :

Zone industrielle de Bobigny
lots à partir de 1000 m²
Lotissement industriel
de La Courneuve - Le Bourget en bordure
de l'autoroute A1

Documentation
Renseignements
S'adresser :

Semarbo
16 avenue Paul Etard 93.000 Bobigny

844 23 86

150

La conférence annuelle de l'Association internationale de sciences économiques

Quelle technologie pour les pays du tiers-monde ?

L'ASSOCIATION internationale de sciences économiques, sous la présidence de M. E. Malinvaud, directeur de l'INSEE, a tenu cette année sa conférence annuelle à l'université de Téhéran, à la fin du mois dernier. Son thème était le choix des technologies appropriées pour les pays en voie de développement. Après la recherche de l'industrialisation à tout prix, puis le succès des techniques intermédiaires « à la chinoise »,

le moment est aujourd'hui bien venu pour faire le point à travers les succès et les échecs rencontrés ici et là de bientôt vingt années de stratégie de développement économique. Organisée par Sir Austin Robinson et par le recteur, M. H. Nahavandi, de l'université de Téhéran, cette rencontre a permis de dresser un éventail des différents problèmes soulevés par le choix des techniques en pays sous-développés.

Q'EST-CE qu'une technologie appropriée ? La majorité des participants à cette conférence a insisté sur la spécificité de cette notion, qui ne se confond ni avec l'« efficacité » ni avec la « rentabilité » des modèles micro-économiques d'optimisation. Mais à partir de là, deux tendances divergentes se sont manifestées. Pour la première, principalement représentée par des économistes britanniques, l'efficacité au sens économique du terme, sans être une condition suffisante, est une condition cependant nécessaire pour qu'une technologie puisse être considérée comme appropriée. Elle est, par exemple, la définition défendue par Sir Austin Robinson et P. Dasgupta. Pour la seconde, à laquelle se rallient un certain nombre de participants français, la notion de technologie appropriée n'est pas toujours compatible avec le critère d'efficacité, même définie en termes de coût d'opportunité.

C'est ainsi que M. Mercier, président de la SEDES, met en évidence dans son rapport la contradiction possible entre la recherche du maximum de quantité produite et l'objectif de l'équité dans la répartition des revenus résultant du choix d'une technologie. En prolongeant cette idée, il est possible de soutenir que, dans certains cas, une technique peut fort bien se trouver appropriée aux objectifs poursuivis tout en se révélant par ailleurs inefficace au sens strict de la théorie économique.

Ces deux positions révèlent le caractère ambigu de la notion de technologie appropriée. Il s'agit en réalité d'un concept relatif et multidimensionnel. Le caractère approprié d'une technique peut être envisagé à quatre points de vue différents, comme l'a clairement mis en évidence le rapport de P. Bourrières, directeur du B.C.E.O.M. : celui des objectifs, des ressources disponibles, de la nature des acteurs, et de l'évaluation des résultats antérieurs. Ce dernier critère fait du reste apparaître une difficulté supplémentaire tenant au choix d'une méthode d'évaluation pertinente. Sur cette question, la majorité des orateurs est tombée d'accord pour rejeter le système des prix de marché en raison de l'absence d'un marché véritable et de le remplacer par une évaluation en termes de coûts d'opportunité. Mais, des problèmes aussi importants que celui de la définition de systèmes de prix correspondant à des horizons temporels variés sont restés sans réponse.

La complexité d'une définition opérationnelle de la technologie appropriée se trouve encore accrue dès que l'on passe du débat théorique aux expériences concrètes. Ainsi, le professeur Radis, de l'université Yale, montre dans sa communication que des conditions objectivement semblables (dualisme économique, surplus de main-d'œuvre, ouverture vers l'extérieur) ont pu conduire deux pays, les Philippines et Taiwan, à opter pour des solutions technologiques opposées.

A la lecture des indicateurs économiques classiques (taux de croissance, taux de

substitution des importations et taux de substitution des exportations) on serait tenté de conclure un peu rapidement à la sagesse de Taiwan, qui a préféré un développement harmonieux de ces deux secteurs en encourageant sa production agricole, et à la folie des Philippines, qui se sont au contraire abandonnées à l'industrialisation sauvage.

Telle n'est pas cependant la conclusion de M. Radis, qui explique que les résultats obtenus par Taiwan et les Philippines ne sont pas directement comparables et qu'ils ne peuvent être appréciés qu'à travers les modèles de société auxquels renvoient ces deux stratégies de développement. Cette observation se trouve renforcée par la comparaison entre les choix technologiques opérés respectivement par la Chine et le Japon, tels qu'ils se dégagent des rapports des professeurs C. Riskin (Columbia University) et S. Ishikawa (Hitotsubashi University).

Cette confrontation permet en outre de remettre en cause un certain nombre d'idées reçues puisqu'on apprend notamment que les petites et moyennes entreprises ont joué un rôle déterminant dans le développement du Japon contemporain, tandis que la croissance des petites unités de production locale chinoises n'a pas empêché l'extension de secteurs économiques de grandes dimensions.

L'ensemble de ces expériences débouche cependant sur la question centrale : quelles sont la nature et l'étendue des options effectivement offertes aux pays en voie de développement, en matière de technologie ? De nombreux participants ont eu l'occasion de souligner la distance qui sépare en ce domaine la théorie pure des conditions pratiques d'application. Ainsi, la majorité des choix que rencontrent les pays en voie de développement portent moins sur des processus alternatifs de production concernant un même produit que sur les biens eux-mêmes qu'il convient de produire au niveau local.

Vu sous cet angle, les choix technologiques apparaissent seulement induits d'options économiques beaucoup plus fondamentales. En outre, l'assimilation d'un choix technologique à la simple sélection d'un procédé technique ne tient aucun compte de la forme de « paquet technologique » que prennent le plus souvent aujourd'hui les procédés modernes. Enfin, on peut même douter qu'il existe de véritables alternatives technologiques pour des pays dont le développement dépend étroitement de richesses naturelles, exploitées selon des procédés uniques.

C'est ainsi que le Dr Rad-Saroch, de l'université de Téhéran, met en cause l'existence de choix technologiques véritables dans le cas de l'Iran. Une telle situation, cependant, n'élimine pas les choix nationaux mais inverse seulement les termes de la problématique : la technique n'est plus une variable à déterminer, mais une donnée à laquelle il convient d'adapter de la meilleure manière possible les différentes va-

riables économiques (emplois, prix, etc.).

En dépit de sa vocation scientifique, la conférence de Téhéran ne s'est pas cantonnée dans des discussions académiques. Elle s'est interrogée sur les moyens concrets de promouvoir un choix raisonné de techniques appropriées. Cette préoccupation a conduit les participants à discuter la stratégie suivie en la matière par les firmes multinationales implantées dans ces pays à partir des rapports établis par MM. Veldhuis (Unilever) et Rammer (Philips). Elle a également examiné les conditions de prêts financiers accordés par des organismes internationaux, comme la Banque mondiale, représentée à la conférence par le Dr Dunbar-Karley. Enfin et surtout, une proposition de Sir Austin Robinson, visant à la création d'une banque de données à la disposition des pays en voie de développement, a suscité un débat très animé.

Trois conclusions générales se dégagent de cette réunion. En premier lieu, l'adaptation des règles simplificatrices du calcul économique néo-classique au problème du choix des techniques, en raison notamment de la pluralité des critères qui entrent en jeu. En second lieu, le renouvellement de ce que l'on peut appeler l'« économie normative » qui, sous l'impulsion en particulier du professeur A. Sen, de la London School of Economics, fournit les premiers éléments d'un cadre approprié pour formuler le véritable enjeu socio-économique des choix technologiques. Enfin, il semble, pour le moment au moins, tout à fait illusoire de chercher une doctrine unique en cette matière, en raison de l'incomparabilité des situations concrètes de choix.

CHRISTIAN MIDT.

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

« Le Montparnasse 25 », une table gastronomique dans un décor des « années folles », « Le Corail », un bar feutré où il fait bon s'attarder, « La Ruche », un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking.

Confort, calme, détente...

Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins...

... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver :

260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDANT MEUCOWITTE 75006 PARIS

ELETROSUL

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.
(Filiale de l'ELETROBRAS)

SYSTÈME SALTO SANTIAGO
APPEL POUR LA PRÉ-QUALIFICATION DES FABRICANTS
DE DISJONCTEURS, CLÉS SECTIONNATRICES,
PARATONNERRES, TRANSFORMATEURS DE COURANTS,
DIVISEUR CAPACITIF DE POTENTIEL 500 KV

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A. - ELETROSUL ouvrira des adjudications internationales, pour la fourniture d'équipements cités ci-dessous, destinés au Système Salto Santiago au 500 KV.

GRUPE I. — Soixante-six (66) paratonnerres, pour le système de 500 KV, 60 Hz, tension maximale de décharge (IR) 10 kA onde 8 x 20 microsecondes (crête) 913 à 965 KV, tension nominale phase-terre 420 et 444 KV (rms).

GRUPE II. — Quatre-vingt-trois (93) transformateurs de courant, tension nominale 500 KV, 60 Hz, avec 3 à 6 enroulements secondaires, à savoir :

- pour la protection : relation de courant 3000-2500-2200-2000-1500-1200-800 - 5A, classe de précision C 800 ;
- pour les mesures : relation de courant 3000-1500 - 5A classe de précision 0,3 B 4,0.

GRUPE III. — Soixante-six (66) diviseurs capacitifs de potentiel pour la liaison phase-neutre, 500 V_s KV, 60 Hz, avec 2 enroulements secondaires, relation 2800/4500-I, classe de précision 0,3 W-X-Y-Z-Z.

GRUPE IV. — Quatre-vingt-trois (93) clés sectionnatrices avec mécanisme d'opération motorisé, tension nominale 500 KV, courant nominal 2500 A, 60 Hz, courant momentané 10 kA (rms) montage horizontal, ouverture verticale, avec soixante-dix-huit (78) unités sans lames de terre et douze (12) unités avec lames de terre.

GRUPE V. — Quatre-vingt-trois (93) clés sectionnatrices avec mécanisme d'opération à ressort, tension nominale 500 KV, courant d'interruption 35 et 45 kA (symétrique), temps d'interruption 2 cycles, avec résistance de pré-insertion de 400 ohms, air comprimé ou SF₆.

Des négociations sont en cours avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour l'obtention des moyens nécessaires à l'acquisition de ces équipements.

Seuls les fabricants domiciliés dans des pays membres de la BIRD ou en Suisse pourront participer au présent appel.

Les instructions pour l'établissement des offres de préqualification pourront être retirées gratuitement par les intéressés jusqu'au 18 novembre 1976 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL
DIRETORIA ADMINISTRATIVA

Rua Trajano, 41 - 3° andar - 88.000 - Florianópolis - Santa Catarina - Brasil - Télex 0482 164

Le redressement de l'Inde

(Suite de la page 17.)

La même orientation marque évidemment les relations avec les sociétés étrangères et leurs filiales indiennes. Ainsi que l'écrit *Economic and Political Weekly* : « Le plus grand gain (depuis l'état d'urgence) pour le gouvernement et la communauté d'affaires, est celui résultant de la fin des hésitations et d'un changement hardi par rapport à la politique antérieure. »

Maintenant, les sociétés étrangères, en particulier, si elles travaillent pour l'exportation, sont invitées à développer leurs activités.

Enfin, l'Inde a singulièrement resserré ses relations avec les pays producteurs de pétrole, auxquels elle vend notamment des connaissances techniques. Ainsi tend-elle à réduire le coût de ses achats pétroliers, qui absorbaient, bon an mal an, les trois cinquièmes de ses réserves de changes, et à capter un peu de la manne des pétrodollars. L'Iran, par exemple, financera la mise en valeur d'un grand gisement indien de minéral de fer. Mais c'est une filiale de l'U.S. Steel qui sera chargée de l'ingénierie... Aussi n'est-il pas surprenant que l'ambassadeur des États-Unis à New-Delhi déclare que son pays « revient très fort »

en Inde et que les milieux d'affaires américains se montrent intéressés par « toutes les opportunités d'investissement » que semble leur offrir ce pays.

Quelles sont les retombées de cet infrichissement économique et son « coût social » ? Les « masses » profitent, certes, de la stabilité relative des prix. Mais toute augmentation de leur pouvoir d'achat est également treinée. Les primes annuelles correspondant à un troisième mois de salaire ont été carrément réduites sur ordre du gouvernement, et les entreprises qui n'enregistrent pas de bénéfices sont exemptées de leur versement.

Les grèves, les séquestrations de dirigeants d'entreprises, auxquelles étaient imputées une partie des difficultés du secteur industriel, sont interdites mais n'ont pas totalement disparu. Et si les fermetures d'établissement sont également interdites, plusieurs manufactures de jute jugées « malades » ont été autorisées à licencier quelques dizaines de milliers d'ouvriers au Bengale-Occidental. Sans doute faudra-t-il que la reprise soit très soutenue pour qu'elle ouvre des perspectives d'emplois aux neuf millions de sans-travail déclarés que compte l'Inde.

GERARD VIRATTE.



CONSUMMATION ET COMMERCE

CHANGENT-ILS DE CAP ?

Deux journées d'étude du CECOD

à et 9 novembre à Paris

Par-delà la crise commerciale et se profiler les traits du consommateur et du commerce de demain. Au programme de ces journées :

- La consommation et les consommateurs en 1976
- La distribution face à la crise et à ses suites
- Perspectives du commerce horizon 80

Avec la concours de hautes personnalités, spécialistes des questions économiques et de la distribution.
Renseignements : 25, bd Malesherbes, 75008 Paris, tél. 286-18-36 +

BIBLIOGRAPHIE

UN NOUVEAU LIVRE DE FRANÇOIS PERROUX

Vers une théorie adaptée au réel

Il y a un peu plus de deux ans, M. François Perroux avait publié sous le titre *Pouvoir et Économie* un petit livre plein de sève : reprenant tous les concepts fondamentaux de la théorie, de la micro à la macro-économie, de l'individu à la nation, de l'équilibre à la croissance, il les reformulait en introduisant au cœur de l'analyse la notion de pouvoir qui est, au dire de Bertrand Russell, l'essence même des sciences sociales ; il ordonnait autour d'elle ses propres apports sur les structures, les effets de domination ou d'entraînement, les pôles de développement. C'était l'introduction à une économie nouvelle ; elle écartait les représentations irréalistes qui ne tiennent compte ni des inégalités fondamentales de situation ou d'influence et de l'effort des agents pour changer leur environnement, qui ignorent les déplacements des positions relatives au sein d'une évolution globale et laissent même de côté la puissance publique et les transferts de tous

ordres. Cette introduction appelait la rédaction d'un traité. Voilà qui est fait.

Le titre *Unités actives et mathématiques nouvelles* (*) met immédiatement l'accent sur deux préoccupations centrales : réintroduire des sujets authentiques, qu'ils soient individus, entreprises ou groupes, et qui sont porteurs de mémoire, d'un projet, d'une capacité d'action, en place de pièces inertes ; mettre au service d'une analyse renouvelée les instruments les plus neufs et les plus variés des mathématiques. Le sous-titre « Révision de la théorie de l'équilibre économique général » est tout le propos sur le cœur même du discours économique. « Le moyen direct d'appréhender la pensée d'un économiste de métier est de l'interroger au fond sur la notion d'équilibre général qu'il retient... » Il en est de la théorie en économie comme de la philosophie : on en fait toujours, au pire implicitement ; il est essentiel qu'elle devienne consciente et explicite, pour pouvoir être discutée et ajustée.

Un cheminement continu

François Perroux a réussi le tour de force de rassembler toute l'économie autour de ce thème central. Il y parvient par un cheminement continu où la richesse s'allie partout à la rigueur : il n'y a pas d'idées qui ne soient accompagnées de leur traduction en équations, en matrices ou en graphes ; comme disait Henri Poincaré : « Il n'y a pas de symboles pour les idées confuses. » Le style sobre n'exclut pas l'ironie, par exemple sur ces sciences qui, dans les modèles classiques, se substituent à des agents différenciés et vivants, sur la feinte naïveté avec laquelle on invoque la concurrence pour réclamer la liberté des prix qu'elle ne justifierait que si elle était

pure et parfaite, ou sur les économètres qui mettent des modèles de marchés au service de leurs systèmes mathématiques en inversant l'objet et l'instrument.

Comme on sait, la théorie de l'équilibre général dans ses premières formes classiques montre comment l'ensemble des services acquiert l'ensemble des biens dans un système où les prix se déterminent simultanément et réalisent du même coup le maximum d'utilité pour les agents en cause. Cette optimisation use des ressources du calcul différentiel. Les créateurs de cette théorie mathématique n'ignoraient pas les limites sur l'exercice qui repose sur l'hypothèse de la concurrence parfaite dans

par PIERRE URI

laquelle aucun agent n'a d'influence sur le prix. « La liberté humaine, disait Walras, ne se laisse jamais résoudre en équations » ; et la concurrence parfaite n'était, pour Pareto, qu'une des voies à explorer ; il donnait autant de poids aux obstacles qu'aux points.

Les reformulations n'ont pas masqué : substitution de la topologie au calcul différentiel chez Debreu, et, chez Arrow, effort pour surmonter la coupure entre individus et entreprises (les familles sont associées aux profits), pour insérer des monopoles et même les biens publics. François Perroux n'écarter rien de ces apports. Mais il observe qu'on n'y trouve encore qu'un « équilibre des choses » ; ces représentations ignorent le temps nécessaire aux calculs, et nécessairement inégal selon les agents, écartant la dimension fondamentale de la concurrence, qui est dynamique à travers la création ou la concentration. Il faut donc un progrès décisif pour décrire un « équilibre des agents » caractérisés par leur situation de départ, les structures où ils sont pris, leur énergie de changement.

François Perroux assure modestement qu'il prend place dans une évolution et que la recherche n'est pas achevée. Du moins elle permet l'analyse concrète des inégalités autour de deux notions capitales de notre temps, l'énergie et l'information ; elle renoue avec l'idée des luttes-concours qui remonte à Cournot, de sorte que l'équilibre apparaît comme résultant de tensions, de conflits et de relations de pouvoir.

Sur cette base se dégage la construction propre offerte par François Perroux. L'agent pris dans toute sa force et son originalité ne fait pas obstacle à la formalisation : la représentation topologique doit tenir compte de l'espace où il étend son action autant que de celui où il se trouve encadré. De même que la théorie générale de Keynes

englobe l'équilibre classique comme un cas particulier en position de plein emploi, notre auteur développe, suivant une expression qu'il affectionne, une théorie « englobante » où l'équilibre walrasien apparaît comme un cas très particulier, et en outre irréaliste puisqu'il ignore les variations des actifs qu'entraîne l'ajustement des prix.

François Perroux dépasse la coupure entre l'analyse des marchés, c'est-à-dire les équilibres partiels, et la formulation de l'équilibre général : les progrès de la première ont été considérables ; les formes de concurrence imparfaite, y compris sous l'influence des coûts de vente, les marchés à deux ou à petit nombre de vendeurs mettant au scène des stratégies qu'a explorées la théorie des jeux. Perroux jette des aperçus neufs sur l'oligopole et ses caractéristiques de notre temps, et intègre dans son modèle d'équilibre général, toutes ces formes de marchés.

Une autre révision fondamentale concerne les relations internationales : elles sont autre chose que la traversée des frontières ; il faut donner tout leur poids aux relations d'information et d'interaction entre les entreprises et leurs gouvernements ; il faut faire

sa place à l'espace économique inter-frontières qui lie une entreprise multinationale à ses filiales ; il faut porter attention à l'exportation poussée par le vendeur à côté de celle qui est tirée par la demande.

Cette approche rend en outre sa dimension véritable à la monnaie. Elle ne fournit pas seulement, comme dans les modèles classiques, l'équation supplémentaire qui codérmine toutes les autres ; si elle est instrument de précaution, elle est inséparable du facteur temps ; la demande de monnaie n'est pas identique à l'offre de biens, elle tend seulement à l'égaliser à l'équilibre.

Le passage s'opère sans contradiction vers une dynamique où les états successifs ne se tirent pas les uns des autres, comme chez les néo-classiques, en fonction des prix prévus ; il y a changement constant des rapports de pouvoir au cours de la croissance, aussi bien que des prix relatifs ; à travers ce qu'on tente de décrire comme leur niveau général, l'« équilibre » dynamique se substitue à l'équilibre hors du temps en gardant contrairement présents des agents essentiellement différenciés par leurs moyens et leur volonté.

Rejeter l'hypocrisie

Cette représentation soucieuse de fidélité au réel rejette l'hypocrisie consciente ou inconsciente de ceux qui sont dupes de modèles abusivement simplificateurs pour s'en remettre à un marché dont on ne spécifie même pas les composantes et les structures, du soin de régler les affaires humaines, en ignorant les phénomènes de répartition et les situations fondamentalement conflictuelles. Les choix de politique économique ne peuvent être finalement tranchés que par l'appel à des valeurs qui transcendent l'économique.

Par son érudition dominée, c'est-à-dire assimilée, sûtée et dépassée, par sa remise en question toujours compensée par la ordon, par sa maîtrise des instruments les plus techniques et des liaisons entre disciplines, François Perroux n'a pas fini de nous étonner.

(*) *Unités actives et mathématiques nouvelles - Révision de la théorie de l'équilibre économique général*, Dunod, éditeur. Collection « Finance et Économie appliquée », Vol. 50 - XVII + 205 p. + 70 p. de notes et annexes. Prix : 120 F.



"The difference between Chemical Bank and the other large U.S. international banks isn't money. It's personal service?"



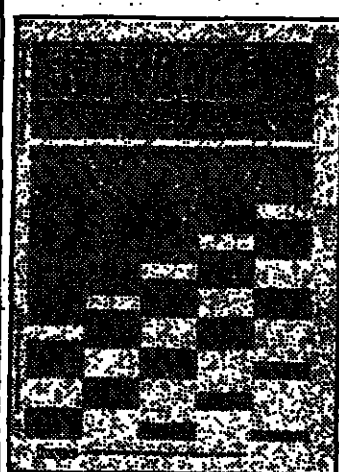
"Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales, ce ne sont pas les capitaux. C'est le service personnalisé?"

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICAL BANK**

Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.
Siège central : New York, N.Y. Bahrein, Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Le Caire, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai, Edimbourg, Francfort, Hong Kong, Îles Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Montevideo, Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, San Paulo, Singapour, Sydney, Taïpei, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (10^e) - REPUBLIQUE
Une boucherie
"Grande Surface"
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT

EMPLOI FORMATION
Un dossier sur l'aspect qualitatif des problèmes de l'emploi.



AU SOMMAIRE
- Qualification individuelle et qualification de l'emploi : quelques définitions et interrogations.
- Offre et demande d'emploi par profession au cours du VII^e Plan.
- L'offre d'emploi par profession.
- Les disponibilités de main-d'œuvre par profession.
- Bilan de l'emploi par profession.
- L'insertion professionnelle à la sortie du système scolaire : quelques exemples sur la période récente.
- Origine et position sociales : faits et interprétation.
- Chômage et sous-emploi aux États-Unis : problèmes de convention et de mesure.
- Les nomenclatures de professions et de formations.
- Le répertoire français des emplois.
- Le centre d'études et de recherches sur les qualifications.

ECONOMIE ET STATISTIQUE
Numéro 31-32 (sept.-octobre 1976)
Le numéro 31-32, 132 p., prix 26 F
Le numéro simple, 72 p., prix 13 F
Abonnement un an (11 numéros) : France, 150 F. Étranger, 180 F.

INSEE
EN VENTE :

- Pour PARIS, à l'Observatoire économique de Paris, Tour Gamma A, 135, rue de Bercy, 75572 PARIS CEDEX 12.
- Pour la province, dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE.
- Chez les libraires spécialisés.

(Publié)
COMMUNIQUE CONCERNANT LES RÉPARATIONS ALLEMANDES

U.R.O. 48, rue Richat, 75010 Paris, Tél. 01-55-26-26, nous informe qu'à la suite d'un arrêt de la Cour de cassation allemande toutes les victimes de la machine touchant une pension pour souffrance physique et ayant signé une transaction, « Vergleich », ou touchant pour une autre raison la « Minderrente », peuvent obtenir sous certaines conditions une augmentation sensible de la pension, parfois un rappel important.
U.R.O. leur conseille de s'adresser pour tout renseignement complémentaire à une personne compétente dans les affaires d'indemnisation et se tient à la disposition de toute personne intéressée pour donner des informations utiles complémentaires.



Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.

Le Monde
dossiers et documents

NUMÉRO D'OCTOBRE
● ALLEMAGNE FÉDÉRALE : LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE
● LA VIE POLITIQUE ITALIENNE

Le numéro : 250 F
Abonnement 1 an (12 numéros) : 25 F

150

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« Palazzo mentale » à Grenoble

Le palais à une façade sombre, il est posé au milieu d'un parc arboré. Arrive un adolescent (Ariel Garcia-Valdés), il aperçoit une femme qui s'enfuit, trouve une échelle (Chabrier-Domest), enfuit de fausses certitudes, ex-détective de cet hôtel peuplé d'écrivains morts — ou considérés comme tels parce que leur œuvre est déjà écrite, statues installées au Panthéon d'un jeune intellectuel qui lit, va au cinéma, au théâtre, qui se laisse fasciner par les dieux de notre temps et leurs créations artificielles.

A Grenoble, sur le grand plateau de la Maison de la culture, Georges Lavandant, avec son décorateur Jean-Pierre Vergier, organise les images de sa fantaisie comme sur grand écran. Des images distantes comme celles d'un film sans gros plans. Dans une lumière pâle, des images figées d'une beauté de chaque seconde, douces, froides, si parfaites que tout devient irréel, que l'irréel se matérialise.

On est devant et à l'intérieur d'un « mental » en forme de « palazzo », devant et à l'intérieur de circonvolutions cérébrales en forme de cercles viciés, cercles de l'enfer qui enferment des contes pervers, des métamorphoses aberrantes, des trompe-l'œil ironiques, Olympe où se croisent, se fondent, se démultiplient les mythes de notre culture.

Les comédiens d'Hamlet miment à la manière des buissons le fonctionnement d'une machine à torturer inventée par Kafka. Des images aveugles devenues Eric von Stroheim, officier au cou raide. Eldritch attend sur la pelouse dans un hélicoptère crashant des feux d'artifice; les vitres bleues s'éclatent le temps d'apercevoir Sade dansant avec un homme, tandis que Frost fume avec Kafka sur un canapé de cuir, et dans une chambre un jockey blanc et rouge s'habille, et dans un salon une femme et un homme se déguisent en Marlene de satin. Fragments de rêves, reflets peints dans un miroir caché qui se dévoile par à-coups.

« Palazzo mentale » est un collage passé au glacis, monté par Georges Lavandant et Pierre Bourgeois. Littérature, cinéma, théâtre, peinture mêlés avec amour tissent une splendide tapisserie mouvante, sur laquelle se dessine une quête sans espoir: l'adolescent cherche « la » femme, se perd dans les détours

de son carreau, se voit perpétuellement empêché, empêché par les personnages nés de son conditionnement culturel.

Georges Lavandant confirme son talent d'homme de théâtre, non seulement par l'extraordinaire beauté de sa « boîte à images » — par la finesse et la cohérence de l'interprétation — mais parce que, à partir de son érudition personnelle, il sait reconstruire des archétypes aussi parlants qu'Aristote ou Cécile. Que l'on reconnaisse ou non ses références — et comment les saisir toutes? — on capte immédiatement de quelles représentations. Cela suffit, le spectacle ne raconte rien d'autre que ce qu'il montre et fait entendre — il faudrait aussi parler de la musique et du traitement sonore aussi importants que les textes eux-mêmes. Il montre, fait entendre le rideau du savoir, l'inconscient du réel, la marche à l'abîme autour d'une absence. Dans cette recherche de « la » femme, les femmes restent des stéréotypes: mère-putain-trait vert. Des perroquets sans autonomie répétant sur un ton envoiement les paroles des écrivains. Les produits de l'imagination hésitante, inquiète, puérile, des hommes. Encore et toujours.

L'adolescent, il est vrai, s'évade des cercles viciés de son enfer fascinant, accroché aux serres d'un aigle multicolore. Vers où, vers la mort? En contre-jour, la procession de ses fantômes passe, comme à leur propre enterrement. Borges, l'aveugle en blanc, reste seul sur l'herbe devant la façade sombre, fermée du palazzo. Georges Lavandant dresse le tableau superbe d'une exécution. Ne reste-t-il pas prisonnier de ses mythes destructeurs?

COLETTE GODARD.

* Grenoble, Maison de la culture, jusqu'au 29.

En bref

Chansonniers

Le nouveau Théâtre de Dix-Heures

Le Théâtre de Dix-Heures, ce n'est plus du tout ce qu'était: les couples gâchés ne se font plus déformer par l'actualité et de lui tordent le cou quotidiennement, dans un « Journal-Théâtre de la satire ». Les partis politiques, les syndicats, ont été invités à mettre eux-mêmes la politique en scène: autodestruction, dérision, agression par le spectacle. Les livres de journaux, avec les moyens qu'ils trouveront, et dans leur vision du monde portée sur les planches résidera la vraie nouveauté de la formule.

Pour le moment, une fois éliminés les incompatibles, il reste un public complotant, une complicité traditionnelle. Cl. D.

Théâtre

« Mère Courage et ses enfants »

Etre brechtien, c'est avoir les bonnes lunettes, celles qui permettent de voir net, de loin et de haut: cela ne sert à rien de prendre ses distances si l'on perd de vue son objectif. Car du même coup l'attitude critique que le spectateur devait adopter dans le regard s'efface. Si l'on choisit de lui montrer les personnages au lieu de les jouer, on définit l'enfer.

Mère Courage et ses enfants, relive et corrigée par José Valverde, interprétée par Micheline Uzan, ce ne va pas, à personne, alors que personne n'est en cause, ni les intentions. Dans l'approche, il manque la passion (ou le semblant de passion) dont le théâtre épique tel que le conçoit Brecht ne doit jamais manquer. Mère Courage profite de la guerre, y perd ses enfants. L'intérêt réside dans le rapport de ces deux constellations. Et si la force de l'émotion n'intervient pas — jamais, à Saint-Denis, la pièce ne grandit jusqu'à — on passe à côté de la leçon. — Cl. D.

* Théâtre Gérard-Philipe, 20 h. 30.

Cinéma

« La Dernière Folie de Mel Brooks »

La Dernière Folie de Mel Brooks n'est pas un film quelconque. C'est un film « non parlant ». La différence est importante. Alors que nous échappons ce que disent les personnages, nous ne cessons, en effet, d'être sollicités par une bande son extrêmement travaillée et dont les incongruités sont à l'origine de nombreux gags. Ce n'est pas le silence qui est d'or dans ce film, c'est l'absence des mots, la totale censure verbale. Gags et superlatifs, « Silent Movie » est la parfaite illustration d'une forme de comique physique, gestuel, fondé sur l'image, que Mel Brooks emprunte indubitablement aux grands burlesques américains, mais qu'il sait moderniser grâce à son génie personnel.

L'auteur réveille de vieux souvenirs. Mais s'il rend hommage à Chaplin et à Keaton, à Laurel et Hardy, aux Marx et aux Tiro Brothers, aux Trois Stooges, s'il reprend à son compte les recettes du « slapstick » et de la tarte à la crème, il ne cède pas pour autant aux facilités de la mode « rétro ». C'est dans un Hollywood très actuel, envahi par la technologie et dévoré par de furieuses batailles économiques, qu'il situe son histoire. Et c'est de l'observation neuropsychique des mythes et des gags propres à ce microcosme qu'il tire quelques-uns de ses effets les plus cocasses.

L'intrigue n'est qu'un prétexte, un simple fil conducteur. Mel Brooks, réalisateur du whisky à ruine la carrière, s'est mis en tête, avec deux acolytes, de tourner un film muet. Un producteur, lui-même au bord de la faillite, se laisse séduire par le projet. Mel se fait tout d'obtenir la participation d'une demi-douzaine de superstars. Tout marche à merveille, les vedettes pressenties ont donné leur accord, quand les patrons d'une société rivale, la redoutable Devour and Engulf (dont le devise est « Ars est pecunia »), décident de saboter le film en jetant dans les bras de Mel une bombe explosive.

Broder sur ce canevas, Mel Brooks se laisse emporter par son insatiable verve. C'est à la recherche des gosses d'un producteur ou le mari d'un d'entre eux se savonne sous la douche: qu'il nous fasse assister au conseil d'administration d'une firme de cinéma (ce qui nous vaut un inoubliable numéro de giffes et, plus tard, à l'apparition de la bombe explosive, un gag d'un sexisme réjouissant) ou qu'il nous introduise dans un hôpital ultra-moderne, qu'il montre son trio de « ringards » aux prises avec une machine distributrice de Coca-Cola ou à la recherche de leur équilibre dans une roulotte instable, qu'il se moque des acrobates, des cardiologues, des policiers, des livreurs de journaux ou des maîtres d'hôtel éperdus de snobisme: qu'il donne — pour le seul mot prononcé dans le film — la parole au mineur Marceau ou qu'il transforme Anne Banoroff en danseuse hystérique, Paul Newman en chauffeur d'un genre particulier et Liza Minnelli en vamps sophistiquées, Mel Brooks ne manque jamais de pousser à ses extrêmes conséquences cette logique de l'absurde qui est le nerf de son inspiration.

Dans cette avalanche de gags, ce tourbillon de films d'effluvia et de plaisanteries grosses comme des montagnes, tout n'est pas, on s'en doute, d'une qualité égale. Certains

épisodes (celui de la roulotte, au cas où des amoureux) traitent un peu en longueur, et certaines clowneries semblent avoir été beaucoup servies. Mais même lorsque Mel Brooks tire à côté de la cible, il y a chez lui une telle vitalité, une telle richesse d'invention, un tel sens du « comique », que ces défaillances sont balayées par le rythme du récit. Aux côtés de l'auteur (qui incarne le réalisateur obsédé), l'irrésistible Mary McCormack, l'homme au strabisme divergent découvert dans Frankenstein Junior, et Ben Deluso, au comique plus lourd, jouent les indispensables compléments. Quant aux vedettes invitées, c'est avec un sympathique humour, qu'elles ont accepté de se moquer d'elles-mêmes.

Si vous aimez le délire, la démesure, le folle à l'état pur, n'hésitez pas: le tableau du burlesque ne pouvait passer en de meilleures mains que celles de Mel Brooks.

JEAN DE BARONCELLI.

* Quatrième Quartier Latin, Rive Gauche, 20 h. 30. Marignan, Mayh (v.o.), Rex, Impérial, Montparnasse, Les Wilsons, F.L.M.-Saint-Jacques, Gaumont-Sud, Cambromé, Cléry-Patbé (v.o.).

Jazz

BERNARD LUBAT

Jacques Thollor (avec Kessler, Texier, Locoelli) puis Bernard Lubat (avec Chautemps, Césaris, et Norbert Le Theule, s'écroule d'un microdrame à la Radio) ont l'intention de leur musique de leur la manière de samedi, au « 107 », les qui bouillonnent et démontent, mais les qui dansent, et dont la flamme des percussions nous fait la promesse d'un autre art, d'un autre jeu.

On ne peut parler de nous les musiciens à la fois — qu'il nous excusent — et il est temps — l'occasion en est donnée — de parler de Lubat. Au nombre des percussions nous les plus efficaces, il faut le compter désormais. Il se laisse emporter par son insatiable verve. C'est à la recherche des gosses d'un producteur ou le mari d'un d'entre eux se savonne sous la douche: qu'il nous fasse assister au conseil d'administration d'une firme de cinéma (ce qui nous vaut un inoubliable numéro de giffes et, plus tard, à l'apparition de la bombe explosive, un gag d'un sexisme réjouissant) ou qu'il nous introduise dans un hôpital ultra-moderne, qu'il montre son trio de « ringards » aux prises avec une machine distributrice de Coca-Cola ou à la recherche de leur équilibre dans une roulotte instable, qu'il se moque des acrobates, des cardiologues, des policiers, des livreurs de journaux ou des maîtres d'hôtel éperdus de snobisme: qu'il donne — pour le seul mot prononcé dans le film — la parole au mineur Marceau ou qu'il transforme Anne Banoroff en danseuse hystérique, Paul Newman en chauffeur d'un genre particulier et Liza Minnelli en vamps sophistiquées, Mel Brooks ne manque jamais de pousser à ses extrêmes conséquences cette logique de l'absurde qui est le nerf de son inspiration.

Telle est l'entreprise, ce tout ce que Lubat et quelques amis au Centre Robert Dumas de Rio-Orange et qui a pu abriter à l'Opéra Garnier, à l'Oratoire Libanais, et aux « Spectacles-Actions », déployés au festival de Châteaufort, en août, puis à la fête de « l'Huma », en septembre, et hier encore, sur la scène de France-Musique.

LUCIEN MALSON.

* Bernard Lubat (avec Didier Levallet et Christian Baccard) sera, le lundi 18 octobre, au festival du Théâtre de la Cité internationale, boulevard Jourdan.

ODEON THEATRE NATIONAL

Piccolo Teatro di Milano 7 représentations exceptionnelles Io, Bertholt BRECHT

(Moi, Bertolt BRECHT) montage de poèmes et de chansons interprétés par Giorgio STREHLER et MILVA (spectacle en langue italienne) jusqu'au 24 octobre

Les soirs et dim., à 20 h 30

dimanches mat., à 16 h.

Renseignem. et locat.: 325-70-32

12 F, 19 F, 26 F, 34 F

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.29 (numéros gratuits) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 18 octobre

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. 30: Ivan le Terrible. Gala, 20 h. 30: Barbaud Koech.

Les autres salles

Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épave-de-Bou, 21 h.: Tux. Comédie Caennaise, 21 h.: 10: Boulogne-Saint-Martin. Comédie-Chloé, 20 h. 30: Je n'imagine pas ma vie demain. Fontaine, 20 h. 30: Comme avant. Gala, 20 h. 30: Volpone ou le renard. Rochette, 20 h. 30: Les Cantarines. Châtelet, 20 h. 30: Faut de vache. Michel, 21 h. 10: Happy Birthday. Nouveautés, 21 h.: Nina. Palais, 20 h. 30: La « sont » la. Poche-Montparnasse, 20 h. 45: Isaac et la Sage-Femme. Saint-Georges, 20 h. 30: Lucienne et le boucher. Théâtre d'Épave, 20 h. 30: D'homme à homme. Théâtre du Marabout, 20 h. 30: Les Jours. Théâtre du Marais, 21 h.: La Crèche. Opéra, 22 h. 30: Histoire d'amour. Troglodyte, 22 h.: Retrouvailles de l'imaginaire.

Les théâtres de banlieue

Théâtre de la Vierge, 20 h. 30: Les Amoureux.

Le music-hall

Cirque d'Épave, 20 h. 45: Maxime. Le Forestier.

Les concerts

Salle Chopin-Freyer, 20 h. 30: Quatuor Paracelsus (Beethoven, Mozart). Théâtre de la Vierge, 20 h. 30: Octave de cultures de Paris (G. Brill, Sach, Puccini). Théâtre Fontaine, 20 h. 30: R. Clauzeil et D. Bovera, violoncelle et piano (Strauss, Chostakovitch). Salle des Blancs-Manteaux, 20 h. 30: L. Rognon, orgue (Buxtehude, de Origuy, Rognon, Bach). Théâtre de la Cité internationale, 21 h.: Ensemble vocal de Verdailles. Théâtre 13, 21 h.: M. Magin, piano (Chopin, Milos Magin). Maison de la radio, 20 h. 30: Quintette Ars Nova (Handel, Schumann, Clavier).

BOBINO à partir du 19 Octobre

Jean-Claude Dauzonne présente

GEORGES BRASSENS

accompagné par PIERRE NICOLAS

présentation

JACQUELINE HUET

avec

LES CASTORS

JOËL FAVREAU

COLETTE RENARD

tous les soirs 20h30-24h. Dim. 14h30 et 18h30 (répète Dim. soir et Lun. soir)

Location ouverte Théâtres, Agences, et par tel.: 325.98.70 et 325.74.84-PARIS-GRATUIT

NOUVEAU GARRÉ SILVIA MONFORT

Cycle IBSEN

Saisons 76-77

1^{er} spectacle

IRÈNE

ou la Résurrection

adaptation par Maurice Clavel

A partir du 23 OCTOBRE

Location ouverte

277-88-40 — 5, rue Papin (3^e)

NOUVEAU GARRÉ SILVIA MONFORT

Cycle IBSEN

Saisons 76-77

1^{er} spectacle

IRÈNE

ou la Résurrection

adaptation par Maurice Clavel

A partir du 23 OCTOBRE

Location ouverte

277-88-40 — 5, rue Papin (3^e)

VOTRE TABLE CE SOIR

DINER

LA COTRIADE 233-07-08 — est le nom de la bouillabaisse bretonne, 18 F. Spéc. pois. et grill. Muscadet et Gros-Frais: panais dans un cadre de bluet de pêcheurs.

LE MALOUF 272-33-40 — Spéc. cuisinées: mchouli 21, coupage 14, paella 18, brochettes 15. vins pays, dans un cadre élégant, confortable Salons à 40 couverts.

LE WESTERN STEAK 30, rue Foch-Montparnasse — Aux Champs-Élysées, CÔTE DE BEUF géante 23,50, légume, bière ou café, service compris. Dans un cadre agréable.

LES VIEUX MONTIERS 282-90-02 — Spécialités Bretonnes, Langouste grillée, Fougère mousserons, Canard croustille, Pâtisserie maison, Saucisses Roland Salmon, Bourgogne Michel Malard, Cuisine Michel Moisan, Souper aux chandelles, 30 à 35 F.

LE CLOS DU MOULIN T.I.J.s — M. DELARUE reprend la tête du « Clos du Moulin ». Huitres, Crustacés, Pâtisserie, Glaces, Vins de France, Menu spécial samedi et dimanche.

JEAN-PIERRE ETO, 01-41 — Soupe du Pêcheur 12 F., Filet de Barbone à l'Oseille 29 F., Ris de veau aux Morilles 45 F., Salade aux Jardons 15 F., SA FORMULE à 21 F.

DINERS-SPECTACLES

LA MAIN AU PANIER 3, rue de Potry, 5^e 633-33-63 — PASCAL OLIVIER présente tout un programme d'humour et de gaieté et JACK GAUTHIER, menu 65 F (service et vin ou +). Fermé dim.

L'ORÉE DU BOIS 722-94-62 — Marcel BERTIER présente sa formule à 135 F vin compris, service au sus: repas à 20 h. 30, spectacle à 22 h. avec de nombreuses vedettes.

• Ambiance musicale • Orchestre • Spectacle au soirée. P.M.R.: prix moyen du repas.

19 OCT 1976

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

Les indignations de M. Marcel Jullian

(Suite de la première page.)

Nous devons être collectivement plus importants que nous ne le sommes pour qu'on nous prête tant d'attention. Il y a eu plusieurs étapes: au début, on trouvait amusant que le choc, on a axé sur moi l'image de marque d'Antenne 2. On a tout mélangé, Sartre et Bardot, on a dit: « A 2 ne passera pas la première année... ». Puis, tout l'argent n'ayant pas été dépensé, le rôle est devenu dangereux: on a introduit la perversion des intellectuels dans un milieu déjà menacé par les syndicats. Les autorités de tutelle m'ont poliment rappelé le rôle, l'importance de mon conseil d'administration, rôle que je n'avais oublié à aucun moment. Je n'ai jamais été mis en minorité par mon conseil. On a porté sur la place publique des problèmes que toutes les entreprises régissent normalement sans éclaboussures.

FA 2 ait des moyens identiques à ceux de TF 1.

Les émissions commençant plus tôt, comment sera financé le supplément d'heures. Ne va-t-on pas transférer des ressources nécessaires à assurer le reste des programmes? Il faudrait s'entendre avec TF 1 pour les émissions de l'après-midi. Avoir prouvé leur utilité est une réelle conquête sociale. Cependant, il est clair que le public potentiel est moins large à ces heures et qu'il convient de l'économiser des heures tout en assurant des présences. Pour ces services, les deux chaînes devraient se partager la tâche de collaboration et non en concurrence.

Le journal de 12 h. 30, c'est autre chose: c'est aussi pour nous la possibilité d'augmenter les recettes. Antenne 1 doit doubler ses ressources publicitaires, qui étaient trois fois moins importantes que celles de TF 1. Si nous n'avons pas de journal du matin, on nous accuse d'excès de publicité le soir, on crie à la privatisation.

Vous avez mis en cause l'importance des sondages.

Je ne crois pas qu'il s'agisse de supprimer les sondages, quelques jours par semaine. Imaginons qu'on ne tienne plus compte des sondages, une fois votée la répartition de la redevance pour 1977. Le contrat des présidents des sociétés expire fin 1977, pourquoi l'Etat ne leur donnerait-il pas la liberté de faire leurs preuves, leur chef-d'œuvre? Nous aurions alors un an de télévision à réviser ou à manquer en dehors des critères de sondages. Dans tous les cas le successeur à la présidence ne pourra être sanctionné pour ce dont il n'était pas responsable.

La notion de sondage va contre la qualité, la création, la nouveauté, le président de la République s'est récemment inquiété. On se sert du sondage comme d'une arme et non comme d'un instrument.

Vous vous montrez optimiste dans le premier numéro d'Antenne 2 vous répond.

Oui, je suis optimiste pour 1977. En matière de création, les critères réclamés par le président de la République seront dépassés. Nous arrivons à la période des épi mûrs: alors qu'en 1975 et durant la moitié

de 1976 nous avons liquidé des stocks, nous cesserons désormais tout ce qui a été mis en boîte pendant deux ans des dramatiques, des documentaires.

Il faudrait que les trois chaînes s'entendent pour que les meilleures de ces émissions repassent en fin d'après-midi ou en fin de soirée d'une chaîne à l'autre dans les quelques jours qui suivent leur première diffusion. A des rares exceptions près, de telles dépenses de latence d'espérance d'argent, s'évanouissent en une nuit. Cet aspect éphémère a quelque chose de scandaleux et on l'éviterait par ce moyen la télévision de bon marché.

Des nouilles graves ont été dénouées: il y a quatre jours, nous avons établi un plan de charge jusqu'au 31 décembre 1977 avec la S.F.P. D'autre part, la SACEM, la S.A.C.D. et la Société des gens de lettres ont accepté de favoriser l'indulgence sur la répétition. Peut-être demain il y aura-t-il encore de la télévision que pour le théâtre ou le cinéma.

Propos recueillis par MATHILDE LA BARDONNIE.

OUVERTURE AU MONDE

Il est rare de s'ouvrir au monde en ouvrant la télé. Rare de voir sur nos écrans ce que l'on regarde à l'étranger. Je ne parle pas, bien sûr, des actualités, du match Ford-Carter, de la guerre au Liban, des accusations portées contre la veuve de Mao. Il n'y a pas trente-six façons d'illustrer l'événement.

Sur la table de montage, à plat, sans bande son, les images ou plutôt les clichés d'une campagne électorale, d'un combat de rues, ou d'une foule chinoise — elles proviennent souvent d'ailleurs des mêmes agences — ne nous disent rien ou pas grand-chose, sinon une évidence. C'est un commentaire de donner signification et portée à l'espérance de documents passe-partout.

Ce ne sont pas ces gros fermiers de la Beauce ou de l'Okhama, pas non plus ces petits indiens affamés, hélas! trop familiers, qui nous ont fait toucher du doigt « l'indigène ». Le tranchant de l'arme du cliché. C'est ce que nous en ont révélé les spécialistes interrogés par Christine Ockrent. Il en va de même pour les histoires sans

paroles, les variétés par exemple. En tête de tous les box-offices — on ne les cite même plus dans les sondages, les statistiques — qu'est-ce qui nous trouve, inextinguible? « Jeux sans frontières ». Un titre banal, mais... Vérifiez.

La dramatique, en revanche, le feuilleton, portent encore la marque du pays d'origine, cela ne dure pas, ce n'est déjà plus le cas ou presque en Europe du Nord. Les échanges, les coproductions, accentuent les influences, à effacer les particularités. Ainsi cette vengeance tournée en Bretagne par la troisième chaîne allemande — Rennes et Berlin-Ouest sont villes jumelles, — que nous proposons, samedi, FR 3 n'aurait-elle rien de « typique » en soi. A se sortir de prison, un mort en surplis — il est atteint d'une très grave maladie — retrouve celui qui l'a, qui l'aurait envoyé. C'était solide, c'était bien fait, c'était un être belge, danois ou même français, témoin ce Malgrét chez les Flamands programmé à côté.

D'où l'intérêt de la série sovié-

tique présentée dimanche par Antenne 2: Les ombres disparaissent à midi. Ce n'est pas nous qui l'avons choisie, ce sont les Russes. Ils ont voulu nous montrer cette énorme fresque villageoise de six fois quatre-vingt-dix minutes, située en Sibirie entre 1916 et 1948. Sous un ciel toujours bleu, les débuts de la Révolution, les rouges contre les blancs, dans les marais et la toundra; au premier rang des partisans, Maria la blonde; à la tête des koulaks, la brune Serafina; les gentils et les méchants; la robuste, la manichéenne simplicité de l'opéra ou de la bande dessinée; plus stylisée, à en juger par le premier épisode, que ce que l'on voit habituellement à la télévision. On aura apprécié quelques mots d'introduction, une notice explicative. Que représente cette production? A quel correspond-elle, à une recherche ou à une routine? Est-ce la Paine noir ou les Bous-sardel? On nous le dira peut-être la semaine prochaine.

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 18 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Téléfilm: Les missiles d'octobre. réal. A. Poir.

Comment et pourquoi l'installation, en 1962, à Cuba, des missiles soviétiques?

Vers 22 h. 30, Débat.

Sur le thème de la stratégie Est-Ouest sont invités: le général Pierre Gallois; MM. Maurice Courde de Murville, ancien premier ministre; Charles Remy, membre du comité directeur du P.S.; Pierre Salinger et Louis Odra, député de Seine-Saint-Denis (P.C.).

23 h. 45, Journal.

Retrouvez tout GASTON BONHEUR dans son livre La croix de ma mère JULIARD

CHAINE III : FR 3

20 h. 30 (R.J.), Prestige du cinéma: « Le Voleur », de L. Malle (1966). Avec J.-P. Belmondo, G. Buiold, M. Dubois, J. Guimard.

Dans les années 1930, un jeune bourgeois devient voleur pour se venger de son oncle. Mais il prend goût au vol et en fait son métier, et un délit.

Adaptation d'après le roman anarchoïste de Georges Darien.

22 h. 25, Journal.

CHAINE 2 : A 2

20 h. 30, Jeu: La tête et les jambes; 21 h. 55, Chronique: Les années Bonheur; 22 h. 50, Polémique: L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard; 23 h. 30, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie; 20 h. 5 (R.J.), « Le Cyclope », adapté d'Euripide, avec R. Bret, R. Vattier, V. Massica; 21 h. 5, L'autre scène ou les vains et les Dieux; « Le Coran », avec E. Vitray et M. Lelong et M. Hafez, réalisation B. Sazer; 22 h. 35, Objectif peinture (s), par D. Lecomte; 23 h., De la nuit; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Le violoniste Jacques Thibaud interprète « la Symphonie espagnole » (Lalo); 20 h. 30, En direct de l'église des Blancs-Manteaux, Récital d'orgue, de L. Rogé; « Chaconne en ut mineur »; Choral « Nun komm der Heiden Heiland » et « Duili Juhila » (Buxtehude); « Kyrle » (Grigny); « Passacaille » et « Fugue en ré mineur » (J.-S. Bach); 22 h. 30, Scriabine: « Trottisme Symphonique »; 23 h., Inventaire et bricolages; 0 h. 5, Le cabaret allemand; 0 h. 30, Balade.

MARDI 19 OCTOBRE

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu... à 13 h. 45, Rester douc avec nous.

20 h. 30, Série: Des autos et des hommes, réal. Cl. Savarit. (L'autre en va-t-en guerre); 21 h. 30, Chronique: Ces années-là, de M. Droit; 22 h. 25, Emission littéraire: Le livre du mois, de J. Fournet et Ch. Collange.

Avec Mmes Benoîte Groult et Françoise Mallet-Joris, MM. Jean-Paul Keller, François Nourissier, Jean-Pierre Rüdin, Jean d'Ormesson, Frontiste Régis-Pastie et notre collaboratrice Jacqueline Piatier.

23 h. 40, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Poésie; 20 h. 5, Dialogues franco-allemands: « Régions et Länder », avec MM. Hans Frickinger et Olivier Guichard; 21 h. 20, Musiques de notre temps; 22 h. 35, Objectif peinture (7), par D. Lecomte; 23 h., De la nuit; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., En direct de l'église des Blancs-Manteaux, par le Nouvel Orchestre symphonique et œuvre de Ravel-France, direction J.-P. Kreder; Psalme 110 (Pergolèse); Messe de Sainte-Cécile (A. Scarlatti), avec J. Chaminet et G. Hartmann, soprano, A. Barjavel, mezzo, J.-P. Pégau, ténor, J. Bonn, basse; 22 h. 30, Musique de l'Inde; 0 h. 5, Le cabaret allemand; 0 h. 30, Jeux à quatre.

COMME UN BOOMERANG (Fr.). Normandie, 8 (359-41-18).
COURS APRES MOI QUE SE TAT-TRAPE (Fr.). Ombia, 8 (231-30-56); George, 8 (223-41-46); Biarritz, 8 (722-89-23); Cambo, 8 (707-39-39); O.G.C.-Gobelins, 15 (311-06-19); Paramount-Montparnasse, 14 (323-22-17); Cambronne, 15 (734-42-06); Paramount-Maillet, 17 (738-34-34).
CRIA CUERVOS (Esp. v.o.). Saint-Germain-Bucchette, 5 (633-07-59); Guyane-Lincoln, 8 (359-36-14); 14-Juillet, 11 (357-90-81); v.f.; Saint-Lazare-Paquier, 8 (387-33-43); Montparnasse-Patbé, 15 (323-22-17).
DUELLE (Fr.). Hauteville, 8 (333-70-38).
DRACULA PERE ET FILS (Fr.). Biarritz, 8 (359-36-14); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Bonaparte, 8 (359-36-14); Montparnasse-Patbé, 14 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.). (v.f.). Saint-André-des-Arts, 6 (359-36-14); Elysée-Lincoln, 8 (359-36-14); Biarritz, 8 (359-36-14); v.f.; Ombia, 8 (231-30-56); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
KRYN L'AMOUR (A. v.o.). Action-Christine, 8 (333-70-38).
FACE A FACE (A. v.o.). Vendeuvre, 8 (333-07-59); Saint-Michel, 8 (333-07-59); Nation, 12 (343-04-67); Montparnasse-Patbé, 15 (323-22-17).
LES BOMMES DU PRESIDENT (A. v.o.). Studio des Orfèvres, 8 (333-07-59); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Elysée-Lincoln, 8 (359-36-14); v.f.; Rex, 8 (333-07-59); Miraval, 14 (323-22-17); Magic-Conventio, 15 (323-22-17).
ICI ET AILLEURS (Fr.). 14-Juillet, 11 (357-90-81).
L'INDOCHINE (Fr. v.o.). Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
LES FILMS NOUVEAUX

LE CORPS DE MON ENNEMI. Film français de René Vautour. 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
LA DERNIERE FOLIE. Film américain de Mel Brooks. 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
LA DUCHESSE ET LE TRUAND. Film américain de M. Frank. 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
CIAO MANBATTAN. Film américain de D. Westman et J. Palmer. 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).

THEATRE MODERNE

15, rue Blanche - TEL. 94-28

HENRI GARCIN
MAIA SIMON
CATHERINE RICH
JACQUES ROSNY

QUI EST QUI ?

Voici une comédie vive, gaie, drôle, fantaisie, picaresque... Pierre MARCABRU (FIGARO)

Eblouissant. Tout est résumé. Dominique JAMET (AURORE)

Etourdissant. A tous points de vue. François CHALAIS (FR-SOTR)

SUCCES COMIQUE UNANIME

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

14 - FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

du 19 au 31 Octobre 1976

2 PROGRAMMES DIFFERENTS

MARTHA GRAHAM DANCE COMPANY

Location: 7, des Champs Elysees 75 008, par TEL. 225 44 36 et Agences

Renseignements: 359 31 13

CONNAISSANCE DU MONDE

PLEYEL - Dimanche 24 Oct. A 14 h. 30 - Mardi 26 Oct. A 18 h. 30 et A 21 h.

DES NOMADES LES KURDES IRAN - IRAK AUX REBELLES...

Réalisé et filmé par Emmanuel BRAQUET

Sanctuaire inviolé de Nemrud-Dag

Les dévotions barbares - Les nomades - Un grand reportage, une aventure... Aujourd'hui un document: avec les rebelles au Irak.

OTAJIA DE HARTIA (Fr.-Br.). v.f.; O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
POUR QUELQUE CHOSE DE PLUS (Fr.). O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
SALO (It. v.o.). La Paque, 7 (703-12-15).
TAXI DRIVER (A. v.o.). (v.f.). La Clif, 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
UN ELEPHANT, CA TROMPE ENORMEMENT (Fr.). Richelieu, 8 (333-07-59); Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
UNE VIE DIFFICILE (It. v.o.). Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
UN TYPE COMME MOI NE DEVIENDRA JAMAIS MOURIR (Fr.). Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).
LA VICTOIRE EN CHANTANT (Fr.). Biarritz, 8 (359-36-14); O.G.C.-Odéon, 8 (333-07-59); Cluny-Palace, 8 (333-07-59); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17); Cluny-Patbé, 15 (323-22-17).

THEATRE D'ORSAY

CHRENAUD-BARRAULT

12 dernières l'amante anglaise Marguerite Duras

3 représentations exceptionnelles 18-19-20 octobre à 20h30

GAGAKU

musique et danse de la Cour Impériale - Japon

PETITORSAY

en alternance Chryssothémis Yannits Ritsos

Portrait de Dora Hélène Cixous

7, quai Anatole France - 548.38.53

TRIBUNES ET DEBATS

LUNDI 18 OCTOBRE

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, est l'invité de Pierre Lescure sur Europe 1, à 18 h. 15.

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 50.

M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., répond à des questions sur France-Inter, à 19 h. 30.

M. Jacques Laurent s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

« La stratégie est-ouest » est le thème du débat sur TF 1, vers 22 h. 30.

MARDI 19 OCTOBRE

M. Benhima, ministre de l'Information marocain, et Bouadid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires, sont les invités de « 13-14 » de Jean-Pierre Elkabbach, diffusé en direct de Casablanca, sur France-Inter.

M. Jean Lecanuet, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 18 h. 50.

L'Union des femmes françaises s'exprime à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

« La recherche médicale est le sujet du débat des « dossiers de l'écran » sur Antenne 2, vers 22 heures.

M. Oskar Gutcher, ministre d'Etat, garde des sceaux, et Hans Fubinger, vice-président du Bundesrat, dialoguent à propos de « fédéralisme et régionalisme » sur France-Culture, à 20 h. 5.

JUSTICE

Assemblée générale du Groupe multiprofessionnel des prisons

Deux ans et demi après sa création en association, le Groupe multiprofessionnel des prisons (G.M.P.) a réuni sa première assemblée générale, samedi 18 octobre, à Paris. Créé pour lutter contre « la prison, l'arbitraire et le rôle pathogène de la prison », ce Groupe comprend des travailleurs de la justice pénale, magistrats, médecins, éducateurs, assistants sociaux, surveillants, visiteurs de prisons, etc. Après une période de relâchement et à la suite de la démission du bureau, proposée par M. Antoine Lazarus, médecin à la prison de Fleury-Mérogis, fonction à laquelle l'administration vient de mettre fin de même qu'à celle de quelques-uns de ses collègues, le G.M.P. s'est tout d'abord posé la question de son devenir. Cette association qui a toujours fonctionné de manière assez informelle, demeure-t-elle nécessaire ? Non seulement les participants se sont prononcés à l'unanimité pour le maintien du Groupe, afin d'essayer d'y décloisonner entre elles les professions de la justice pénale et afin de sensibiliser l'opinion publique aux prisons, mais pour l'élargissement de son champ d'action. Tout d'abord, en étendant les objectifs du G.M.P. à ce qui se passe avant et après la prison,

et en intégrant les problèmes spécifiques du milieu carcéral à tous les autres. Cette évolution vers une vue plus globale des choses est également le fait d'une autre organisation, le Comité d'action des prisonniers (CAP), qui veut aussi élargir son secteur de lutte. « Tous les silencieux réclament des droits : il faut les aider », Cela ne va pas évidemment sans difficultés dans un monde où règne l'« idéologie de la sécurité ». « Le malade, l'anormal, le délinquant, sont un risque pour la sécurité. Celui qui dérange, bouscule, dérange, est un danger pour le bien-être. » Les membres du G.M.P. ont mentionné les pressions administratives, les risques encourus, les difficultés à faire circuler l'information. Ces difficultés expliquent-elles le manque d'initiative au sein du groupe et ses réunions moins personnelles ? Les participants à l'assemblée générale ont constitué des groupes de travail, organisés les structures moins personnelles du G.M.P. Les réunions mensuelles seront maintenues et un bulletin édité. Un nouveau président sera prochainement élu. — M. B.-R.

* G.M.P., 28, rue du Commandant-Mouchotte, 75015 Paris. 56. 52-45. CAP, 15, rue des Trois-Frères, 75018 Paris. 24-09-09.

Pour espionnage industriel

UN RESSORTISSANT SOVIÉTIQUE A ÉTÉ EXPULSÉ DE FRANCE

Un ressortissant soviétique, M. Mikhaïl Soloviev, trente-six ans, pris en flagrant délit d'espionnage industriel à Paris, a été expulsé de France, mercredi dernier, 13 octobre. Membre d'une commission d'achat soviétique, M. Soloviev, qui demeurait 40, rue Spontini à Paris (18^e), avait pris contact dans le courant du mois de septembre avec le directeur d'une entreprise industrielle parisienne chargée de la fabrication d'un moteur d'avion d'un type nouveau. Après plusieurs semaines de tractations, le dessinateur, qui avait alerté les services du contre-espionnage français, accepta de livrer à M. Soloviev les plans du moteur. Rendez-vous fut alors pris le 12 octobre dernier à 20 heures, sous le porche d'une église du treizième arrondissement. Des enquêteurs de la D.S.T. qui avaient pris M. Soloviev en filature depuis son domicile, intervinrent et l'appréhendèrent ; conduit dans les locaux du service du contre-espionnage, il se refusa à toute déclaration, sauf pour préciser son identité et le 13 octobre, en fin de matinée, il lui était notifié un arrêté d'expulsion du ministère de l'Intérieur.

M. Dassault confirme que l'inspection

En réponse à la publication par l'hebdomadaire « le Point » d'importants extraits de la note de M. Hervé de Vathaire sur la gestion comptable du groupe privé Marcel Dassault, l'industriel, dans une série d'entretiens accordés à divers organes de presse, a reconnu que l'inspection générale des impôts avait procédé — à des dates qu'il n'a pas précisées — à des rectifications fiscales ou à des redressements, notamment à propos des loyers perçus par la Générale immobilière Marcel Dassault (G.I.M.D.) et du remboursement de ses frais personnels.

Toutefois, M. Dassault a estimé que la note de M. de Vathaire — rédigée à un moment de la vie du directeur comptable où celui-ci était devenu un peu étrange — après la mort tra-

TOUT EN NIANT

gique de son épouse — contenait des points inexactes et relevant de la diffamation ou de la « divagation » pour ce qui concernait, notamment, la mise en cause de deux fonctionnaires des impôts.

On se souvient que, le 6 juillet dernier, le directeur comptable des sociétés non aéronautiques de M. Dassault, M. Hervé de Vathaire, avait été retiré 8 millions de francs du compte personnel de son employeur pour les remettre à l'ancien mercenaire Jean Kay contre la restitution d'un dossier qu'il lui avait confié. Ce dossier sur la gestion comptable des différentes sociétés de M. Dassault est, à ce jour, entre les mains de M. Kay, en fuite.

Mais le directeur comptable, inculpé depuis pour abus de confiance, a résumé l'ensemble

Des extraits de la note de M. de Vathaire

Voici l'essentiel du texte de M. de Vathaire, cité par le Point, qui précise qu'il en a respecté la rédaction, y compris dans ses abréviations ou ses fautes : « Des sommes considérables, fait M. Hervé de Vathaire, ont été déboursées dans la comptabilité des Avions Marcel Dassault, au détriment des contributions directes, de personnel au titre

de la participation, des actionnaires et du ministère de l'air : a) Les travaux en cours ont été minutés de 400 millions de francs. Procédé comptable : le prix de revient d'un avion est chargé d'éléments de prix de revient d'autres avions (matières, heures productives) ;

b) Par l'intermédiaire de Dassault International, la société Avions Marcel Dassault a payé à sa société-mère (la Générale Immobilière Marcel Dassault) des droits de licences, que l'on peut estimer à plus de 500 millions de francs pour les cinq dernières années.

c) Ces droits de licences reposent sur une fiction. Les prototypes servant de prétexte à ces droits de licence datent de 1935 (...);

d) La société Avions Marcel Dassault paye à la société-mère des loyers exorbitants. Elle paye en particulier des loyers pour des usines qu'elle construit elle-même (qu'on lui a fait construire sur des terrains appartenant à la société-mère).

e) Jusqu'en milieu de l'année 1974, les loyers étaient indexés sur le S.M.I.C. contrairement aux dispositions les plus expresse de la loi.

f) Coût : environ 30 millions de francs par an.

g) La Générale Immobilière Marcel Dassault a vendu à la société Avions M. D. des bâtiments qui n'existaient pas et d'autres qui étaient sans valeur. Les écritures passées dans l'une et l'autre société ne correspondent pas. Il n'y a naturellement pas eu d'acte notarié.

h) Environ 30 millions de francs (...). a) En décembre 1972, juin 73, et le 13 décembre 1973, la Générale Immobilière Marcel Dassault a émis des versements de 5 millions de francs sur le compte 211740 B.N.P., 25, avenue de la Grande-Armée, à l'ordre de la société suisse « Prospection et Prospection ».

i) Avec la complicité de [N.D.L.R.], un nom et un titre, ces sommes ont été créées au compte 8346 de M. Marcel Dassault (...).

j) Des versements irréguliers ont été commises, dont voici quelques exemples : a) M. Marcel Dassault a acheté à la société Avions M. D. des parts de la S.A.R.L. Europe Falcon Services en les payant le cinquantième de leur valeur effective (3 millions au lieu de 15 millions : voir bilan à la date de la cession).

k) M. M. D. a fait voter sur sa société Financière Terramar, siège à Genève, des sommes considérables dont la société Avions M. D. disposait en Suisse. (...)

l) L'examen du compte B.N.P. 211740 révélerait des frais généraux injustifiés, de l'ordre de 30 000 000 chaque année. (...)

m) On y trouverait des frais de campagnes politiques, dans le département de l'Oise dont M. M. D. est député : construction d'un parc, et construction d'une piscine à Beaupré, données à la ville ; construction de tennis, sommes versées à Jours de France pour la distribution gratuite de l'hebdomadaire aux électeurs, etc.

n) Sur le compte 212 628 de la Société Avions M. D., on trouverait des prélèvements sans justification en espèces de 200 000 par semaine, ou de 400 000 F d'autres semaines, et d'avantage.

o) La moyenne totale annuelle des prélèvements en espèces justifiés est de 40 000 000 de francs.

p) Par contre, sur le compte 8346 personnel à M. M. D., on ne trouverait aucun prélèvement en espèces pour des considérables dépenses de maison. (...)

q) M. M. D. s'est fait construire à Colmar une résidence secondaire qui est une copie du Petit Trianon : coût 50 000 000 de francs.

r) Cette résidence secondaire a été construite par la G.I.M.D. qui en a fait apport à la Société civile de Maison-Rouge. La Société civile de Maison-Rouge loue cette résidence à Dassault International, sous le prétexte que cette société y recevrait des personnalités étrangères (...).

s) La S.I.T.A., siège à Genève, au Crêt Suisse, rue du Mont-Blanc, a reçu des sommes très importantes d'origine inconnue.

t) Des versements ont été effectués au compte numéro au profit de Financière Terramar et S.I.T.A. et réciproquement. (...)

u) Une équipe de comptables de confiance travaillant périodiquement dans un bureau discret 46, qu. Kléber, à Paris-16^e. Au moyen d'une horloge à pointer, elle fabrique de fausses heures de production pour alourdir les prix de revient et établir de fausses fiches.

v) Toutes ces irrégularités et ces détournements ont été possibles avec la complicité de deux hauts fonctionnaires des contributions directes.

w) Monsieur... [N.D.L.R.] : ici un nom et un titre, une adresse, les numéros de téléphone du bureau et personnel] a bénéficié auprès de la Banque commerciale de Paris d'un prêt dont le remboursement a été fait par des espèces prélevées sur le compte 12 628. Il a touché ensuite 5 000 F par mois en espèces, puis 20 000 F.

x) Monsieur... [N.D.L.R.] : ici un nom et un titre, son supérieur immédiat [N.D.L.R.] : ici l'adresse du bureau] a perçu aussi d'importantes subventions et montré la même bienveillance.

y) La Générale Immobilière Marcel Dassault et la plupart des sociétés du groupe n'ont pas été vérifiées depuis 1965.

Le texte de la note de M. de Vathaire, tel qu'il est publié par le Point, n'est pas complet. En particulier, il n'est pas fait mention de plusieurs des autres accusations de l'ancien directeur comptable, à savoir : la société civile Maunoury-Passy, propriétaire de l'hôtel particulier de M. Dassault à la Seine, le sainte arondissement de Paris, le loueur à l'industriel à un taux dérisoire de loyer ; il existerait une société jusqu'alors inconnue, la Marcel Dassault Trading Corporation, dont le siège social est à Dover (Delaware) aux Etats-Unis ; la société des avions Marcel Dassault a consenti des prêts à la compagnie aérienne Air Alpes et les intérêts de ces prêts seraient versés dans un compte bancaire distinct ; enfin, M. de Vathaire précise que M. Dassault recevrait en Belgique et aux Etats-Unis, des appointements personnels qui ne sont pas déclarés aux impôts.

En outre, M. de Vathaire indique que M. Jacques Chirac serait un familier du rond-point des Champs-Élysées, où se trouvent les bureaux de M. Dassault, et que l'industriel aurait aidé financièrement l'ancien premier ministre à publier un journal électoral en Corse. (le Monde du 14 septembre).



NOTRE REGIME FISCAL FAVORISE VOTRE RELANCE

Le régime fiscal de la République d'Irlande a pour objectif de permettre aux sociétés exportatrices de prendre rapidement pied sur les marchés extérieurs afin d'assurer leur croissance régulière. Aussi, avant d'entreprendre la construction d'une nouvelle usine, réfléchissez bien aux multiples avantages fiscaux que vous apporterait son implantation en Irlande.

Une expansion continue L'Irlande bénéficie depuis vingt ans d'un des taux de croissance industrielle les plus élevés du Marché Commun.

L'attitude favorable à la libre entreprise manifestée tant par le gouvernement que par les partis représentés au Parlement, en est la principale raison.

Un régime fiscal exceptionnel Votre société sera exonérée de tout impôt sur les bénéfices réalisés à l'exportation jusqu'en 1990. Vous demeurez entièrement libre de rapatrier vos bénéfices et votre capital à tout moment.

Des subventions d'investissement L'Etat irlandais vous offrira jusqu'à 50 % du montant de vos investissements en terrains, constructions, machines et autres immobilisations. Vous n'aurez rien à rembourser, vous ne devrez aucun intérêt et le gouvernement vous laissera le contrôle absolu de votre entreprise.

Un marché monétaire abordable Notre marché monétaire vous permettra de bénéficier d'un financement bon marché. Cet avantage appréciable réduira d'autant la part de la mise de fond initiale dans votre investissement total.

Une banque de terrains Notre banque de terrains peut vous proposer une sélection d'emplacements industriels de

premier plan ou même d'usines livrables clés-en-mains et prêtes à accueillir immédiatement votre entreprise.

Un personnel qualifié Vous trouverez sur place le personnel compétent à tous les niveaux de qualification dont vous pourriez avoir besoin : ouvriers spécialisés, techniciens et cadres.

Les Irlandais bénéficient d'un niveau élevé de formation et souhaitent vivement contribuer au développement de leur économie.

Des salaires raisonnables Nos salaires et nos charges sociales comparativement plus faibles, abaisseront vos coûts de production et accroîtront d'autant la compétitivité de vos produits à l'exportation.

Des syndicats qui vous considèrent comme un partenaire Nos syndicats sont particulièrement concernés par les créations d'emplois et les licenciements sont extrêmement « fair-play » dans les négociations.

Une infrastructure industrielle Bien que notre économie se soit développée à un rythme extrêmement rapide, nous pensons qu'il nous reste encore du chemin à parcourir. C'est la raison pour laquelle notre puissance industrielle est résolument orientée vers l'exportation.

La majorité des emplois est assurée par le secteur industriel qui fournit par ailleurs, la

plus grande part du Revenu National. L'Irlande constitue à ce jour une structure d'accueil efficace pour plus de 600 entreprises provenant de 19 pays et opérant ainsi sur de nombreux marchés mondiaux à partir de leurs usines irlandaises.

Un style de vie agréable L'Irlande est un pays non pollué, parsemé de magnifiques paysages dans lesquels se pratiquent de nombreux sports de plein-air. Vos cadres apprécieront l'accueil chaleureux du peuple irlandais qui saura leur faire partager sa joie de vivre.

REPUBLICQUE D'IRLANDE
UNE TERRE D'ACCUEIL POUR
VOTRE ENTREPRISE

Une procédure accélérée et des formalités simplifiées vous garantiront la réduction des délais d'implantation d'une usine en Irlande. Votre société n'a affaire qu'à un seul interlocuteur :

L'I.D.A. - Irlande (Office du Développement Industriel) qui prend en charge l'ensemble des problèmes que pose votre installation. Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter l'I.D.A. Irlande, 45, rue Pierre-Charron, 75008 Paris. - Téléphone 339.77.67

Téléc. 6604.16.



LA CALVITIE... C'EST DÉPASSÉ !
« HAIR CHIRURGICAL »
SUPPRIME LA PERRUQUE
ABOLIT TOUTES LES TECHNIQUES
ET LE PROUVE

Nom
Adresse Tél.

Consultation gratuite sur rendez-vous (soif samedi après-midi). Sans rendez-vous : mardi, mercredi, jeudi de 17 h à 19 h, 38, rue de Bassano - 75008-PARIS. - Téléphone : 723-55-18.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

LA PLUPART DES ACCUSATIONS DE M. DE VATHAIRE des impôts a procédé à des contrôles fiscaux de comptabilité

de son dossier dans une note manuscrite de seize feuillets in-8° et signée de lui-même, qui est aujourd'hui entre les mains du juge d'instruction et qui est dépourvue, toutefois, des photocopies de pièces comptables remises à M. Kay.

L'hebdomadaire « Le Point », daté du lundi 18 octobre, publie de très larges extraits de cette note et fait suivre cette publication de la précision suivante : « Les opérations ainsi décrites sont d'une rare complexité. En somme, Hervé de Vathaire accuse Marcel Dassault d'avoir poursuivi une politique systématique d'appauvrissement des actifs de ses sociétés qui utilisent des fonds d'Etat au profit des autres, notamment de celle qu'il appelle la « société mère », c'est-à-dire la G.I.M.D. » et d'avoir

non moins systématiquement mélangé ses comptes personnels avec ceux de ses entreprises. L'ensemble des sommes qu'il dit ainsi détournées ou soustraites au fisc atteint, si on les additionne, la somme impressionnante de 1 milliard cinq cents millions de francs. M. de Vathaire cite, très précisément, les comptes bancaires intéressés, les sommes engagées, leur destination, et il va jusqu'à désigner, nommément, deux fonctionnaires de la direction des vérifications nationales — une administration des impôts dépendant du ministère des finances — qui auraient reçu des subventions de M. Dassault pour le conseiller dans sa gestion. L'un des deux fonctionnaires, chef du service mis en cause, a aussitôt répliqué : « Si je suis directement mis en cause, je déposerai

plainte en diffamation, mais je suis tenu à l'obligation de réserve et au secret fiscal et professionnel. J'ai des instructions formelles de ma direction pour ne pas en dire plus. » Dans un entretien accordé, dès samedi 16 octobre, à R.T.L., M. Dassault n'a toutefois pas hésité à prononcer publiquement le nom d'un des fonctionnaires.

L'industriel, qui ne paraît pas spécialement ému des accusations dont il a fait l'objet, estime qu'il s'agit d'une affaire déjà réglée, et qu'un contrôle fiscal de la G.I.M.D. il y a deux ans, a permis de constater que certains des arguments avancés par M. de Vathaire étaient inexacts et que d'autres avaient déjà, entretemps, donné matière à des redressements fiscaux.

M. Dassault a reconnu, en particulier, que l'inspection générale des impôts avait contrôlé le montant des loyers que la G.I.M.D. réclamait aux autres sociétés du groupe privé et que, depuis, ces loyers étaient jugés « corrects ». D'autre part, l'industriel a précisé que les rectifications fiscales intervenues avaient porté sur le remboursement par lui-même, aux différents sociétés mises en cause, de tous les frais de voiture, de « vacances » personnels ou autres déplacements que ces mêmes sociétés avaient l'habitude de supporter.

Pressé d'indiquer le montant global de ces redressements, M. Dassault a indiqué à TF1 que cette somme s'était élevée à 15 000 F au total.

La demande de saisie de l'hebdomadaire a été rejetée en référé

L'hebdomadaire « Le Point » a pu être diffusé normalement à partir du lundi 18 octobre, malgré la demande de saisie formulée le samedi 16 octobre par M. Hervé de Vathaire.

Représentant M. de Vathaire, M. Marcel Cécaldi soutient en référé, devant M. Jean-Michel Aubouin, premier vice-président du tribunal de Paris, que l'hebdomadaire n'avait pas le droit de publier les seize pages du document de M. de Vathaire. Pour M. Cécaldi, il s'agissait d'une atteinte aux droits de la défense et surtout d'une violation du secret de l'instruction, puisque ce document a fait l'objet d'une saisie et figure au dossier du juge d'instruction, M. François Petot. Mais l'avocat de l'hebdomadaire, M. François Sarda, a répliqué que le document avait été préalablement diffusé auprès de nombreuses personnes, à la demande de M. de Vathaire lui-même et bien avant son arrestation. Il n'est que le résultat d'un dossier plus complet que celui qui se trouve actuellement dans le dossier de l'arrestation de M. de Vathaire.

M. Sarda a fait remarquer que la saisie d'un organe de presse ne pouvait être ordonnée que pour une atteinte intolérable à la vie privée justifiant un préjudice irréparable ou bien pour un délit précis, ce qui n'est pas le cas puisque M. de Vathaire n'a pas encore porté plainte contre X. pour violation du secret de l'instruction.

M. Sarda a souligné que les révélations du Point visaient surtout M. Dassault et que celui-ci, averti par la direction de ce qui

allait être publié, a fait répondre qu'il n'avait rien à dire pour l'instant.

De toute façon, déclare l'avocat, M. de Vathaire ne peut se prévaloir de sa propre turpitude et même de son propre repentir en faisant interdire la publication de ce document dont il a signé toutes les pages. S'il a aujourd'hui l'intention de mettre le dossier sous l'étiquette, la presse n'en est pas responsable.

Pour le président, il n'y avait donc aucune justification de saisie. M. de Vathaire, s'il estime avoir subi un préjudice, est invité à engager un procès au fond devant le tribunal civil.

Le Monde avait, dès samedi, pris indirectement connaissance du dossier de Vathaire et en avait publié une analyse dans la première édition de son numéro daté 17-18 octobre.

Au début de l'après-midi de samedi, une demande en référé tendant à la saisie de l'hebdomadaire « Le Point », qui se préparait à diffuser l'essentiel du même document, a été introduite par les conseils de M. de Vathaire et non comme on aurait pu s'y attendre, à la demande de M. Marcel Dassault. Nous avons alors, dans notre dernière édition, suspendu cette publication en attendant que le président du tribunal de Paris ait décidé si les droits de la défense étaient ou non violés par cette levée partielle du secret de l'instruction.

M. Dassault : une affaire déjà réglée

M. Marcel Dassault a précisé qu'il s'agit d'une affaire déjà réglée, dans un communiqué samedi 16 octobre, à Paris. Dans ce communiqué, l'industriel déclare, en outre : « À la suite d'un contrôle fiscal de la Générale Immobilière et que d'autres avaient été constatés que certains points de son dossier de Vathaire étaient inexacts, et que d'autres avaient déjà été rectifiés. Enfin, il a été procédé à un contrôle de routine. »

M. Marcel Dassault a rappelé que c'est lui-même qui a livré ce dossier de Vathaire à la police.

Dans une déclaration à R.T.L., samedi, M. Dassault devait déclarer qu'il ne reprochait rien à M. de Vathaire lui-même, et que le document cité relevait à la diffamation ou de la divulgation. Réfutant toute existence de fraude fiscale, Marcel Dassault a assuré qu'il ne connaissait pas l'un des deux fonctionnaires des vérifications nationales cités, et qu'il n'avait rencontré l'autre que trois ou quatre fois au cours de contrôles normaux dans sa société. L'industriel a nommément cité l'un des deux fonctionnaires. Il s'est également défendu de la construction d'un « Petit Trianon » (1).

« Mon « Petit Trianon » n'est, en fait, qu'une villa pour recevoir les clients. Elle est construite en rez-de-chaussée, ce qui n'a rien à voir avec le « Petit Trianon ». Le constructeur d'avions estime enfin que le dossier de Vathaire ne contient aucun élément nouveau susceptible de faire venir sur de précédentes déclarations.

A une question plus précise sur

la maison des Yvelines, M. Dassault a répondu :

« Enfin, n'importe qui peut faire construire une maison. On ne peut pas le lui reprocher. Cela donne du travail aux entrepreneurs, qui, en manquant, aux artisans, aux décorateurs. Il faut bien faire marcher le commerce. On ne peut pas passer son temps à mettre de l'argent dans un bon de la poste. »

Durant dix minutes, M. Marcel Dassault a renouvelé dimanche soir, pour TF1, les déclarations faites à plusieurs organes de presse.

Devenu, souriant, l'industriel a réfuté les affirmations d'Hervé de Vathaire l'accusant, notamment, de fraude fiscale. Pour M. Marcel Dassault, Hervé de Vathaire a eu un petit moment de confusion à un moment donné.

D'autre part, a ajouté M. Marcel Dassault, « la justice a mandaté, à la suite de cette affaire, l'inspection des impôts, qui a fait son enquête, et a déclaré que tout était correct ». En conclusion, a indiqué l'industriel, « il n'y a pas d'affaire Dassault, ni d'affaire politique. Je ne suis coupable de rien du tout. Ce dossier était pour de Vathaire un bouclier, rien de plus, destiné à me faire retirer ma plainte. J'ai fait retirer le dossier par la police. Je n'ai jamais rien vu. J'ai dit simplement la vérité. » Il a précisé que le redressement fiscal dont il avait été l'objet s'était élevé à 15 000 F.

(1) Il s'agit d'une maison construite à Cognières (Yvelines).

Un silence pesant

(Suite de la première page.)

Ses conclusions doivent être rendues publiques. Il y a de l'intérêt de M. Dassault lui-même, de celui des fonctionnaires des finances mis en cause et aussi de celui des défenseurs de la société libérale.

En se saisissant du dossier des pots-de-vin versés par la firme Lockheed, les parlementaires américains se sont comportés comme les meilleurs défenseurs de l'économie libérale, dans la mesure où ils ont fait la preuve qu'ils étaient détermi-

nés à faire respecter les règles du jeu.

Au moment où le gouvernement appelle les Français à l'effort et à la cohésion, la gravité des rumeurs qui circulent risque d'accroître l'idée que la lutte pour réduire les inégalités et la volonté sans cesse réaffirmée de rendre la fiscalité plus juste ne sont que des trompe-l'œil. Cette affaire dépasse largement le cadre d'un simple contrôle fiscal. Le secret n'est plus de mise.

Ph. L.



(Dessin de KONK.)

Les contrôles d'une firme privée

Une entreprise comme Dassault, firme privée mais vivant presque complètement de commandes publiques, est soumise à différents contrôles, les uns a priori, les autres a posteriori.

Des enquêteurs de prix de revient, fonctionnaires du ministère des armées, étudient et surveillent au sein même des firmes ayant passé des contrats avec l'Etat la formation des coûts. Ce contrôle, qui est à la fois technique et comptable, est effectué par des fonctionnaires qui sont les ingénieurs, les autres experts en comptabilité. L'étude d'un prix de revient honnête prend beaucoup de temps : un ou deux ans. Pour cette raison,

dans des entreprises de la taille de celles de Dassault, il y a presque en permanence un ou plusieurs enquêteurs de prix de revient sur place.

Toutes les entreprises travaillant pour le gouvernement sont soumises à un contrôle de prix a priori, effectué celui-ci par un commissaire du gouvernement. Ces commissaires, membres du contrôle général des armées, ont pour rôle de tenir le ministre des armées au courant du déroulement et de la bonne exécution du contrat passé, un peu comme le font les contrôleurs d'Etat dans les entreprises publiques.

A posteriori, un Comité des prix de revient du matériel d'armement, présidé par des parlementaires et des fonctionnaires, effectue des enquêtes très approfondies. Quatre ou cinq programmes sont ainsi étudiés chaque année. Ce comité émet des avis qui sont publiés au Journal officiel (documents administratifs).

Enfin, la Cour des comptes, qui étudie les contrats passés par l'Etat, contrôle aussi indirectement la bonne exécution des programmes. Ainsi, la Cour des comptes a validé le consensus de 1971-1972, 1973 et 1975 une partie de ses remarques aux contrats passés avec Dassault.

Elle faisait notamment remarquer que les avances faites par l'Etat étaient souvent transformées en subventions pures et simples et que les redressances prévues n'étaient guère touchées par l'Etat faute d'une rentabilité suffisante des fabrications Dassault. Que conclure ? Il semble difficile pour une firme soumise à autant de contrôles de pouvoir tricher, sur les prix de revient en tout cas. Cependant, le matériel d'armement étant extrêmement onéreux et mettant en jeu des procédés de fabrication très complexes, l'établissement d'un prix de revient par le représentant de l'Etat résulte — en plus de facteurs objectifs — d'une véritable négociation avec la firme privée.

LA GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE A SON SIÈGE DANS LA « VILLA DASSAULT » A CANNES

(De notre correspondant.)

Cannes. — La Société Immobilière Marcel Dassault (S.I.M.D.), constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée au capital de 121 300 000 francs, a son siège à Cannes, villa Dassault, avenue du Roi-Albert, dans le quartier de la Californie. Elle a été créée à Paris, 46, avenue Kléber, le 3 janvier 1951 et transférée à Cannes le 5 janvier 1952. Son capital est réparti en 121 300 parts de 100 francs chacune, qui détiennent trois actionnaires : M. Marcel Dassault, porteur de 115 799 parts ; M. Serge Dassault, porteur de 2 500 parts ; et M. René de la Roche, porteur de 3 001 parts.

L'autre copropriétaire de la société, M. Albert Portet, est, comme M. Bieg, domicilié à Paris, ainsi que le commissaire aux comptes titulaire, M. Jean Retali, et les trois commissaires suppléants, MM. Claude Herly, Marcel Druenne et Francis Payer. La G.I.M.D. a notamment pour objet social la construction immobilière, les investissements immobiliers, mobiliers, commerciaux, industriels, agricoles et de presse. La villa Dassault avait été placée dans la nuit du 10 au 11 mai 1975 au moment du Festival international du film de Cannes. L'attention avait été attirée par une mystérieuse « organisation des ratons-laveurs » (O.R.L.) hostile au capitalisme sous toutes ses formes. Mais l'autent, d'après l'enquête de police, en aurait été un jeune militant d'extrême gauche, Jean-Luc Milan, également tenu pour seul responsable de deux autres attentats contre le Palais des festivals et le casino municipal de Cannes. Jean-Luc Milan avait été tué dans la nuit du 22 au 23 mai par l'explosion de la bombe qu'il déposait devant le casino municipal de Cannes. — G.F.



Pour l'Afrique, changez à Douala

Le Cameroun est exactement au milieu de l'Afrique. C'est un hasard géographique. C'est aussi un hasard très pratique.

A partir de Douala, vous pouvez aller à Dakar, Abidjan, Cotonou, Lagos, N'Djamena, Bangui, Libreville et Brazzaville. Avec Cameroon Airlines. Et en Boeing 737.

Cameroon Airlines, nationalité oblige, relie également tous les centres régionaux du Cameroun. Là où vous rendez-vous peuvent vous conduire.

Et pour aller à Douala ? Vous partez de Paris, Marseille, Genève ou Rome sur un Boeing 707 Intercontinental Cameroon Airlines. Le lundi, mercredi et samedi.

Une dernière chose : les repas, la musique et les films sont bons. Et nos hôtesses ont beaucoup de charme. Bon voyage.

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE

CAMEROON AIRLINES

J'aimerais aller au Cameroun en bonne compagnie. Envoyez-moi vos brochures, merci.

M. _____

Adresse _____

Cameroon Airlines

12, boulevard des Capucines

75009 Paris

Tél. 075.85.40.

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

US O PUBLIOTE

104 MILLIONS DE FRANCS DE BÉNÉFICES EN 1975 POUR LA SOCIÉTÉ DES AVIONS

La Société des avions Marcel Dassault - Breguet Aviation (S.A. à capital fermé) (Breguet-Dassault) a déclaré en 1975 un chiffre d'affaires total de 4 238 millions de francs (dont 2 133 pour son exportation militaire, 1 335 pour le client militaire français, 469 pour l'exportation de matériels civils et 360 pour la clientèle civile française).

Avec 15 232 employés, cette société a réalisé un bénéfice net déclaré de 104,2 millions de francs, soit 2,45 % du chiffre d'affaires.

Les heures productives de fabrication déclarées en 1975 se sont élevées à 11 630 000 heures, et les heures d'études à 3 350 000 heures. La société affirme que ces heures productives de fabrication sont restées stables par rapport à 1974, et que les heures d'études sont en légère hausse.

LIBÉRATION, un exemple.

« (...) Bien sûr, tout le monde sait que les grosses entreprises ont, C'est même devenu un lieu commun de le dire tout le monde est d'accord pour le reconnaître.

Ce ne sera pas le moindre mérite de cette affaire si ces accusations se vérifient, que de donner un exemple récent des mécanismes de cette fraude. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS, un formidable argument électoral.

« (...) Le principal argument du capitalisme est, que les riches ont eu du mérite à le devenir, qu'ils travaillent dur pour accumuler leur argent, qu'ils doivent se défendre contre la concurrence, et qu'ils sont souvent partis de zéro. Mais voilà qu'à la faveur de telle ou telle révélation, il devient de notoriété publique que rien n'est

plus facile à un homme de l'enrichir dès lors qu'il soustrait ses revenus au fisc, qu'il prétend gagner moins et dépenser plus, et que le système favorise les truquages. C'est donc la réputation de l'économie libérale qui est en jeu. L'analyse marxiste confond capitalisme et malhonnêteté. Quel formidable argument électoral que celui qui peut s'appuyer sur un cas précis, et énorme, de malversation ! (...) »

(RICHARD LENOIR.)

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,78

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placeurs encadrés"	28,00	32,69
Banque immobilière	34,00	38,70
"Placeurs encadrés"	38,00	44,37
L'AGENCE DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

un praticien des négociations d'affaires internationales



COMSIP ENTREPRISE
leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation des systèmes d'automatisme.

recherche, pour sa direction CHIMIE-GAZ-PETROLE, un négociateur ayant une bonne expérience de l'exportation de services ou de gros équipements industriels.

Cette fonction de coordination couvre essentiellement deux domaines de la démarche commerciale : la prospection des marchés et la négociation des contrats. Elle implique une grande disponibilité pour effectuer des déplacements fréquents à l'étranger, et exige de bonnes connaissances des techniques de l'exportation (contrats, financement, assurance...).

Les candidats devront, en outre, maîtriser l'anglais écrit et parlé, posséder des qualités d'imagination développées et des aptitudes au montage d'opérations complexes : s'ils n'ont pas une formation technique de base, leur intérêt et leur curiosité les amèneront à s'initier aux techniques pétrolières.

Si ces perspectives vous attirent, écrivez sous référence 50-227 aux conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargé de l'examen des candidatures.

EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Vaucresson

Entreprise importance nationale
Bâtiment et Travaux publics
recherche pour son département
Bâtiment Etranger

AFRIQUE NOIRE EXTRÊME-ORIENT

**Ingénieur
Directeur de Travaux**

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour opérations « clés en main » (hotels, hôpitaux, etc.), confirmé, 5 ans minimum d'expérience, et capable de travailler à l'étranger, capable de mener une étude de Génie civil à exécuter par l'entreprise. Missions allant de la préparation des projets en siège à leur suivi jusqu'à la réception des ouvrages et comprenant des déplacements de courte durée à l'étranger ; larges possibilités d'évolution des responsabilités tant au siège social que dans les agences et sur les chantiers à l'étranger.

**Ingénieur
responsable de projets,
études et réalisations**

Centrale, P.C., T.P. ou équivalent pour des opérations importantes de bâtiments « clés en main » (hotels, hôpitaux, etc.), confirmé, 5 ans minimum d'expérience, et capable de travailler à l'étranger, capable de mener une étude de Génie civil à exécuter par l'entreprise. Missions allant de la préparation des projets en siège à leur suivi jusqu'à la réception des ouvrages et comprenant des déplacements de courte durée à l'étranger ; larges possibilités d'évolution des responsabilités tant au siège social que dans les agences et sur les chantiers à l'étranger.

**Ingénieur
d'études au siège**

T.P., A.M. ou équivalent 2 ans minimum d'expérience et capable de travailler à l'étranger, rapidement disponible. Adresser réponse avec C.V., photo et prétentions à l'Eurequip, 30, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.



HYCEL

UN DIRECTEUR DES VENTES

PAYS D'EUROPE LATINE

Doté d'une forte personnalité, capable d'initiative et d'autonomie, ce Directeur sera chargé, au sein d'une équipe jeune, agressive, performante, de la promotion auprès de distributeurs et de la vente directe de spécialités pour lesquelles HYCEL est un leader mondial reconnu : instruments et réactifs médicaux en BIOCHIMIE et HEMATOLOGIE.

Le candidat idéal, basé à Paris, d'origine couramment en anglais, français, espagnol ou italien, est bien introduit dans les milieux pathologiques et a fait preuve de réussite dans sa carrière passée. Sa rémunération totale sera supérieure à la normale et il participera à la construction de son avenir dans une société en très forte expansion. Adresser C.V. à l'attention de Antoine O. KLOTZ, Directeur Général, HYCEL, 13, rue du Noyer, 92100 RENNES.

SETEC INTERNATIONAL - HYDRATEC

INGENIEUR HYDRAULIQUE URBAINE

ayant minimum 5 années d'expérience
POUR MISSIONS A L'ETRANGER.
Adresser C.V. et prétentions à HYDRATEC,
58 Quai de la Rapée 75583 Paris Cedex 12.

ENTREPRISE DE BATIMENT
TRAVAUX PUBLICS
IMPORTANCE NATIONALE
recherche pour son département
ETRANGER au SIEGE

UN INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

PROFIL :
- Formation Centrale, Ponts et Chaussées, Travaux Publics.
- Expériences des travaux de préférence à l'étranger dans le Bâtiment et les Travaux publics à un poste de direction (ou adjoint au directeur) pour gros chantiers ou en agence ;
- Anglais courant indispensable ;
- 30 ans minimum.

MISSION :
La poste comprendra des missions de prospection en Extrême-Orient (Indonésie, Vietnam, etc.), la réalisation d'études « clés en main », le montage et l'étude des financements, dont l'objectif sera de réaliser des implantations aux places à l'étranger.
Une fois cet objectif atteint, le candidat choisi se verra confier :
- soit la responsabilité, sur place, des implantations et leur gestion sur les plans techniques, administratifs et financiers ;
- soit la responsabilité de ces pays avec affectation au siège, mais comportant de fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser réponses avec C.V., photo et prêt, n° 80.070 Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui transmettra.

UN COUPLE DE PROFESSEURS

disponibles immédiatement et satisfaisant aux conditions suivantes :
- Etre de nationalité française.
- Justifier d'un diplôme satisfaisant des études de lettres ou de langue vivante.
- Parler l'arabe ou à défaut l'anglais.
- Disposer d'une expérience de l'enseignement du français à l'étranger, et possible en pays arabe.
Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé seront adressées à la commission mixte de sélection P.O. Box 2689, DOHA, QATAR, Péninsule Arabique.

ASSOCIATION (TIERS-MONDE)
recherche pour
AFRIQUE NOIRE

UN INGENIEUR MATÉRIEL

pour recherche et application sur matériel local dans projet d'habitat populaire.

A.D.A.U.A.
1299 VERSOIX/GENÈVE, Suisse.

IMPORTANTE SUCRERIE
MADAGASCAR

INGENIEUR
expérimenté E.N.S.I.A. ou équivalent pour poste

CHIEF DE FABRICATION
Ecr. C.V. n° 81.163, Contesse P., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour
AFRIQUE NOIRE

INGENIEUR DEBUTANT

Formation froid, climatisation ou autres connaissances en thermodynamique et mécanique des fluides.

Après période formation, responsabilités techniques, commerciales et gestion.

Connaissances anglaises indispensables.

Situation intéressante. Perspectives d'avenir.

Adresser C.V. et prétentions n° 81.743, Contesse Publiée, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

RECH. JP au pair à LONDRES
cote franc. 2 int. rech. Jne Fille au pair. Libre de suite jusqu'au 10.11.77. Ecr. N° 81.163, Contesse P., 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

MECANIQUE AUTOMOBILE

Une grande Société de mécanique automobile, (2200 personnes) filiale d'un très important Groupe International, crée pour faire face à son développement les postes de :

ADJOINT AU CHEF DES METHODES

Sous l'autorité directe du Directeur du Service il sera chargé de l'élaboration, de la mise au point, de la validation et de la mise en œuvre des méthodes de production et de contrôle, des études des temps, outils de coupe et lubrifiants, traitements thermiques.

Ce poste comprendra à son :

INGENIEUR

formation type A. et M., 30 ans minimum et ayant déjà une expérience de 4 à 5 ans dans des activités similaires.

CHEF D'UNITE DE FABRICATION

Il aura la responsabilité de la Direction d'une Unité de 400 personnes sur les plans techniques, économiques, sociaux.

Ce poste comprendra à son :

INGENIEUR

30 ans minimum ayant une expérience de 4 à 5 ans en usinage moyennes et grandes séries et traitements thermiques, le sens du commandement et de l'organisation.

Pour chacun de ces postes, la rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 100.000 F. Ces deux postes offrent de larges possibilités de perfectionnement et de promotion au sein du Groupe.

LIEU DE TRAVAIL : LE MANS. Installations très récentes et modernes.

Adresser curriculum vitae détaillé en précisant le poste souhaité à No 80661

CONTESSÉ PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Discretion absolue assurée.

Groupe international leader dans la fabrication de matériels pour industries agro-alimentaires, recherche pour une de ses usines dans le Centre de la France :

directeur division industrielle

SON PROFIL :

- Ingénieur (Centrale, A.S. M.) ayant acquis une solide expérience de production, et capable de gérer une division industrielle, et de gérer la production et le contrôle.
- Le candidat devra, avant tout, être un leader et avoir le goût de l'efficacité.
- Goût des contacts internationaux impliquant la pratique courante de l'anglais.

SON ROLE :

Responsable direct de l'ensemble des activités de cette division :
- Production (standard et devis)
- Etudes - Ordonnancement, Planning - Qualité.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo n° 80.092, Contesse Publiée, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. fr.

CHAUSSEON

Etablissement de MAUBEUGE
3.200 personnes

INGENIEUR ou CADRE

DIPLOME A-M, I.C.A.M., E.S.C.P., E.S.C.A.E.

vous avez une expérience minimale de 5 ans dans le domaine de l'organisation administrative acquise dans une entreprise industrielle. Vous avez de bonnes connaissances en informatique.

Vous êtes peut-être Ingénieur-Analyste chargé des projets administratifs et comptables.

Nous vous proposons la responsabilité de toutes les applications administratives de l'établissement et la supervision de la section informatique.

Ce poste peut vous conduire ultérieurement à un développement de carrière dans le Groupe.

Adresser C.V., détaillé, photo et prétentions, A. M. Bernard - Service Gestion Cadres, 35, rue Malakoff - 92081 ANTIKES.

IMPORTANTE FONDERIE DE FONTE

Région Nord-Est recherche

2 INGENIEURS DE PRODUCTION

30 ans environ. Arts et Métiers, E.S.P. ou Ecole de Mécatronique, ayant une bonne expérience en Fonderie ou Mécatronique de la fabrication de petites pièces en très grandes séries.

L'un devra avoir une forte personnalité pour diriger un atelier de 600 personnes. La maîtrise des problèmes de gestion d'atelier (tableaux de bord) et la capacité de concevoir des installations nouvelles sont indispensables.

L'autre aura à diriger avec autorité une unité de parage de 150 personnes nécessitant des connaissances particulières en machines-outils et mécanique.

Toute facilité de logement dans une région touristique.

Adresser C.V. et prétentions à n° 7.838 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75027 Paris Cedex 09.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Spécialisé en Cardiologie - Angiologie Neurologie - Néphrologie

cherche dans le cadre du développement de ses activités

DÉLÉGUÉS (ÈS) MÉDICAUX

Age minimum 25 ans.

Les postes proposés comportent l'obligation de résider dans les secteurs indiqués. Il s'agit de :

- BAS-DE-CALAIS :
 - ALPES - DE - HTE-PROVENCE, HAUTE-ALPES, ALPES-MARITIMES (partie)
 - NANCY (expérience et connaissance du secteur souhaitées) ;
 - FRYERS-ATLANTIQUE, L'ANDE.
- Outre l'exigence du baccalauréat complet, la sélection s'orientera, de préférence, vers des candidats ayant :
- connaissances d'anatomie, physiologie ou autres sciences fondamentales du premier cycle des études médicales ou pharmaceutiques ou biologie ou autres ;
 - culture générale ;
 - présentation et élocution agréables ;
 - art de convaincre ;
 - dynamisme et puissance de travail.
- La situation offerte comporte :
- 1) Salaire d'habitat suivant programme de travail accompli ;
 - 2) Frais de déplacement (voiture personnelle) ;
 - 3) Prime annuelle d'objectif, pour une campagne complète ;
 - 4) Avantages sociaux - retraite complémentaire - régime de prévoyance, etc.
- Sélection des candidats avant le stage (résumé) qui sera compris dans la période d'essai légale.

Adresser C.V. et photo à n° 482788 M. à Régis Presse, 85 bis, rue Réaumur - PARIS-2^e.

Pour son usine proche du HAVRE, une importante société pétrochimique recherche un

ingénieur process d'exploitation

Ce poste, intégré à l'équipe process consiste, à apporter aux services fabrication toute l'assistance technique dont ils peuvent avoir besoin. Il sera proposé à un Ingénieur Grande Ecole de haut niveau ayant une formation complémentaire I.F.P. et/ou une expérience de 2 ans minimum dans un service d'exploitation pétrochimique.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 51031.

Egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

GENERALE ALIMENTAIRE

BRANCHE CONFISERIE

recherche pour s'intégrer à son

équipe Marketing, un

Chef de Produit Junior

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, âgé de 27 ans minimum, et présentant au moins deux ans d'expérience professionnelle.

Son profil : actif, créatif, ayant le goût du travail et des responsabilités.

Le poste est à pourvoir en Métropole NORD.

Envoyer C.V. et Photo sous Réf. M.1224 à préciser sur l'enveloppe à

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Je m'inscris

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux



Ingénieur après-vente Région Est

De formation technique supérieure, vous souhaitez mettre en application vos connaissances mécaniques et développer vos qualités de contact. Conseiller Technique Après-Vente, votre rôle sera d'améliorer la qualité, l'efficacité et la rentabilité des concessions de votre région.

- réduction des coûts de garantie
- organisation et équipement de l'atelier
- assistance technique
- qualification et formation du personnel technique.

Particulièrement attentifs au développement des hommes, nous vous donnerons les opportunités d'évoluer à terme vers des positions de managers dans l'Après-Vente, le Marketing ou le Conseil de Gestion.

Ecrire FORD FRANCE S.A. Développement du Personnel 344 Av. N. Bonaparte 92504 RUEIL MALMAISON

EN LORRAINE FREINS GIRLING S.A. 57320 BOUZONVILLE

RECHERCHE

RESPONSABLE RECRUTEMENT FORMATION

Il sera responsable auprès du Chef du Personnel, des études de postes, du recrutement et de la formation. Il en définira les plans et les procédures.

Si vous désirez être informé sur ce poste, écrivez au Département du Personnel.

JEUNE S.S.C.I. RHONE-ALPES en pleine expansion

RECHERCHE :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

NOUS VOUS OFFRONS :

- l'opportunité d'une carrière en rapport avec notre croissance;
- une rémunération liée aux résultats.

SI VOUS AVEZ :

- une bonne connaissance du domaine informatique;
- 30 ans au moins;
- de l'ambition.

Envoyer votre C.V. détaillé avec photo (discretisation assurée) sous n° 7129 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 Paris.



Produits de Laboratoire de renommée mondiale Région Rhône-Alpes recherche son

RESPONSABLE COMMERCIAL

- Formation ESSEC, ESC, ou équivalent
- Anglais courant
- Expérience dans domaine analogue appréciée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à M. Doucet, API SYSTEM - LA BALME LES GROTTES 38390 MONTALIEU VERCEIL.

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Le Candidat retenu :

- devra justifier d'une expérience similaire;
- aura déjà participé à la mise au point d'applications de gestion de stock et de production;
- aura une bonne connaissance de l'anglais et une rigoureuse formation de base.

Il sera responsable de l'exploitation (planning traitement quotidien) et de la section étude de projets au sein d'une Société Industrielle de moyenne importance.

Le poste est à pourvoir dans l'Est de la France. Offre à Strabot 114.835, 120, av. Charles-de-Gaulle, 52200 NEUILLY/SUR/SEINE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DIJON

UN ANALYSTE SYSTÈME CONFIRMÉ

Expér. sér. temps réel et multi-programmes. formation scientifique, connaissance fortran ayant déjà assuré des démarrages.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit à M. Delamarche, 48, av. du Drapeau, 21000 DIJON, qui transmet.

SUD-OUEST 120.000 F

Directeur marketing

Une importante firme alimentaire a décidé de doubler son C.A. d'ici 1980. Elle cherche un homme capable, au sein du département « beurres et fromages », et en étroite collaboration avec la Direction Générale, de mettre sur pied une gamme de produits compétitive et d'élaborer la politique des ventes.

Ce poste convient à un candidat ayant acquis une très bonne connaissance des circuits de distribution et pouvant témoigner d'une expérience similaire dans l'industrie alimentaire. Fréquent déplacements.

Ecr. avec C.V. détaillé et photo sous réf. M. 1.659 à CONSEIL EN RECRUTEMENT O.C.S., 37, quai Richelieu, 33 - Bordeaux.

IMPORTANT GROUPE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

recherche pour son bureau régional de

LILLE

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Adjointe à la déléguée sociale régionale

30 ans minimum. Expérience professionnelle. Intéressée par problèmes personnes âgées. Qualités administratives.

Envoyer lettre manuscrite. C.V. et photo à n° 60.970 CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SOCIÉTÉ METALLURGIQUE

Fabriqueant pièces grandes séries pour industrie automobile recherche pour son usine du Nord de la France.

1 DIRECTEUR D'USINE QUALIFIÉ

Niveau A.M. ayant de préférence connaissances :

- Travail métaux en feu.
- Gestion d'usine.
- Organisation.
- Anglais apprécié.

Logement de fonction et voiture fournie.

Adr. C.V., prétentions réf. 4.122 à P. LICHAD S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

COMPAGNIE AMÉRICAINE D'ASSURANCES

recherche toutes branches

CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL

originaire BRETAGNE PAYS DE LOIRE

Responsable animation et exécution réseaux intermédiaires région OUEST

Niveau études supérieures ou école de commerce

Formation assurée par stage au siège Paris.

Adr. demande manuscrite, C.V. et photo : A.J.U., 24, av. de la Grande-Armée - 75017 Paris

T.T.N. SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour son agence d'AD-EM-PROVENCE

INGÉNIEURS

grands écoles, 1 ou 2 ans d'expérience par travaux de logiciel.

Envoyer C.V. détaillé, 1, rue Gustave-Etrel - 91220 Moreauville

CHEF COMPTABLE RESPONSABLE ADMINISTRATIF

POUR CONCESSION RENAULT IMPORTANTE

REGION CAEN

Sérieuses références exigées. Poste stable.

Disponible immédiatement.

Ecr. n° T 08125 M. Régis-P., 25, rue de la République, Paris (20)

VILLE DU HAVRE recrute

INGÉNIEUR ELECTRICIEN

habitué sur titre ou par voie de mutation pour service architecture. Adr. C.V. et photo à M. CHARLIER, chef de personnel 1950, 1^{er} décembre 1976 à la Mairie du HAVRE

BIJOUX CONSEIL

160, avenue de Strasbourg 54000 NANCY

Téléphone : (33) 24-31-32

ANIMATEUR 1 ANIMATEUR

classes transp. Stages ski, canoë, etc. CHARENTAIS chef de Algalies. Ecrire : Oxy B.P. 159 49012 TUILLE.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIAIRES de vouloir bien indiquer l'ensemble sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (C.A. supérieur à 2 milliards)

désirant développer une véritable politique sociale étoffe sa direction PERSONNEL en créant 2 nouveaux postes

adjoint

au responsable gestion du personnel

Réf. 592 G Ce poste convient à un homme de formation supérieure ayant acquis une expérience minimum de 5 ans de gestion de personnel, si possible dans un organisme public ou parapublic.

adjoint

au responsable des relations sociales

Réf. 592 H Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou universitaire) ayant acquis une formation complémentaire en gestion du personnel (I.A.E., CNAM, CELSA,...) et une expérience de 2 ans minimum dans un service similaire d'une importante société.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous la référence choisie à

egor 5, rue Meyerbeer - 75009 Paris

GRACE

60 km Sud-Ouest de PARIS

proche RAMBOUILLET recherche pour son Centre Européen de Traitement de l'Informatique (+ de 40 personnes) équipé d'un IBM 370/135 et de terminaux lourds

programmeur-système

DOS / VS

PROFIL :

- Formation supérieure, Ecole d'Ingénieurs ou Universitaire
- Une première expérience DOS/VS
- Anglais lu, écrit indispensable, parlé souhaité.

MISSION :

Le candidat retenu secondera le Responsable système dans l'ensemble de ses tâches et plus particulièrement optimisation et surveillance du système. Maintenance et évolution du système. Programmation et études particulières. Conseil et assistance technique.

Adresser lettre de candidature avec CV et prêt. à F. RAMON - Société GRACE - B.P. 10 28230 EPERNON

UNE DES PREMIERES FIRMS FRANÇAISES DE

PEINTURE BATIMENT

leader dans sa branche et en constante progression cherche pour développer ses actions auprès des PRESCRIPTEURS DU

BATIMENT

de la région parisienne

(architectes, ads engineering bur. d'études, industries, etc.)

UN CADRE COMMERCIAL

avant de préférence une expérience et une connaissance des problèmes de la peinture dans le bâtiment et plus particulièrement dans l'anti-corrosion.

une solide formation technique lui sera donnée.

Son activité professionnelle sera exercée au sein de l'équipe de vente de la Société et offrira un avenir largement ouvert.

Envoyer C.V. manuscrit à : HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 31 704.

EUREQUIP

En dix à quinze ans, vous avez acquis une solide compétence de l'exploitation ou de la construction d'unités industrielles : vous savez animer des équipes en charge d'objectifs précis.

Vous souhaitez une large autonomie. Nous pouvons vous confier, après formation spécifique, la direction de missions de consultants RESPONSABLES DE GRANDES INTERVENTIONS.

En quinze ans, nous avons appris à maîtriser la conception et la conduite de projets complexes d'organisation et de formation, notamment au sein de pays en voie d'industrialisation : nous aidons ainsi concrètement et sur le terrain, au contact de leur culture, les hommes qui abordent aujourd'hui les problèmes de développement.

Notre vocation est de mettre notre expérience au service de nos clients, ce qui nous impose tout d'abord de la transmettre effectivement à nos propres collaborateurs.

Pour l'assimiler et la développer, il est indispensable d'avoir une formation générale et technique de haut niveau (Grandes Ecoles), d'être parfaitement anglophone ou hispanophone et totalement mobile.

Si ces perspectives vous intéressent écrivez-nous sous référence 10.228-M.

B.P. 30 - 92420 Yvernesson

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

recherche un

DELEGUE VENTES EUROPE

Ce délégué, âgé de 30 ans minimum, par sa présence assurée auprès des Agents importateurs des pays considérés, devra être capable d'assurer des ventes, ainsi qu'une bonne connaissance de la concurrence, prêt, inconditionnel de construire une politique commerciale visant à renforcer la présence de la Société sur ces marchés.

Cette fonction nécessite une expérience concrète de l'animation d'un réseau des ventes, ainsi qu'une bonne connaissance de la gestion commerciale dans le cadre de l'exportation.

La maîtrise de la langue anglaise est exigée, la connaissance de l'allemand appréciée.

Lieu de travail : (Paris) Banlieue Nord Ouest.

La fréquence des voyages réclame une grande disponibilité.

Si vous êtes intéressés par cette offre, envoyez CV, photo et prétentions sous référence 6167 à :

31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra Discretion et réponse assurées.

IMPORTANTE STE DE T. P.

opérant dans le domaine des télécommunications recherche

UN CADRE JURIDIQUE

De formation Sciences Po, licence en droit.

Avant quelques années d'expérience, Dépendant de la direction financière, il sera chargé de l'administration des contrats (France et exportation) et des problèmes juridiques propres à une entreprise importante.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Envoy. lettre man. C.V., photo et prêt. à SWEETS, B.P. 269, 75241 Paris Cedex 09, s/réf. 535.

LABORATOIRE ANALYSE PRODUITS ALIMENTAIRES

recherche

INGÉNIEUR

Prét. exp. prof. Adresser C.V. et prêt. LABORATOIRE COOPÉRATIF, 16, rue Malgon-la-rivière, 92090 SAINT-PIERRE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CARTONS OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
recrutent par Concours

400 INSPECTEURS

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Limite d'âge : 30 ans (reports possibles)
Pour encadrement, gestion, organisation et études dans les services d'exploitation, administratifs et commerciaux.

- Possibilité de poursuivre vos études universitaires.
- Formation rémunérée.
- Sécurité de l'emploi.
- Accès aux emplois supérieurs.

Date des épreuves 7 et 8 Décembre 1976
adressez votre candidature avant le
3 NOVEMBRE 1976

Paris
DIRECTION DES POSTES DE PARIS
140, Boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14

Province
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES
au chef-lieu du département de résidence

SLIGOS
UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS DE
CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE

2 INGENIEURS D'AFFAIRES

RECHERCHE POUR PARIS

UNE MISSION DE RESPONSABILITÉ ET DE HAUT NIVEAU

- Le rôle de nos Ingénieurs d'Affaires est d'être le représentant permanent de SLIGOS auprès des 500 premières entreprises françaises et ceci au plus haut niveau, de la Direction Informatique à la Direction Générale.
- Dans le cadre du développement de nos activités de Conseil et de Réalisation de systèmes informatiques, ils ont à élaborer la stratégie commerciale auprès des entreprises, et à coordonner et contrôler son application au travers de leur action commerciale personnelle et de celles des directions opérationnelles.
- D'un niveau de qualification élevé et en nombre très limité, nos Ingénieurs d'Affaires se partagent la responsabilité des différents secteurs économiques au sein de l'Agence "Grandes Entreprises" de la Direction Commerciale.

UNE SOLIDE EXPERIENCE ET UN PROFIL DE GRANDE QUALITE

- Nos Ingénieurs d'Affaires sont de formations supérieures (Grandes Ecoles), et ont au minimum 31 ans.
- Ils ont tous une expérience de plusieurs années en Organisation et en Informatique, acquise dans un cabinet d'organisation, une société de conseil et de services ou une grande entreprise.
- A cette expérience, ils ajoutent les qualités nécessaires à la négociation et l'aptitude aux contacts à haut niveau. S'ils sont passionnés par le métier d'Ingénieur d'Affaires, c'est qu'ils recherchent une grande liberté d'initiative sur leur marché, avec une réelle responsabilité.

Adressez une lettre de candidature et un C.V. sous pli confidentiel à Christian BRET, Directeur Commercial, SLIGOS - 91, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.

Important Secteur Professionnel

recherche pour prendre la responsabilité de

L'animation d'un Plan de Développement de ses Exportations

Cadre Supérieur

35 ans minimum, parlant couramment l'ANGLAIS (et si possible une ou plusieurs autres langues), possédant un diplôme d'Etudes Supérieures de haut niveau, et l'expérience approfondie de la conception et de la conduite de POLITIQUES à l'EXPORTATION DE BIENS DE CONSOMMATION.

Il lui sera confié un rôle d'étude, de mise en place et de coordination d'équipes collectives visant à développer les exportations et à promouvoir l'image de cette industrie dans le monde.

Les dossiers de candidatures (CV + rémunération souhaitée) - sous Rét.M. 1226 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris

Société Produits Industriels
— 2.000 personnes en France — faisant partie d'un groupe américain très important recherche un ou une

ingénieur céramiste ou ingénieur chimiste

s'étant orienté vers la technique CERAMIQUE et les PRODUITS REFRACTAIRES,

en vue de lui confier la responsabilité totale d'un laboratoire de recherche appliquée, depuis sa nouvelle implantation et organisation, la constitution d'une petite équipe (2 à 5 personnes), la recherche proprement dite visant à améliorer les produits existants et créer de nouveaux produits, la tenue des objectifs, tant au point de vue délais que coûts.

Il (ou elle) sera amené (e) à avoir des relations permanentes avec les services Production et Marketing. Une bonne expérience de laboratoire dans la céramique est très souhaitable. Connaissance de l'ANGLAIS indispensable.

Veuillez écrire sous référence M 11.314 à

INTERCARRIERS
5, rue du Helder 75003 Paris

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES RÉGION PARISIENNE

2 SUPER-VENDEURS CHEFS D'AGENCE

recherche

ILS SERONT RESPONSABLES :

- du développement et de la gestion portefeuille clients (80 % de leur temps) ;
- de la direction, de l'animation et du contrôle des activités des responsables d'exploitation administratifs et industriels ;
- des liaisons avec les services du siège.

ILS DEVONT AVOIR :

- 30 ans minimum ;
- le goût et la maîtrise de la vente intensive et de la gestion commerciale ;
- une expérience de Directeur d'Agence dans une entreprise de travail temporaire ou de vente de matériel d'organisation et de bureau ;
- une formation technique et une expérience industrielle ;
- un tempérament affirmé de « gagnant ».

Rémunération exceptionnelle croissant très vite en fonction des résultats.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. en indiquant rémunération souhaitée à : PUBLI-DIRECT, 4, quai des Célestins, 75004 PARIS 4e réf. 107 (A renvoyer sur l'enveloppe).

Groupes Internationaux de Services
TOURISME, HÔTELLERIE, RESTAURATION
20.000 personnes

INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE
(Polytechnique, Centrale, Agro...)

Affecté au service Organisation, dépendant de la Direction Générale du groupe.

Chargé d'assurer des missions dans les domaines suivants :

- Gestion.
- Organisation.
- Commercial.

Tant en France qu'à l'étranger. Ce poste doit permettre au candidat une évolution vers des fonctions opérationnelles importantes.

La fonction et ses perspectives d'avenir nécessitent :

- Esprit concret et ouvert.
- Qualités d'adaptation.
- Sens des relations humaines.

Agé de 28 ans minimum, ce candidat devra avoir acquis 3 ou 4 années d'expérience dans l'industrie ou dans une Société de services.

Envoyer C.V. détaillé + photo, sous la référence n° 50.217, 38, rue de Valenciennes.

J.R.P. 75008 PARIS, qui transmettra.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce cadre (minimum 40 ans) doit avoir d'excellentes connaissances des produits et des marchés de

l'informatique temps réel en systèmes industriels

en FRANCE et à l'étranger.

De formation Ingénieur dans les domaines de l'Électronique, de l'Automatisme et de l'Informatique, il devra posséder la pratique des relations commerciales auprès des administrations et des sociétés d'Engineering.

Il lui est offert de créer la DIRECTION COMMERCIALE d'une jeune société en pleine expansion pour laquelle il devra animer et diriger une équipe de vente et de marketing et développer de nouveaux marchés.

Une réussite similaire sera la création préparatoire des choix de ce collaborateur.

Anglais courant parlé.

SIÈGE PARIS SUD.

Le salaire de départ sera de l'ordre de : 110.000 F/an.

Adressez C.V. manuscrit et photo sans réf. 80.533 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE
Banque BNP

équipée de deux IBM 156 et 145 OS/VS + TP nous confie la recherche de

Specialistes systèmes

(référence 4041 M)

possédant une très bonne expérience de l'OS/VS et de C.I.O.S. ou ayant acquis une première année de pratique de ces produits après une formation de base type Machine d'informatique.

Programmeurs expérimentés ASSEMBLEUR

(référence 4042 M)

qui seront chargés de :

- la réalisation de programmes généraux (interprétation de fichiers, exécution de données...) ;
- il faut une expérience concrète du Microprocesseur/CICS et éventuellement la pratique du PLI ;
- la mise en place d'applications bancaires et la rédaction de modules directeurs destinés à des traitements intégrés.

Faire acte de candidature en précisant la référence à Jean FOREACCHIA.

l'adjoint du chef de projet

Nous sommes une Société d'Ingénierie et de construction d'ensembles industriels.

Pour secondier le chef d'un de nos importants projets, nous recherchons un ingénieur diplômé justifiant d'une expérience entreprise générale ou même chef en matière d'ensemble cinq années.

Il participera avec le chef de projet la coordination des études, des achats, de la fabrication et du montage sur site. Il sera, à terme, responsable du budget et du planning, et se trouvera bien entendu en relation avec notre client. Il sera alors assisté d'une équipe d'ingénieurs et techniciens dont il assurera l'animation.

C'est une fonction qui verra son titulaire évoluer vers la responsabilité complète d'un projet.

Ecrire à No 80404 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Union Nationale des Caisses d'Épargne de France

statisticien-informaticien DEBUTANT

L'HOMME :

- posséder un DUT informatique, ou un Diplôme Faculté de Sciences ou équivalent. Il aura le goût du travail en équipe, sera capable de prendre des initiatives.

SON RÔLE :

- Analyser et programmer sur un système time sharing d'applications statistiques (langage FORTRAN) ;
- Tenue de statistiques, maintenance des fichiers et programmes existants ;
- Maintenance sur terminal à bandes.

Envoyer C.V. photo et références sous référence 7711 à UNICEF, 5, rue Massena 75007 PARIS

recherche pour son bureau international d'études

UN CHEF DE PROJET génie civil et industriel

responsable des études de conception et d'exécution pour des ensembles industriels de très grande dimension en France et à l'étranger. Ingénieur Grande École, 35 ans minimum, très solide expérience BET BA et précontraint en ouvrages industriels.

Avenir assuré dans un groupe dont l'activité est en très forte expansion à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et références sous réf. 410 au Service Recrutement - 3, Avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

CARRIERS INFORMATIQUES
conseil en recrutement
49, rue SAINT-HONORE 75001 PARIS

GROUPE DE PRESSE ET D'ÉDITION
recherche pour ses PRODUITS LEADERS DU MARCHÉ ENFANTS - JEUNES

DIRECTEUR DE PRODUITS

A haut niveau de responsabilité sur le plan de la gestion. Sous l'autorité de la Direction des Publications, il devra :

- Proposer et conduire :
- La politique Marketing d'une gamme de produits en collaboration permanente avec les Directeurs de Départements.
- La réalisation avec les agences des campagnes de publicité-promotion.
- Les études quantitatives et qualitatives nécessaires aux équipes commerciales et de conception.

• Diriger deux assistants-chefs de Produits et secrétaires.

Formation Supérieure Commerciale et Gestion. (B.E.C., B.E.S.E.C., etc.) Anglaise courant.

Expérience minimum de 5 ans dans gestion de produits de grande consommation et grande pratique dans la promotion publicitaire.

Disponible rapidement, si possible.

Adresser C.V. et références sous le numéro 481.223 M. REGIS PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, PARIS-9.

SOCIÉTÉ PARIS (16°)

recherche

UN CADRE

chargé de la réalisation d'études économiques et financières.

Référence Y :

UN CADRE

chargé d'assister le responsable du budget dans l'élaboration de l'état prévisionnel des dépenses.

Les candidats doivent justifier d'une formation de gestion (I.E.P. section économique et financière, licence ou D.E.S. de sciences économiques, maîtrise de gestion) et de préférence d'une première expérience professionnelle.

Ecrire sous n° 481.223 M à REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, 75002 Paris, qui transmettra.

La filiale française d'un puissant groupe pétrolier de renommée mondiale

UN DIRECTEUR COMMERCIAL

pour son réseau grossistes

LA FONCTION

Le candidat sera chargé :

- de l'application de la politique commerciale fixée par la Direction Générale des ventes dont il dépendra directement ;
- de la préparation des plans de marketing ;
- des actions de vente ;
- de l'impulsion de son réseau commercial ;
- de l'animation et du contrôle des inspecteurs qu'il devra recruter.

LE CANDIDAT

Le poste conviendrait à un candidat :

- Agé de 35 ans au moins.
- parfaitement bilingue français-anglais.
- ayant déjà l'expérience de la vente par le canal des grossistes ou des concessionnaires.

La connaissance des produits pétroliers sera un atout supplémentaire.

- Il devra être capable de s'intégrer dans une équipe bien soudée.

Lieu de travail : proche BANLIEUE OUEST PARIS.

Adressez lettre manuscrite + C.V. s/réf. DCC 945 à

CASECA
Conseil en Recrutement,
38, rue du Marché-Jeu,
78000 NOUILLY.

IMPORTANTE CONCESSION CITROËN

Filiale groupe distribuant 45.000 véhicules

UN VENDEUR de PREMIER FORCE

pour secteur haut de gamme conditions motivantes pour élément stable et énergique

s'adresser à M. BRESSON
165, rue de Valenciennes - PARIS (19°).

Société de traitement des eaux

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

La Société, implantée dans la banlieue Sud-Ouest de Paris et disposant de plusieurs agences en France, fait partie d'un important Groupe industriel. Elle est spécialisée dans le traitement des effluents urbains et industriels, et emploie une centaine de personnes.

Le Secrétaire Général sera responsable vis-à-vis de la Direction Générale de l'ensemble des fonctions administratives et financières de la Société (gestion comptable et financière, contrôle de gestion, gestion du personnel, questions juridiques et fiscales).

Ce poste est susceptible de développements au sein du Groupe.

Il est souhaitable que les candidats aient 35 ans minimum et une expérience dans tout ou partie de ces fonctions dans des Sociétés exerçant des activités comparables.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous le n° 7.755, 5, rue des Italiens, 75221 PARIS (8°).

150

Jeudi 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,68
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

DIRECTEUR COMPTABLE

PARIS

Une Société financière d'investissements immobiliers dépendant d'un groupe international recherche un Directeur Comptable pour prendre progressivement la Direction du Service Comptable comprenant 6 personnes.

Missions : superviser et participer à la réalisation des travaux comptables ; participer à l'élaboration des prévisions de trésorerie, assurer le suivi, contrôler les écrits et fournir les données nécessaires de gestion.

Il faut être au niveau expertises comptable, confirmé par cinq années minimum d'expérience acquises en entreprise, avoir de préférence des connaissances en informatique, pratiquer l'anglais.

Il est prévu un niveau de rémunération intéressant, qui sera apprécié en fonction des compétences des candidats.

Les personnes intéressées doivent envoyer : C.V., lettre manuscrite, photo (recent), recommandation sous pli scellé, M.C.S. 21-225 M à C.O.S.P. 3 av. Percier, 75008 Paris.



offres d'emploi

GRUPE INDUSTRIEL EN FORTS EXPANSION recherche pour renforcer son équipe :

DEUX INGÉNIEURS EN ORGANISATION

Formation Grande Ecole

pour 2 de ses usines situées :

- en SAVOIR (300 personnes),
- dans la REGION PARISIENNE (450 personnes).

Il s'agit de mener toute étude permettant d'améliorer l'organisation générale de l'usine : stockage, manutentions, circuits administratifs, implantation nouvelle d'ateliers et de bureaux, amélioration des postes et conditions de travail, ...

Une expérience organisation de 2 ou 3 années est nécessaire, acquise soit en Entreprise, soit dans Cabinet de conseils.

Les collaborateurs retenus acquerront dans ce poste une parfaite connaissance des rouages de l'entreprise. Ils devront être à même d'assumer, dans 1 ou 2 ans, d'importantes responsabilités techniques ou de gestion.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2347 à : CORT, 65, avenue Kléber, PARIS (16^e), Discretion assurée.

offres d'emploi

PARIS SOCIÉTÉ FINANCIÈRE FILIALE DE GRANDES BANQUES SPECIALISÉE DANS : ETUDE ET FINANCEMENT D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS recherche

L'Adjoint (e) de son Responsable IL SERA CHARGÉ :

DE NEGOCIER ET D'ANALYSER D'IMPORTANTES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

CE POSTE IMPLIQUE :
- une solide formation financière et juridique ;
- une expérience de plusieurs années acquise au sein de la banque ou de la direction financière d'une entreprise.

Adressez C.V. et prêt. sous réf. 122 M 112 30, rue de Mogador 75009 PARIS



offres d'emploi

experts comptables

(memorialistes ou stagiaires confirmés)

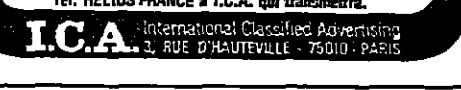
Importante Société d'Expertise Comptable et d'Audit recherche :

CHEFS DE GROUPE OU RESPONSABLES DE DOSSIERS

pour PARIS, LYON, TOULON, STRASBOURG, AUDITEUR CONFIRME pour LYON

Ces postes sont offerts à des personnes variées. Ils permettent l'évolution ultérieure des carrières professionnelles.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. HELIOS FRANCE à I.C.A. qui transmettra.



SIGMA CONSEIL S.A.

38, rue de Naples - PARIS (8^e) RECHERCHE

INGÉNIEURS EN ORGANISATION

LES CANDIDATS DEVONT :

- être diplômés d'une Grande Ecole ;
- avoir au minimum 3 ans d'expérience dans l'organisation ;
- avoir de solides connaissances en informatique.

Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo et prétentions à SIGMA CONSEIL S.A.

SIGMA CONSEIL S.A.

23, rue de Naples, PARIS-8^e, recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

- débutants ou quelques années d'expérience ;
- formation supérieure (maîtrise informatique ou équivalent).

Envoyer C.V. manuscrit + photo et prétentions à SIGMA-CONSEIL S.A.

INGENIEUR RESPONSABLE D'UNE EQUIPE "QUALITE"

Vous avez maintenant une expérience de plusieurs années de la vie industrielle, acquise en bureau d'études et/ou contrôle de fabrication. Nous vous proposons de valoriser cette expérience dans le secteur de pointe que représente la Nucléaire où il faut garantir la sûreté des installations : vous prendrez la responsabilité d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, chargés de la surveillance des fournitures. Cette fonction implique de nombreux contacts et déplacements : la pratique de l'anglais est souhaitable.

Ecrire sous No 80.496 - Contesse Publiée - 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ingénieur technico-commercial

Une importante société produisant des ACIERS et ALLIAGES SPECIAUX de haute qualité, recherche un cadre qui sera son REPRÉSENTANT EXCLUSIF sur une partie de la région parisienne.

Un niveau A.M. sera apprécié et de bonnes connaissances en mécanique et en métallurgie sont indispensables.

Le candidat devra avoir le goût des contacts directs avec le client.

Le salaire de départ sera déterminé en fonction du niveau et du potentiel du candidat.

Ce poste présente de réelles perspectives d'avenir.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (réc.) sous réf. 6810 54, r. des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRÉCIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

CONTROLEUR FINANCIER

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE C.A. 100 MILLIONS Filiale groupe U.S. (fortune 100), recherche

PERSONNALITÉ COMPÉTENTE

pour diriger

DÉPARTEMENT COMPTABLE

Solide expérience nécessaire : maîtrise budget, comptabilité industrielle

PRATIQUE ANGLAIS INDISPENSABLE

Excellentes perspectives.

Lieu de travail : 1 heure de Paris. Cadre rural agréable

Répondre en anglais avec C.V. n° T. 83.880 M. BOULE-PRÉSENCE

85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

SPECIALISTE EN FORMATION

BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS/HOLLANDAIS/ALLEMAND/SCANDINAVE

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe.
- Nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.

- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision, et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.

- Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.

Adressez curriculum vitae, expérience et rémunération en ANGLAIS, sous le n° 1040 à SPERAR 12, rue Jean-Jaurès, 92097 Puteaux, qui transmettra.

inspecteurs de banque

Dans le cadre de son développement LE GROUPE DU CREDIT COOPERATIF renforce son Service Inspection Générale et recrute

- chargés de contrôler les services, agences et filiales,
- Soigne formation bancaire et, si possible, expérience de la fonction,
- Déplacements fréquents en province pour des missions de durée variable.

La rémunération tiendra compte de l'expérience acquise.

Réelles possibilités de promotion au sein d'un groupe en expansion.

Envoyer CV manuscrit avec photo et prétentions sous référence 11.315 à plein emploi 10, rue du mail par 2

Groupe Privé d'Assurances

LA PRÉSERVATRICE

recherche pour service Contrôle de Gestion

Un jeune chargé d'études

Il lui sera confié :

- la mise en œuvre de la comptabilité analytique, des études quantitatives complémentaires.
- Profil :
- diplôme des obligations militaires ;
- formation Sciences Eco. ESC ou niveau DECS ;
- goût et sens des contacts ;
- connaissances de l'assurance et souhaitable, mais non indispensable.

Envoyer C.V. manuscrit avec niveau de rémunération souhaité à Mme Wallet - La Préservatrice, 14, rue de Londres, 75009 Paris Cedex 09.

GROUPE DE PRESSE ET D'ÉDITION

recherche

SON DIRECTEUR DE PUBLICITÉ

- Il devra :
- être âgé d'au moins 30 ans ;
- avoir une expérience de plusieurs années dans la vente d'espaces publicitaires ;
- un goût prononcé pour les contacts de haut niveau, afin :
- d'assurer une équipe de chefs de publicité (plusieurs supports) ;
- de définir et assurer la politique publicitaire des différents titres dans le sens d'une optimisation de l'espace commercialisé.

Disponible rapidement si possible.

Adressez curriculum vitae et prétentions n° 48.522 M. BOULE-PRÉSENCE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

GROUPE BANCAIRE PRIVE 8^e arrondissement

recherche :

CAISSIER confirmé

ayant plusieurs années d'expérience de la clientèle de particuliers et de P.M.E.

Sérieuses références exigées

Envoyer C.V., prétentions et photo à n° 7803 COVAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

organisateur comptable

Une très importante Société de Services (transport, voyages, location de véhicules) recherche, un

COMPTABLE D.E.C.S.

ou de niveau équivalent, minimum 30 ans.

Attaché à la Direction Générale, il sera chargé de concevoir et de mettre au point les plans comptables de nouvelles activités du Groupe, d'en organiser le traitement informatique et les procédures de contrôle.

Une expérience de 3 ans dans des fonctions similaires est souhaitable.

Le lieu de travail est Paris, le salaire annuel est de l'ordre de 80.000 F.

Adr. lettre manusc. CV et photo sous réf. 276 à EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney 75002 PARIS

BANQUE PRIVÉE

très active sur le marché international recherche

SPECIALISTE du PLACEMENT

en EURO-OBLIGATIONS

PROFIL RECHERCHE :

- Expérience de ce secteur ou d'un secteur voisin ;
- Connaissances actualisées approfondies ;
- Anglais courant et, si possible, une autre langue.

Recevoir avec C.V. manuscrit et photo, n° 80.088, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

Société multinationale américaine

recherche pour

6 techniciens de maintenance en informatique

débutants ou ayant 1 an d'exp. Niveau IUT et anglais lu. Formation assurée.

Env. CV, photo et salaire souhait. réf. 7714 au

Cabinet Claude VITET 2, r. Marengo 75001 Paris

Filiale française d'un groupe multinationnel

responsable informatique

Vous souhaitez vous exprimer dans le cadre d'une entreprise en pleine expansion : 130 millions de CA. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience de l'informatique, analyse et programmation. Notre société est essentiellement tournée vers la distribution et nous vous proposons de prendre en main la totalité de notre problème informatique des projets à la réalisation notamment dans les domaines suivants : gestion des stocks, statistiques des différents services, comptabilité, crédits... les travaux sont actuellement effectués à l'extérieur, vous en prenez la responsabilité et participez à leur évolution future. Vous coordonnez les données, suivez l'établissement des programmes, vous en contrôlez la réalisation et les coûts. Anglais indispensable. Réponse et discrétion assurées à titre gratuit. C.V. photo, rémunération actuelle adressée à réf. B/4284 à Mme Bernié.

bernard juliet psycom

83, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL

recherche

ASSISTANTE SOCIALE CONFIRMÉE

pour son usine bonifiée Ouest (effectif 1.500 p.) Age minimum 30 ans - Temps complet - 40 h/5 jrs.

Adr. C.V. ph. et prêt. à n° 80.847, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui tr.

FOXBORO FRANCE S.A.

Faisant partie d'un Groupe Leader Mondial en instrumentation et Process Control recherche

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

- 25 ans environ.
- Niveau B.T.S. (Électronique ou Informatique).
- Quelques années d'expérience dans la maintenance de systèmes numériques.
- Anglais lu et parlé.
- Habitant Paris ou région parisienne.
- Acceptant déplacements fréquents en Métropole.

Ecrire pour candidatures avec C.V. à FOXBORO FRANCE S.A. 92-98, bd Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

demandes d'emploi[illegible]

Jeune femme étudiante 26 ans,
Interprète espagnol, tchécoslo-
vaque, d'act. courtes amies
matures. Etud. tres proposit.
Mlle ANTA-TEN. Y. : 603-15-68

EXPERT INFORMATICIEN

34 ans, haute compétence tech-
nique, spécialiste base données
et télétraitement, grande expé-
rience de l'organisation et de
la gestion, recherche emploi
responsabilités soit comme Di-
recteur de l'informatique, soit
comme cadre Dirigeant dans
S.S.C.I., Province de préférence.
Ecr. n° 3, 10 Le Monde s Pub.
S, r. des Italiens, 75247 Paris-8

JEUNE FILLE 19 ANS
chère à sa famille, aime l'écrit-
ture, aime les animaux, aime

EXPORTATION
Respons. technico-commercial, 44 a., excellentes prat. anglais technique, Maltrainsi, finances, langues, 100% C.O.E. techniques douanière, transports, négociateur haut niveau. Expérimenté, vente produits industriels, biens équipements. Création service exportation. Mise en place agences. Formation et assistance technique service administratif. 100% C.O.E. Ecr. n° 3.479, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75627, Paris-8

PEDICURE
diplômée. Expér. ch. situation

		JOURN. HUNIQUE	
Lic. et. de l'Etat, de droit des alim., bourg. D.A.A.D., b. conn. droit allemand part. de la prop. indus. et comm. en France et en Allem., c. empl. cab. avoc. ou dep. de pr. indust. d'entrepr. S. S. des Italiens, 75-227 Paris-8.			
J.F. 26 a., nat. franc., part. eng. chirur., laparosc. (dip. sup. lang. et littér.), dipl. univ. de médecine, emp. imp. export. tourisme, etc. Eclair. n° 3461 « le Monde » Pub. S. S. des Italiens, 75-227 Paris-8.			
CONF. COMPTE, 20 ans, 11 ans exp.			
BATIMENTS - TRAVAUX PUB.			
Ingénieur, comptabilité gén., analyt. financière, géomètre, topographe, dessinateur, chef de chantier, C.C.P.C., caisse, bureau, système idéologique et systèmes ECMC de planification opérationnelle.			
De résidence proximité Caen du Nord et banlieue Nord-Est. S. S. des Italiens, 75-227 Paris-8.			
SECRETAIRE MEDICALE exp. diplômée, c. empl. toutes régions.			
DROUET M.R., 4 rue Bossuet, Paris 14.			

DIRECTION COMMERCIALE
pour l'INDUSTRIE ACHATS ou POSTES RESPONSABLES
 dans société industrielle, région parisienne.
 Formation : Ing. E.S.M.E. (1948) et C.E.S.I. (1976).
 Expérience : Direct. comm. et tech. d'une P.A.M.E. ;
 Direct. et adm. réseaux de vente, commerciale,
 publicité, négociat. contrats, adm. des ventes, adm.
 et gestion des achats, direction du bureau d'études,
 des compétences des achats, du secteur-matériel, télé-
 commande, régulation électronique, Automatismes.
 Ecrire sur 3460 « le Monde » Publicité,
 8 rue des Italiens, 75247 Paris.

[illegible]**appartements vente**

NE-COMEDIE
CHAMBRES, 141.
-ODE, 95-10


NEUILLY MADRID

185, avenue Charles de Gaulle
de 300 à 4.000 m²
de bureaux neufs à louer
Jardins intérieurs de 1.500 m²
JAL

pt dans petit
0 m2 balcon,
aménagement
c. part. M.
M.B. 970-79-79

M. RECENT
c. 3 chbres,
c. 200-42-87

3 chbres, 16 ch
d'eau, M.-C.
intéressés
L. 742-79-09



720.21.23/84.07

NEUILLY

Propritaire loue deux Immeuble
rue de 20 à 250 m2
Service Réfer. Photos...
L. 742-79-09

**PONT DE NEUILLY
LA DEFENSE**

1.950 M2 DE BUREAUX
à louer par niveau de 600 m².

[illegible]

INDV
17^e FIMFITS
52-53
54-55
56-57
58-59
60-61
62-63
64-65
66-67
68-69
70-71
72-73
74-75
76-77
78-79
80-81
82-83
84-85
86-87
88-89
90-91
92-93
94-95
96-97
98-99
100-101
102-103
104-105
106-107
108-109
110-111
112-113
114-115
116-117
118-119
120-121
122-123
124-125
126-127
128-129
130-131
132-133
134-135
136-137
138-139
140-141
142-143
144-145
146-147
148-149
150-151
152-153
154-155
156-157
158-159
160-161
162-163
164-165
166-167
168-169
170-171
172-173
174-175
176-177
178-179
180-181
182-183
184-185
186-187
188-189
190-191
192-193
194-195
196-197
198-199
200-201
202-203
204-205
206-207
208-209
210-211
212-213
214-215
216-217
218-219
220-221
222-223
224-225
226-227
228-229
230-231
232-233
234-235
236-237
238-239
240-241
242-243
244-245
246-247
248-249
250-251
252-253
254-255
256-257
258-259
260-261
262-263
264-265
266-267
268-269
270-271
272-273
274-275
276-277
278-279
280-281
282-283
284-285
286-287
288-289
290-291
292-293
294-295
296-297
298-299
300-301
302-303
304-305
306-307
308-309
310-311
312-313
314-315
316-317
318-319
320-321
322-323
324-325
326-327
328-329
330-331
332-333
334-335
336-337
338-339
340-341
342-343
344-345
346-347
348-349
350-351
352-353
354-355
356-357
358-359
360-361
362-363
364-365
366-367
368-369
370-371
372-373
374-375
376-377
378-379
380-381
382-383
384-385
386-387
388-389
390-391
392-393
394-395
396-397
398-399
400-401
402-403
404-405
406-407
408-409
410-411
412-413
414-415
416-417
418-419
420-421
422-423
424-425
426-427
428-429
430-431
432-433
434-435
436-437
438-439
440-441
442-443
444-445
446-447
448-449
450-451
452-453
454-455
456-457
458-459
460-461
462-463
464-465
466-467
468-469
470-471
472-473
474-475
476-477
478-479
480-481
482-483
484-485
486-487
488-489
490-491
492-493
494-495
496-497
498-499
500-501
502-503
504-505
506-507
508-509
510-511
512-513
514-515
516-517
518-519
520-521
522-523
524-525
526-527
528-529
530-531
532-533
534-535
536-537
538-539
540-541
542-543
544-545
546-547
548-549
550-551
552-553
554-555
556-557
558-559
560-561
562-563
564-565
566-567
568-569
570-571
572-573
574-575
576-577
578-579
580-581
582-583
584-585
586-587
588-589
590-591
592-593
594-595
596-597
598-599
600-601
602-603
604-605
606-607
608-609
610-611
612-613
614-615
616-617
618-619
620-621
622-623
624-625
626-627
628-629
630-631
632-633
634-635
636-637
638-639
640-641
642-643
644-645
646-647
648-649
650-651
652-653
654-655
656-657
658-659
660-661
662-663
664-665
666-667
668-669
670-671
672-673
674-675
676-677
678-679
680-681
682-683
684-685
686-687
688-689
690-691
692-693
694-695
696-697
698-699
700-701
702-703
704-705
706-707
708-709
710-711
712-713
714-715
716-717
718-719
720-721
722-723
724-725
726-727
728-729
730-731
732-733
734-735
736-737
738-739
740-741
742-743
744-745
746-747
748-749
750-751
752-753
754-755
756-757
758-759
760-761
762-763
764-765
766-767
768-769
770-771
772-773
774-775
776-777
778-779
780-781
782-783
784-785
786-787
788-789
790-791
792-793
794-795
796-797
798-799
800-801
802-803
804-805
806-807
808-809
810-811
812-813
814-815
816-817
818-819
820-821
822-823
824-825
826-827
828-829
830-831
832-833
834-835
836-837
838-839
840-841
842-843
844-845
846-847
848-849
850-851
852-853
854-855
856-857
858-859
860-861
862-863
864-865
866-867
868-869
870-871
872-873
874-875
876-877
878-879
880-881
882-883
884-885
886-887
888-889
890-891
892-893
894-895
896-897
898-899
900-901
902-903
904-905
906-907
908-909
910-911
912-913
914-915
916-917
918-919
920-921
922-923
924-925
926-927
928-929
930-931
932-933
934-935
936-937
938-939
940-941
942-943
944-945
946-947
948-949
950-951
952-953
954-955
956-957
958-959
960-961
962-963
964-965
966-96

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

La région parisienne

Un entretien avec
le nouveau président
d'une nouvelle région

« L'Ile-de-France supporte 30 % des charges
elle doit disposer au moins de 30 % du pouvoir »

nous déclare M. Michel Giraud

Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, M. Michel Giraud, le nouveau président du conseil régional d'Ile-de-France, précise à quelles conditions cette région réussira à exprimer et à satisfaire les besoins de dix millions d'habitants en matière d'équipements collectifs.

« Depuis le 1^{er} juillet, la région d'Ile-de-France remplace le District de la région parisienne. Quels sont les objectifs du président du nouveau conseil régional en matière de fonctionnement des institutions et en matière d'aménagement régional ?

— Je souhaite d'abord chercher à tirer le meilleur parti possible des textes qui nous régissent. Tout n'est certes pas parfait. Je ne vous cache pas que le mode d'élection du conseil régional n'était pas tout à fait celui que j'espérais, et j'aurais souhaité qu'un texte comprenant tout le domaine des transports soit lié à la loi portant réforme de la région. La région a tout de même plus de moyens aujourd'hui que

n'en avait hier le District et la loi donne compétence au conseil régional en matière de transports — dont je rappelle qu'ils ont mobilisé 80 % du budget du District en quinze ans, — en matière d'espaces verts, d'environnement et en matière de coordination des investissements des grandes entreprises de caractère public de la région d'Ile-de-France.

« Nous allons donc chercher à donner au conseil régional une dimension politique. Ce qui ne veut pas dire développer des querelles intestines et mettre en œuvre une politique de saupoudrage des crédits. Nous cherchons à intervenir dans les domaines que je viens de citer, de telle façon que le conseil régional n'apparaisse pas aussi technocratique et aussi lointain que pouvait l'être ou l'apparaître le conseil d'administration du District.

— On attendait une grande loi sur les transports de la région d'Ile-de-France. Le projet de loi est-il en cours de transfert à la région les charges et les responsabilités

qui incombent auparavant aux collectivités locales. Cette réforme vous paraît-elle suffisante ?

— On parle de remplacer, au sein du syndicat régional des transports, les dix représentants de Paris et des départements par dix représentants du conseil régional et d'associer celui-ci au financement du déficit des entreprises de transport. Est-ce suffisant ? Non, parce que à mes yeux trois problèmes se posent.

« Premier problème : celui de la coïncidence entre la zone d'influence du syndicat et la limite administrative de la région d'Ile-de-France. Je crois qu'à partir du moment où on donne à cet organisme régional un pouvoir de coordination en matière de transports, il faut qu'il y ait superposition territoriale des compétences. Deuxième problème, celui des attributions. Que se passerait-il si le syndicat des transports devait augmenter les tarifs de la R.A.T.P. par exem-

ple ? L'Etat ne va-t-il pas refuser parce que le prix du ticket entre dans le calcul du coût de la vie ? Il faut, dans le cadre d'une répartition honnête et loyale, augmenter l'autorité et les attributions de la région sans augmenter autant le coût de la vie. La région d'Ile-de-France supporte 30 % des charges, qu'elle dispose au moins de 30 % du pouvoir.

« Il y a enfin un troisième problème : celui des moyens. Je crois qu'il est bon de décharger les départements d'un fardeau financier qu'ils n'auraient jamais dû supporter. Actuellement, le déficit R.A.T.P.-S.N.C.F. banlieue est payé à concurrence de 70 % par

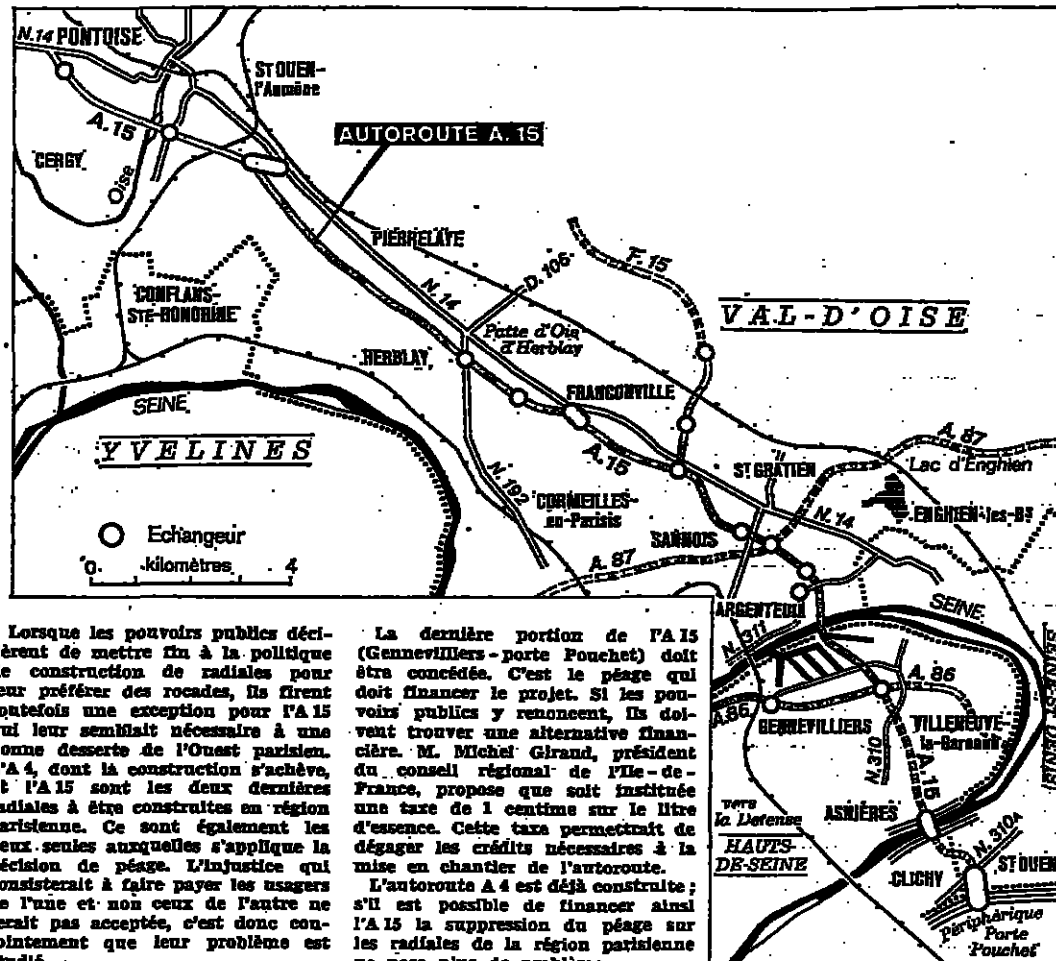
l'Etat, à concurrence de 30 % par les collectivités de la région. Nous ne voulons pas toucher à cette répartition. Mais c'est l'établissement public régional qui va payer les 30 % du déficit à la place des collectivités. On nous dit : « Pour pouvoir payer ces 30 % vous allez recevoir 15 % du V.R.T.S. (Versement représentatif de la taxe sur les salaires). J'observe qu'actuellement les 15 % du V.R.T.S. ne couvrent pas le montant des 30 % du déficit. Il y a un autre marché de dupes à éviter : celui qui consisterait à accepter une charge qui, dans deux ou trois ans, ne serait plus couverte par les recettes du V.R.T.S. parce que celui-ci augmenterait moins vite que les frais de fonctionnement de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P.

un instrument indispensable. Elle est placée sous l'autorité d'un conseil d'administration présidé par un conseiller régional. Y siègeront donc des représentants de la région, neuf du conseil régional, trois du conseil départemental et social sur vingt et un membres. Là encore, il y aura une cohérence politique entre l'action de l'agence « verte » et l'action du conseil régional. Si l'agence dispose seulement des crédits alloués par la région, je crains qu'ils ne soient pas suffisants. Même si la région fait un effort, même si elle donne 30 millions en dotation en capital cette année, même si elle réserve chaque année une part suffisante de son budget pour les espaces verts.

« Compte tenu du fait que l'agence verte est une volonté du chef de l'Etat, compte tenu que l'Ile-de-France a des besoins comparables en matière d'espaces verts et d'environnement à ceux d'autres régions, et compte tenu que la région d'Ile-de-France est aussi la région de la capitale, il est indispensable que l'Etat participe à la mise en place des moyens. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé au président de la République, le 29 juillet, puis au ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, que l'Etat participe à la dotation en capital de l'agence. Si la région donne 30 millions, je crois qu'il serait bon que l'Etat investisse la même somme.

PARIS-PONTOISE
PAR L'A 15

La facture du dernier tronçon



L'AUTOROUTE A15 doit relier Paris à Pontoise (Val-d'Oise) en passant par la ville nouvelle de Cergy-Pontoise. Elle atteindra, à la fin de l'année, la rocade A86 à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et doit entrer à Paris porte Fontenay ; cette dernière portion devait être terminée en 1976.

Lorsque les pouvoirs publics décidèrent de mettre fin à la politique de construction de radiales pour leur préférer des rocade, ils firent toutefois une exception pour l'A15 qui leur semblait nécessaire à une bonne desserte de l'ouest parisien. L'A15, dont la construction s'achève, et l'A15 sont les deux dernières radiales à être construites en région parisienne. Ce sont également les deux seules auxquelles s'applique la décision de péage. L'infrastructure qui consisterait à faire payer les usagers de l'une et non ceux de l'autre ne serait pas acceptée, c'est donc conjointement que leur problème est étudié.

La dernière portion de l'A15 (Gennevilliers - porte Fontenay) doit être construite. C'est le péage qui doit financer le projet. Si les pouvoirs publics y renoncent, ils doivent trouver une alternative financière. M. Michel Giraud, président du conseil régional de l'Ile-de-France, propose que soit instituée une taxe de 1 centime sur le litre d'essence. Cette taxe permettrait de dégager les crédits nécessaires à la mise en chantier de l'autoroute. L'autoroute A4 est déjà construite ; s'il est possible de financer ainsi l'A15 la suppression du péage sur les radiales de la région parisienne ne pose plus de problème.

60 millions pour les arbres

— La deuxième fonction du conseil régional est de définir et de mettre en action une politique des espaces verts. Une

agence régionale des espaces verts vient d'être créée. A-t-elle les moyens financiers indispensables pour aider les collectivités publiques ou privées à acquiescer ou aménager les forêts et les promenades ?

— Je suis de ceux qui espèrent que, dans dix ans, on sera beaucoup plus préoccupé par les promenades en forêt que par les autoroutes. C'est pourquoi je crois que l'agence « verte » constitue

Un seul préfet ?

— Pourquoi vous êtes-vous déclaré partisan de la signature d'un contrat d'équipement passé entre l'établissement public régional et les collectivités locales ?

— J'ai relevé trois défauts graves dans le fonctionnement budgétaire du conseil d'administration du District :

1° La tendance au saupoudrage ne satisfait personne. Il y a l'Etat qui vous subventionne et celle que vous ne subventionnez pas. Est-ce que le clocher de la première est plus mal en point que celui de la deuxième ?

2° Le risque de voir les crédits d'équipement non consommés. Ils repartent au « pot commun » et ils retombent dans cette caisse commune régie par les clés de répartition auxquelles je faisais allusion tout à l'heure.

3° Cette façon de procéder amène les collectivités locales à avoir une mentalité d'assistés et à tendre la main.

« Pour corriger ces trois défauts, je pense proposer au conseil régional une politique contractuelle. Il s'agit d'aménager une politique budgétaire pour la partie du budget régional qui reste libre. Il y a des règles du jeu à définir, mais le principe serait que la région parisienne participe aux charges d'investissement et que la collectivité bénéficiaire s'engage à assurer le financement complémentaire et le fonctionnement de l'équipement.

— Que répondrez-vous à l'Etat si, prenant prétexte de votre autonomie totale, vous proposez de financer vous-même certains équipements nationaux ? Le parti communiste ne vous accusera-t-il pas d'accepter des transferts de charge ?

— On ne peut pas faire payer par les autres régions ce qu'on ne veut pas payer soi-même. Prenons un exemple : la politique des réalisations autoroutières prévues par le schéma directeur. Celui-ci est ambitieux. Il coûte cher, beaucoup plus cher que par le passé, si cher que les moyens budgétaires de l'Etat et de la région risquent d'être insuffisants. Ou bien on estime que c'est trop ambitieux et on réduit les projets. Ou bien, on décide que les habitants ont besoin de l'autoroute A86 ou de radiales, et on recherche des moyens de financement complémentaires.

« Mais le péage urbain est un mauvais moyen, à partir du moment où il n'a pas été employé dès l'origine. On aurait pu décider, il y a quinze ans, d'instituer un péage sur toutes les autoroutes urbaines. Il n'est plus possible aujourd'hui d'admettre le péage urbain sur les autoroutes A4 ou A15. Ce serait vraiment détruire

la solidarité de la région. Surtout, le président de la République, qui s'affirme soucieux de justice, ne doit pas altérer son image de marque en tolérant une iniquité.

« Je demande que l'on sache qu'une augmentation d'un centime de l'essence représente le financement de l'autoroute A15, de la porte Fontenay à Pontoise. On pourrait imaginer une disposition législative qui permettrait que soient prélevés un ou deux centimes additionnels sur l'essence au bénéfice des régions qui seraient prêtes à utiliser cette ressource supplémentaire pour financer une accélération de leur programme autoroutier. En d'autres termes, on ferait racheter le péage par les régions en leur donnant le moyen de le faire.

— Paris ou avoir un maire. Cette innovation faciliterait-elle les relations entre la capitale et sa région ?

— Je ne crois pas qu'elle simplifierait notre tâche. Il faut savoir que si la banlieue supporte le poids des mal-loges de Paris, par contre Paris a beaucoup plus participé au budget régional que tout autre département. Or, la capitale va devenir une commune ordinaire avec un budget qui sera voté par un conseil municipal responsable devant des électeurs contribuables. Il est nécessaire que Paris continue de participer largement au budget régional, au moment où ses besoins d'équipements croîtront. Raison de plus pour qu'il existe entre les responsables des deux assemblées des liens de solidarité tout à fait exceptionnels. Raison de plus pour que le préfet de région soit aussi préfet de Paris.

— Etant donné le désir manifesté par la majorité de constituer la gauche dans une opposition négative, croyez-vous que les groupes politiques du conseil régional arriveront à dépasser le stade des querelles partisanes ?

— J'ai proposé que les groupes de l'opposition participent au bureau et aux commissions régionales. Les choses ne se sont pas faites ainsi. Je le regrette. Toutefois, je constate que les débats de notre assemblée sont empreints d'une certaine sérénité. Je constate qu'il est possible de la présider tout en étant respectueux du règlement et en restant courtois. Enfin, j'espère que le groupe socialiste et le groupe communiste accepteront de participer en tant que tels à un bulletin d'informations destiné à l'ensemble des élus locaux et socio-professionnels de la région.

**vous vivez à Paris
vous travaillez à Paris
vous aimez Paris
vous lirez**

PARIS HEBDO

Édité par la fédération de Paris du P.C.F.
En vente dès le jeudi 21 octobre 1976 chez tous les marchands de journaux. Prix : 1,50 F.

loterie nationale

chaque mois la tranche du

ZODIAQUE

prix du billet 44 F
le 1/10 5 F

GROS LOT DE 1 MILLION ET DEMI DE F
Tirage le 20 octobre

150

J.P. M. 1.50

RÉGIONS

Bretagne

LA «MARÉE NOIRE» SUR LES COTES DU FINISTÈRE Les pêcheurs de l'île de Sein craignent de ne pouvoir vendre leurs crustacés

Les vents ont continué à souffler avec force le dimanche 17 octobre sur les côtes de l'Atlantique. Deux chalutiers en détresse ont dû être pris en remorque, mais les recherches pour retrouver les deux marins manquants du pétrolier allemand Boehlen, qui a coulé la semaine dernière à 20 kilomètres au large de l'île de Sein, ont été interrompues.

Au large de l'île de Sein et le long des côtes du Finistère, la «marée noire» s'échappe de l'épave du Boehlen commencent à atteindre les rivaux. L'île d'Ouessant a aussi été atteinte. Elle est combattue en mer par plusieurs navires. Ceux-ci répandent un produit dispersant qui fragmente les nappes en gouttelettes bi-dégradables. Sur l'île même, les militaires ont commencé à ramasser les déchets qui couleront de gros dégâts aux lieux de pêche, activité dont vivent la plupart des cent quatre-vingt-sept habitants de l'île, qui redoutent une mévente de leurs produits.

De notre envoyé spécial

De Sein. — A Audierne, dimanche 17 octobre, le maire, l'administrateur des affaires maritimes, le directeur départemental de l'équipement, les conseillers municipaux et les pêcheurs, étendent les mesures à mettre en place pour protéger les plages. Les établissements ostréicoles et les vivriers de la «marée noire» qui commencent à déferler dans la baie. Il en est ainsi sur toute la côte, ce que l'on appelle ici le cap. Les avancées dans la mer qui se terminent par la pointe du Raz et se prolongent à l'ouest par l'île de Sein. Depuis samedi, les témoignages ne cessent d'affluer à la gendarmerie, faisant état de nappes arrivant à la côte de la baie des Trépassés à Bestreux, à Saint-Juvat, à Plouhinec ou au cap Sizun, où se trouve une réserve ornithologique. Le Boehlen a fait naufrage dans l'après-midi de jeudi entre Sein et Ouessant, à environ 20 milles dans le sud-ouest de la pointe de Saint-Mathieu, avec à son bord 9 350 tonnes de pétrole brut, vénézuélien. A bord du pétrolier il y avait trente-six personnes, trente quatre hommes et deux femmes.

Dimanche après-midi, l'une des vedettes de la Société nationale de sauvetage en mer, la Jeanne-Pierre, un bâtiment de 560 chevaux mesurant 12 mètres, fait route vers Sein. «La mer est belle», dit le patron, Théophile Briant, tandis que les passagers reçoivent en plein visage les embruns. Pour le patron, c'est une belle mer, en effet. Il la connaît : il est habitué à ses caprices. Pour ces hommes, les six à bord, qu'accompagnent deux gendarmes, c'est le lit quotidien. Mais maintenant tout espoir est perdu pour eux de retrouver des marins du pétrolier allemand. Reste la lutte contre la pollution, ce fléau qui s'abat à nouveau sur la Bretagne maritime.

A cinq milles au sud de Bestreux, voici la Cigale, une gabarrie de la marine nationale qui traite les nappes à l'aide d'un détergent, le BP 1100 et, plus loin, deux autres bâtiments, le dragueur océanique Garigliano, qui se trouve au-dessus de l'épave du Boehlen, et le bâtiment de soutien Chamolo, qui se trouve, lui, à l'est de l'île de Sein devant la baie d'Audierne. Tous sont en action. Ils agissent en étroite liaison avec les appareils de l'aéronavale, qui, du ciel, leur signalent les nappes de pétrole.

La mission de la Jeanne-Pierre, comme celle de la vedette de la gendarmerie General-le-Petit, consiste également à gratter les taches de pétrole. «La mer n'a pas la même couleur que d'habitude», dit l'un des matelots. C'est vrai : partout à l'environnement, les reflets irisés du pétrole. Samedi, les hommes de la Jeanne-Pierre ont repêché, en mer une baleinière du Boehlen, à laquelle, des dizaines de milliers d'agrippés. Ils avaient monté un avion en guise de mat et avaient

«Pas prévenus»

Les filets, intrépides et généreux, n'ont pas accepté qu'on ne les prévienne pas du naufrage du Boehlen. «On aurait pu s'en rendre compte», disent-ils. Les autorités savaient, en fait, ce qu'elles faisaient. Depuis juin, le canot de sauvetage de l'île est en réparation. Si cela avait été averti, les filets seraient tous partis à bord de leurs petits bateaux de pêche. L'administration craignait de nouveaux accidents. Ils sont tous de même genre, mais à 9 heures le vendredi matin, on avait pris place à bord d'une baleinière.

Mais les filets ne comprennent pas non plus qu'on ne les laisse ainsi, en hiver, dans ce secteur considéré comme l'un des plus dangereux du monde, sans catot de sauvetage.

Reste la pollution. Des militaires sont arrivés pour nettoyer la côte «à la petite cuillère», le seul procédé auquel croient les autorités, «mais on ne verra pas avec des cuillères», dit un habitant. «Il nous faudra bien manger».

— Vous êtes résignés ?

— Non, fataliste.

Le pain ne sont les quarante bateaux de l'île qui le gagnent. Il y a d'abord les cantonnements de homards. Depuis le début du mois de septembre, sept mille bêtes homards ont été immergées, qui ont essaimé sur l'ensemble du secteur. On a fait de même en rade de Brest. Puis, il y a eu le décalage, qui est de terre. Et les vivriers, qui, au moment de la catastrophe, contenaient près de 5 tonnes de crabes et de langoustes. Ils sont recouverts depuis vendredi d'une mince pellicule de pétrole. On ne peut donc enlever les crustacés avant d'avoir trouvé le moyen de disperser la nappe.

Quand il a rencontré les premiers nappes de pétrole alors qu'il faisait route vers les lieux du naufrage, le patron de l'île, un petit langoustier, a fait demi-tour, prenant des risques pour amener ses vivriers à Audierne. Mais il a eu beaucoup de mal à vendre et à continuer sa route sur Guilvinec pour trouver un preneur. Voici l'aspect économique de l'accident : dans quelques jours, si la pollution s'étend à l'ensemble des côtes, on ne vendra plus des produits de la pêche de tout ce secteur. C'est pourquoi M. Guy Guernier, député (U.D.R.) de la circonscription, M. Leroy, le maire de l'île, et les autorités tiennent à éviter un début de panique. Si l'on ne vend plus sur les marchés ni crustacés ni poissons bretons, ce serait, en effet, la porte ouverte aux importations à bas prix.

Sur l'île, des oppositions étaient déjà apparues au sujet de l'écologie. Elles continuent aujourd'hui à la faveur du drame : plusieurs marins-pêcheurs ont défilé, dimanche soir, de déposer leurs filets. Ils ne pourront le faire que mardi, la station maritime étant actuellement désarmée. A ce moment, ils seront au chômage. Il y a, en effet, vingt-quatre bateaux qui continuent à pêcher aux environs de l'île en hiver : homards, langoustes, tourteaux, bars et congères. Douze sont déjà partis pour pêcher la coquille Saint-Jacques à Port-en-Bessin ; quatre appareilleront bientôt pour la baie de Saint-Brieuc. Pour les autres, c'est l'inactivité.

JEAN-YVES MANACH.

Corse

LES AUTONOMISTES : la violence vient du pouvoir.

Une charge de plastic a partiellement détruit, le dimanche 17 octobre, le véhicule de M. Jacques de Rocca-Serra, chef de la mission régionale, qui s'apprête à quitter la Corse pour prendre le poste de sous-préfet d'Epervan, dans la Meuse.

D'autre part, un contrat de pays d'un montant d'un million de francs a été signé, le samedi 16 octobre, à Piedicroce, entre les représentants de l'Etat et un syndicat intercommunal Ce contrat a pour but de donner un coup de boost à la région de la Castagniccia, située à l'est de Corte, dont l'activité essentielle est axée sur l'agriculture, l'exploitation de la châtaigne en particulier.

«Les propos de M. Jean Rioloacci parus dans le Monde du 15 octobre visent à démolir l'attention du peuple corse à l'égard d'une simplification manichéenne, affirme le mouvement autonomiste Association des patriotes corses. Il y a d'un côté une poignée de méchants auteurs de tous maux et qu'il faut mettre à la raison, et de l'autre ceux qui pensent comme le préfet, mais aussi pourquoi pas ? ces autonomistes qui se trompent » mais qu'on « aime bien parce qu'ils aiment leur pays ».

« Bien entendu, affirme l'A.P.C., personne parmi les militants ou sympathisants autonomistes ne saurait se laisser prendre à une telle manœuvre. Si l'on veut tout prix, biper l'opinion publique, il faut y voir d'un côté ceux qui organisent, souhaitent ou acceptent la disparition du peuple corse historique par intérêt, indifférence ou ignorance, et de l'autre ceux qui ne l'acceptent jamais. Parmi ces derniers, les plus désemparés commettent des erreurs que nous avons dénoncées comme l'absence de données à la répression ou à la mise en condition de l'opinion publique.

« Les instigateurs d'un affrontement entre Corse et France, ils sont du côté du pouvoir. C'est là que se trouvent les clandestins des polices parallèles et leurs complaisants, l'A.P.C. (...) Quant à l'application de la loi républicaine dont parle M. Rioloacci, sait-on que des hommes sont actuellement en prison préventive à Lyon, alors que le dossier de l'accusation ne contient strictement rien de positif ? »

● MANIFESTATION A LA MEMOIRE DE Y.-M. KERNALGUE. — Deux cents personnes se sont réunies, le dimanche 17 octobre, sur la tombe du jeune militant breton Yann-Mikael Kernalegou, au cimetière de Quimper, après l'interdiction d'une manifestation à sa mémoire initialement prévue à Ty-Vougeret, près de Châteaulin, dans le Finistère.

Y.-M. Kernalegou avait été tué dans la nuit du 28 au 30 septembre, en déposant une bombe devant la villa d'un officier du génie chargé de surveiller l'installation d'un camp militaire de Ty-Vougeret (le Monde du 17-18 octobre).

ENVIRONNEMENT

CINQ ÉCOLOGISTES BÉARNAIS CONDAMNÉS POUR DIFFAMATION

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Cinq écologistes béarnais, tous professeurs, ont été condamnés pour diffamation par la cour d'appel de Pau. Il y a six ans, la société Artouste, de Pau, avait publié une brochure vantant les mérites d'une station de ski qu'elle allait réaliser à Bonssouquet, près de Larressou (Pyrénées-Atlantiques), à proximité du parc national de la vallée d'Ossau. Dans un tract largement diffusé, les cinq écologistes, MM. Bernard Charbonneau, Bernard Hourcade, Alain Vaugrenard, Jean Tanguy-Légaré et Jacques Berque-Barrat, tous demeurant dans les Pyrénées-Atlantiques, s'opposèrent à ce projet, accusant de « mensonge » et de « malhonnêteté » la publicité de la société Artouste.

Sesdiment diffamé, le président-directeur général de cette société, M. Véchambre, demeurant à Pau, porta plainte contre les cinq universitaires. Le tribunal de Pau puis la cour d'appel de Pau relaxèrent, en 1973, les cinq prévenus du chef de diffamation. Mais la Cour de cassation, au mois de décembre 1975, renvoya le procès devant la cour d'appel de Toulouse.

Elle a jugé que « les propos malveillants du tract étaient de nature à porter atteinte à l'honneur et à la réputation de la société Artouste » et que la réputation de la société Artouste était de ce fait atteinte. Les cinq écologistes ont été condamnés au franc symbolique de dommages et intérêts. — L. A.

LA VIE ÉCONOMIQUE

LA RÉÉVALUATION DU DEUTSCHEMARK ET L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DES CHANGES

BONN : une décision qui n'a pas surpris

De notre correspondant

Bonn. — La décision de réévaluer le deutschemark, qui a été prise dimanche 17 octobre, après cinq heures de discussions entre les ministères des finances et les gouverneurs de banques centrales participant à l'accord monétaire européen, ne constitue pas une surprise. La pression était devenue si forte sur le marché des changes que la Bundesbank avait été contrainte d'acheter pour plus de 7 milliards de deutschemarks de devises depuis le début du mois d'août, afin d'empêcher les autres monnaies du « serpent » de tomber au-dessous de leur contre-plan. La création de monnaie nationale en contrepartie des devises achetées pouvait à la longue mettre en danger la politique de stabilité économique et monétaire du gouvernement fédéral. Au début de l'année, la Bundesbank a décidé de limiter à 8 % par rapport à 1975 la création de la masse monétaire.

Les exportateurs allemands s'attendaient eux aussi, depuis la mi-août, à une dévaluation parité et leurs banques leur avaient conseillé de « se couvrir » en convertissant leurs deutschemarks en devises. Il paraissait cependant

vraisemblable que la décision ne serait pas prise avant les élections au Bundestag.

En principe, la réévaluation officielle du deutschemark qui accompagne une hausse de la monnaie allemande par rapport aux monnaies flottantes pourrait rendre plus difficiles les ventes à l'étranger, favoriser les importations, et par conséquent provoquer une aggravation du chômage qui touche encore près de neuf cent mille salariés.

Les précédentes hausses ou réévaluations du deutschemark n'ont pourtant pas eu ces conséquences douloureuses pour l'économie de la R.F.A. La Bundesbank a calculé que, depuis 1972, la différence entre le taux d'inflation allemand et celui de ses principaux concurrents a « compensé » la hausse du deutschemark si bien que les prix allemands à l'exportation sont restés pratiquement stables. En septembre, l'indice des prix a baissé de 0,9 % par rapport au mois d'août, la hausse des prix sur une année s'élevait à 3,9 %. Les exportateurs allemands peuvent donc continuer à avoir confiance dans la compétitivité de leurs produits.

DANIEL VERNET.

La sixième fois en quinze ans

Le deutschemark a été réévalué six fois en quinze ans, le cours du dollar à Francfort revenant de 4,29 DM à 2,45 DM, celui de la monnaie allemande à Paris s'élevait de 1,17 F à 2,06 F.

6 MARS 1961. — M. Erhard procède à une réévaluation de 5 % : le dollar passe à 4 DM contre 4,29 DM et le cours du franc passe à 1,50 F et le cours du dollar revient à 1,17 F.

24 OCTOBRE 1962. — M. Schiller se résout pour la première fois à réévaluer le deutschemark de 9,29 %. Le cours de ce dernier passe à 1,50 F à Paris (le franc ayant été dévalué de 11 % au mois d'août) et le cours du dollar revient à 3,68 DM.

21 DÉCEMBRE 1971. — M. Schiller se résout pour la seconde fois à réévaluer le deutschemark, après la suspension de la convertibilité des États-Unis le 15 août précédent et la mise en flottement du

dollar. Ce dernier est dévalué de 8,5 % et le deutschemark est réévalué de 4,01 % par rapport au franc français, ce qui équivaut à un 13,7 % par rapport au dollar, qui s'élevait à 3,22 DM ; le deutschemark vaut 1,60 F à Paris.

11 MARS 1973. — M. Schmidt révalue le deutschemark de 3 % par rapport aux monnaies européennes et fixe sa valeur en fonction du droit de tirage spécial, puisque le dollar est devenu flottant : 1 DM = 0,29428 D.M.

29 JUIN 1973. — M. Schmidt révalue le deutschemark de 5,5 % : il vaut 0,31680 D.T.S. et cote 1,70 F à Paris.

17 OCTOBRE 1976. — Le deutschemark est réévalué de 2 % par rapport au franc, aux francs belges et luxembourgeois, de 3 % par rapport aux couronnes suédoise et norvégienne et de 6 % par rapport à la couronne danoise. Le deutschemark est coté 2,06 F à Paris et le dollar vaut 2,45 DM.

Le commerce extérieur de la France continue de se dégrader

Le déficit commercial de la France dépasserait 10 milliards de francs en 1976, a déclaré récemment le premier ministre, M. Raymond Barre, devant le Conseil économique et social (le Monde du 13 octobre).

Cette prévision est déjà entrée dans les faits : pour les neuf premiers mois de cette année, le déséquilibre s'est élevé à 10 735 millions de francs, après correction des variations saisonnières (12 578 millions en chiffres bruts).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres bruts, les exportations ont atteint 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

En chiffres corrigés des variations saisonnières, les exportations ont atteint, en septembre, 23 068 millions de francs, soit 2,86 % de plus qu'en septembre 1975. Les importations, quant à elles, se sont élevées à 27 214 millions, s'élevant de 28,9 % en un mois et de 46,8 % en un an. Le taux de couverture des achats par les ventes a été de 87,7 % en septembre (90,3 % en août) et le déficit a atteint 3 354 millions (2 481 millions en août et un excédent de 92 millions en septembre 1975).

LONDRES : un accueil plutôt favorable.

(De notre correspondant.)

Londres. — La nouvelle de la réévaluation du deutschemark est parvenue trop tard pour provoquer déjà des commentaires autorisés à Londres. Il est probable toutefois qu'à Whitehall comme dans la City cette réévaluation du « serpent » monétaire va être accueillie de façon favorable.

A Londres, on reconnaît, certes, que la pression qui s'exerce depuis bien des semaines en faveur d'une réévaluation de la devise allemande n'était nullement la seule cause de troubles pour le sterling. Une statistique officielle indique, en effet, qu'au cours des derniers mois la masse monétaire en Grande-Bretagne s'est accrue au rythme de 24 % par an. C'est à un taux deux fois supérieur à celui que le chancelier de l'Échiquier s'était lui-même fixé en vue notamment de satisfaire aux exigences du Fonds monétaire international, dont les experts sont bientôt attendus ici pour négocier le nouvel emprunt de 3 900 millions de dollars demandé par Londres.

Bien que la tempête sur le marché des changes ne soit donc qu'un élément de la faiblesse du sterling, on n'en espère pas moins que la décision annoncée à Francfort atténuera quelque peu la spéculation à la baisse qui a si durement affecté la livre.

La question que l'on se pose néanmoins est de savoir si ce réajustement sera suffisant pour décourager toute nouvelle vague de spéculation et rétablir un calme définitif sur le marché des changes. Étant donné le succès exceptionnel des efforts accomplis par la République fédérale pour contenir l'inflation à un taux de moins de 5 % par an, certains experts redoutent en effet que la pression de ces derniers mois ne reprenne assez rapidement.

BRUXELLES : un échec pour la Banque de Belgique.

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La réévaluation du deutschemark était attendue depuis longtemps à Bruxelles où l'on accuse les autorités monétaires « d'avoir voulu nier l'évidence ».

Dès lundi 18 octobre, le deutschemark passe de 15,11 francs belges à 15,41. Pour les experts, le taux de réévaluation, 2 %, paraît faible. On se demande si c'est suffisant. Dans l'immédiat, la mesure aura sans doute des répercussions sur le coût de la vie en Belgique : les importations en provenance d'Allemagne, au cinquième du volume total, vont coûter plus cher.

Enfin, la réévaluation par rapport au franc belge constitue un échec pour la Banque nationale de Belgique. Dans un communiqué, il y a exactement une semaine, elle avait recommandé que le sort du franc belge reste étroitement lié au deutschemark et que l'un ne bouge pas sans l'autre.

COPENHAGUE : la fin de la spéculation sur la couronne danoise ?

(De notre correspondant.)

Copenhague. — L'annonce de la réévaluation du deutschemark n'a pas surpris au Danemark où cette opération était prévue depuis un certain temps déjà (le Monde du 2 octobre) — ce qui avait permis à bien des gens de prendre leurs précautions dans la perspective de telle éventualité. Dans l'ensemble, ce réajustement a été accueilli par des commentaires en majorité favorables par les milieux d'affaires et les sphères officielles de Copenhague. Le ministre des finances, M. Knud Heinesen, et le directeur de la Banque nationale, M. Hoffmeyer, qui avaient participé dimanche à Francfort à la réunion qui devait aboutir à cette décision, ont exprimé leur vive satisfaction à la pensée que maintenant la forte pression spéculative à laquelle la couronne danoise avait été soumise ces dernières semaines allait enfin se relâcher.

(Publié)

ROYAUME DU MAROC
O.R.M.V.A.G.
KENITRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 31/76

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Ghorb recevra jusqu'au 3 Hija 1396 (25-11-1976) à 12 heures des offres de prix pour la réalisation de deux stations de pompage SPC-1 et SPC-2 dans le périmètre du Ghorb ainsi que des réservoirs de régulation correspondants et ouvrages annexes.

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Ghorb, service de l'Équipement, carrefour Mauritanie Kenitra, contre remise d'un chèque libellé au nom de l'Agent comptable de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Ghorb d'un montant de cinq cents Dirhams (500 DHS).

OUVERTURE DE LA ZONE D'ACTIVITES

les Molières
MIRAMAS B.d.R.

Lots viabilisés à partir de 30 F le M2

Située à Miramas, sur les axes de communication avec tous les centres régionaux, la zone d'activités des MOLIÈRES s'ouvre aujourd'hui aux industriels. Elle offre des avantages exceptionnels à un coût très bas :

- viabilité entièrement réalisée,
- découpage de lots à partir de 1.000 m2
- main-d'œuvre abondante,
- logements assurés,
- équipements socio-culturels et de loisirs très diversifiés.

Toutes les entreprises non polluantes sont acceptées.

Pour tous renseignements et vente s'adresser à :

montus industrie
(91) 43.20.23

UNISTRES
(91) 55.03.54

Une réalisation SCA - Ville nouvelle de Fos

BOURSE à louer 3500 m² de bureaux

Immeuble indépendant
Grand standing • Jardins • Cent parkings

SERDIM 522 64 31

Des bruits courent sur SMO:

SMO
Cela veut dire
Société
des Machines
ORMIG.

SMO
Société : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Velizy - Tél. : 946.96.36

ORMIG. Mais aussi les fabricants électroniques ADLER, les photocopieurs APECO, les ordinateurs de bureau SMO 400, les optimateurs pour l'ordonnancement-lancement, les contrôleurs électroniques de gestion OMRON, les machines à traitement de textes WORDPLEX et WP100. Et assure une maintenance rigoureuse (il y a 15 SMO en France) de ces matériels. Alors, si vous pensez que SMO signifie "Société de Maintenance ORMIG", nous n'en sommes pas vexés. Mais c'est très limitatif. Et c'est dommage.

C'est faux. S.M.O., cela veut dire : "Société des Moyens d'Organisation".

C'est vrai. Parce que S.M.O. est le distributeur exclusif en France des machines ORMIG.

ORMIG n'est pas seulement le duplicateur simple, robuste, peu encombrant et fonctionnant "à la seconde", que vous connaissez. ORMIG, est aussi et surtout une gamme de machines électroniques qui offre la solution aux problèmes du lancement de fabrication, du traitement des commandes, de la création des dossiers (crédit, huissiers, etc.). S.M.O. distribue

Pour plus de renseignements, vous pouvez nous écrire :

Non : _____
Prénom : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____

SMO BP 99
91100 Evry
Tél. 946.96.36

LA VIE ÉCONOMIQUE

PÊCHE

Les Neuf engagent un débat difficile sur une politique commune

Les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis à Luxembourg, devaient engager, ce lundi 18 octobre, un débat difficile sur les réformes à apporter à la politique commune de la pêche. Les Anglais et les Irlandais, au nom de l'intérêt national, s'opposent avec passion aux propositions de la Commission qui sont appuyées par les autres États membres.

Les 25 et 26 octobre, les ministres de

l'agriculture reprendront leurs délibérations sur les amendements à apporter au système des montants compensatoires monétaires dont l'application, en raison de la dépréciation brutale de la livre sterling, aboutit à faire subventionner massivement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) les importations agricoles du Royaume-Uni. Là encore les Anglais rejettent les

propositions d'assainissement préconisées par la Commission.

Ces deux affaires importantes, où les Anglais se heurtent vivement aux autres États membres, conduisent à s'interroger sur l'attitude générale du Royaume-Uni dans la Communauté, presque quatre ans après l'adhésion et dix-huit mois après le référendum victorieux qui a fait suite à la renégociation entreprise par M.M. Wilson et Callaghan.

LA GRANDE-BRETAGNE RESTE UNE ÎLE

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les incertitudes des Britanniques manifestent-elles leur réticence à jouer le jeu communautaire ? La question mérite d'autant plus d'être posée que les Anglais, dont c'est le tour à partir du 1^{er} janvier d'assumer la présidence des travaux des Neuf et, avec M. Jenkins, celle de la Commission de Bruxelles, vont se voir offrir, plus que dans le passé, la possibilité d'inspirer l'activité communautaire.

La réponse ne peut être que nuancée. Il serait simpliste de prétendre que l'arrivée des Britanniques sur scène alors que s'achève une longue période de prospérité, a sensiblement aggravé la situation de la Communauté. Les échecs successifs subis par la construction européenne se seraient tout aussi bien produits si le Royaume-Uni était resté à l'écart du Marché commun. Le désordre économique britannique, s'il n'a pas contribué à arranger les choses, n'a, au bout du compte, fait que venir s'ajouter à celui de l'Italie et de la France. Sur le plan politique, celui des institutions ou bien du rôle de la Communauté dans le dialogue avec le tiers-monde n'ont ni plus ni moins freiné la marche en avant que d'autres États membres.

Bref, c'est un même profil bas,

un même souci de faire le gros dos dans des moments difficiles, qui caractérise la diplomatie européenne du Royaume-Uni et celle de ses partenaires. Délivrer à celui-ci un tel certificat d'égalité sans immédiatement revenir à la blancheur de tout grief particulier ? A la vérité, les Anglais, s'ils se sont abstenus de toute remise en cause fracassante, ont tout de même exprimé une certaine réticence à rechercher avec ardeur les avantages pouvant être tirés de l'adhésion, mais, dans le même temps, de vouloir en écarter les charges. Fournir indéfiniment à la Communauté une voie d'écoulement à ceux qui pensent que l'engagement européen qu'ils prétendent détenir n'est que de la façade.

Une position peu défendable

Les deux dossiers qui agitent maintenant le conseil des ministres — la pêche et les montants compensatoires agricoles — sont proches à l'extrême d'un comportement anglais. Pour des raisons politiques et sociales, l'affaire de la pêche n'a pas qu'un aspect économique. La communauté pose un problème de principe, essentiellement dans les eaux britanniques et irlandaises que l'on trouve du poisson à pêcher. Les Anglais qui, en raison de l'évolution du droit de la mer, se trouvent progressivement évincés de leurs zones de pêche traditionnelles proches de la Norvège ou de l'Islande, voudraient, à titre de compensation au moins psychologique, essentiellement dans les eaux britanniques et irlandaises que l'on trouve du poisson à pêcher. Les Anglais qui, en raison de l'évolution du droit de la mer, se trouvent progressivement évincés de leurs zones de pêche traditionnelles proches de la Norvège ou de l'Islande, voudraient, à titre de compensation au moins psychologique, essentiellement dans les eaux britanniques et irlandaises que l'on trouve du poisson à pêcher.

Pour compréhensible qu'elle soit, cette réaction est cependant tellement contraire à l'intérêt communautaire et à l'esprit du traité fondé sur le libre accès que la position du gouvernement britannique semble peu défendable. Au nom de quel surprenant détournement de la logique pourrait-on, en effet, faire admettre en France que des "droits historiques", qui n'ont rien de plus que des privilèges, devraient bientôt disparaître alors que pourtant le Royaume-Uni et l'Irlande sont devenus membres à part entière de la Communauté ?

L'affaire des montants compensatoires et de l'adaptation des prix agricoles anglais pour tenir compte de la chute de la livre est tout aussi grave, car le maintien de la situation actuelle ferait peser une lourde hypothèque sur l'existence de la politique agricole commune. Les données du problème sont connues. Les prix communs agricoles sont établis en unités de compte, puis traduits dans les différentes monnaies nationales en appliquant pour chacune d'entre elles un "taux vert" défini par le conseil des ministres des Neuf. Lorsque la valeur d'une monnaie fluctue sans que son "taux vert" soit changé, des montants compensatoires sont appliqués dans les échanges afin d'annuler les effets de cette variation et de préserver l'unité du marché. Dans le cas (celui de la livre sterling, de la lire ou du franc français), les montants compensatoires jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation. Les dépenses qui en résultent sont prises en charge par un fonds européen, le FEOGA.

La dépréciation de la livre a été telle qu'actuellement les montants compensatoires appliqués au Royaume-Uni atteignent 35 % du prix. Le coût pour le FEOGA

est considérable. Les Anglais achetant beaucoup plus de produits alimentaires qu'ils n'en vendent. Sur la base actuelle, les experts britanniques ont calculé qu'il dépasserait un milliard d'unités de compte (6,5 milliards de francs) par an. « Les Anglais mangent à moitié prix, et ce sont nos contribuables qui paient ! » s'est écrié l'un des ministres de l'agriculture qui participait à la dernière réunion des Neuf, le 4 octobre.

Pour apporter un remède partiel à cette situation, M. Lardinois, le commissaire chargé des affaires agricoles, propose de modifier le "taux vert" de la livre anglaise, autrement dit de dévaluer la "livre verte" de 4,5 %, ce qui se traduirait par une réduction des montants compensatoires de six points, mais, en même temps, par une hausse des prix agricoles anglais de 4,5 %. Malgré la pression exercée par les autres pays membres, M. Lardinois, le nouveau ministre de l'agriculture britannique, a refusé, au nom de la lutte contre l'inflation. Le dossier va être repris à la fin du mois.

Les Anglais ont apparemment bonne conscience : il est étrange de critiquer les Britanniques parce qu'ils bénéficient aujourd'hui d'un des mécanismes de la politique agricole commune, nous l'avons vu, mais ils ne veulent pas valoir ainsi un de leurs hauts fonctionnaires. « Peut-on oublier, ajoutait-il, que le dispositif des montants compensatoires a été mis en place lorsque les monnaies ont commencé à flotter avec l'appui des Français afin de préserver, à travers la fiction, des prix communs, l'unité du marché, et, par là même, des courants d'échanges économiques à la France, aux Pays-Bas ou au Danemark ? Engager une campagne contre l'application des montants compensatoires en Angleterre, risque, dans ces conditions, d'être dangereux car elle pourrait susciter en retour la remise en cause par les Britanniques de l'ensemble des dispositions de l'Europe agricole. Notre interlocuteur suggère ensuite d'examiner le problème au-delà de son aspect agricole : « Le jeu des montants compensatoires, observe-t-il, permet, à travers le budget commun, d'opérer des transferts des pays membres riches vers ceux qui le sont moins ; c'est sans doute une méthode bizarre, mais peut-on dire qu'elle est nocive ? »

De tels arguments ne sont pas dénués de fondement. Il est vrai que le dispositif des montants compensatoires, même s'il entraîne aujourd'hui au point de rupture, a permis, depuis cinq ans, de sauver le Marché commun agricole, et de ce fait a toujours été considéré par la France

comme un mal nécessaire. Il est également exact que bien avant M. Lardinois les Allemands ont refusé avec entêtement une dévaluation des montants compensatoires qu'ils appliquent eux-mêmes (pour assurer la réévaluation du mark) afin d'éviter une diminution, ou plutôt une moindre hausse, de leurs prix agricoles à terme.

Une prime à la facilité

Cependant, plusieurs critiques sont adressées à l'attitude britannique. Trivialement exprimée, leur reproche de « cracher dans la soupe », ils tirent aujourd'hui avantage de la politique agricole commune par le biais des montants compensatoires mais, dans le même temps, insistent pour qu'elle soit révisée de fond en comble. Ils dénoncent avec ardeur son coût mais s'opposent aux solutions qui sont proposées pour réduire la facture. En fait, il semble que les Anglais n'aient pas encore fixé leur doctrine sur l'opportunité de conserver la politique agricole commune. Arrivés avec des idées assassines, ils se sont aperçus à l'usage qu'ils pouvaient en tirer avantage (alors, en 1975, c'est le FEOGA qui, pour une bonne part, subventionnait l'approvisionnement en sucre du Royaume-Uni) ; ils n'ont pas pour autant abandonné leur ton critique.

Personne ne considère comme choquant que le budget de la Communauté aide la Grande-Bretagne à franchir un cap difficile. La Communauté a un intérêt politique et économique à « couvrir » le Royaume-Uni comme elle « couvre » l'Italie, et peut-être demain la France, qui, malheureusement, appartient aussi à la catégorie des pays à faible rendement. Mais pour autant abandonner la subventionner massivement les importations agricoles britanniques revient à fournir une aide déguisée sans contrepartie ni compensation. « C'est la prime à la facilité », commente un autre fonctionnaire de la Commission, qui ajoute : « La Communauté fournit un effort exceptionnel en faveur du Royaume-Uni, il est dommage que cette contribution ne porte pas plutôt sur la modernisation de l'appareil industriel anglais. Pour espérer un avenir meilleur, il faudrait mieux financer un plan de redressement plutôt que la consommation. »

Une telle politique à la petite semaine n'est-elle pas imputable en partie au comportement du gouvernement britannique ? On peut penser le moins constater qu'il n'a jamais eu de véritable appel à une solidarité communautaire réfléchie. Les Anglais empêchent les subventions du FEOGA de résulter des montants compensatoires mais, profondément attachés à l'égard de la coopération économique et monétaire en Europe, ont préféré, au moins jusqu'ici, s'adresser au Fonds monétaire international aux États-Unis plutôt qu'à la Communauté lorsqu'ils ont besoin de crédits. Une telle défiance ne revient-elle pas en fait une hésitation chronique à s'engager aux côtés de l'Europe ? « Nous espérons que durant notre présidence la Communauté prendra la mesure des progrès possibles avec plus de réalisme que dans le passé. Nous ne chercherons pas à opérer de percées spectaculaires. Nous tâcherons de faire en sorte que la Communauté fonctionne convenablement dans un climat propice à un dialogue fécond avec l'objectif de prendre des décisions acceptables pour tous », a récemment déclaré M. Grossland, le secrétaire au Foreign Office, devant le congrès travailliste de Blackpool. Si un tel pragmatisme érigé en politique aboutit à renoncer à tout effort collectif pour rétablir un minimum de stabilité monétaire dans la C.E.S., le risque de voir l'« époque communautaire » à l'heure de l'union douanière et la politique agricole commune, remis en cause pourrait bientôt dangerueusement se préciser.

PHILIPPE LEMAITRE.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs
75008 PARIS - CDEX 02

CROSS
Standard
On Style
And
Quality

CROSS
SINCE 1846

Les spécialistes pour l'Europe

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SYNDICATS

LE IV^e CONGRÈS DE L'U. C. T.

Feu vert pour préparer la réunification avec la C. G. C.

De notre envoyé spécial

Blois. — Sept ans après sa création, l'Union des cadres et techniciens (U.C.T.), au cours de son quatrième congrès, qui s'est tenu du 15 au 17 octobre à Blois, a franchi une étape importante : en dépit des réticences et des conditions posées par son partenaire, la C.G.C., elle s'est prononcée, à l'unanimité, pour l'ouverture de négociations officielles avec la Confédération des cadres, afin de parvenir à une réunification. Elle s'est aussi dotée d'une nouvelle équipe dirigeante, après que les congressistes aient complété la doctrine syndicale de l'U.C.T., basée désormais sur trois piliers : la réforme de l'entreprise, le syndicalisme évolutionnaire, et la régulation contractuelle de l'économie.

C'est à une forte majorité (1) que les congressistes ont élu les nouveaux dirigeants de l'U.C.T. Le président, M. André Ciber (S.C.F.), et le secrétaire général, M. Jean-Louis Mandinaud (P.C.T.), vont assurer à la fois la continuité et l'évolution de cette union puisqu'ils figuraient déjà dans l'équipe précédente et travaillaient en accord étroit avec leurs prédécesseurs, MM. Nasse et Quillet.

Les congressistes ont consacré une grande partie des débats à l'approfondissement de leur doctrine et des orientations du syndicat.

Lors de ses précédents congrès, l'U.C.T. s'est déclarée favorable à une réforme de l'entreprise introduisant la « co-responsabilité » (60 % capital, 40 % travail) et au développement d'un « syndicalisme évolutionnaire » qui ne se limite pas à des revendications alimentaires, mais s'affirme nettement réformiste. Cette fois, elle a voulu renforcer sa doctrine syndicale en préconisant une gestion participative de la société. Après avoir constaté l'impasse des économies libérales occidentales et des régimes collectivistes, l'U.C.T. s'est prononcée pour « la recherche résolue d'une troisième voie ». Pour la description et l'analyse de l'économie, elle propose « une nouvelle méthode de pensée » basée sur la théorie générale des systèmes et l'apport de différentes sciences, notamment de la biologie, qui considère que l'évolution des économies est complexe et donne lieu pour toute décision à des réactions et des rétroactions en chaîne.

Quant à la gestion de l'économie, tant au niveau national que dans les entreprises, elle doit, selon l'U.C.T., être assurée « par une régulation contractuelle » : ce « nouveau modèle » et cette « première ébauche de société » ont pour but de concilier la liberté de chaque citoyen et la cohérence des choix des agents économiques. Se refusant à tout « a priori » politique, l'U.C.T. affirme que cette méthode peut être appliquée dans un régime capitaliste comme dans un régime socialiste.

Concrètement, et au-delà des débats, au cours desquels certains congressistes ont réclamé l'utilisation d'un vocabulaire moins hermétique, l'U.C.T. préconise par exemple la mise en place de « conseils professionnels » de concertation dans chaque branche industrielle, la création de « magistratures » d'appel en cas de conflits, la « généralisation à

toute l'économie de contrats sociaux » qui prévoient l'amélioration du pouvoir d'achat en fonction de la progression de la PNB (production intérieure brute) et « une répartition différenciée assurant une progression plus rapide des bas salaires », la réduction de la durée du travail par l'institution d'une taxe sur les heures supplémentaires.

« Nous avons maintenant une arme idéologique au point », a déclaré le nouveau secrétaire général, M. J.-L. Mandinaud. Il faut maintenant s'en servir et non pas se contenter de l'admirer (...). Les idées seront jugées le jour où elles seront mises en pratique, sinon leur meilleur destin sera la bibliothèque ou le musée. » « Nous préférons », a ajouté M. Mandinaud, « voir passer 10 % de nos idées, puis ensuite 20 %, plutôt que de nous figer dans l'espoir vain d'une victoire totale. »

Les difficultés de l'U.C.T., qui n'a pas réussi à « décoller » (le Monde du 16 octobre), et, à l'inverse, l'influence morale qu'elle a exercée sur certaines organisations de la C.G.C., qui aujourd'hui pensent comme elle, expliquent, entre autres raisons, la volonté de l'U.C.T. de rechercher un regroupement « unitaire » des cadres avec la C.G.C. Ces convictions ont permis au congrès de surmonter les réticences et surtout la fâcheuse impression donnée par la C.G.C., dans une lettre du 14 octobre. Cette lettre, qui dressait un constat des discussions préparatoires et officieuses de ces derniers mois, évoque, sans les détailler, les points d'accord entre les deux organisations, mais insiste au contraire sur « certaines divergences extrêmement importantes », notamment le soul de l'U.C.T. d'aboutir à une confédération de cadres mais aussi de techniciens ; pour la C.G.C., « il ne saurait être question d'avoir pour adhérents des salariés du personnel d'exécution, même en les appelant pudiquement des techniciens », alors que l'U.C.T. souhaite un élargissement du syndicalisme cadre.

Sans donner carte blanche aux nouveaux responsables de l'U.C.T. et sans « renier leurs conceptions », les congressistes de Blois ont finalement, à l'unanimité, donné le feu vert à l'ouverture de discussions officielles, « sans précipitation ».

Entre une C.G.C. qui aujourd'hui souligne son « dynamisme » et une U.C.T. qui souhaite un regroupement de cadres non sans rappeler que d'autres partenaires peuvent être envisagés et que les convergences sont plus grandes avec la C.F.T.C. et, dans une moindre mesure, avec F.O. qu'avec la C.G.C., les discussions seront difficiles et longues.

JEAN-PIERRE DUMONT.

APRÈS LA CATASTROPHE MINIÈRE DE MERLEBACH

La C.F.D.T. dénonce la « responsabilité écrasante » de la direction

« Les travaux d'isolement des quartiers affectés par le feu au siège de Merlebach se poursuivent favorablement », indique la direction. Une partie du personnel a repris le travail lundi 18 octobre, tandis qu'une autre devrait être mutée dans d'autres puits. De son côté, la C.F.D.T., majoritaire dans ce puits, porte de vives accusations contre la direction, après la catastrophe du 30 septembre qui fit seize morts.

Les dirigeants de la Fédération nationale C.F.D.T. des mineurs et les délégués du puits de Merlebach, qui se sont portés partie civile dans l'information ouverte sur la catastrophe minière du 30 septembre, viennent d'exposer, au cours d'une conférence de presse à Paris, les accusations précises qu'ils portent contre la direction. Plusieurs délégués des mineurs, dont l'un a combattu le feu, ont expliqué avec une grande précision technique, et parfois une émotion, les erreurs qui ont été commises.

« Les règles de l'art minier, ont-ils déclaré, ne sont pas respectées. Alors que les spécialistes des charbonnages recommandent l'installation dans les puits de colonnes d'aérage (les « montages ») à 20 mètres d'écart, à Merlebach ces colonnes sont parfois très proches les unes des autres : moins de 10 mètres. Le fonctionnement de la mine en continu, et non plus en deux fois huit heures, comme cela se passait il y a plusieurs années, empêche, affirment-ils, le contrôle et la surveillance attentive de la mine ; les délégués des mineurs pensent que cette absence de contrôle, notamment dans les « montages », est peut-être à l'origine indirecte de l'incendie. Les délégués ont ensuite critiqué la méthode de lutte contre

l'incendie qui a été adoptée : outre l'absence dans le puits « de barrages de repli » et de matériel adéquat, tel que des couvertures spéciales, ils dénoncent « la stratégie de reculs successifs faisant partir les sapeurs à zéro à chaque recul », alors que la lutte classique contre le feu, adoptée dans d'autres puits, et le « remblayage par le dessus » auraient été plus efficaces.

Au total, la C.F.D.T. reproche à la direction d'avoir voulu maintenir l'activité du puits sur certains chantiers, alors que le feu sévissait ; tandis que les délégués, dépassant leurs droits, demandaient dès 13 heures aux mineurs de ne plus descendre au fond, la direction, par une note diffusée vers 15 heures, estimait « que le personnel des autres chantiers devait descendre normalement ».

« La responsabilité de la direction », a déclaré M. Kasper, est écrasante. Les seize camarades tués ont été sacrifiés à une certaine logique, celle qui conduit à protéger d'abord le charbon et les machines. » Mme Laot, secrétaire confédérale, après avoir rappelé que la loi, actuellement en discussion au Parlement, sur les accidents du travail, refuse aux délégués le droit d'arrêter les machines et les chantiers en cas de danger, a insisté sur le fait « que la décision prise par les délégués de Merlebach a été la pire ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

DIVISION ACHATS

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

ANNÉE : 1977

La Société Nationale des Industries Chimiques (SNIC) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matières premières et produits intermédiaires destinés à ses unités de :

- Peintures,
- Détergents,
- Cosmétiques,
- Verre et Céramique,
- Explosifs,
- Commercialisation.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges (contre la somme de 100 D.A.) à la SNIC - Division des Achats - Cinq Maisons - EL-HAR-RACH, Alger, B.P. 27 - Tél. 52840 - Tél. 76-37-82 à 87.

Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure portant la mention : « APPEL D'OFFRES n° MP/77/09 - A ne pas ouvrir » avant le 10 novembre 1976, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 6 mois.

Les fiches techniques et les échantillons des produits proposés doivent être transmis avant la clôture de l'appel d'offres.

SÉCURITÉ SOCIALE

La Confédération des syndicats médicaux décide de ne pas aggraver la « guerre des tarifs »

Au cours d'une assemblée générale, réunie le 16 octobre à Paris, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a décidé, « en raison du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation », de renoncer à l'augmen-

tation unilatérale des honoraires médicaux qu'elle avait envisagée d'appliquer à compter du 1^{er} octobre.

Mais la C.S.M.F., qui a refusé de signer l'accord entre les caisses d'assurance-maladie et la Fédération des médecins de France (F.M.F.) et applique depuis le 1^{er} juillet 1976 des honoraires parfois supérieurs aux tarifs conventionnels, n'a toujours pas autorisé ses dirigeants à parapher cet accord.

Hostile aux majorations conventionnelles, la C.S.M.F. avait en effet demandé à ses adhérents d'appliquer, le 1^{er} juillet, des tarifs plus élevés pour la visite, les actes de radiologie (Z) et l'indemnité kilométrique : elle avait, en juin dernier, décidé de majorer à nouveau, le 1^{er} octobre, la consultation, la visite, le Z, etc.

En renonçant à cette nouvelle majoration, la C.S.M.F. ne veut pas aggraver la guerre des tarifs. Elle la poursuit néanmoins, puisque, après l'augmentation, le 1^{er} novembre, du prix de la visite selon l'accord caisses-F.M.F., les tarifs que préconise la C.S.M.F. depuis le 1^{er} juillet seront encore supérieurs, du moins pour les supérieurs.

Le petit geste de bonne volonté dont fait preuve la C.S.M.F. pourrait faciliter l'ouverture de négociations qu'elle réclame. Encore que les caisses d'assurance-maladie ne puissent pas fermer les yeux sur les dépassements de tarifs pratiqués par une partie des adhérents de la C.S.M.F.

(Publicité)

OFFRONS

IMPORTANTS CAPITAUX

TOUTES MONNAIES
POUR
FINANCEMENT
EXPORTATIONS
POUR
TOUTS PAYS

écrire
TRISERVICE, Box 632
4, place du Cirque
1204 GENEVE (Suisse)

Nous avons eu l'audace de nous taire.

Et pourtant, il y avait de quoi faire du bruit. En quelques années, nous sommes devenus sur le marché de l'immobilier le premier constructeur de fermoirs lourds. La discrétion nous a servi. Nous nous sommes entièrement consacrés au développement de notre savoir-faire et à la mise en place d'un réseau d'assistance efficace. C'est maintenant chose faite. Alors, par donnez-nous si aujourd'hui, nous faisons autant parler de nous.

DATA 100

LA BOURSIDITE - RN 136 - 02350 LE PLESSIS-ROBINSON - 030 21 42

AFFAIRES

Les premières assises du commerce s'ouvrent à Versailles

501-44-100

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
3. ASIE
- CHINE : les autorités rap-
pellent que l'armée doit
demeurer soumise au parti.
4. EUROPE
- PORTUGAL : la gauche et
la droite du parti socialiste
se sont vivement affrontées.
5. AFRIQUE
- 6-7. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : loin des capi-
tales, à Norman (Oklahoma).
- 8-10. POLITIQUE
- La colloque du Nouveau
Contrat social.
- Le « contrat commun » de
P.C.F.
11. DÉFENSE
12. JEUNESSE
13. ÉDUCATION
- Sept millions et demi de
Français appelés aux urnes
entre le 18 et le 23 octobre.
- 14-15. LA RÉENTRÉE UNIVERSITAIRE

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

(Pages 17 à 22.)

- Les comptes de la nation
pour 1977 : alliances et chû-
chements.
- « Tour de vis » dans la dis-
tribution des prêts bonifiés à
l'agriculture.
- Pêche : le vote pour l'inter-
diction de l'usage du chalut
dans le golfe de Gascogne.
- Une réévaluation intégrale
des bilans recueillis en cause
l'amortissement dégressif.
- Dureté du marché aux puces
à la Bourse de Paris.
- Un nouveau livre de François
Péroux : une théorie
adaptée au réel.
- 23. SPORTS
- JUDO : la finale de la Coupe
d'Europe des clubs.
- GOLF : la Trophée des cham-
pions, à Saint-Nom-la-Bre-
tèche.
- 24-25. ARTS ET SPECTACLES
- CINÉMA : « La Dernière Folie
de Mel Brooks ».
- THÉÂTRE : « Palazzo men-
to » à Grenoble.
- 26-27. JUSTICE
- 34. LA RÉGION PARISIENNE
- L'Ile-de-France supporte
30 % des charges ; elle doit
disposer, au moins de 30 %
du pouvoir », nous déclare
M. Michel Giroud.
- 35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- La mort noire sur les côtes
bretonnes : inondation chez les
pêcheurs de l'île de Sein.
- 35 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
- PÊCHE : les Neuf engageant
un débat difficile sur une poli-
tique commune.
- AUTOMOBILE : les construc-
teurs sont satisfaits du
63° Salon.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (28 à 33)
Aujourd'hui (16) ; Carnet (18)
« Journal officiel » (18) ; Méteo-
rologie (18) ; Météo croisée (18)
Bourse (28).

Le numéro du « Monde »
daté 17-18 octobre 1976 a été
tiré à 527 049 exemplaires.

LIVRES

POLONAIS et sur la Pologne

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île (4^e)
Tél. : 329-51-09

PIANO ORGUE

Pour tout achat :
Piano Center

PIANOS : Paris-ouest : 71, rue de l'Église,
92280 LA GARENNE - Tél. 242.28.30 & 752.75.67
PIANOS, ORGUES : Paris-Est : 122-124, rue de Paris,
93000 MONTREUIL - Tél. 857.63.38
CATALOGUE FRANCO CONTRE 3 F EN TIMBRES

A B C D E F G

LES ENTRETIENS ENTRE MM. GISCARD D'ESTAING ET GIEREK

La rencontre franco-polonaise a été « cordiale, sincère et amicale »

M. Giscard d'Estaing a re-
gagné Paris, dimanche soir
17 octobre, après avoir passé
deux jours en Pologne.

Selon un communiqué publié
simultanément à Paris et à
Varsovie, les entretiens que le
président de la République a
eues à cette occasion avec M. Gie-
rek, premier secrétaire du parti
ouvrier unifié polonais, ainsi
qu'avec MM. Jachowski, président
du Conseil d'État, et Jaroszewicz,
chef du gouvernement, se sont
déroulés « dans une atmosphère
cordiale, sincère et amicale, com-
me il est de tradition dans les re-
lations franco-polonaises ». Le texte
poursuit :

M. Valéry Giscard d'Estaing
et M. Edward Gierek ont consti-
tué avec satisfaction que les
relations franco-polonaises,
et, en particulier, la coopération
économique, se développent d'une
façon dynamique, conformément
aux dispositions de la charte des
principes de la coopération amicale
du 20 juin 1975, ainsi que
des autres accords passés entre
les deux pays.

Il s'est exprimé leur volonté
de continuer à approfondir et à
élargir la coopération écono-
mique entre la France et la Po-
logne, de manière à atteindre
pleinement les objectifs du pro-
gramme à long terme qui prévoit
de tripler, au minimum, les
échanges commerciaux entre
1975 et 1980. Dans ce but, ils
ont décidé que les deux gouver-
nements devraient intensifier
leurs efforts en vue de réaliser
ce programme et de donner le
moyen de leur mise en œuvre.

Le communiqué rappelle enfin
M. Gierek à venir en visite offi-
cielle en France.

Sans doute pour ne pas mini-
miser la portée de la rencontre, le
P.C. soviétique pour pour les
questions rurales *Selskaya Jizn*.
Le journal poursuit : « Les rela-
tions amicales et d'affaires entre
nos deux pays sont un exemple
éclatant pour les rapports entre
États à régimes sociaux différents
et elles sont sur la bonne voie ».

Il salue comme un « événement
important » la semaine soviétique
à la télévision française.

Ces commentaires contrastent
avec l'opinion critique émise par
la *Pravda*, samedi, reprenant
l'humour de l'intervention de
M. Giscard d'Estaing (le *Monde*
des 17 et 18 octobre).

« M. François Mitterrand est
attendu la semaine prochaine en
Israël. Il rencontrera notamment
le premier ministre, M. Itzhak
Rabin, le ministre des Affaires
étrangères, M. Allon, le
ministre de la Défense, M. Shimon
Peres, et le secrétaire général de
la Hissadroukh (centrale syn-
dical), M. Yerocham Mechel ».

UN QUOTIDIEN SOVIÉTIQUE COMMENTE FAVORABLEMENT LES DÉCLARATIONS TÉLÉVISÉES DE M. GISCARD D'ESTAING

Moscou (A.F.P.). — Pour la
première fois, dimanche 17 octo-
bre, un quotidien soviétique a
associé dans les présentations de fa-
ciles « Les déclarations télévisées
de MM. Brejnev et Giscard
d'Estaing des 5 et 12 octobre ».

« Le secrétaire général du P.C.
soviétique et le président fran-
çais ont montré dans leurs inter-
ventions une communauté de
vues sur les problèmes du main-
tien de la paix et du désarme-
ment général et complet », écrit
le quotidien du comité central du
P.C. soviétique pour pour les
questions rurales *Selskaya Jizn*.
Le journal poursuit : « Les rela-
tions amicales et d'affaires entre
nos deux pays sont un exemple
éclatant pour les rapports entre
États à régimes sociaux différents
et elles sont sur la bonne voie ».

« Démocratie française » à l'honneur à Varsovie

MM. Giscard d'Estaing et Gierek
ont certainement consacré une
bonne partie de leurs tête-à-tête
à la détente, objectif majeur des
deux gouvernements. L'un et l'autre
s'alignent qu'elle ne soit
compréhensible et le grand rendez-
vous Est-Ouest, à Belgrade en 1977,
pour faire le point sur l'applica-
tion de la C.S.G.E. ne se solde ni
par un bilan jugé satisfaisant, par
les principales parties ni par l'a-
vis de nouvelles étapes. Or
les perspectives actuelles sont très
incertaines. On notera que le com-
munique mentionne le « désarme-
ment », chapitre sur lequel les
pays de l'Est sont aussi pressantés
que la France a été jusqu'ici réti-
cencie.

D'autre part, les relations
franco-soviétiques traversent une

A « La Règle à Calcul » : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

HP-25
programmable, 13 registres de
mémoire, 8 tests, branchements
préprogrammés, notation
scientifique, deg, rad.
480 F ttc

HP-21
5 registres de mémoire -
20 fonctions scientifiques
préprogrammées, notation
scientifique, deg, rad.
480 F ttc

HP-22
calculateur universel -
scientifique, statistique,
économiste
Y, X, A, droite de tendance -
amortissements, annuités.
780 F ttc

la Règle à Calcul
65-67, bd Saint-Germain,
75005 Paris.
Tél. : 033 02 63 033 34.61
1^{er} distributeur agréé
en France des calculateurs
de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

Pour leur découverte d'une nouvelle famille de particules

Le prix Nobel de physique est attribué à deux Américains

L'Académie royale des sciences de Suède a attribué, ce lundi
18 octobre, à Stockholm, le prix Nobel de physique à deux Amé-
ricains, les professeurs Burton Richter et Samuel Ting, « pour
leurs étonnantes travaux dans la découverte d'une particule
élémentaire d'un type nouveau ».

LA THÉORIE DU « CHARME »

La physique des particules éle-
mentaires paraissait ne plus ap-
porter grand-chose de nouveau au milieu
de 1974. En effet, l'ensemble de
leurs succès récents avait été
fabriquant toujours de nouvelles
particules, mais celles-ci n'étaient
que des variantes de particules déjà
connues, et appartenant peu de
connaissances nouvelles. Brusque-
ment, en novembre 1974, se produisit
une sorte de révolution. Un physicien
américain à Brookhaven (New-York),
Samuel Ting, et un de ses collègues
de Stanford (Californie), Burton Rich-
ter, annoncèrent simultanément qu'ils
avaient découvert dans leurs expé-
riences des phénomènes inattendus.
Après confrontation, il apparut que
la cause de ces phénomènes était
la même. Dans les deux cas, on
avait créé une particule d'un type
nouveau, instable, mais ne se désin-
tegrant pas suivant les schémas habi-
tuels et mettant pour se désin-
tégrer environ mille fois plus de
temps qu'elle aurait dû le faire s'il
s'agissait d'une particule usuelle.

Cette découverte (le *Monde* du
20 novembre 1974) allait être le point
de départ de nombreux travaux ex-
périmentaux et théoriques. Les ex-
périmentateurs se lancèrent dans
l'étude de la nouvelle particule — ap-
pelée « J » par Ting et « psi » par
Richter, la seconde dénomination
étant maintenant la plus usuelle. On
trouva dans les mois qui suivirent
de nouvelles particules de la même
famille, certaines presque semblables
au « psi », dont elles différaient seu-
lement par une masse plus grande,
d'autres fort différentes mais cepen-
dant apparentées.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

Les théoriciens, eux non plus, ne
restèrent pas inactifs et, très vite, ils
proposèrent plusieurs interprétations.

En Irlande

NOUVEAU WEEK-END DE VIOLENCE

Les deux parties de l'Irlande
qui, samedi et dimanche, ont connu
un nouveau week-end de violence,
nous rapportent nos
correspondants à Belfast et à
Dublin. Samedi soir, l'usine à gaz
située près du centre de Belfast
a sauté, et les trois membres de
l'IRA provisoire responsables de
l'attentat ont été tués dans l'ex-
plosion présumée de leurs
engins. Au début de la matinée,
un policier avait été tué et plu-
sieurs blessés dans une maison
piégée de la région de Dublin. Au
cours du congrès annuel du Sinn
Fein provisoire, qui se tient dans
la capitale de la République,
Mme Maire Drumm a déclaré
qu'elle abandonnait, pour rase-
rie de santé, son poste de vice-pré-
sidente de l'organisation. Elle sera
remplacée par M. Joe Cahill,
ancien « commandant » de la
« brigade » de l'IRA provisoire de
Belfast.

Mme Betty Williams, l'une des
fondatrices du Mouvement des
femmes pour la paix, a été élue
« femme de l'année » par le
Variety Club, un organisme qui
regroupe de nombreux artistes
britanniques. D'autre part, les
grands journaux norvégiens ont
décerné un prix de la paix, d'un
montant de 15 000 livres sterling,
à Mme Williams et à Mlle Mai-
read Corrigan, qui ont annoncé
que cette somme servirait à
construire une aire de jeux entre
les quartiers catholiques et pro-
testants de Belfast. Plusieurs
organisations européennes ont
proposé les deux jeunes femmes
pour le prix Nobel de la paix 1977.

A Moscou

M. KOSYGUINE REAPPARAÎT EN PUBLIC

Moscou (A.F.P., U.P.I.). — M. Ko-
syguine, chef du gouvernement sovié-
tique, a fait sa réapparition lundi
18 octobre en public à Moscou. Il a
accueilli, en présence de M. Brejnev
et d'autres dirigeants soviétiques, le
premier secrétaire du P.C. de Mon-
golie, M. Tserendbal. La cérémonie
était retransmise en direct à la
télévision.

M. Kosyguine ne s'était pas
montré en public depuis quatre-
vingt-sept jours. Selon des rumeurs
qui ont circulé à Moscou pendant
l'été, le chef du gouvernement sovié-
tique aurait été victime d'une crise
cardiaque pendant une baignade.

« A la France-Soir », plus d'une
souscription de journalistes — sur
deux cent sept au total — auraient
manifesté leur intention d'invo-
quer la clause de conscience pour
quitter le journal. Rappelons que
la date limite du bénéfice de cette
mesure ouvrant droit aux indem-
nités de départ a été reportée du
15 octobre au 5 décembre.



DÉCOUVERTE INDIVIDUELLE

DÉPART PARIS	
TUNIS	720 F
NEW YORK	1 450 F
DAKAR	1 700 F
RIO	2 800 F
ALLER - RETOUR	
VOLS A DATES FIXES	

CIRCUITS ORGANISÉS

Découverte de l'Égypte
du 20/12 au 02/01
du 03/01 au 22/01
du 13/02 au 26/02
du 06/03 au 19/03
2 550 F
avec transport Paris-Le Caire
aller-retour en jet.

BON A DÉCOUPER ET À ENVOYER
À NOUVELLES FRONTIÈRES
66, bd Saint-Michel - 75006 PARIS
Tél. : 325 57-51-033-98-40



100-150